

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

TOME 92.

N° 11-12

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1904

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

GRANDE-BRETAGNE — RUSSIE

Déclaration du 12/25 novembre 1904 (1)

Le Gouvernement Impérial de Russie et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'étant mis d'accord pour confier à une Commission internationale d'enquête, réunie conformément aux articles 9—14 de la Convention de La Haye du 17—29 juillet 1899 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, le soin d'éclaircir par un examen impartial et consciencieux les questions de fait se rapportant à l'incident qui s'est produit durant la nuit du 8—9 (21—22) octobre 1904 dans la Mer du Nord, au cours duquel le tir des pièces de canon de la flotte Russe occasionna la perte d'un bateau et la mort de deux personnes appartenant à une flottille de pêcheurs britanniques ainsi que des dommages à d'autres bateaux de ladite flottille et des blessures aux équipages de quelques-uns de ces bateaux—les soussignés dûment autorisés à cet effet sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1^{er}. — La Commission internationale d'enquête sera composée de 5 membres (commissaires) dont 2 seront des officiers de haut rang des marines Impériale Russe et Britannique respectivement. Les gouvernements de France et des Etats-Unis d'Amérique seront priés de choisir chacun un de leurs officiers de marine de haut rang comme membre de la commission. Le 5^e membre sera élu d'accord par les quatre membres susmentionnés.

Dans le cas où il ne se produirait pas d'entente entre les quatre commissaires pour le choix du 5^e membre de la Commission S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie, sera invité à le nommer.

Chacune des deux Hautes Parties Contractantes nommera également un jurisconsulte assesseur avec voix consultative et un agent chargés à titre officiel de prendre part aux travaux de la Commission.

(1) Treaty series, 1904, n° 13. (Presented to both houses of Parliament by command of his Majesty, décembre 1904).

ART. 2. — La Commission devra faire une enquête et dresser un rapport sur toutes les circonstances relatives à l'incident de la Mer du Nord, en particulier sur la question où gît la responsabilité et sur le degré de blâme concernant les ressortissants des deux Hautes Parties contractantes ou d'autres pays dans le cas où leur responsabilité se trouverait constatée par l'enquête.

ART. 3. — La Commission fixera les détails de la procédure qui sera suivie par elle pour l'accomplissement de la tâche qui lui est dévolue.

ART. 4. — Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent à fournir à la Commission internationale d'enquête dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible tous les moyens et les facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits en question.

ART. 5. — La Commission se réunira à Paris aussitôt que faire se pourra après la signature de cet arrangement.

ART. 6. — La Commission présentera aux deux Hautes Parties Contractantes son rapport signé par tous les membres de la Commission.

ART. 7. — La Commission prendra toutes ses décisions à la majorité des voix des cinq commissaires.

ART. 8. — Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent à garder chacune à sa charge par réciprocité les frais de l'enquête faite par elles préalablement à la réunion de la Commission. Quant aux dépenses qui incomberont à la Commission internationale d'enquête à partir du moment de sa réunion pour l'installation de ses services et les investigations nécessaires elles seront faites en commun par les deux Gouvernements.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Saint-Petersbourg, le 12 (25) novembre 1904.

(L. S.) (Signé) : Comte LAMSDORFF.

(L. S.) (Signé) : Charles HARDINGE.

PROTOCOLE

Les Soussignés se sont réunis aujourd'hui à l'Hôtel du Ministère Impérial des Affaires Etrangères pour procéder à la signature d'une Déclaration entre le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement Impérial de Russie concernant l'institution d'une Commission internationale d'enquête au sujet de l'incident de la mer du Nord.

Après lecture des instruments respectifs, lesquels ont été trouvés en bonne et due forme, la signature de ladite Déclaration a eu lieu selon l'usage.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent Protocole et l'ont revêtu du sceau de leurs armes.

Fait en double à Saint-Petersbourg, le 25 (12) novembre 1904.

(L. S.) (Signé) : Comte LAMSDORFF.

(L. S.) (Signé) : Charles HARDINGE.

GRANDE-BRETAGNE — SUÈDE ET NORVÈGE**Convention d'Arbitrage**

(Signée à Londres le 11 août 1904) (1)

Convention between the United Kingdom and Sweden and Norway providing for the Settlement by arbitration of certain classes of questions which may arise between the respective Governments.

*Signed at London, August 11, 1904. (1)**Ratifications exchanged at London, November 9, 1904*

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux conclue à La Haye le 29 juillet 1899 ;

Considérant que par l'Article XIX de cette Convention, les Hautes Parties Contractantes se sont réservé de conclure des accords en vue du recours à l'arbitrage, dans tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

Ont nommé pour leurs Plénipotentiaires pour arrêter les dispositions suivantes :—

Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, le Très Honorable Henry Charles Keith Petty-Fitzmaurice, Marquis de Lansdowne, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Département des Affaires Etrangères ; et

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le Baron de Bildt, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :—

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of Sweden and of Norway, signatories of the Convention for the pacific settlement of international disputes, concluded at The Hague on the 29th July, 1899 ;

Taking into consideration that by Article XIX of that Convention the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding agreements, with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment.

Have named as their Plenipotentiaries to conclude the following arrangement :—

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, the Most Honourable Henry Charles Keith Petty-Fitzmaurice, Marquess of Lansdowne, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

His Majesty the King of Sweden and of Norway, the Baron de Bildt, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at London ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows :—

(1) Échange des ratifications à Londres le 9 novembre 1904. Cf. *Treaty series*, 1904, n° 8.

ARTICLE I

Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des Traités existant entre les Hautes Parties Contractantes qui viendraient à se produire entre elles, et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour Permanente d'Arbitrage établie par la Convention du 29 juillet 1899, à La Haye, à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause, ni les intérêts vitaux ni l'indépendance ou l'honneur des Etats Contractants, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces Puissances.

ARTICLE II

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties Contractantes, avant de s'adresser à la Cour Permanente d'Arbitrage, signeront un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des Arbitres et les délais à observer, en ce qui concerne la constitution du Tribunal Arbitral et la procédure.

ARTICLE III

La présente Convention, qui sera ratifiée, est conclue pour une durée de cinq années, à partir de l'échange des ratifications, qui aura lieu aussitôt que faire se pourra.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 11 Août, 1904.

(L. S.)
(L. S.)

ARTICLE I

Differences which may arise of a legal nature, or relating to the interpretation of Treaties existing between the High Contracting Parties, and which it may not have been possible to settle by diplomacy, shall be referred to the Permanent Court of Arbitration established at the Hague by the Convention of the 29th July, 1899, provided, nevertheless, that they do not affect the vital interests, the independence, or the honour of the Contracting States, and do not concern the interests of third Parties.

ARTICLE II

In each individual case the High Contracting Parties, before appealing to the Permanent Court of Arbitration, shall conclude a special Agreement defining clearly the matter in dispute, the scope of the powers of the Arbitrators, and the periods to be fixed for the formation of the Arbitral Tribunal and the several stages of the procedure.

ARTICLE III

The present Convention, which shall be ratified, is concluded for a period of five years, dating from the exchange of the ratifications, which shall take place as soon as possible.

Done in duplicate at London, the 11th day of August, 1904.

BILDT.
LANSDOWNE.

GRANDE-BRETAGNE — SUISSE**Convention d'Arbitrage**

16 novembre 1904 (1)

Agreement between the United Kingdom and Switzerland providing for the settlement by arbitration of certain classes of questions which may arise between the two Governments.

Signed at London, November 16, 1904

The Government of His Britannic Majesty and the Federal Council of the Swiss Confederation, Signatories of the Convention for the pacific settlement of international disputes, concluded at The Hague on the 29th July, 1899 :

Taking into consideration that, by Article XIX of that Convention, the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding Agreements, with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment,

Have authorized the Undersigned to conclude the following arrangement : —

ARTICLE I

Differences which may arise of a legal nature, or relating to the interpretation of Treaties existing between the two Contracting Parties, and which it may not have been possible to settle by diplomacy, shall be referred to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention of the 29th July, 1899, provided, nevertheless, that they do not affect the vital interests, the independence or the honour of the two Contracting States, and do not concern the interests of third Parties.

ARTICLE II

In each individual case the High Contracting Parties, before appea-

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, Signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux conclue à La Haye le 29 Juillet 1899 :

Considérant que, par l'Article XIX de cette Convention, les Hautes Parties Contractantes se sont réservé de conclure des accords en vue du recours à l'arbitrage, dans tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

Ont autorisé les Soussignés à arrêter les dispositions suivantes : —

ARTICLE I

Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des Traités existant entre les deux Parties Contractantes qui viendraient à se produire entre elles, et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour Permanente d'Arbitrage établie par la Convention du 29 Juillet 1899, à La Haye, à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause, ni les intérêts vitaux ni l'indépendance ou l'honneur des deux Etats Contractants, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces Puissances.

ARTICLE II

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties Contractantes, avant

(1) *Treaty series*, 1904, N° 9.

ling to the Permanent Court of Arbitration, shall conclude a special Agreement defining clearly the matter in dispute, the scope of the powers of the Arbitrators, and the periods to be fixed for the formation of the Arbitral Tribunal and the several stages of the procedure.

ARTICLE III

The present Agreement is concluded for a period of five years, dating from the day of signature.

Done in duplicate at London, the 16th day of November, 1904.

(L. S.)

(L. S.)

de s'adresser à la Cour Permanente d'Arbitrage, signeront un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des Arbitres et les délais à observer, en ce qui concerne la constitution du Tribunal Arbitral et la procédure.

ARTICLE III

Le présent Arrangement est conclu pour une durée de cinq années, à partir du jour de la signature.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 16 novembre 1904.

LANSDOWNE.

CARLIN.

GRANDE-BRETAGNE — PORTUGAL

Convention d'Arbitrage

(16 novembre 1904) (1)

Agreement between the United Kingdom and Portugal providing for the settlement by arbitration of certain classes of questions which may arise between the two governments.

Signed at Windsor, November, 16, 1904

The Government of His Britannic Majesty and the Government of His Most Faithful Majesty the King of Portugal and of the Algarves, signatories of the Convention for the pacific settlement of international disputes, concluded at The Hague on the 29th July, 1899 ;

Taking into consideration that by Article XIX of that Convention the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding Agreements, with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment ;

Being moreover desirous of confirming, by a further solemn Agreement, the friendship and alliance

O Governo de Sua Magestade britannica e o de Sua Magestade Fidelissima o Rei de Portugal e dos Algarves, signatarios da Convenção para a solução pacifica dos conflictos internacionaes celebrada na Haya aos 29 de Julho de 1899 ;

Considerando que pelo Artigo XIX da mesma Convenção as Altas Partes Contractantes reservaram a faculdade de celebrar entre si accordos no intuito de se submeterem a juizo de arbitros todas as questões que julgarem possivel submeter a tal juizo ;

Desejando confirmar em mais um pacto solemne a amizade e aliança desde longas eras felizmente

(1) *Treaty series 1904, N° 10.*

which have happily subsisted for so long a period between them, and the two nations which they represent, and of eliminating, as far as possible, from their mutual relations everything which might tend to impair or weaken that friendship and alliance ;

Have authorized the Under-signed to conclude the following arrangement :—

ARTICLE I

Differences which may arise of a legal nature, or relating to the interpretation of Treaties existing between the two Contracting Parties, and which it may not have been possible to settle by diplomacy, shall be referred to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention of the 29th July, 1899, provided, nevertheless, that they do not affect the vital interests, the independence, or the honour of the two Contracting States, and do not concern the interests of third Parties.

ARTICLE II

In each individual case the High Contracting Parties, before appealing to the Permanent Court of Arbitration, shall conclude a special Agreement defining clearly the matter in dispute, the scope of the powers of the Arbitrators, and the periods to be fixed for the formation of the Arbitral Tribunal and the several stages of the procedure.

ARTICLE III

The present Agreement is concluded for a period of five years, dating from the day of signature.

Done in duplicate, at Windsor, the sixteenth day of November, 1904.

(L. S.)
(L. S.)

existente entre elles e as duas nações por elles representadas, e desviar quanto possível de suas mutuas relações tudo que possa concorrer a entibiar ou enfraquecer tal amizade e alliança ;

Autorisaram os abaixo assignados a firmar o seguinte accordo :—

ARTIGO I

Todas as divergências de indole juridica ou relativas á interpretação de Tratados existentes entre as duas Partes Contractantes que venham de futuro a produzir-se e que não haja sido possível resolver por meios diplomaticos, serão sujeitas ao Tribunal Permanente de Arbitragem creado na Haya pela Convenção de 29 de Julho de 1899, com tanto que não intendam com os vitaes interesses, a honra ou a independencia dos dois Estados Contractantes, ou os interesses de terceira Potencia.

ARTIGO II

Para cada caso particular e antes de recorrerem ao mencionado Tribunal convirão as Altas Partes Contractantes n'um compromisso especial em que se exprima claramente o assumpto em litigio, o alcance das faculdades attribuidas aos Arbitros e se estipulem as disposições que hajam de observar-se quanto á constituição do Tribunal e ás formas de processo usadas n'elle.

ARTIGO III

O presente accordo ficará em vigor por espaço de cinco annos contados do dia da sua assignatura.

Feito em duplicado em Windsor, aos dezeseis dias do mez de Novembro, 1904.

LANSDOWNE.
ANTONIO EDUARDO VILLAGA.

BELGIQUE — NORVÈGE**Dénonciation du traité de commerce avec la Norvège**

(14 octobre 1904) (1)

Par une communication officielle du 14 octobre 1904, le Gouvernement norvégien a dénoncé le traité de commerce et de navigation conclu le 11 juin 1895 entre la Belgique et la Norvège.

Le Gouvernement du Roi a donné acte de cette dénonciation.

Aux termes de l'article 21, ledit traité cessera de produire ses effets à partir du 15 octobre 1905.

En notifiant cette dénonciation, le Gouvernement norvégien a fait part de son vif désir d'entrer en négociation avec le Gouvernement du Roi pour la conclusion d'un nouveau traité.

Certifié par le Secrétaire général
du Ministère des Affaires Etrangères,
Baron LAMBERMONT.

BRÉSIL — ÉTATS-UNIS**Convention et protocole d'extradition**

(14 mai 1897, 28 mai 1898)

Texte originaux : anglais et portugais**Treaty and protocol between the United States and Brazil for the extradition of criminals.**

Signed respectively at Rio de Janeiro, May 14, 1897, and May 28, 1898. — Ratification with amendements advised by the Senate, February 28, 1899. — Ratified by the President, February 13, 1903. — Ratified by Brazil, April 14, 1903. — Ratifications exchanged at Rio de Janeiro, April 18, 1903. — Proclaimed, April 30, 1903.

I**TREATY OF EXTRADITION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE UNITED STATES OF BRAZIL**

The United States of America and the United States of Brazil, desiring to strengthen their friendly relations and to facilitate the administration of justice by the repression of crimes and offences committed in their respective territories and jurisdictions, have agreed to celebrate a treaty of extradition and have nominated for that purpose the following plenipotentiaries :

The President of the United States of America, Mr. Thomas L. Thompson, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary near the Government of the United States of Brazil ;

And the President of the United States of Brazil, General Dionisio Evangelista de Castro Cerqueira, Minister of State for Foreign Relations ;

Who having made known their respective full powers, which have been found in good form, agree upon the following articles :

(1) *Moniteur Belge* 17 et 18 octobre 1904, p. 5289.

ARTICLE I

The Government of the United States of America and the Government of the United States of Brazil mutually agree to deliver up the persons who, having been charged or convicted, as the authors of or accomplices in any of the crimes enumerated in the following article, committed in the jurisdiction of one of the contracting parties, seeks an asylum or be found within the territories of the other ; provided, this shall only take place after such evidence of criminality as, according to the laws of the place where the person or fugitive so charged shall be found, would justify his or her apprehension and commitment for trial, if the crime had there been committed.

ARTICLE II

Extradition shall be granted for the following crimes and offences :

1. Voluntary homicide, when such act is punishable in the United States of America, comprehending the crimes of poisoning and infanticide ; murder ; manslaughter.

2. Abortion.

3. Rape and other offences against chastity committed with violence.

4. Bigamy.

5. Abduction, willfully and wrongfully depriving any person of natural liberty.

6. Kidnapping or child stealing.

7. Arson.

8. Piracy, by statute or by the law of nations when the state in which the offender is found has no jurisdiction ; revolt, or conspiracy to revolt, by two or more persons on board a ship on the high seas, against the authority of the master ; to willfully and wrongfully cause shipwreck ; to wrongfully and willfully collide with a vessel ; to wrongfully and willfully scuttle a vessel for the purpose of sinking it ; to wrongfully and willfully destroy a vessel on the high seas.

9. Wrongful and willful destruction or obstruction of railroads which endangers human life.

10. Counterfeiting, falsifying or altering money of any kind, or of legally authorized bank notes which circulate as money ; to utter or to give circulation to any such counterfeited, falsified or altered money ; the falsification of instruments of debt created by national, state or municipal governments or of the coupons thereof ; counterfeiting, falsifying or altering seals of the federal or state governments ; to knowingly use any such instruments or papers.

11. Forgery, the utterance of forged papers ; forgery or falsification of official acts of government, of public authorities, or of courts of justice, of public or private instruments ; the use or the utterance of the thing forged or falsified.

12. Perjury, or to bear false witness ; to suborn or bribe a witness.

13. Fraud committed by a depositor, banker, agent, broker, treasurer, director, member or employe of any company or corporation.

14. Embezzlement, consisting in the misappropriation or theft of public moneys, committed in the jurisdiction of one of the contracting parties, by a public officer or depositary.

15. Embezzlement, or theft of moneys, committed by persons salaried or employed, to the detriment of those who employ them.

16. Burglary, defined to be the act of entering during the night, by breaking or climbing, the dwelling-house of another, with intent to commit a felony; robbery, defined to be the act of feloniously and forcibly taking from another money or goods of any value, by violence, or putting in fear, and known in the Brazilian Penal Code as *roubo*.

17. Complicity in or attempts at the commission of any of the crimes specified in the preceding sections, provided that such complicity or attempt be punishable by the laws of the country from whence the extradition is demanded.

ARTICLE III

Extradition shall not be granted if the offence on which the surrender is demanded be of a political character, or if the fugitive prove that there is an intention to try or punish him for a political crime; nor if the circumstances on which extradition is demanded are connected with political crimes.

The Government from which extradition is demanded will examine the circumstances, to ascertain whether the crime be of a political character, and its decision shall be definite.

The following shall not be considered political crimes when they are unconnected with political movements, and are such as constitute murder or willful and illegal homicide, as provided for in section 1 of the preceding article:

1. An attempt against the life of the President of the United States of America, or against the life of the Governor of any of the States; an attempt against the life of the President of the United States of Brazil, or against the life of the President or Governor of any of the States thereof;

2. An attempt against the life of the Vice-President of the United States of America, or against the life of the Lieutenant-Governor of any of the States; an attempt against the life of the Vice-President of the United States of Brazil, or against the life of the Vice President or Vice Governor of any of the States thereof.

ARTICLE IV

The person surrendered cannot be tried nor punished in the country which has obtained the extradition, nor be surrendered to a third country, for trial or punishment therein, for any crime or offence not mentioned in this treaty, nor for one committed previous to extradition, other than the crime or offence for which he was extradited, unless such person has been in either case at liberty to leave the country which has obtained the extradition for a month subsequent to trial therein.

Furthermore, such person shall not be tried nor punished for an offence or crime mentioned in this treaty committed previous to the extradition, other than the offence or crime for which he was extradited, without the consent of the Government which has surrendered such person, and the said Government shall be able to demand an exhibition of any of the documents mentioned in Article X of the present treaty.

In like manner the consent of the said Government shall be solicited if

the extradition of the offender is requested by a third Government ; although this shall not be necessary when the offender voluntarily requests trial or consents to punishment ; or if he fails to leave the territory of the country to which he has been surrendered within the period above fixed.

ARTICLE V

The contracting parties shall in no case be obliged to surrender their own citizens in virtue of the stipulations of the present treaty.

ARTICLE VI

If the person shall be in course of trial, or shall have been convicted of an offence other than that for which the surrender is demanded, extradition shall only take place after the trial shall have been concluded and the sentence fulfilled.

ARTICLE VII

When the person demanded by one of the contracting parties is also demanded by one or more powers on account of crimes and offences committed within their respective jurisdictions, extradition shall be conceded to the one whose request is first received, unless the Government to which the request is made has before agreed by treaty in case of the concurrence of requests to give preference to the country of the person's origin, to the gravity of the crime, or to the request which is of oldest date ; in whichsoever of these cases the usual rule shall be followed.

ARTICLE VIII

Extradition shall be refused when the action or sentence for which the offender is demanded shall have been extinguished by prescription, according to the law of the country to which the request is made, or when such person shall have been already tried and sentenced for the same crime.

ARTICLE IX

All articles found in the possession of the person accused and obtained through the commission of the act with which such person is charged, and may be used as evidence of the crime for which such person is demanded, shall be seized and surrendered with the person. Nevertheless, the rights of third persons to the articles so found shall be respected.

ARTICLE X

Requisitions for the surrender of fugitives from justice accused or convicted of any the crimes or offences hereinbefore mentioned shall be made by the diplomatic agent of the demanding Government. In case of the absence of such agent either from the seat of Government such requisition shall be made by a superior consular officer.

When the person whose surrender is requested shall have already been

convicted of the crime or offence for which his extradition is demanded, the demanded therefor shall be accompanied by a copy of the judgment of the court or tribunal which has pronounced it, duly signed by the judge of the court or president of the tribunal ; and the signature of the of the judge of the court or president of the tribunal shall be authenticated by the proper executive officer, whose official character shall in turn be attested by the diplomatic agent or a superior consular officer of the Government on which the demand is made.

When the person whose surrender is asked is merely charged with the commission of any of the crimes mentioned in the present treaty the application for extradition shall be accompanied by an authenticated copy of the warrant of arrest issued against such person by the officer duly authorized to do so ; and likewise by an authenticated copy of the depositions or declarations made before such officer and setting forth the acts with which the fugitive is charged.

The extradition of fugitives under the provisions of the present treaty shall be carried out in conformity with the laws and practice for the time being in force in the state on which the demand is made, without, however, denying recourse to the writ of *habeas-corpus*.

ARTICLE XI

When the arrest and detention of a person are desired on telegraphic or other information in advance of the presentation of the formal proofs provided for in the preceding article of the present treaty, the following practice shall be observed : In the United States of America application shall be made by the diplomatic agent of Brazil, or in his absence by a superior consular officer, to the Secretary of State, for a certificate stating that request has been made by the Government of the United States of Brazil for the provisional arrest of a person convicted or accused of the commission within the jurisdiction thereof, of a crime or offence extraditable under the terms of the present treaty, which, upon presentation to any competent judicial officer and upon complaint duly made that such a crime or offence has been so committed, it shall be lawful for such judicial officer to issue a warrant for the apprehension of such person ; And in the United States of Brazil upon request of the Government of the United States of America, duly made through its diplomatic agent, or in his absence by a superior consular officer to the Minister for Foreign Relations ; the provisional arrest shall be made of any person convicted or accused of the commission of a crime or offence extraditable under this treaty.

But if the formal requisition for surrender with the formal proofs hereinbefore mentioned, be not made as aforesaid by the diplomatic agent of the demanding government, or in his absence by a superior consular officer, within sixty days from the date of the arrest of the fugitive, the prisoner shall be discharged from custody.

ARTICLE XII

The expenses incurred in the arrest, detention, examination and delivery of fugitives under this treaty shall be borne by the State in whose name the extradition is sought.

ARTICLE XIII

The present treaty shall take effect six weeks after the exchange of ratifications, and shall continue in force six months after one of the contracting parties shall have notified the other of an intention to terminate it.

It shall be ratified and the ratifications exchanged at Rio de Janeiro as soon as possible.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries sign the above articles written in the English and Portuguese languages and herunto affix their seals.

Done and signed in duplicate in the city of Rio de Janeiro, this 14th day of May 1897.

(Seal). THOMAS L. THOMPSON.

(Seal). DIONISIO E. DE CASTRO CERQUEIRA.

II

PROTOCOL

The undersigned, the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America and the Minister for Foreign Affairs of the Republic of the United States of Brazil, met together to-day in the Department of Foreign Affairs and being duly authorized, have agreed to modify in the manner hereinafter indicated the provisions of No. 13 of Article II, of the end of § 2 of Article III, and of the first two paragraphs of Article IV, and the wording of Article IX of the Extradition Treaty signed May 14th, 1897, for the purpose of preventing questions in the execution thereof.

ARTICLE II, No. 13

To add in the English text after "broker" the word "manager" corresponding in the Portuguese text to the term "administrador".

ARTICLE III, § 2

To substitute in the English text for the word "definite" the word "final".

ARTICLE IV

To change the wording of the first paragraph of the Portuguese text to read as follows: O individuo entregue não poderá ser processado nem punido no paiz que tiver obtido a extradição nem entregue a terceiro paiz por crime ou infracção ão prevista no presente tratado nem por crime ou infracção anterior a extradição, etc., etc.

To substitute in the second paragraph of the English text the expression "may demand" for "shall be able to demand."

ARTICLE IX

Substitute for the wording of the English text the following: "All articles found in the possession of the person accused wether obtained

through the commission of the act with which such person is charged, or whether they may be used etc., etc. ”

This protocol shall be submitted for approval to the Congresses of the two countries.

Done at the city of Rio de Janeiro this twenty-eighth day of May A. D. 1898.

(Seal). CHARLES PAGE BRYAN.

(Seal). DIONISIO E. DE CASTRO CERQUEIRA.

GRÈCE — ÉTATS-UNIS

Convention relative aux droits et immunités du corps consulaire.

(19 novembre, 2 décembre 1902).

Texte originaux : anglais et grec

Convention concerning the rights and Privileges of Consuls.

Signed at Athens, November 19, 1902 / December 2, 1902. — Ratification with amendment advised by the Senate, February 16 1903. — Ratified by the Président, May 20, 1903. — Ratified by Greece, June 25, 1903 / July 8, 1903. — Ratifications exchanged at Athens, July 9, 1903. — Proclaimed, July 11, 1903.

The President of the United States of America and His Majesty the King of the Hellenes, being mutually desirous of defining the rights, privileges and immunities of consular officers in the two Countries, deem it expedient to conclude a consular convention for that purpose, and have accordingly named as their Plenipotentiaries :

The President of the United States of America, Charles S. Francis. Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Hellenes.

His Majesty the King of the Hellenes, Alexander Th. Zaïmis, Commander of the Royal Order of the Saviour, etc., President of His Council, His Minister for Foreign Affairs,

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following articles :

ARTICLE I

Each of the high contracting parties agrees to receive from the other, consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents in all its ports, cities and places, except those where it may not be convenient to recognize such officers. This reservation, however, shall not apply to one of the high contracting parties without also applying to every other power.

ARTICLE II

The consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents of the two high contracting parties shall enjoy reciprocally, in the states of the other, all the privileges, exemptions and immunities that are enjoyed by officers of the same rank and quality of the most favored nation. The said officers, before being admitted to the exercise of their functions and the

enjoyment of the immunities thereto pertaining, shall present their commissions in the form established in their respective countries. The government of each of the two high contracting powers shall furnish them the necessary exequatur free of charge, and, on the exhibition of this instrument, they shall be permitted to enjoy the rights, privileges and immunities granted by this convention.

ARTICLE III

Consuls-General, consuls, vice-consuls and consular agents, citizens of the State by which they are appointed, shall be exempt from preliminary arrest, except in the case of offences which the local legislation qualifies as crimes and punishes as such; they shall be exempt from military billetings, from service in the regular army or navy, in the militia, or in the national guard; they shall likewise be exempt from all direct taxes, national state or municipal, unless such taxes become due on account of the possession of real estate, or for interest on capital invested in the country where the said officers exercise their functions. This exemption shall not, however, apply to consuls-general, consuls, vice-consuls or consular agents engaged in any profession, business or trade; but said officers shall in such case be subject to the payment of the same taxes as would be paid by any other foreigner under the like circumstances.

ARTICLE IV

When a court of one of the two countries shall desire to receive the judicial declaration or deposition of a consul-general, consul, vice-consul or consular agent, who is a citizen of the State which appointed him and who is engaged in no commercial business, it shall request him, in writing, to appear before it; and in case of his inability to do so, it shall request him to give his testimony in writing, or shall visit his residence or office to obtain it orally.

It shall be the duty of such officers to comply with this request with as little delay as possible.

In all criminal cases the appearance in court of said consular officer shall be demanded with all possible regard to the consular dignity and to the duties of his office.

It shall be the duty of said consular officer to comply with this request, without any delay which can be avoided. Nothing in the foregoing part of this article, however, shall be construed to conflict with the provisions of the sixth article of the amendments to the Constitution of the United States, or with like provisions in the constitutions of the several States, whereby the right is secured to persons charged with crime, to obtain witness in their favor, and to be confronted with the witnesses against them.

ARTICLE V

Consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents may place over the outer door of their offices the arms of their nation, with this inscription: Consulate-General, or Consulate, or Vice-Consulate, or Consular Agency of the United States or of Greece.

They may also raise the flag of their country on their offices. They may in like manner, raise the flag of their country over the boat employed by them in the port for the exercise of their functions.

ARTICLE VI

The consular offices shall at all times be inviolable. The local authorities shall not, under any pretext, invade them. In no case shall they examine or seize the papers there deposited. In no case shall those offices be used as places of asylum. When a consular officer is engaged in other business the papers relating to the consulate shall be kept separate.

ARTICLE VII

In the event of the death, incapacity or absence of consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents their chancellors or secretaries, whose official character may have previously been made known to the Department of State at Washington or to the Ministry of Foreign Affairs in Greece, may temporarily exercise their functions, and while thus acting they shall enjoy all the rights, prerogatives and immunities granted to the incumbents.

ARTICLE VIII

Consuls-general and consuls may, so far as the laws of their country allow, with the approbation of their respective governments, appoint vice-consuls and consular agents in the cities, ports and places within their consular jurisdiction.

These agents may be selected from among citizens of the United States or of Greece, or those of other countries. They shall be furnished with a regular commission, and shall enjoy the privileges stipulated for consular officers in this convention, subject to the exceptions specified in articles 3 and 4.

ARTICLE IX

Consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents shall have the right to address the administrative and judicial authorities, whether in the United States of the Union, the States or the municipalities, or in Greece, of the State, throughout the whole extent of their consular jurisdiction, in order to complain of any infraction of the treaties and conventions, between the United States and Greece, and for the purpose of protecting the rights and interests of their countrymen. If the complaint should not be satisfactorily redressed, the consular officers aforesaid, in the absence of a diplomatic agent of their country, may apply directly to the government of the country where they exercise their functions.

ARTICLE X

Consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents may take at their offices, at their private residence, at the residence of the parties, or on board ship the depositions of the captains and crews of vessels of

their own country, of passengers on board of them, and of any other citizen of their nation. They may also receive at their offices conformably to the laws and regulations of their country, all contracts between the citizens of their country and the citizens or other inhabitants of the country where they reside, and even all contracts between the latter, provided they relate to property situated, or to business to be transacted, in the territory of the nation to which the said consular officer may belong.

Such papers and official documents, whether in the original, in copies or in translation, duly authenticated and legalized by the consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, and sealed with their official seal, shall be received as legal documents in courts of justice throughout the United States and Greece.

ARTICLE XI

In the case of the death of any citizen of the United States in Greece, or of a Greek subject in the United States, without having any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall give information of the circumstance to the consular officers of the nation to which the deceased belongs, in order that the necessary information may be immediately forwarded to the parties interested.

In all that relates to the administration and settlement of estates, the consular officers of the high contracting parties shall have the same rights and privileges as those accorded in the United States of America and Greece, respectively, to the consular officers of the most favored nation.

ARTICLE XII

Consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents shall have exclusive charge of the internal order of the merchant vessels of their nation and shall alone take cognizance of differences which may arise either at sea or in port between the captains, officers and crews, without exception, particularly in reference to the adjustment of wages and the execution of contracts.

In case any discord should happen on board of vessels of either party, in the territory or waters of the other, neither the Federal, State or Municipal Authorities or Courts in the United States, nor any Court or Authority in Greece, shall on any pretext interfere except when the said disorders are of such a nature as to cause or to be likely to cause a breach of the peace or serious trouble in the port or on shore; or when, in such trouble or breach of the peace, a person or persons shall be implicated, not forming a part of the crew.

In any other case, said Federal, State or Municipal Authorities or Courts in the United States, or Courts or Authorities in Greece, shall not interfere but shall render forcible aid to Consular officers, when they may ask it, to search, arrest and imprison all persons composing the crew, whom they may deem it necessary to confine. Those persons shall be arrested at the sole request of the consuls addressed in writing to either the Federal, State or Municipal Courts or Authorities in the United States, or to any Court or Authority in Greece, and supported by an official extract from the register of the ship or the list of the crew, and the prisoners shall

be held, during the whole time of their stay in the port, at the disposal of the consular officers. Their release shall be granted at the mere request of such officers made in writing. The expenses of the arrest and detention of those persons, shall be paid by the consular officers.

ARTICLE XIII

The said consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents are authorized to require the assistance of the local authorities for the arrest, detention and imprisonment of the deserters from the ships of war and merchant vessels of their country ; and for this purpose they shall apply to the competent tribunals, judges and officers and shall, in writing, demand said deserters, proving by the exhibition of the registers of the vessels, the rolls of the crews, or by other official documents, that such individuals formed part of the crews, and on this reclamation being thus substantiated the surrender shall not be refused. Such deserters, when arrested, shall be placed at the disposal of the said consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents and may be confined in the public prisons at the request and cost of those who claim them, in order to be sent to the vessels to which they belonged, or to others of the same country. But if not sent back within the space of two months, reckoning from the day of their arrest, they shall be set at liberty, and shall not again be arrested for the same cause.

It is understood, however, that if the deserter should be found to have committed any crime or offence, his surrender may be delayed until the tribunal before which the case shall be depending shall have pronounced its sentence, and such sentence shall have been carried into effect.

ARTICLE XIV

In the absence of an agreement to the contrary, between the owners, freighters and insurers, all damages suffered at sea, by the vessels of the two countries, whether they enter the respective ports voluntarily or are forced by stress of weather or other cause, over which the officers have no control, shall be settled by the consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents of the country in which they respectively reside ; in case, however, any citizen of the country in which the said officers reside, or subjects of a third power, should be interested in these damages and the parties cannot come to an amicable agreement, the competent local authorities shall decide.

ARTICLE XV

All operations relative to salvage of United States vessels wrecked upon the coasts of Greece, and of Greek vessels upon the coasts of the United States, shall be directed by the respective consuls-general, consuls, and vice-consuls of the two countries, and until their arrival, by the respective consular agents, where consular agencies exist.

In place and ports where there is no such agency, the local authorities shall give immediate notice of the shipwreck to the consul of the district in which the disaster has taken place, and until the arrival of the said consul they shall take all necessary measures for the protection of persons and the preservation of property.

The local authorities shall intervene only to preserve order, and to protect the interests of the salvors, if they do not belong to the crew of the wrecked vessel, and to secure the execution of the arrangements made for the entry and exportation of the merchandise saved. It is understood that such merchandise is not to be subjected to any customs house charges unless it be intended for consumption in the country in which the wreck took place.

ARTICLE XVI

Consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents shall be at liberty to go, either in person or by proxy, on board vessels of their nation admitted to entry and to examine the officers and crews, to examine the ship's papers, to receive declarations concerning their voyage, their destination and incidents of the voyage; also to draw up manifeste and lists of freight, to facilitate the entry and clearance of their vessels, and finally to accompany the said officers or crews before the judicial or administrative authorities of the country, to assist them as their interpreters or agents.

The judicial authorities and custom-house officials shall in no case proceed to the examination or search of merchant vessels without having given previous notice to the consular officers of the nation to which the said vessels belong, in order to enable the said consular officers to be present.

They shall also give due notice to the said consular officers, in order to enable them to be present at any depositions or statements to be made in courts of law or before local magistrates, by officers or persons belonging to the crew, thus to prevent errors or false interpretations which might impede the correct administration of justice. The notice to consuls, vice-consuls or consular agents shall name the hour fixed for such proceedings. Upon the non-appearance of the said officers or their representatives, the case may be proceeded with in their absence.

ARTICLE XVII

The present convention shall remain in force for the space of ten years, counting from the day of the exchange of the ratifications, which shall be made in conformity with the respective constitutions of the two countries and exchanged at Athens as soon as possible.

In case neither party gives notice, twelve months before the expiration of the said period of ten years, of its intention not to renew this convention, it shall remain in force one year longer, and so on from year to year, until the expiration of a year from the day on which one of the parties shall have given such notice.

This convention abrogates articles 12, 13 and 14 of the treaty of Commerce and Navigation concluded between the United States of America and Greece at London, December 10th, 22d, 1837, the remaining articles of such treaty continuing in force.

In faith whereof, the respective plenipotentiaries have signed this convention in duplicate and have hereunto affixed their seals.

Done at Athens the 19th/2d day of November/December 1902.

(Seal)	CHARLES S. FRANCIS.
(Seal)	ALEXANDRE TH. ZAIMIS.

GUATÉMALA — ÉTATS-UNIS**Convention d'extradition**

(27 février 1903).

Texte originaux : anglais et espagnol**Treaty between the United States and the republic of Guatemala for the mutual extradition of fugitives from justice.**

Signed at Washington, February 27, 1903. — Ratification advised by the Senate, March 11, 1903. — Ratified by the President, July 8, 1903. — Ratified by Guatemala, June 12, 1903. — Ratifications exchanged at Washington, July 16, 1903. — Proclaimed, July 17, 1903.

The United States of America and the Republic of Guatemala, being desirous to confirm their friendly relations and to promote the cause of justice, have resolved to conclude a treaty for the extradition of fugitives from justice between the United States of America and the Republic of Guatemala, and have appointed for that purpose the following Plenipotentiaries :

The President of the United States of America, John Hay, Secretary of State of the United States and

The President of Guatemala, Señor Don Antonio Lazo Arriaga, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Guatemala to the United States ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following articles :

ARTICLE I

The Government of the United States and the Government of Guatemala mutually agree to deliver up persons who, having been charged, as principals or accessories, with or convicted of any of the crimes and offences specified in the following article committed within the jurisdiction of one of the contracting parties, shall seek an asylum or be found within the territories of the other : Provided, that this shall only be done upon such evidence of criminality as, according to the laws of the place where the fugitive or persons so charged shall be found, would justify his or her apprehension and commitment for trial if the crime had been there committed.

ARTICLE II

Persons shall be delivered up, according to the provisions of this convention, who shall have been charged with, or convicted of, any of the following crimes or offences :

1. Murder, comprehending the crimes known as parricide, assassination, poisoning, and infanticide ; assault with intent to commit murder ; manslaughter, when voluntary.

2. Mayhem and any other wilful mutilation causing disability or death.

3. The malicious and unlawful destruction or attempted destruction of railways, trains, bridges, vehicles, vessels, and other means of travel, or

of public edifices and private dwellings, when the act committed shall endanger human life.

4. Rape.

5. Bigamy.

6. Arson.

7. Crimes committed at sea :

(a) Piracy, by statute or by the law of nations.

(b) Wrongfully sinking or destroying a vessel at sea, or attempting to do so.

(c) Revolt, or conspiracy to revolt, by two or more persons on board a ship on the high seas against the authority of the master.

(d) Assaults on board a ship on the high seas with intent to do grievous bodily harm.

8. Burglary, defined to be the act of breaking and entering into the house of another in the nighttime, with intent to commit a felony therein.

9. The act of breaking into and entering public offices, or the offices of banks, banking houses, savings banks, trust companies, or insurance companies, with intent to commit theft therein, and also the thefts resulting from such acts.

10. Robbery, defined to be the felonious and forcible taking from the person of another of goods or money, by violence or by putting the person in fear.

11. Forgery, or the utterance of forged papers.

12. The forgery, or falsification of the official acts of the Government or public authority, including courts, of justice, or the utterance or fraudulent use of any of the same.

13. The fabrication of counterfeit money, whether coin or paper, counterfeit titles or coupons of public debt, bank notes, or other instruments of public credit; of counterfeit seals, stamps, dies, and marks of State or public administration, and the utterance, circulation, or fraudulent use of any of the above mentioned objects.

14. The introduction of instruments for the fabrication of counterfeit coin or bank notes or other paper current as money.

15. Embezzlement or criminal malversation of public funds committed within the jurisdiction of either party by public officers or depositaries, where the amount of money embezzled is not less than two hundred dollars.

16. Embezzlement of funds of a bank of deposit or savings bank, or trust company chartered under Federal or State laws, where the amount of money embezzled is not less than two hundred dollars.

17. Embezzlement by any person or persons hired or salaried to the detriment or their employers, when the crime is subject to punishment by the laws of the place where it was committed, and where the amount of money or the value of the property embezzled is not less than two hundred dollars.

18. Kidnapping of minors or adults, defined to be the abduction or detention of a person or persons in order to exact money from them or their families, or for any unlawful end.

19. Obtaining by threats of injury, or by false devices, money, valuables or other personal property, and the receiving of the same with the knowledge that the have been so obtained, when such crimes or offenses are punishable by imprisonment or other corporal punishment by the

laws of both countries, and the amount of money or the value of the property so obtained is not less than doll. 200.00.

20. Larceny, defined to the theft of effects, personal property, horses, cattle, or live stock, or money, of the value of twenty-five dollars or more, or receiving stolen property, of that value, knowing it to be stolen.

21. Fraud or breach of trust by a bailee, banker, agent, factor, trustee, or other person acting in a fiduciary capacity, or director or member or officer of any company, when such act is made criminal by the laws of both countries and the amount of money or the value of the property misappropriated is not less than two hundred dollars.

22. Perjury ; violation of an affirmation or a promise to state the truth, when required by law ; subornation to commit said crimes.

23. Extradition shall also be granted for the attempt to commit any of the crimes and offenses above enumerated, when such attempt is punishable as felony by the laws of both contracting parties.

ARTICLE III

A person surrendered under this convention shall not be tried or punished in the country to which his extradition has been granted, nor given up to a third power for a crime or offense, not provided for by the present convention and committed previously to his extradition, until he shall have been allowed one month to leave the country after having been discharged ; and, if he shall have been tried and condemned to punishment, he shall be allowed one month after having suffered his penalty or having been pardoned. He shall moreover not be tried or punished for any crime or offense provided for by this convention committed previous to his extradition, other than that which gave rise to the extradition, without the consent of the Government which surrendered him, which may, if it think proper, require the production of one of the documents mentioned in Article XI of this convention.

The consent of that Government shall likewise be required for the extradition of accused to a third country ; nevertheless, such consent shall not be necessary when the accused shall have asked of his own accord to be tried or to undergo his punishment, or when he shall not have left within the space of time above specified the territory of the country to which he has been surrendered.

ARTICLE IV

The provisions of this convention shall not be applicable to persons guilty of any political crime or offense or of one connected with such a crime or offense. A person who has been surrendered on account of one of the common crimes or offenses mentioned in Article II shall consequently in no case be prosecuted and punished in the State to which his extradition has been granted on account of a political crime or offense committed by him previously to his extradition, or on account of an act connected with such a political crime or offense, unless he has been at liberty to leave the country for one month after having been tried and, in case of condemnation, for one month after having suffered his punishment or having been pardoned.

An attempt against the life of the head of a foreign government or

against that of any member of his family, when such attempt comprises the act either of murder or assassination, or of poisoning, shall not be considered a political offense or an act connected with such an offense.

ARTICLE V

Neither of the contracting parties shall be bound to deliver up its own citizens under the stipulations of this convention, but the executive authority of each shall have the power to deliver them up, if, in its discretion, it be deemed proper to do so.

ARTICLE VI

If the person whose surrender may be claimed, pursuant to the stipulations of the present convention, shall have been accused or arrested for the commission of any offense in the country where he or she has sought asylum, or shall have been convicted thereof, his or her extradition may be deferred until he or she is entitled to be liberated on account of the offense charged for any of the following reasons : acquittal ; expiration of term of imprisonment ; expiration of the period to which the sentence may have been commuted, or pardon.

ARTICLE VII

If a fugitive criminal claimed by one of the parties hereto shall be also claimed by one or more powers, pursuant to treaty provisions on account of crimes or offenses committed within their jurisdiction, such criminal shall be delivered up in preference in accordance with that demand which is the earliest in date unless the State from which extradition is sought is bound to give preference otherwise.

ARTICLE VIII

Extradition shall not be granted, in pursuance of the provisions of this convention, if legal, proceedings or the enforcement of the penalty for the act committed by the person claimed has become barred by limitation, according to the laws of the country to which the requisition is addressed.

ARTICLE IX

On being informed by telegraph or otherwise, through the diplomatic channel, that a warrant has been issued by competent authority for the arrest of a fugitive criminal charged with any of the crimes enumerated in the foregoing articles of this treaty, and on being assured from the same source that a requisition for the surrender of such criminal is about to be made, accompanied by such warrant and duly authenticated depositions or copies thereof in support of the charge, each government shall endeavor to procure the provisional arrest of such criminal and to keep him in safe custody for such time as may be practicable, not exceeding forty days, to await the production of the documents upon which the claim for extradition is founded.

ARTICLE X

Requisitions for the surrender of fugitives from justice shall be made by the respective diplomatic agents of the contracting parties, or, in the event of the absence of these from the country or its seat of government, they may be made by superior consular officers.

If the person whose extradition may be asked for shall have been convicted of a crime or offense, a copy of the sentence of the court in which he has been convicted, authenticated under its seal, with attestation of the official character of the judge, by the proper executive authority, and of the latter by the minister or consul of the United States or of Guatemala, respectively, shall accompany the requisition. When, however, the fugitive shall have been merely charged with crime, a duly authenticated copy of the warrant of arrest in the country where the crime has been committed, and of the depositions upon which such warrant has been issued, must accompany the requisition as aforesaid.

ARTICLE XI

The expenses of the arrest, detention, examination and delivery of fugitives under this convention shall be borne by the State in whose name the extradition is sought ; Provided, that the demanding government shall not be compelled to bear any expenses for the services of such officers of the government from which extradition is sought as receive a fixed salary ; and provided that the charge for the services of such public officials as receive only fees shall not exceed the fees to which such officials are entitled under the laws of the country for services rendered in ordinary criminal proceedings.

ARTICLE XII

All articles found in the possession of the accused party and obtained through the commission of the act with which he is charged, and that may be used as evidence of the crime for which his extradition is demanded, shall be seized if the competent authority shall so order and shall be surrendered with his person.

The rights of third parties to the articles so found shall nevertheless be respected.

ARTICLE XIII

Each of the contracting parties shall exercise due diligence in procuring the extradition and prosecution of its citizens who may be charged with the commission of any of the crimes or offenses mentioned in Article II, exclusively committed in its territory against the government or any of the citizens of the other contracting party, when the person accused may have taken refuge or be found within the territory of the latter, provided the said crime or offense is one that is punishable, as such, in the territory of the demanding country.

ARTICLE XIV

The present convention shall take effect thirty days after the exchange

of ratifications, when the convention of October 11, 1870, and the additional article of October 22, 1887, shall cease to be in force and shall be superseded by the present convention which shall continue to have binding force for six months after a desire for its termination shall have been expressed in due form by one of the two governments to the other.

It shall be ratified and its ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries have signed the above articles both in the English and Spanish languages, and have hereunto affixed their seals.

Done, in duplicate, at the City of Washington, this 27th day of February one thousand nine hundred and three.

(Seal). JOHN HAY

(Seal). ANT. LAZO ARRIAGA

ESPAGNE — ÉTATS-UNIS

Traité d'amitié et de relations générales.

(3 juillet 1902)

Texte originaux : anglais et espagnol (1)

Treaty of friendship and general relations between the United States of America and Spain.

Signed at Madrid, July 3, 1902. — Ratification advised by the Senate, December 16, 1902. — Ratified by the President, February 6, 1903. — Ratified by Spain, March, 30, 1903. — Ratifications exchanged at Madrid, April 14, 1903. — Proclaimed, April 20, 1903.

The United States of America and His Catholic Majesty the King of Spain, desiring to consolidate on a permanent basis the friendship and good correspondence which happily prevail between the two Parties, have determined to sign a Treaty of Friendship and General Relations, the stipulations whereof may be productive of mutual advantage and reciprocal utility to both Nations, and have named with this intention :

The President of the United States of America, Bellamy Storer, a citizen of the United States, and their Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Catholic Majesty ; And His Catholic Majesty the King of Spain, Don Juan Manuel Sanchez y Gutierrez de Castro, Duke of Almodóvar del Río, Marquis of Puebla de los Infantes, Grandee of Spain, His Most Catholic Majesty's Chamberlain, Knight Professed of the Order of Alcántara, Knight Grand Cross of the Royal Order of Ysabela the Catholic, of the Legion of Honor, of the Red Eagle of Prussia, etc., etc., His Minister of State ;

Who having communicated to each other their Full Powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following articles :

(1) V° Traduction française: *Arch. Dipl.*, 1903, t. 87, (n° 7-8). p. 20.

ARTICLE I

There shall be a firm and inviolable peace and sincere friendship between the United States and its citizens on the one part, and His Catholic Majesty and the Spanish Nation on the other part, without exception of persons or places under their respective dominion.

ARTICLE II

There shall be a full, entire and reciprocal liberty of commerce and navigation between the citizens and subjects of the two High Contracting Parties, who shall have reciprocally the right, on conforming to the laws of the country, to enter, travel and reside in all parts of their respective territories, saving always the right of expulsion which each Government reserves to itself, and they shall enjoy in this respect, for the protection of their persons and their property, the same treatment and the same rights as the citizens or subjects of the country or the citizens or subjects of the most favored Nation.

They can freely exercise their industry or their business, as well wholesale as retail, without being subjected as to their persons or their property, to any taxes, general or local, imposts or conditions whatsoever, other or more onerous than those which are imposed or may be imposed upon the citizens or subjects of the country or the citizens or subjects of the most favored Nation.

It is, however, understood that these provisions are not intended to annul or prevent, or constitute any exception from the laws, ordinances and special regulations respecting taxation, commerce, health, police, and public security, in force or hereafter made in the respective countries and applying to foreigners in general.

ARTICLE III

Where, on the death of any person holding real property (or property not personal), within the territories of one of the Contracting Parties, such real property would by the laws of the land, pass to a citizen or subject of the other, were he not disqualified by the laws of the country where such real property is situated, such citizen or subject shall be allowed a term of three years in which to sell the same, this term to be reasonably prolonged if circumstances render it necessary, and to withdraw the proceeds thereof, without restraint or interference, and exempt from any succession, probate or administrative duties or charges other than those which may be imposed in like cases upon the citizens or subjects of the country from which such proceeds may be drawn.

The citizens or subjects of each of the Contracting Parties shall have full power to dispose of their personal property within the territories of the other, by testament, donation, or otherwise; and their heirs, legatees, and donees, being citizens or subjects of the other Contracting Party, whether resident or nonresident, shall succeed to their said personal property, and may take possession thereof either by themselves or by others acting for them, and dispose of the same at their pleasure, paying such duties only as the citizens or subjects of the country where the property lies, shall be liable to pay in like cases.

In the event that the United States should grant to the citizens or subjects of a third Power the right to possess and preserve real estate in all the States, territories and dominions of the Union, Spanish subjects shall enjoy the same rights ; and, in that case only, reciprocally, the citizens of the United States shall also enjoy the same rights in Spanish Dominions.

ARTICLE IV

The citizens or subjects of each of the two High Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other the right to exercise their worship, and also the right to bury their respective countrymen according to their religious customs in such suitable and convenient places as may be established and maintained for that purpose, subject to the Constitution, Laws and Regulations of the respective countries.

ARTICLE V

The citizens or subjects of each of the High Contracting Parties shall be exempt in the territories of the other from all compulsory military service, by land or sea, and from all pecuniary contributions in lieu of such, as well as from all obligatory official functions whatsoever.

Furthermore, their vessels or effects shall not be liable to any seizure or detention for any public use without a sufficient compensation, which, if practicable, shall be agreed upon in advance.

ARTICLE VI

The citizens or subjects of each of the two High Contracting Parties shall have free access to the Courts of the other, on conforming to the laws regulating the matter, as well for the prosecution as for the defense of their rights, in all the degrees of jurisdiction established by law. They can be represented by lawyers, and they shall enjoy, in this respect and in what concerns arrest of persons, seizure of property and domiciliary visits to their houses, manufactories, stores, warehouses, etc., the same rights and the same advantages which are or shall be granted to the citizens or subjects of the most favored Nation.

ARTICLE VII

No higher or other duties of tonnage, pilotage, loading, unloading, lighthouse, quarantine or other similar or corresponding duties whatsoever, levied in the name or of the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind shall be imposed in the ports of the territories of either country than those imposed in the like cases on national vessels in general or vessels of the most favored Nation. Such equality of treatment shall apply, reciprocally, to the respective vessels from whatever port or place they may arrive and whatever may be their place of destination, except as hereinafter provided in Article IX of this Convention.

ARTICLE VIII

All the articles which are or may be legally imported from foreign countries into ports of the United States, in United States' vessels, may likewise be imported into those ports in Spanish vessels, without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such articles were imported in United States vessels ; and, reciprocally, all articles which are or may be legally imported from foreign countries into the ports of Spain, in Spanish vessels, may likewise be imported into these ports in United States vessels without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such were imported from foreign countries in Spanish vessels.

In the same manner there shall be perfect equality of treatment in regard to exportation to foreign countries, so that the same export duties shall be paid and the same bounties and drawbacks allowed in the territories of either of the High Contracting Parties on the exportation to foreign countries of any article which is or may be legally exported from the said territories, whether such exportation shall take place in United States or in Spanish vessels, and whatever may be the place of destination, whether a port of either of the Contracting Parties or of any third Power.

It is, however, understood that neither this article nor any other of the articles of the present Convention shall in any way affect the special treaty stipulations which exist or may hereafter exist with regard to the commercial relations between Spain and the Philippine Islands.

ARTICLE IX

The coasting trade of both the High Contracting Parties is excepted from the provisions of the present Treaty, and shall be regulated according to the Laws, Ordinances and Regulations of the United States and Spain respectively.

Vessels of either country shall be permitted to discharge part of their cargoes at any port open to foreign commerce in the territory of either of the High Contracting Parties, and to proceed with the remainder of their cargo to any other port or ports of the same territory open to foreign commerce, without paying other or higher tonnage dues or port charges in such cases than would be paid by national vessels in like circumstances and they shall be permitted to load in like manner at different ports in the same voyage outward.

ARTICLE X

In cases of shipwreck, damages at sea, or forced putting in, each party shall afford to the vessels of the other, whether belonging to the State or to individuals, the same assistance and protection and the same immunities which would have been granted to its own vessels in similar cases.

ARTICLE XI

All vessels sailing under the flag of the United States, and furnished

with such papers as their laws require, shall be regarded in Spain as United States vessels, and reciprocally, all vessels sailing under the flag of Spain and furnished with the papers which the laws of Spain require, shall be regarded in the United States as Spanish vessels.

ARTICLE XII

The High Contracting Parties desiring to avoid all inequality in their public communications and official intercourse agree to grant to the Envoys, Ambassadors, Ministers, *Chargés d'affaires* and other diplomatic agents of each other, the same favors, privileges, immunities and exemptions which are granted or shall be granted to the agents of the most favored Nation, it being understood that the favors, privileges, immunities and exemptions granted by the one party to the Envoys, Ambassadors, Ministers, *Chargés d'affaires*, or any other diplomatic agents of the other party or to those of any other Nation, shall be reciprocally granted and extended to those of the other High Contracting Party.

ARTICLE XIII

Each of the High Contracting Parties pledges itself to admit the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents of the other in all its ports, places and cities, except where it may not be convenient to recognize such functionaries.

This reservation, however, shall not be applied by one of the High Contracting Parties to the other unless in like manner applied to all other Powers.

ARTICLE XIV

Consular officers shall receive, after presenting their commissions, and according to the formalities established in the respective countries, the *exequatur* required for the exercise of their functions, which shall be furnished to them free of cost ; and on presentation of this document, they shall be admitted to the enjoyment of the rights, privileges and immunities granted to them by this Treaty.

The Government granting the *exequatur* shall be at liberty to withdraw the same on stating the reasons for which it has thought proper so to do. Notice shall be given, on producing the commission, of the extent of the district allotted to the consular officer, and subsequently of the changes that may be made in this district.

ARTICLE XV

All consular officers, citizens or subjects of the country which has appointed them, shall be exempted from military billetings and contributions, and shall enjoy personal immunity from arrest or imprisonment, except for acts constituting crimes or misdemeanors by the laws of the country to which they are commissioned. They shall also be exempt from all National, State, Provincial and Municipal taxes except on real estate

situated in, or capital invested in the country to which they are commissioned. If, however, they are engaged in professional business, trade, manufacture or commerce, they shall not enjoy such exemption from taxes, but shall be subject to the same taxes as are paid under similar circumstances by foreigners of the most favored Nation, and shall not be entitled to plead their consular privilege to avoid professional or commercial liabilities.

ARTICLE XVI

If the testimony of a consular officer, who is a citizen or subject of the State by which he was appointed, and who is not engaged in business, is needed before the Courts of either country, he shall be invited in writing to appear in Court, and if unable to do so, his testimony shall be requested in writing, or be taken orally at his dwelling or office.

To obtain the testimony of such consular officer before the Courts of the country where he may exercise his functions, the interested party in civil cases, or the accused in criminal cases, shall apply to the competent judge, who shall invite the consular officer in the manner prescribed above, to give his testimony.

It shall be the duty of said consular officer to comply with this request, without any delay which can be avoided. Nothing in the foregoing part of this article, however, shall be construed to conflict with the provisions of the sixth article of the amendments to the Constitution of the United States, or with like provisions in the Constitution of the several States, whereby the right is secured to persons charged with crimes, to obtain witnesses in their favor, and to be confronted with the witnesses against them.

ARTICLE XVII

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents may place over the outer door of their office the arms of their Nation with this inscription « Consulate » « Vice-Consulate », or « Consular Agency of the United States » or « Spain ».

They may also hoist the flag of their country over the house in which the Consular Office is, provided they do not reside in the Capital in which the Legation of their country is established ; and also upon any vessel employed by them in port in the discharge of their official duties.

ARTICLE XVIII

The consular offices and archives shall be at all times inviolable. The local authorities shall not be allowed to enter such offices under any pretext, nor shall they in any case examine or take possession of the official papers therein deposited. These offices, however, shall never serve as place of asylum.

When the consular officer is engaged in trade, professional business or manufacture, the papers and archives relating to the business of the Consulate must be kept separate and apart from all others.

ARTICLE XIX

In case of death, incapacity or absence of the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents, their respective Chancellors or Secretaries whose official character shall have been previously made known to the Department of State at Washington or the Ministry of State in Spain, shall be permitted to discharge their functions *ad interim*, and they shall enjoy, while thus acting, the same rights, privileges and immunities as the officers whose places they fill, under the same conditions prescribed in the case of these officers.

ARTICLE XX

Consuls-General and Consuls may, so far as the laws of their country allow, with the approbation of their respective Governments, appoint Vice-Consuls and Consular Agents in the cities, ports and places within their consular jurisdiction. These Agents may be selected from among citizens of the United States or among subjects of Spain or those of other countries. They shall be furnished with a regular commission and shall enjoy the privileges, rights and immunities stipulated for consular officers in this Convention, subject to the exceptions specified in articles XV and XVI.

ARTICLE XXI

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents of the two High Contracting Parties, shall have the right to address the authorities of the respective countries, national or local, judicial or executive, within the extent of their respective consular districts, for the purpose of complaining of any infraction of the treaties or convention, or for the protection of the rights and interests of their countrymen, whom, if absent, such consular officers shall be presumed to represent.

If such application shall not receive proper attention, such consular officers may, in the absence of the diplomatic agent of their country, apply directly to the Government of the country to which they are commissioned.

ARTICLE XXII

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents of the respective countries or their deputies shall, as far as compatible with the laws of their own country, have the following powers :

1. To take at their offices, their private residence, at the residence of the parties concerned or on board ship, the depositions of the captains and crews of vessels of their own country and of passengers thereon, as well, as the depositions of any citizen or subject of their own country.

2. To draw up, attest, certify and authenticate all unilateral acts, deeds, and testamentary dispositions of their countrymen, as well as all articles of agreement or contracts to which one or more of their countrymen are a party.

3. To draw up, attest, certify and authenticate all deeds or written instruments which have for their object the conveyance or encumbrance of

real or personal property situated in the territory of the country by which said consular officers are appointed, and all unilateral acts, deeds, testamentary dispositions, as well as articles of agreement or contracts relating to property situated, or business to be transacted, in the territory of the Nation by which the said consular officers are appointed ; even in cases where said unilateral acts, deeds, testamentary dispositions, articles of agreement or contracts are executed solely by citizens or subjects of the country to which said consular officers are commissioned.

All such instruments and documents thus executed and all copies and translations thereof when duly authenticated by such Consul-General, Consul, Vice-Consul or Consular-Agènt under his official seal, shall be received as evidence in the United States and in Spain, as original documents or authenticated copies as the case may be, and shall have the same force and effect as if drawn up by and executed before a notary or public officer duly authorized in the country by which said consular officer was appointed ; provided always that they have been drawn and executed in conformity to the Laws and Regulations of the country where they are intended to take effect.

ARTICLE XXIII

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents shall have exclusive charge of the internal order of the merchant vessels of their Nation and shall alone take cognizance of differences which may arise, either at sea or in port, between the captains, officers and crews without exception, particularly in reference to the adjustment of wages and the execution of contracts. In case any disorder should happen on board of vessels of either party in the territorial waters of the other, neither the Federal, State or Municipal Authorities in the United States, nor the Authorities or Courts, in Spain, shall on any pretext interfere, except when the said disorders are of such a nature as to cause or be likely to cause a breach of the peace or serious trouble in the port or on shore, or when in such trouble or breach of the peace, a person or persons shall be implicated not forming a part of the crew. In any other case, said Federal, State or Municipal Authorities in the United States, or Authorities or Courts in Spain, shall not interfere, but shall render forcible aid to consular officers, when they may ask it, to search for, arrest and imprison all persons composing the crew, whom they may deem it necessary to confine. Those persons shall be arrested at the sole request of the Consul addressed in writing to either the Federal, State or Municipal Authorities in the United States, or the Authorities or Courts in Spain, and supported by an official extract from the register of the ship or the list of the crew, and the prisoners shall be held during the whole time of their stay in the port at the disposal of the consular officers. Their release shall be granted at the mere request of such officers made in writing. The expenses of the arrest and detention of those persons shall be paid by the consular officers.

ARTICLE XXIV

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular-Agents of the two countries may respectively cause to be arrested and sent on board

or cause to be returned to their own country, such officers, seamen or other persons forming part of the crew of ships of war or merchant vessels of their Nation, who may have deserted in one of the ports of the other.

To this end they shall respectively address the competent national or local authorities in writing, and make request for the return of the deserter and furnish evidence by exhibiting the register, crew list or other official documents of the vessel, or a copy or extract therefrom, duly certified, that the persons claimed belonged to said ship's company.

On such application being made, all assistance shall be furnished for the pursuit and arrest of such deserters, who shall even be detained and guarded in the gaols of the country pursuant to the requisition and at the expense of the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents, until they find an opportunity to send the deserters home.

If, however, no such opportunity shall be had for the space of three months from the day of the arrest, the deserters shall be set at liberty, and shall not again be arrested for the same cause. It is understood that persons who are citizens or subjects of the country within which the demand is made shall be exempted from the provisions of this article.

If the deserter shall have committed any crime or offence in the country within which he is found, he shall not be placed at the disposal of the Consul until after the proper Tribunal having jurisdiction in the case shall have pronounced sentence, and such sentence shall have been executed.

ARTICLE XXV

In the absence of an agreement to the contrary between the owners, freighters and insurers, all damages suffered at sea by the vessels of the two countries, whether they enter port in the respective countries voluntarily, or are forced by stress of weather or other causes over which the officers have no control, shall be settled by the Consuls-General, Consuls Vice-Consuls and Consular Agents of the respective countries ; in case, however, any citizen or subject of the country to which said consular officers are commissioned, or any subject of a third Power be interested and the parties cannot come to an amicable agreement, the competent local authorities shall decide.

ARTICLE XXVI

In case of the death of a citizen or subject of one of the parties within the territories or dominion of the other, the competent local authorities shall give notice of the fact to the Consuls or Consular Agents of the Nation to which the deceased belongs, to the end that information may be at once transmitted to the parties interested.

ARTICLE XXVII

The Consuls General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents of the respective High Contracting Parties shall have, under the laws of their country and the instructions and regulations of their own Government so far as compatible with local laws, the right of representing the absent,

unknown or minor heirs, next of kin or legal representatives of the citizens or subjects of their country, who shall die within their consular jurisdiction ; as well as those of their countrymen dying at sea whose property is brought within their consular district ; and of appearing either personally or by delegate in their behalf in all proceedings relating to the settlement of their estate until such heirs or legal representatives shall themselves appear.

Until such appearance the said consular officers shall be permitted, so far as compatible with local laws, to perform all the duties prescribed by the laws of their country and the instructions and regulations of their own Government for the safe-guarding of the property and the settlement of the estate of their deceased countrymen.

In every case the effects and property of such deceased citizens or subjects shall be retained within the consular district for twelve calendar months by said Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents or by the legal representatives or heirs of the deceased during which time the creditors, if any, of the deceased shall have the right to present their claims and demands against the said effects and property, and all questions arising out of such claims or demands shall be decided by the local judicial authorities in accordance with the laws of the country to which said officers are commissioned.

ARTICLE XXVIII

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, as likewise the Consular Chancellors, Secretaries of Clerks of the High Contracting Parties shall reciprocally enjoy in both countries all the rights, immunities and privileges which are or may hereafter be granted to the officers of the same grade of the most favored Nation.

ARTICLE XXIX

All treaties, agreements, conventions and contracts between the United States and Spain prior to the Treaty of Paris shall be expressly abrogated and annulled, with the exception of the Treaty signed the seventeenth of February 1834 between the two countries, for the settlement of claims between the United States of America and the Government of His Catholic Majesty, which is continued in force by the present Convention.

ARTICLE XXX

The present Treaty of Friendship and General Relations shall remain in full force and vigor for the term of ten years from the day of the exchange of ratifications. Notwithstanding the foregoing, if neither Party notifies to the other its intention of reforming any of, or all, the articles of this Treaty, or of terminating it twelve months before the expiration of the ten years stipulated above, the said Treaty shall continue binding on both Parties beyond the said ten years, until twelve months from the time that one of the Parties notifies its intention of proceeding to its reform or of terminating it.

ARTICLE XXXI

The present Convention shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at the City of Madrid as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at Madrid this third day of July in the year of Our Lord one thousand nine hundred and two.

(Seal.) BELLAMY STORER.

(Seal.) EL DUQUE DE ALMODÓVAR DEL RIO.

ÉTATS-UNIS — NORVÈGE

Convention relative a l'échange des colis-postaux.

(27 août/14 septembre 1904)

For the purpose of making better postal arrangements between the United States of America and Norway, the undersigned Henry C. Payne, Postmaster General of the United States of America, and the Director General of Posts of Norway, by virtue of authority vested in them, have agreed upon the following articles for the establishment of a Parcels-Post System of exchanges between the two countries.

ARTICLE I

The provisions of this Convention relate only to parcels of mail matter to be exchanged by the system herein provided for, and do not affect the arrangements now existing under the Universal Postal Convention, which will continue as heretofore ; and all the agreements hereinafter contained apply exclusively to mails exchanged under these articles, directly between the office of New York and such other offices within the United States as may be hereafter designated by the Postmaster General of the United States ; and the office of Christiania, and such other offices in Norway as may be hereafter designated by the Director General of Posts of Norway.

ARTICLE II

There shall be admitted to the mails exchanged under this Convention, articles of merchandise and mail matter — except letters, post cards and written matter of all kinds — that are admitted under any conditions to the domestic mails of the country of origin, except that no packet must exceed fifty dollars (50) or its equivalent in value, 4 pounds 6 ounces (or 2 kilograms) in weight, nor the following dimensions : Greatest length in any direction, three feet 6 inches (105 centimeters), greatest length and girth combined, six feet (108 centimeters) ; and must be so

(1) Overenskomster med fremmede Stater, 1904. N° 3 (19 octobre), p. 223.

wrapped or inclosed as to permit their contents to be easily examined by customs officers and by postmasters duly authorized to do so ; and except that the following articles are prohibited.

Publications which violate the copyright laws of the country of destination ; poisons, and explosive or inflammable substances, fatty substances ; liquids and those which easily liquefy ; confections and pastes ; live or dead animals, except dead insects and reptiles when thoroughly dried ; fruits and vegetables which easily decompose, and substances which exhale a bad odor ; lottery tickets, lottery advertisements or lottery circulars ; all obscene or immoral articles ; articles which may in any way damage or destroy the mails or injure the persons handling them.

ARTICLE III

A letter of communication of the nature of personal correspondance must not accompany, be written on or inclosed with any parcel.

If such be found, the letter will be placed in the mails, if separable, and if the communication be inseparably attached, the whole package will be rejected. If, however, any such should inadvertently be forwarded, the country of destination may collect, on the letter or letters, double rates of postage according to the Universal Postal Convention.

No parcel may contain parcels intended for delivery at an address other than that borne by the parcel itself. If such inclosed parcels be detected, they must be sent forward singly, charged with new and distinct parcels-post rates.

ARTICLE IV

The packages in question shall be subject in the country of destination to all customs duties and all customs regulations in force in that country for the protection of its customs revenues, and to the following rates of postage, which shall in all cases be required to be Fully Prepaid, viz :

In the United States ; for a parcel not exceeding one pound (455 grams) in weight, 12 cents ; and for each additional pound (455 grams) or fraction of a pound, 12 cents.

In Norway ; for a parcel not exceeding half a kilogram (18 ounces) in weight, 60 öre, and for each additional half-kilogram (18 ounces) or fraction thereof 60 öre.

ARTICLE V

The sender of each package must make a Customs Declaration, upon a special form provided for the purpose (see Form 1, « A », annexed hereto), giving the address, a general description of the parcel, an accurate statement of the contents and value, date of mailing, and the senders signature and place of residence ; which declaration must accompany the parcel to destination.

Either country may authorize the post office where the package is mailed to deliver to the sender of the package at the time of mailing, a certificate of mailing on a form like Form 2 annexed hereto.

The sender of a package may have the same registered by paying the

registration fee required for registered articles in the country of origin, and, on demand therefor, will receive a return receipt without additional charge.

ARTICLE VI

The addressees of registered articles shall be advised of the arrival of a package addressed to them, by a notice from the post office of destination.

The packages shall be delivered to addressees at the post office of address in the country of destination free of charge for postage ; but the customs duties properly chargeable thereon shall be collected on delivery in accordance with the customs regulations of the country of destination ; and the country of destination may, at its option, levy and collect from the addressee for interior service and delivery a charge not exceeding five cents in the United States, and 20 öre in Norway, on each single parcel of whatever weight.

ARTICLE VII

The packages shall be considered as a component part of the mails exchanged direct between the United States and Norway, to be dispatched by the country of origin to the other at its cost and by such means as it provides, but must be forwarded, at the option of the dispatching office, either in boxes prepared especially for the purpose or in ordinary mail sacks, to be marked » Parcels Post « and not to contain any other articles of mail matter, and to be securely sealed with wax or otherwise, as may be mutually provided by regulations hereunder.

Each country shall promptly return empty to the dispatching office by next mail, all such bags and boxes, but subject to other regulations between the two Administrations.

Although articles admitted under this Convention will be transmitted as aforesaid between the exchange offices, they should be so carefully packed as to be safely transmitted in the open mails of either country both in going to the exchange office in the country of origin and to the office of address in the country of destination.

Each dispatch of a parcelspost-mail must be accompanied by a descriptive list, in duplicate, of all the packages sent, showing distinctly the list number of each parcel, the name of the sender, the name of the addressee with address of destination, and the declared contents and value ; and must be inclosed in one of the boxes or sacks of such dispatch. (See Form 3 annexed hereto).

ARTICLE VIII

As soon as the mail shall have reached the office of destination, that office shall check the contents of the mail. In the event of the parcel bill not having been received a substitute should be at once prepared.

Any errors in the entries on the parcel bill which may be discovered, should, after verification by a second officer, be corrected, and noted for

report to the dispatching office on a form » Verification certificate «, which should be sent in a special envelope.

If a parcel advised on the bill be not received after the non-receipt has been verified by a second officer, the entry on the bill should be canceled and the fact reported at once.

Should a parcel be received in a damaged or imperfect condition, full particulars should be reported on the same form.

If no verification certificate or note of error be received, a parcels-mail shall be considered as duly delivered, having been found on examination correct in all respects.

ARTICLE IX

If the packages cannot be delivered as addressed, or if they are refused, they should be reciprocally returned without charge, directly to the dispatching office of exchange at the expiration of thirty days from their receipt at the office of destination, and the country of origin may collect from the sender, for the return of the parcel, a sum equal to the postage when first mailed. Provided, however, that parcels prohibited by Article II and those which do not conform to the conditions as to size, weight, and value prescribed by the said Article, shall not necessarily be returned to the country of origin, but may be disposed of, without recourse, in accordance with the customs laws and regulations of the country of destination.

When the contents of a parcel which cannot be delivered are liable to deterioration or corruption, they may be destroyed at once, if necessary, or if expedient, sold, without previous notice or judicial formality, for the benefit of the right person, the particulars of each sale being noticed by one post office to the other.

ARTICLE X

The Post Office Department of either of the contracting countries will not be responsible for the loss or damage of any package ; but either country is at liberty to indemnify the sender of any package which may be lost or destroyed on its territory.

ARTICLE XI

Each country shall retain to its own use the whole of the postages, registration and delivery fees, it collects on said packages ; consequently, this Convention will give rise to no separate accounts between the two countries.

ARTICLE XII

The Postmaster General of the United States of America, and the Director General of Posts of Norway, shall have authority to jointly make such further regulations of order and detail as may be found necessary to carry out the present Convention from time to time ; and may, by agree-

ment, prescribe conditions for the admission in packages exchanged under this Convention of any of the articles prohibited by article II.

ARTICLE XIII

This Convention shall take effect and operations thereunder shall begin on the first day of October, 1904, and shall continue in force until terminated by mutual agreement, but may be annulled at the desire of either Department, upon six months previous notice given to the other.

Done in duplicate, and signed at Washington, the twenty seventh day of August, One thousand nine hundred and four, and in Christiania the fourteenth day of September one thousand nine hundred and four.

THB. HEYERDAHL

Karl Bryn.

HENRY C. PAYNE

Postmaster General of the United States of America

The foregoing Parcels Post Convention between the United States of America and Norway has been negotiated concluded with my advice and consent, and is hereby approved and ratified.

In testimony whereof I have caused the Seal of the United States to be hereunto affixed.

(L. S.) THEODORE ROOSEWELT.

By the President :

ALVEY A. ADEE,

Acting Secretary of State.

Washington August 31, 1904 (1).

GRANDE-BRETAGNE — URUGUAY

Convention concernant l'échange des colis postaux

(11 mars/1 juillet 1901)

Agreement between the British Post Office and the Postal Administration of Uruguay concerning the Exchange of Parcels by Parcel Post.

The Post Office of Great Britain and Ireland and the Postal Administration of Uruguay agree to effect a regular exchange of parcels between the United Kingdom and Uruguay on the basis of the Parcel Post Convention of Washington of the 15th of June 1897.

Convenio entre el Departamento de Correos Británico y la Administración de Correos del Uruguay para el canje de encomiendas postales.

El Departamento de Correos de la Gran Bretaña é Irlanda y la Administración de correos del Uruguay convienen en efectuar un canje regular de encomiendas entre el Reino Unido y el Uruguay, basado en la Convención de Encomiendas Postales de Washington de 15 de Junio de 1897.

(1) Cf. pour la Norvège le décret royal du 14 février 1904 autorisant la conclusion de la Convention précitée.

The following Regulations shall be generally applicable, not only to parcels exchanged direct between the United Kingdom and Uruguay, but also to parcels sent in transit to or from one of the two countries through the other:—

I

1. Parcels may be forwarded by Parcel Post from the United Kingdom to Uruguay up to the weight of eleven pounds English, and from Uruguay to the United Kingdom up to the weight of 5 kilogrammes.

II

1. The two Post Offices guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have Parcel Post Communication; and they undertake responsibility for transit parcels within the limits determined by Article X. below.

2. In the absence of any arrangement to the contrary between the Administrations concerned the conveyance of parcels thus exchanged between countries not contiguous will be effected *à découvert*.

III

The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of re-directed parcels.

IV

1. On each parcel sent from the United Kingdom to Uruguay, or vice versa, the Post Office of the country of origin shall pay to the Post Office of the country of destination for inland service the sum of 1 franc 25 centimes. This sum shall

Las disposiciones que siguen rejarán, no solamente para las encomiendas canjeadas directamente entre el Reino Unido y el Uruguay, sino también para las que se envíen de tránsito de uno de ambos países por intermedio del otro.

I

1. Las encomiendas expedidas del Reino Unido al Uruguay no excederán del peso de once libras inglesas y las expedidas del Uruguay al Reino Unido, de 5 kilogramos.

II

1. Ambas administraciones garantizan el derecho de tránsito por sus territorios de las encomiendas de ó para cualquier país con el cual tengan canje de encomiendas y comprometen su responsabilidad á este efecto dentro de los límites determinados por el Artículo X. siguiente.

2. No habiendo arreglo en contrario entre las Administraciones corresponsales, el transporte de encomiendas así canjeadas entre países no limítrofes, se efectuará á descubierto.

III

El franqueo de las encomiendas será obligatorio, escepto en el caso de re-expedición.

IV

1. Por cada encomienda enviada del Reino Unido al Uruguay, y viceversa, el Correo de origen abonará al de destino, por su servicio territorial, la suma de 1 franco 25 céntimos. A esta suma se agregarán 2 francos más, cuando la Adminis-

be increased by 2 francs when the office of destination provides for the sea service.

2. The amount of the postage to be prepaid on parcels exchanged between the United Kingdom and Uruguay shall be fixed in each case by the office of origin according to its own regulations.

V

In the case of parcels originating in or forwarded by one of the two contracting countries and sent in transit through the other, the Post Office of the intermediate country shall be credited by the other Post Office with the sums due to the former for the conveyance in accordance with tables to be mutually communicated.

VI

The Post Office of the country of destination may levy from the addressees, for the delivery of the parcels and for the fulfilment of Custom House formalities, a charge not exceeding 25 centimes for each parcel.

VII

The parcels to which the present Agreement applies cannot be subjected to any postal charge other than those contemplated by the different articles of this Agreement.

VIII

For the re-direction of parcels from one country to the other, as well as for the return of undelivered parcels, a supplementary charge on the basis of the rates fixed in accordance with Article IV. shall be col-

tración de destino provea también el servicio marítimo.

2. El monto del franqueo á pagarse las encomiendas canjeadas entre el Reino Unido y el Uruguay, será fijado en cada caso por la Administración de origen, de acuerdo con sus propios reglamentos.

V

En el caso de encomiendas originarias de ó remitidas por uno de los dos países contratantes, por intermedio del otro país, el Correo del país intermediario será acreditado por el otro país con las sumas que le correspondan, de acuerdo con los cuadros que se canjearán mutuamente.

VI

El Correo del país de destino puede percibir de los destinatarios, por la entrega de las encomiendas y por llenar las formalidades de Aduana, un impuesto que no esceda de 25 céntimos por encomienda.

VII

Las encomiendas á que se refiere el presente Convenio no podrán ser gravadas con otros derechos que los contemplados por los diferentes artículos de este Convenio.

VIII

Por la reexpedición de encomiendas de un país al otro, así como por la devolución de encomiendas no entregadas, se percibirá de los destinatarios ó de los remitentes, según el caso, un porte suplementario

lected from the addressees or the senders, as the case may be.

IX

1. It is forbidden to send by post—

(a) Parcels containing letters, or communications of the nature of a letter, live animals, except bees in properly constructed boxes, or articles the admission of which is not authorised by the Customs or other laws or regulations of either country (a parcel may, however, contain an open invoice in its simplest form);

(b.) Parcels containing explosive or inflammable articles, and in general articles the conveyance of which is dangerous.

2. If a parcel contravening any of these prohibitions shall be handed over by one Administration to the other, the latter shall proceed in the manner and with the formalities prescribed by its law or inland regulations.

3. The two Administrations shall furnish each other with a list of prohibited articles; but they will not thereby undertake any responsibility whatever towards either the police, the Customs authorities, or the senders of parcels.

X

1. In all cases of loss, abstraction, or damage, except such as are beyond control, the sender, or, in default or at the request of the sender, the addressee shall be entitled to an indemnity corresponding with the actual amount of the loss, abstraction, or damage, unless the damage has arisen from the fault or negligence of the sender or from the nature of the article, and provided always that the indemnity does not exceed 25 francs. The sender of

basado de acuerdo con las tasas fijadas por el artículo IV.

IX

1. Es prohibido enviar por Correo—

(a) Encomiendas que contengan cartas ó notas con carácter de carta, animales vivos, con excepción de las abejas en cajas á propósito, ó artículos cuya admisión no esté autorizada por las leyes de aduana ú otras de cada país. Una encomienda puede sin embargo, contener un sobre abierto en su forma mas sencilla.

(b.) Encomiendas que contengan sustancias explosivas ó inflamables, y en general, sustancias cuya conducción sea peligrosa.

2. Si una encomienda que contraviene á alguna de estas prohibiciones llegase á ser entregada por una Administración á la otra, ésta procederá en el modo y forma prescritos por sus leyes ó reglamentos internos.

3. Ambas Administraciones se comunicarán una lista de los objetos prohibidos, sin asumir, empero, responsabilidad alguna con respecto á la policía, á la Aduana, ó á los remitentes de encomiendas.

X

1. En todo caso de pérdida, sustracción ó avería, escepto en los de fuerza mayor, el remitente, y en su defecto y á su pedido, el destinatario, tendrá derecho á una indemnización equivalente al importe real de la pérdida, sustracción ó avería, á menos que el daño haya sido causado por negligencia del remitente ó proceda de la naturaleza misma de la cosa y siempre que la indemnización no esceda de 25 francos. El remitente de una encomienda

a parcel which has been lost, or of which the contents have been completely destroyed in the post, shall also be entitled to the return of the postage.

2. The obligation of paying the indemnity shall rest with the Administration to which the despatching office is subordinate. To that Administration is reserved a remedy against the Administration responsible, that is to say, against the Administration on the territory or in the service of which the loss or the damage took place.

3. Until the contrary is shown, the responsibility shall rest with the Administration which, having received the parcel without making any observation, cannot prove its delivery to the addressee, or, in the case of a transit parcel, its regular transfer to the following Administration.

4. The payment of the indemnity to the sender or addressee ought to take place as soon as possible, and at the latest within a year of the date of the application. The Administration responsible will be bound to make good, without delay, the amount of the indemnity paid.

5. It is understood that no application for an indemnity will be entertained unless made within a year of the posting of the parcel; after this term the applicant will have no right to any indemnity.

6. If the loss, abstraction, or damage shall have occurred in course of conveyance between the exchanging offices of the two countries, and it shall not be possible to ascertain on the territory or in the service of which the loss, abstraction, or damage took place, each Administration shall pay half of the indemnity.

7. The Administrations will cease

pérdida ó cuyo contenido haya sido completamente destruido en el Correo tendrá también derecho á la devolución del franqueo.

2. La obligación de pagar la indemnización incumbe á la Administración de que depende la oficina remitente. Queda reservado á esta Administración el recurso contra la Administración responsable, es decir, contra la Administración en cuyo territorio ó servicio ha tenido lugar la pérdida, violación ó avería.

3. Mientras no se pruebe lo contrario la responsabilidad incumbirá á la Administración que, habiendo recibido la encomienda sin hacer observación, no pueda probar la entrega al destinatario, ni, si hubiese lugar á ello, la transmisión regular á la Administración siguiente.

4. El pago de la indemnización al remitente ó al destinatario se hará á la brevedad posible y, á más tardar, en el plazo de un año á contar del día de la reclamación.

La Administración responsable estará obligada á reembolsar sin demora á la Administración remitente el importe de la indemnización abonada por ella.

5. Queda entendido que la reclamación no será admitida sino en el plazo de un año á contar del día del depósito de la encomienda en el correo; pasado ese término, el reclamante no tendrá derecho á ninguna indemnización.

6. Si la pérdida, sustracción ó avería ocurriera en curso de transporte entre las oficinas de canje de ambos países, y no fuese posible constatar el territorio ó el servicio en que tuvo lugar la pérdida, sustracción ó avería, cada Administración pagará la mitad de la indemnización.

7. La responsabilidad de los Ad-

to be responsible for parcels of which the owners have accepted delivery.

XI

The cost of the receptacles in which parcel mails are exchanged between the two countries shall be shared equally between the two Administrations.

XII

1. The internal legislation of both the United Kingdom and Uruguay shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement.

2. The Administrations shall communicate to each other from time to time, the provisions of their laws or regulations applicable to the conveyance of parcels by Parcel Post.

XIII

The two Postal Administrations shall indicate the offices or localities which they admit to the international exchange of parcels; they shall regulate the mode of transmission of these parcels, and fix all other measures of detail and order necessary for ensuring the performance of the present Agreement.

XIV

This Agreement shall supersede the Agreement dated the 22nd of January, and the 23rd of February, 1891. It shall come into operation on the 1st of January 1901, and shall be terminable on a notice of one year by either party.

Done in duplicate at London the 11th day of May 1901 and at Montevideo the 1st day of July 1901.

(L. S.) LONDONDERRY.

ministraciones cesa con la entrega de las encomiendas á sus dueños.

XI

El costo de los receptáculos en que se canjeen valijas de encomiendas entre ambos países, será prorrateado por igual entre ambas Administraciones.

XII

1. La legislación interna del Reino Unido y la del Uruguay será aplicable en todo aquello que no esté previsto por las estipulaciones contenidas en el presente Convenio.

2. Las Administraciones se comunicarán de tiempo en tiempo las disposiciones de sus leyes ó reglamentos aplicables al transporte de encomiendas por Correo.

XIII

Ambas Administraciones indicarán las oficinas ó localidades que admitan al canje internacional de encomiendas, regularán el modo de transmisión de éstas y fijarán todas las medidas de orden y detalle necesarias para asegurar la ejecución del presente Convenio.

XIV

Este Convenio subrogará el Convenio fechado el 22 de Enero y el 23 de Febrero de 1891. Entrará en vigencia el 1º de Enero de 1901 y caducará mediante aviso pasada con un año de anticipación.

Hecho en duplicado en Montevideo el 1º de Julio 1901 y en Londres el 11 de Mayo 1901.

(L. S.) F. GARCIA Y SANTOS.

Detailed Regulations for carrying out the Agreement concerning the Exchange of Parcels by Parcel Post between the British and Uruguayan Post Offices.

I

1. The exchange of parcels in closed mails between the two countries shall be carried on by the direct sea route.

2. The offices of exchange for parcel mails shall be in the United Kingdom the Post Office of London, and in Uruguay the Post Office of Monte Video.

II

1. The two Postal Administrations shall acquaint each other which of the regular sea services maintained by them may be employed for the conveyance of parcels.

2. The two Administrations, after a preliminary understanding has been arrived at with the countries concerned, shall communicate to each other : —

(a) A list of the countries with regard to which they may respectively serve as medium for the conveyance of parcels.

(b) The routes available for the transmission of the said parcels, from the point of entry on their territories or into their services.

(c) The total amount of the charges to be paid to them under this head, for each destination, by the office which consigns the parcels to them.

3. By means of this information the Administrations will determine the routes to be employed for the transmission of their parcels and the postage to be collected from the senders.

Reglamento para la ejecución del Convenio relativo al canje de encomiendas por correo, entre los Correos británico y uruguayo.

I

1. El canje de encomiendas en balijas cerradas entre ambos países se efectuará por vía marítima directa.

2. Las oficinas de canje para este servicio, serán, en el Reino Unido, Londres, y en el Uruguay, Montevideo.

II

1. Ambas Administraciones postales se comunicarán mutuamente aquellos de sus servicios marítimos que puedan ser empleados para el transporte de encomiendas.

2. Se comunicarán igualmente previo acuerdo con los países interesados : —

(a) Una lista de los países con respecto á los cuales puedan servir de intermédias para el transporte de encomiendas.

(b) Las vías abiertas para la transmisión de dichas encomiendas, desde el punto de partida de sus territorios ó servicios.

(c) El total de gastos que debe pagárseles por este concepto, por cada destino.

3. Mediante esta información, las Administraciones determinarán las rutas que emplearán en la transmisión de sus encomiendas y fijarán el franqueo á percibirse de los remitentes.

III

1. Parcels posted in the United Kingdom for Uruguay must not exceed 2 feet English in length, breadth, or depth, and parcels posted in Uruguay for the United Kingdom must not exceed 60 centimetres in length, breadth, or depth.

2. Parcels measuring not more than 1 metre (3 feet 3 inches) in length shall, however, be admitted to the service, provided that their breadth and depth do not measure more than 20 centimetres (8 inches).

IV

1. No parcel must be accepted for conveyance by parcel post unless it bear the exact direction of the addressee.

2. Every parcel must be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents. The packing must be such as to make it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

3. Every parcel must be sealed by means of sealing-wax, lead, or otherwise, with some special impress or mark of the sender.

V

1. Each parcel must be accompanied by a despatch note and by Customs declarations in conformity with, or analogous to, specimens A and B hereto appended. The Administrations shall inform each other of the number of Customs declarations to be furnished for each country of destination.

2. One despatch note and, if the Customs laws permit, one Customs declaration, may be used for two or three (but not more) parcels sent

III

1. Las encomiendas del Reino Unido para el Uruguay no excederán de 2 pies ingleses de largo, ancho ó grueso; y las del Uruguay para el Reino Unido, no excederán de 60 centímetros de largo, ancho ó grueso.

2. Sin embargo, las encomiendas que no midan mas de 1 metro de largo (3 pies y 3 pulgadas), serán admitidas al transporte, siempre que su anchura ó su grosor no excedan de 20 centímetros (8 pulgadas).

IV.

1. Ninguna encomienda será admitida al transporte sin elevar la dirección exacta del destinatario.

2. Cada encomienda debe estar embalada de modo adecuado á la duración del transporte y á la debida protección del contenido. El embalaje debe ser tal que imposibilite la sustracción del contenido sin dejar huella visible de violación.

3. Cada encomienda deberá estar sellada con lacre ó plomo ó de cualquier otro modo, con señal ó marca especial del remitente.

V

1. Cada encomienda debe ser acompañada de un boletín de expedición y de declaraciones de aduana conformes ó análogos á los modelos A y B adjuntos. Las Administraciones se comunicarán recíprocamente el número de declaraciones de aduana que deban suministrar para cada destino.

2. Si las leyes de aduana no se oponen, un solo boletín de expedición y una sola declaración de aduana podrán servir hasta para

from the same sender to the same addressee.

3. The amount of postage paid, when not indicated by postage stamps affixed to the despatch note should be notified upon the despatch note.

4. The Administrations decline all responsibility for the correctness of the Customs declarations.

VI

1. Each parcel, as well as the despatch note relating to it, must bear a label in conformity with, or analogous to, specimen C hereto annexed, indicating the registered number and the name of the office of origin.

2. The despatch note shall, moreover, be impressed by the office of origin, on the address side with a stamp indicating the place and date of posting.

VII

The parcels shall be entered by the despatching office of exchange on a parcel-bill, in conformity with specimen D appended to the present Regulations, with all the details required by this form. The despatch notes and the Customs declarations must be securely attached to the parcel-bill.

VIII

1. On the receipt of a parcel-bill the receiving office of exchange shall proceed to verify the parcels, and the various documents entered on the bill, and, if needful, shall report missing articles or any irregularities by means of a verification note in conformity with the annexed specimen E.

tres encomiendas siempre que procedan del mismo remitente y sean dirigidos al mismo destinatario.

3. El monto del franqueo será indicado en cifras en el boletín de expedición, cuando no estuviese representado en éste por medio de timbres postales.

4. Las Administraciones declinan toda responsabilidad en cuanto á la exactitud de las declaraciones de aduana.

VI

1. Cada encomienda, así como su respectivo boletín de expedición, deberá elevar una etiqueta conforme ó análoga al modelo C anexo indicando el número de registro y el nombre de la oficina de origen.

2. El boletín de expedición será, además timbrado por la oficina de origen, del lado de la dirección, con un sello que indique el lugar y la fecha de depósito.

VII

Las encomiendas postales serán inscritas por la oficina de cambio remitente en una hoja de ruta conforme al modelo D, anexo al presente Reglamento, con todos los detalles que esta fórmula requiera. Los boletines de expedición y las declaraciones de aduana serán agregados á la hoja de ruta.

VIII

1. Al recibir una hoja de ruta la oficina de cambio destinataria procederá á la verificación de las encomiendas postales y de los diversos documentos que á ellas se refieren, y si hay lugar á ello, hará constatar las faltas ú otras irregularidades que notare por medio de una fórmula conforme al modelo E anexo.

2. Any differences which may arise in the credits and accounting must be notified to the despatching office by verification note. The verification notes must be attached to the parcel-bills to which they relate. Corrections not supported by vouchers are not admitted by the auditors.

IX

1. Missent parcels shall be forwarded to their destination by the most direct route at the disposal of the office re-transmitting them. When this re-transmission shall involve the return of the parcel to the office of origin, the amounts credited in the parcel-bill of that office shall be cancelled, and the re-transmitting office of exchange shall send back the parcels to the office from which it received them, simply recording them on the parcel-bill. Attention shall be called to the error by means of a verification note.

2. In other cases, and if the amount credited to the re-transmitting office shall be insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, it shall recover the difference by raising the amount entered to its credit in the parcel-bill of the despatching office of exchange. The reason for this rectification shall be notified to the said office by means of a verification note.

3. Parcels re-directed to a country which participates in the Parcel Post between the United Kingdom and Uruguay will be subjected by the delivering office to a charge, to be paid by the addressees, representing the sums due to this latter office, and to each intermediate office, if there be any.

2. Las diferencias que se notaren en los abonos y asientos serán notificadas al correo remitente por medio de boletines de verificación. Estos serán anexados á las hojas de ruta á que se refieren. No se admitirán correcciones no apoyadas en puestas justificativas.

IX

1. Las encomiendas postales reexpedidas á causa de falsa dirección, serán dirigidas á su destino por la vía más directa de que pueda disponer la oficina reexpedidora. Cuando esta reexpedición trae consigo la restitución de las encomiendas á la oficina reexpedidora, los abonos inscritos en la hoja de ruta de esta oficina se anularán y la oficina de cambio reexpedidora devolverá las encomiendas como constancia á su corresponsal, después de haber señalado el error por medio de un boletín de verificación, anotándolas simplemente en la hoja de ruta.

2. En caso contrario y si el monto abonado á la oficina reexpedidora es insuficiente para cubrir los gastos de reexpedición que le incumben, se le acreditará la diferencia, aumentando la suma inscrita en su haber sobre la hoja de ruta de la oficina de cambio remitente. El motivo de esta rectificación será notificado á dicha oficina por medio de un boletín de verificación.

3. Las encomiendas reexpedidas á uno de los países que participan al canje de encomiendas entre el Reino Unido y el Uruguay, serán gravadas, á cargo de los destinatarios, por la oficina distribuidora, de una tasa que represente la cuota de esta última Administración, la de la oficina reexpedidora y la de cada una de las oficinas intermedias, si las hubiere.

4. Each Office which forwards a re-directed parcel shall claim on the parcel-bill the amount due for the conveyance of the parcel.

5. But, if the amount chargeable for the further conveyance of a re-directed parcel shall be paid at the time of its re-direction, the parcel shall be dealt with as if it had been addressed direct from the re-transmitting country to the country of destination, and delivered without any postal charge to the addressee.

6. The senders of parcels which cannot be delivered shall be consulted as to the disposal of the parcels.

7. If, within six months after the despatch of a letter of inquiry, the office of destination shall not have received instructions from the sender, the parcel shall be returned to the office of origin.

8. Articles liable to deterioration or corruption, and these only, may, however, be sold immediately, without previous notice or legal formality, for the benefit of the right party. An account of sale shall be drawn up.

The sum realized by the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be remitted to the office of origin to be paid to the sender.

If for any reason a sale is impossible the spoilt or worthless articles are destroyed or taken possession of by the Customs.

9. Parcels which have to be returned to the country of origin shall be entered on the parcel-bill with the addition of the word « Rebut » (undeliverable) in the column for observations. They shall be dealt with and charged as re-directed parcels are.

10. Any parcel, the addressee of

4. Toda oficina que reexpida una encomienda, se acreditará en la guía del monto que le corresponde por la reexpedición.

5. Sin embargo, si la tasa exigida para el transporte ulterior de una encomienda reexpedida, fuese pagada al tiempo de reexpedirla, se tratará la encomienda como si hubiera sido dirigida directamente del país re-expedidor al de destino y será entregada sin gasto alguno al destinatario.

6. Las remitentes de encomiendas rezagadas serán consultados sobre el destino que quieran darles.

7. Si en el plazo de seis meses, contadas desde la remisión del aviso, no hubiera la oficina de destino recibido instrucciones del remitente, se procederá á la devolución de la encomienda á la oficina de origen.

8. Sin embargo, los artículos sujetos á deterioro ó corrupción podrán ser vendidos inmediatamente sin aviso previo ni formalidad judicial, por cuenta de quien corresponda, levantándose acta de la venta.

La suma realizada con la venta servirá en primer lugar para sufragar los gastos que pesen sobre la encomienda. Cualquier saldo que resultare será enviado á la oficina de origen, á la disposición del remitente.

En caso de imposibilidad de venta, por cualquier motivo, los objetos deteriorados ó sin valor serán destruidos ó confiscados por la Aduana.

9. Las encomiendas que se devuelvan al remitente se inscribirán en la columna de Observaciones de la hoja de ruta con la nota « Rebut », y serán tratadas y tasadas como las encomiendas reexpedidas por cambio de residencia de los destinatarios.

10. Será tratada como rezagada

which has left for a country not participating in the parcel post between the United Kingdom and Uruguay, shall be dealt with as undeliverable, unless the office of the first destination be in a position to forward it to the addressee.

II. The Customs duties on parcels which have to be sent back to the country of origin or re-directed to a third country shall be cancelled both in the United Kingdom and in Uruguay.

X

1. Each Administration shall cause each of its exchanging offices to prepare quarterly for all the mails received from the exchanging offices of the other Administration, a statement, in conformity with specimen F. appended to the present Regulations, of the sums entered in each parcel-bill, whether to its credit or to its debit.

2. The statements F. shall be afterwards recapitulated by the same Administration in an account conforming to specimen G., also appended to the present regulations.

3. This account, accompanied by the statements F., the parcel-bills, and, if any, the verification notes relating thereto, shall be submitted to the examination of the other administration in the course of the month which follows the quarter to which it relates.

4. The quarterly accounts, after having been verified and accepted on both sides, shall be included in a general annual account by the Administration to which the balance is due.

5. The payment resulting from the balance of these accounts between the two Administrations shall be made by the indebted office in francs, in specie, or by means of bills drawn on Paris or on the capital or one of the commercial towns

toda encomienda cuyo destinatario haya partido hácia un país que no participe del servicio de encomiendas, salvo el caso en que la Administración de primitivo destino se encuentre en condiciones de hacerla llegar á poder del destinatario.

II. Serán anulados, tanto en el Reino Unido como en el Uruguay los derechos de aduana impuestos á las encomiendas que deban ser devueltas ó reexpedidas.

X

1. Cada Administración hará formar trimestralmente, por cada una de sus oficinas de canje y para todos los despachos recibidos de las oficinas de canje de la otra Administración, un estado, conforme al modelo F. anexo al presente Reglamento, de las sumas inscritas en cada guía, tanto las de cargo como las de abono.

2. Los cuadros F. serán después recapitulados en una cuenta conforme al modelo G., anexo también al presente reglamento.

3. Esta cuenta, acompañada de los cuadros F., de las guías, y de los boletines de verificación, si los hubiere, será sometida al examen de la otra Administración en el trascurso del mes que sigue al trimestre a que si refiere.

4. Las cuentas trimestrales, después de revisadas y aceptadas por ambas partes serán refundidas en una cuenta general anual, por la Administración que resulte acreedora.

5. El saldo resultante del balance de las cuentas recíprocas entre las dos Administraciones será pagado por la deudora á la acreedora en francos efectivos ó por medio de letras giradas sobre Paris ó sobre la capital ó una plaza comercial del país

of the country to which the balance is due ; the expense attendant on the payment being at the charge of the indebted office.

6. The drawing up, transmission, and payment of the accounts must be effected as early as possible, at the latest before the expiration of the following year. After the expiration of this term, the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 5 per cent. per annum, to be reckoned from the date of expiration of the said term.

XI

The present Detailed Regulations shall come into force on the day of the execution of the Agreement, and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations interested have, however, the power by common consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at London the 11th day of May 1901 and at Montevideo the 1st day of July 1901.

(L. S.) LONDONDERRY.

acreedor, siendo los gastos de pago de cuenta de la Administración deudora.

6. La formación, remesa y pago de las cuentas deberán efectuarse á la brevedad posible, y á más tardar antes de la expiración del año siguiente. Pasado este plazo, las sumas debidas por una Administración á otra producirán interés á razón de 5 o/o anual, á contar desde el día en que termine dicho plazo.

XI

El presente Reglamento empezará á rejir desde el día en que se ponga en vigor el Convenio y tendrá la misma duración que éste. Las Administraciones interesadas quedan facultadas para modificar sus disposiciones, de común acuerdo y de tiempo en tiempo.

Hecho en duplicado en Montevideo el 1° de Julio 1901 y en Londres el 11 de Mayo 1901.

(L. S.) F. GARCIA Y SANTOS.

A.

BULLETIN D'EXPÉDITION

Ci-joint : *un colis portant l'adresse ci-dessous* :

Nombre de déclarations en donane _____

Valeur assurée :

M

Lieu de destination _____

Timbre poste
ou indication
de la taxe
perçue

Poids

____ kg. ____ g.

____ kg. ____ g.

____ kg. ____ g.

Acheminement

Coupon du bulletin
d'expédition.

Timbre du bureau d'origine.



Nom et domicile de l'expéditeur.



LIEU DE DESTINATION :

DÉCLARATION EN DOUANÉ

[illegible]

190

L'expéditeur,

MONTE VIDEO

57.

MONTE VIDEO 57.

SERVICE

entre.....
et.....

D

FEUILLE DE ROUTE

DES COLIS POSTAUX SANS DÉCLARATION DE VALEUR, EXPÉDIÉS PAR LE BUREAU D'ÉCHANGE DE.....
AU BUREAU D'ÉCHANGE DE.....

Départ (envoi) du....., 190, à..... h..... m. du.....
Arrivée du....., 190, à..... h..... m. du.....

NUMÉROS		BUREAU		NOMBRE DE			FRAIS A BONIFIER		Observations.
D'ords.	De l'en- registre- ment.	D'origine.	De destina- tion.	Colis postaux	Bulle- tins d'ex- pédition.	Déclara- tions en douane	Par l'Office expéditeur à l'Office correspondant.	Par l'Office correspondant à l'Office expéditeur.	
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	10.
							fr. c.	fr. c.	
			Total						

L'employé du bureau d'expéditeur, L'employé du bureau destinataire,

Administration des Postes

d _____

Correspondance avec l'Office

de la GRANDE-BRETAGNE.

G.

COLIS POSTAUX

COMPTE

récapitulatif des états (F) des feuilles

de route.

_____ 190 .

=====

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

Correspondance et Rapport du Consul anglais à Boma, au sujet de l'administration de l'Etat Indépendant du Congo (1).

Traduction.

N° 3. — M. Casement au Marquis de Lansdowne

(Suite) (1)

Le poids du kwanga requis à Bolobo semble être moindre que celui qu'on demande à F*, et j'ai remarqué que cette différence existait partout dans le Haut-Congo. A Bolobo, les pains de kwanga fournis au poste du Gouvernement pesaient chacun un peu plus de 3 livres. Cela faisait juste une livre de plus que pour ceux qui étaient vendus ordinairement sur le marché public; ceux que j'ai pesés moi-même donnaient 3 livres 2 onces pour le pain du Gouvernement, et 13 onces pour ceux qui étaient faits pour la consommation générale. Le prix payé dans chaque cas était le même, c'est-à-dire une barre de cuivre.

Au village de H*, à quelque 4 ou 5 milles du poste du Gouvernement, où je me trouvais, j'ai constaté qu'il y avait encore quarante adultes mâles avec leurs familles. Ce village doit fournir chaque semaine 400 de ces pains au poste du Gouvernement (c'est-à-dire un poids de 1.250 livres de nourriture) pour lequel on paye 20 francs (400 barres). Les gens de H* me dirent que lorsque leurs champs ne leur donnaient pas assez de manioc pour la préparation de cette fourniture, ils achetaient la racine au marché de la localité et devaient payer à l'état brut juste le double de ce qu'ils recevaient pour le produit préparé et cuit qu'ils délivraient au poste. Je n'avais aucun moyen de vérifier cette assertion, mais bien des personnes m'assurèrent qu'elle était strictement exacte. En plus de cette fourniture hebdomadaire de nourriture, H* doit fournir des rameurs aux demandes ordinaires, des journaliers au poste du Gouvernement (hommes et femmes), des gens pour amasser les bois de charpente pour la jetée, et des bûcherons au poste forestier de la localité pour les steamers du Gouvernement.

Il y avait, à l'époque de ma visite, beaucoup de maladies dans cette localité et dans celle située au delà : maladie du sommeil et petite vérole. Ces deux maladies ont beaucoup réduit la population. L'émigration sur la rive française, active autrefois, semblerait avoir cessé maintenant.

(1) V° *Archives Diplomatiques*, 1904, N° 8-9, p. 1006.

On fait des efforts sur place pour améliorer la condition physique et sanitaire des gens, et les progrès dûs à ces efforts commencent à se faire sentir, mais on m'a laissé comprendre qu'ils étaient très lents.

L'insuffisance de nourriture généralement observée dans cette partie du Congo semblerait être la cause de beaucoup de maladies, et probablement de la dépression mentale des indigènes que j'ai si souvent remarquée, et qui est elle-même une cause fréquente de maladie.

Le Chef de poste du Gouvernement à G*, pendant une partie de mon séjour ici, me disait qu'il pensait que le district était tout à fait épuisé, et qu'il sera sans doute de plus en plus difficile d'en obtenir de la nourriture pour les réquisitions publiques de l'administration locale.

A environ 40 milles au-dessus de Bolobo un grand camp d'instruction, avec 600 à 800 recrues indigènes et un état-major de plusieurs officiers européens, est établi dans un endroit appelé Yumbi. A mon regret, je n'eus pas l'occasion de visiter ce camp, bien que j'eusse rencontré un de ses officiers qui m'y avait très aimablement invité, me promettant une cordiale réception. Il m'informa que les vivres fournis par les indigènes étaient assez abondants dans les environs de ce camp, et que les principales rations des soldats consistaient en viande d'hippopotame, le Congo, en cette région, paraissant fournir un approvisionnement inépuisable de ces animaux.

Devant la maison d'un des indigènes du village, j'ai vu quelque soixante-dix crânes d'hippopotames. Ces animaux, m'avait-on dit, avaient été tous tués par un seul homme. Beaucoup sont harponnés, et d'autres sont tués par les chasseurs indigènes avec des fusils à piston. Un commerce assez considérable de ces armes semble avoir été fait jusqu'à ces derniers temps par les agents du Gouvernement dans le district, et j'ai trouvé à Bolobo plusieurs jeunes gens avec des fusils de ce genre, qu'ils avaient achetés à différentes époques à des fonctionnaires de la localité, payant généralement leurs achats avec des défenses d'ivoire. La vente de ces armes par les représentants du Gouvernement du Congo semblerait avoir cessé depuis un peu plus d'une année, date depuis laquelle les porteurs de ces fusils ont été exposés à certains ennuis pour obtenir des permis. La vente et le port de ces fusils semblerait être régi par des règlements précis, qui cependant ne paraissent pas avoir été observés jusqu'à l'année dernière. Une taxe de 20 francs est maintenant établie pour le droit de port d'armes, obligatoire pour chaque possesseur de fusil, mais cette taxe est également levée d'une façon irrégulière.

J'appris, lorsque j'étais à Bolobo, qu'une grande immigration venait d'avoir lieu du premier district (qui comprend le domaine de la Couronne) dans le pays situé en arrière de G*. L'établissement le plus proche de ces émigrants se trouvait, disait-on, à environ 20 ou 25 milles de G*, et je résolus d'aller visiter cet endroit. Je mis trois jours pour effectuer ce voyage, visitant deux grands villages dans l'intérieur appartenant à la tribu de K*, où je reconnus qu'une bonne moitié de la population consistait maintenant en réfugiés appartenant à la tribu de L* qui avait auparavant habité près de I*. Je vis et questionnai plusieurs groupes de ces gens que je reconnus être d'habiles forgerons et ouvriers travaillant le cuivre. Ces gens comprenaient des hommes vieux et jeunes, des femmes et des enfants. Ils avaient fui leur pays et cherché asile auprès de leurs amis à K*, pendant ces quatre dernières années. Dans leur fuite, ils avaient marché pendant cinq ou six jours — distance que j'évalue à 120 ou 150 milles. Ils

allaient jusqu'à déclarer, lorsqu'on leur demandait pourquoi ils avaient fui, qu'ils avaient enduré de si mauvais traitements de la part des fonctionnaires et des soldats du Gouvernement dans leur propre pays que l'existence était devenue intolérable, qu'il ne leur restait qu'à s'exposer à être tués pour n'avoir pu apporter certaine quantité de caoutchouc, ou à mourir de faim pour satisfaire aux demandes qu'on leur adressait. Les déclarations que me faisaient ces gens étaient de telle nature que je ne pouvais les tenir pour véridiques. Le fait subsistait, cependant, qu'ils avaient quitté leurs demeures et tout ce qu'ils possédaient, qu'ils avaient parcouru une longue distance, et préféraient une espèce de douce servitude parmi les K* plutôt que de rester dans leur propre pays. J'ai pris soigneusement note des déclarations que me firent ces gens et qu'on trouvera dans l'annexe ci-jointe (Annexe I).

Par la suite, lorsque j'étais à M*, quelques jours plus tard, j'ai trouvé d'autres L* qui me confirmèrent la véracité des déclarations qui m'avaient été faites à N*.

En arrivant à Bolobo en septembre, j'obtins la pleine confirmation de ces déclarations. Ma propre enquête faite plus tard à M* est résumée dans le document ci-joint (Annexe I).

En quittant Bolobo, le 23 juillet, je traversai le fleuve dans un petit bateau à vapeur que j'eus la chance de pouvoir me procurer pour mon usage personnel. Nous touchâmes plusieurs points sur la rive française, et le 25 juillet arrivâmes à Lukoléla, où je restai deux jours. Ce district, lorsque je le visitai en 1887, comptait plus de 5.000 habitants ; aujourd'hui, après un recensement soigneusement fait, la population est évaluée à moins de 600 personnes. Les raisons qu'on me donna au sujet de cette diminution étaient les mêmes qu'ailleurs, c'est-à-dire maladie du sommeil, état sanitaire généralement mauvais, insuffisance de nourriture, et les procédés employés par les fonctionnaires pour obtenir du travail de ces gens, ainsi que les exactions dont ils souffraient.

Le district de Lukoléla fournit une petite quantité de caoutchouc, que les postes locaux du Gouvernement réclament à certaines périodes comme une contribution générale. Les habitants des bords du fleuve sont également tenus de fournir la nourriture — « Kwanga » et poisson. Les villages que j'ai visités étaient très mal tenus et tombaient en ruines ; ils ne supportaient aucune comparaison avec l'état où ces gens vivaient auparavant, soit en ce qui concerne le genre d'habitations maintenant adoptées, soit en ce qui concerne l'étendue des terrains cultivés autour d'elles.

Plusieurs raisons de l'augmentation des maladies et de la diminution de la population dans le district ont été données par le missionnaire qui a résidé pendant plusieurs années à Lukoléla, dans deux lettres qui ont été récemment adressées au Gouverneur général de l'Etat du Congo. Une copie de ces lettres me fut remise par l'auteur — le révérend John Whitehead — lors de ma visite à Lukoléla, pendant mon voyage en descendant le fleuve le 12 septembre. Je n'eus pas l'occasion de vérifier, par mes observations personnelles, les déclarations faites par M. Whitehead dans ses lettres, car mon séjour à Lukoléla ne dura que quelques heures. Je n'ai, cependant, aucune raison de douter de la véracité de M. Whitehead, et il a lui-même déclaré accepter l'entière responsabilité de ce que contenait ses lettres. Une copie de ces lettres est ci-jointe (Annexe 2).

Je n'ai pas visité le poste du Gouvernement à Lukoléla, mais, vu du fleuve, il présente un aspect charmant ; les maisons sont bien bâties, en-

tourées de plantations de caféiers, le tout s'étendant le long de la rive sur une certaine distance.

De Lukoléla, je me rendis à O* que j'avais l'intention de visiter. O* avec les deux villages qu'on y avait adjoints, lorsque je l'avais vu pour la dernière fois durant l'automne de 1888, présentait le tableau de plus grande animation. La population de ces trois villes comptait alors de 4.000 à 5.000 âmes — on évaluait la population de O* seul à 3.000 âmes au moins. De nombreux groupes d'hommes avaient été envoyés dans des canots pour nous inviter à venir passer la nuit dans leur village. En entrant à O*, je constatai que ce village avait entièrement disparu, et qu'à sa place, on avait installé un grand « camp d'instruction » où environ 800 recrues indigènes, amenées de différentes parties de l'Etat du Congo, sont exercées militairement par un commandant et un état-major de sept ou huit officiers européens et d'officiers non commissionnés.

Il existe également une grande plantation de caféiers, un bureau de télégraphe et une maison de commerce, mais je ne pus voir aucune trace de la présence d'indigènes dépendant de ces établissements. Les anciens villages et leurs champs avaient été convertis en une station militaire bien aménagée et très bien entretenue. Je reçus un accueil cordial du commandant et de ses officiers. Le camp, comme centre militaire, est excessivement bien choisi, la situation d'Irebu commandant non seulement la voie navigable du lac Mantumba, mais encore un des principaux canaux navigables du Congo ; et de plus, il est situé en face l'estuaire de la grande rivière Oubangi, qui est probablement l'affluent du Congo le plus important.

Le commandant m'informa qu'une très grande quantité de nourriture indigène, amplement suffisante pour les soldats qui se trouvaient sous ses ordres, était fournie chaque semaine par les indigènes du district environnant.

Il est difficile d'évaluer exactement le nombre des soldats enrôlés et entretenus par le Gouvernement du Congo. Il existe, je crois, quatre camps d'instruction séparés sur le Haut-Congo, chacun possédant un effectif de 700 hommes. Les forces effectives des compagnies de Manguma, du lac Léopold II, de Lualaba-Kasai, d'Aruwim et de Ruzizi-Kiwu, ont été respectivement fixées par circulaire du Gouverneur général, datée du 25 juin 1902, à 750, 475, 850, 450 et 875 hommes. Il y a beaucoup d'autres compagnies de la « Force publique » dans l'Etat du Congo, et je crois qu'on pourrait régulièrement estimer le nombre d'hommes, y compris ceux de couleur, à 18.000 au moins. Par une circulaire adressée aux autorités locales, datée du 26 mai dernier, le Gouverneur général déclarait qu'il était nécessaire d'augmenter de 200 hommes chacun les camps du Haut-Congo. Dans la même circulaire, une proposition pour l'augmentation générale des forces de l'armée était indiquée dans les termes suivants :

« Notre programme militaire est très vaste et sa réalisation exige une attention soutenue et de grands efforts, mais sans son exécution intégrale notre situation demeurera précaire.

» S'il le fallait, mais je ne pense pas même que ce soit nécessaire, le Gouvernement se montrerait disposé à augmenter, dans une certaine mesure, le contingent pour 1903 ».

La même circulaire ajoutait que :

« Certains districts, en effet, ne remplacent pas les miliciens décédés, désertés en cours de route et ceux réformés à leur arrivée au camp.

» De plus, pendant la période d'instruction dans les camps un grand nombre de déchets se produisent aussi parmi ces recrues, le transport des miliciens laissant encore à désirer ».

Le Commandant me dit qu'un certain nombre des indigènes qui s'étaient enfuis sur le territoire français opposé, il y a une dizaine d'années, lorsque les tribus Irebu avaient déserté leur pays, étaient graduellement rentrés sur le territoire de l'Etat du Congo. Je reconnus, en effet, l'exactitude de ce fait, car les gens déclaraient qu'ils avaient préféré retourner dans leur pays plutôt que de rester dans des lieux étrangers sur le territoire français, depuis que la taxe sur le caoutchouc avait baissé dans le district de Mantumba.

De Irebu, je me rendis à Ikoko, distant de 25 milles environ, jadis grand village sur la rive septentrionale du lac Mantumba. Je restai dix-sept jours sur le lac Mantumba, visitant, pendant ce temps, le poste du Gouvernement à Bikoro, sur la rive orientale, et beaucoup de villages indigènes éparpillés au bord du lac. Je remontai également en bateau une des rivières qui vient se jeter dans le lac, et visitai trois villages indigènes qui sont situés dans la forêt le long de cette voie fluviale. Le lac Mantumba est une belle nappe d'eau de 25 à 30 milles de longueur et d'une largeur d'environ 12 ou 15 milles dans sa partie la plus large, entourée par une forêt épaisse. Les habitants de ce district appartiennent à la tribu des Ntomba, et sont encore de primitifs sauvages ; ils se servent de très beaux arcs et de flèches comme armes, ainsi que de lances mal faites. Il y a aussi dans la région forestière plusieurs familles ou clans d'une race de nains qu'on appelle Batwas, qui sont de caractère encore plus sauvage et encore plus rebelles à toute civilisation que les Ntombas, et forment le gros de la population. Les Batwas et les Ntombas sont encore cannibales, et le cannibalisme, bien que combattu et pour lequel on a aujourd'hui moins d'indulgence, existe encore dans le district.

Avant la fondation de l'Etat du Congo, les gens de Mantumba compétaient parmi les pêcheurs et les commerçants les plus actifs du Haut-Congo. Des flottilles de barques sillonnaient les lignes principales du Congo et parcouraient de grandes distances, combattant en chemin, s'il était nécessaire, à la recherche d'acheteurs pour leur poisson ou leurs esclaves ou pour se procurer ces derniers. Tout cela a cessé, et, sauf quelques petites barques employées pour la pêche, je n'ai vu, pas plus sur le lac lui-même que dans beaucoup de villages où je me suis arrêté le long de ses bords, de bateaux comparables à ceux que j'avais remarqués auparavant si fréquemment. Un homme que j'allai voir me dit qu'une jolie barque qu'il avait achetée pour 2.000 barres de cuivre (100 francs), et dans laquelle la contribution du poisson pour le poste local de l'Etat était envoyée chaque semaine, avait été prise par le fonctionnaire de l'endroit et avait été employée pour transporter les soldats du Gouvernement ; elle était maintenant attachée à un poste de coupe de bois qu'il me nomma, en dehors du bras principal du fleuve. Il n'avait rien reçu pour la perte de sa barque, et quand je lui conseillai d'adresser sa réclamation au fonctionnaire responsable de la localité, qui sans aucun doute avait retenu la barque sans savoir à qui elle appartenait, il enleva son vêtement et montrant des marques de coups de fouet, s'écria : « Si je me plaignais, j'en récolterais encore davantage ». Bien qu'il eut peur de se plaindre à la localité, il déclara qu'il m'accompagnerait très volontiers si je voulais le conduire devant un des juges du Congo ou, préférablement, à Boma. Je

l'assurai qu'une déclaration telle que celle qu'il m'avait faite serait examinée avec soin à Boma, et que s'il pouvait prouver l'exactitude de son dire, il obtiendrait satisfaction pour la perte de sa barque.

Plusieurs déclarations de semblable caractère, appuyées souvent de nombreux témoignages, me furent faites plus d'une fois au cours de mon voyage autour du lac, quelques-unes d'entre elles montrant chez les fonctionnaires un oubli beaucoup plus grand encore de leurs devoirs. Le même homme me dit, en la même occasion, qu'un des fonctionnaires du Gouvernement du district (le même individu, sans doute, qui s'était emparé de la barque) lui avait donné récemment trois femmes.

Le fonctionnaire, ajoutait-il, avait été « faire la guerre » dans un des villages de la forêt où je me trouvais en ce moment, au sujet d'un retard dans la fourniture de nourriture qu'on devait apporter, et comme punition infligée, on avait détruit le village et fait des prisonniers en grand nombre. Comme résultat, plusieurs femmes ainsi prises se trouvaient sans habitation, et avaient été distribuées. « Les femmes furent distribuées ce jour », disait mon interlocuteur, « il m'en donna trois, mais un autre homme en eut quatre ». L'homme ajouta qu'une de ces femmes s'était échappée depuis, se plaignant qu'un habitant de son propre village qui avait été esclave dans le pays natal de la femme, l'avait aidée dans sa fuite.

La population des villages situés au bord du lac semblerait avoir diminuée ces dix dernières années dans la proportion de 60 à 70 pour cent. C'est en 1893 qu'on commença dans ce district à s'efforcer de lever un impôt sur le caoutchouc, et pendant quatre ou cinq années, on ne put recueillir cet impôt sans de continuels combats. Ayant reconnu que le recouvrement de l'impôt sur le caoutchouc était devenu presque impossible, les autorités y renoncèrent dans ce district, et les habitants qui restent encore délivrent maintenant chaque semaine une fourniture de vivres pour l'alimentation du camp militaire à Irebu, ou du personnel de la grande plantation de caféiers à Bikoro. Plusieurs villages que j'ai visités fournissent également à cette dernière station un impôt de gomme copal tous les quinze jours, les forêts avoisinantes en produisant abondamment. La gomme copal est aussi exposée et lavée sur les bords du lac. La quantité de ce produit pour chaque village auquel il est demandé est fixée à dix sacs par quinzaine. Chaque sac doit réglementairement contenir 25 kilog., de telle sorte que l'impôt monterait par quinzaine à un quart de tonne. J'ai reconnu, en essayant de soulever un de ces sacs que j'avais vu remplir dans un village indigène où je me trouvais, qu'ils devaient peser considérablement plus de 25 kilog., aussi j'arrivai à la conclusion que chaque sac représente la quantité nette de gomme copal. Il y a un déchet considérable dans le nettoyage, la manipulation et le lavage de la gomme brute telle qu'on la récolte. La quantité fournie ainsi par chaque village monterait à 6 tonnes et demie. Lorsque j'ai visité le poste du Gouvernement à P*, le chef de ce poste me montra dix sacs de gomme qui venaient précisément d'être apportés, disait-il, par un tout petit village des environs. Il ajouta que pour ce quart de tonne de gomme copal il avait donné en paiement une pièce de coutil bleu — un drap de coton grossier qui est apprécié dans la localité — après avoir ajouté le prix du transport estimé à 11 fr. 50 par pièce. Dans le *Bulletin officiel* du Gouvernement du Congo de cette année (n° 4, avril 1903) j'ai trouvé qu'en 1902, on avait exporté 339 tonnes et demie de gomme copal, provenant entière-

ment du Haut-Congo et que son évaluation atteignait le chiffre de 475.490 fr. La valeur par tonne serait, par conséquent, pour le produit net, de 56 livres. La production par quinzaine serait donc pour chaque village de 14 livres au maximum (peut-être moins), car le paiement maximum qui est fait est de 11 fr. 50. Dans un village que je visitai, je trouvai la majeure partie des habitants déjà prêts à fournir la gomme copal et la quantité de poisson qu'ils devaient livrer à P*, le lendemain. Ils étaient occupés à charger leurs barques pour traverser le lac — environ 20 milles — et ils passèrent la nuit avec leur chargement à côté de mon bateau. Ces gens me dirent que fréquemment ils recevaient, au lieu de drap, 150 barres de cuivre (7 fr. 50) pour un quart de tonne de gomme copal qu'ils apportaient tous les quinze jours.

Le montant total de la fourniture annuelle de gomme copal faite par chaque village semble être de 360 livres environ, tandis que, pour une moyenne de 9 fr. qu'il reçoit par quinzaine, le village touche environ 10 livres par an.

Dans le village de Montaka, à l'extrémité sud du lac, où je restai deux jours, les gens paraissaient, pendant mon séjour, extrêmement préoccupés de remplir leur tâche en coupant et préparant la gomme copal pour l'embarquer à destination de Bikoro, ainsi qu'à réunir la quantité de poisson qu'ils avaient à fournir chaque semaine pour le même poste. J'ai assisté au remplissage de dix sacs de gomme, besogne qui avait lieu sous les yeux du chef, — qui lui-même y travaillait — et sous la surveillance d'un gardien que l'Etat avait envoyé là. Chaque maison du village était représentée à cette tâche finale, et chaque adulte de Montaka apportait sa part dans la contribution générale. Si l'on estime la population de Montaka à un chiffre de 600 à 800 âmes — et elle ne peut être maintenant plus forte, bien qu'elle ait été de 4.000 âmes il y a une dizaine d'années, plus de 150 chefs de familles sont ainsi exclusivement occupés, presque tous les jours de l'année, à se procurer cet « impôt en nature » et à en opérer la livraison.

Depuis que les 150 chefs de familles de Montaka fournissent une contribution de 6 tonnes et demie de gomme copal chaque année, ils n'ont pas reçu en paiement plus d'un total de 10 livres par an, — c'est-à-dire 26 paiements de quinzaine, ou en moyenne 9 fr. 50, ce qui donne annuellement 247 fr. D'où il s'ensuit que chaque adulte, chef de famille de Montaka, reçoit pour son travail de l'année entière la cent cinquantième partie de ce total — ou juste un schelling quatre pence. Ceci représente exactement le prix d'une volaille adulte à Montaka. Le matin de mon départ j'achetai dix poulets, et je donnai 30 barres de cuivre (1 fr. 50) pour un seul d'entre eux, qui était de grosseur raisonnable ; quant aux autres, je les payai, suivant leur grosseur, de 15 à 20 barres de cuivre chacun (75 centimes à 1 franc).

Les 6 tonnes et demie de gomme copal fournies chaque année par ces 150 chefs de famille étant évaluées à 364 livres environ, il s'ensuit que chaque chef de famille a fourni une contribution annuelle, montant en quelque sorte à la somme de 2 livres 8 schellings.

Le travail imposé peut être considérable ou non — mais il est sans interruption d'un bout de l'année à l'autre ; chaque homme doit rester dans son village et se tenir prêt, chaque semaine ou chaque quinzaine, à fournir sa contribution sous peine d'une punition sommaire.

Les indigènes engagés sur mon bateau comme ouvriers étaient rétri-

bués à raison de 20 barres de cuivre (1 fr.) chacun par semaine pour les rations de nourriture seulement, et de cent barres de cuivre (5 fr.) par mois pour leur salaire. Un de ces ouvriers indigènes gagnait alors à mon service en une semaine — en effectuant le travail ordinaire demandé dans tout autre établissement privé, — plus que le chef de famille de Montaka ne pouvait retirer en une année entière des travaux obligatoires qu'il accomplissait pour le Gouvernement.

Dans d'autres villages que je visitai, j'appris que la taxe consistait dans la fabrication de paniers que les habitants avaient à fournir chaque semaine, aussi bien, comme toujours, qu'une certaine quantité d'aliments, — soit du kwanga, soit du poisson. On emploie ces paniers à Bikoro pour emballer la gomme copal qui doit descendre le fleuve à destination de l'Europe — les vapeurs du Gouvernement étant affectés au transport sur le fleuve. Ceux qui fabriquaient les paniers, de même que les autres ouvriers, se plaignaient d'être payés quelquefois de leur travail avec des bobines de fil ou des boutons de chemise (dont ils n'avaient nul besoin) lorsque les provisions de drap ou de barres de cuivre venaient à manquer à Bikoro. Comme ces indigènes vont presque entièrement nus, il était certain que le fil, pas plus que les boutons de chemise, ne pouvait leur rendre beaucoup de services. Ils affirmaient également qu'ils étaient fréquemment fouettés pour inhabileté dans la confection des anses de ces paniers, ou pour retard dans la livraison des vivres hebdomadaires. Plusieurs hommes, y compris le chef d'un village, me montrèrent sur leurs reins des traces très apparentes de coups de fouets, qui semblaient toutes récentes. L'un d'eux, un garçon de 15 ans environ, relevant ses vêtements, fit voir plusieurs cicatrices sur ses jambes, ce qui avait constitué, affirmait-il ainsi que les autres qui l'entouraient, une partie du paiement d'une récente fourniture de nourriture hebdomadaire qui s'était trouvée un peu incomplète. Lorsqu'on me montra le magasin du « Domaine Privé » à P*, lors de ma visite, j'eus la confirmation de l'exactitude de ces déclarations. Ce magasin contenait très peu de chose, et j'appris que le stock de marchandises d'échange n'avait pas été renouvelé depuis quelque temps. J'aperçus 200 ou 300 pièces de grossier drap de coton, et rien autre, et comme le drap était visiblement vieux, j'estimai que la valeur possible du stock entier pouvait atteindre la somme de 15 livres. Il n'aurait certainement pas atteint un prix plus élevé s'il avait été vendu aux enchères en une localité quelconque du Haut-Congo.

Les instructions réglant la rémunération des contribuables indigènes et le mode d'exploitation des forêts domaniales ont été insérées dans le *Bulletin officiel* de 1896, en vertu de décrets datés du 30 octobre et du 5 décembre 1892.

Ces instructions générales portent que : —

« L'exploitation se fait par les agents de l'Intendance, sous la direction du Commissaire du District.

» Tout ce qui se rapporte à l'exploitation du domaine privé doit être séparé nettement des autres services gouvernementaux.

» Les agents préposés à l'exploitation du domaine privé consacrent tous leurs soins au développement de la récolte du caouchouc et des autres produits de la forêt.

» Quel que soit le mode d'exploitation adopté à cet effet, ils sont tenus d'accorder aux indigènes une rémunération qui ne sera en aucun cas inférieure au montant du prix de la main-d'œuvre nécessaire à la récolte du

produit ; cette rémunération est fixée par le Commissaire du District, qui soumet son tarif à l'approbation du Gouverneur Général.

» L'Inspecteur d'Etat en mission vérifie si ce tarif est en rapport avec le prix de la main-d'œuvre ; il veille à sa stricte application, et il examine si les conditions générales d'exploitation ne donnent lieu à aucune plainte justifiée.

» Il fait comprendre aux agents chargés du service que, par le fait de rétribuer équitablement l'indigène, ils emploient le seul moyen efficace d'assurer la bonne administration du domaine et de faire naître chez lui le goût et l'habitude du travail ».

Les conditions dans lesquelles se trouvait le magasin du Domaine Privé que j'inspectai à P*, de même que l'évidente pauvreté et l'universel mécontentement des contribuables indigènes, dont j'ai visité les villages pendant les dix-sept jours que j'ai passés sur le lac Mantumba, prouvaient clairement que depuis longtemps ces instructions ont cessé d'être observées. On ne peut pas attribuer aux fonctionnaires locaux la responsabilité de l'inobservation de ces instructions si nécessaires, car laissés eux-mêmes sans moyens suffisants de rémunération, il leur est évidemment impossible de réparer les erreurs ou les omissions de leurs supérieurs. Je n'affirmerais pas que ces omissions ne fassent point partie d'un système consistant à ne tenir aucun compte des instructions conçues dans l'intérêt des indigènes, mais il apparaissait très nettement, aussi bien dans le district du lac Mantumba que dans les autres parties du Domaine Privé que j'ai visitées, que rien n'avait été fait pour inculquer aux indigènes une juste appréciation de la valeur du travail.

Le poste de Bikoro a été établi pour une plantation du Gouvernement, il y a environ dix ans. Il est situé à l'endroit où existait primitivement la ville de Bikoro, importante colonie en 1893, réduite maintenant à une poignée d'habitants dans des huttes malpropres.

Un autre petit village, Bomenga, est situé de l'autre côté des maisons du Gouvernement ; la plantation enveloppe les deux villages, et occupe leurs anciens champs de manioc et jardins, qui sont maintenant plantés de caféiers. Plus loin dans l'intérieur, ils ont fait place aux cacaoyers et aux arbres à caoutchouc (*fantumia elastica*) ainsi qu'à la plante grimpante indigène *landolphia*, qui est intensivement cultivée. La plantation tout entière couvre 800 hectares. Il y a 70 kilomètres de chemins en bon état qui la traversent d'un bout à l'autre ; un de ces chemins mesurant 11 kilomètres est presque en ligne droite ; on y emploie 400 ouvriers, comprenant un petit nombre d'indigènes de la localité, mais la majeure partie des hommes vient de loin. Un groupe assez nombreux que j'ai vu était formé, m'a-t-on dit, de prisonniers du district de Ruki. Il y a 140.000 caféiers et 170.000 cacaoyers actuellement plantés, ces derniers plus jeunes que les caféiers. L'année dernière la production a été de 112 tonnes pour le café et 7 tonnes pour le cacao ; le tout, après avoir été nettoyé et préparé au dépôt du Gouvernement de Cinchasa, a été envoyé en Europe pour le compte du Gouvernement. La plantation de caoutchouc n'était pas encore commencée en novembre 1901. Il y a maintenant 248 hectares déjà cultivés, possédant 700.000 jeunes *landolphia* grimpants, et sur d'autres parties de la plantation principalement réservées à la culture du café, il y a 50.000 *fantumia elastica* et 50.000 *manihot glaziovii*.

Les bâtiments du poste sont entièrement construits avec des matériaux

indigènes et à l'aide du travail indigène local. Le chef du poste a très habilement dirigé les travaux de cette plantation, qui absorbe tout son temps, et encore tout récemment il n'avait personne pour le seconder. Un fonctionnaire est maintenant placé sous ses ordres. Lorsqu'il prit la direction du poste, il y avait, me disait-il, soixante-huit soldats indigènes attachés à la station mais il avait pu maintenant réduire ce nombre à dix-neuf. A l'époque où la taxe sur le caoutchouc était en vigueur dans le district du lac Mantumba, la présence de plusieurs centaines de soldats était nécessaire en cette région. Je sais que maintenant on ne s'occupe plus du caoutchouc dans les environs.

Malgré les 70 kilomètres de route à travers la plantation, dont ils sont obligés fréquemment — pour ne pas dire quotidiennement — de parcourir la plus grande partie, les deux Européens ne possèdent aucun moyen de locomotion, et doivent chaque jour faire à pied leur inspection sur les différents points de cette vaste plantation.

En plus du contrôle de ce florissant établissement, le chef du poste est en même temps investi du commandement en chef de tout le district, mais il est évident qu'il doit rester bien peu de temps et d'énergie au fonctionnaire le plus énergique, pour se livrer à quelque travail en dehors des soins que réclament de lui les plantations de caféiers et de caoutchouc, étant données les obligations que les instructions générales citées plus haut imposent aux agents qui exploitent le domaine de l'Etat.

Je me suis étendu sur la situation de P*, et des villes que j'ai visitées autour du lac Mantumba, dans les notes que j'ai prises à cette époque et qui sont ci-jointes (Annexe 3). Une soigneuse enquête sur les conditions de l'existence des indigènes autour du lac me confirma la véracité des déclarations qui m'avaient été faites, à savoir que la grande décroissance de la population, la saleté et le mauvais entretien des villages, ainsi que l'absence complète de chèvres, de moutons et de volailles — qu'on trouvait autrefois en quantité dans cette contrée — devaient être attribuées, avant toute chose, à l'effort prolongé, fait pendant plusieurs années, pour obliger les indigènes à travailler le caoutchouc. De forts groupes de troupes indigènes avaient été auparavant cantonnées dans ce district et les mesures coercitives qu'on avait prises, à cet effet, ont subsisté longtemps. Pendant le cours de ces opérations, il y eut de nombreux massacres, accompagnés, je le crains, de mutilations des morts, pour prouver que les soldats avaient fait leur devoir. Tous les villages que je visitai autour du lac, à l'exception de Q* et d'un autre, avaient été abandonnés par leurs habitants. Dans quelques-uns de ces villages, les habitants venaient seulement de rentrer ; quant aux autres, ils y rentrent seulement maintenant. Dans l'un d'eux, je trouvai des perches à demi brûlées comme seul reste des habitations, et dans un autre — celui de R* — les gens avaient fui à l'approche de mon bateau, et malgré les appels retentissants de mes guides indigènes, rien ne put les décider à retourner, et il fut impossible d'avoir avec eux la moindre communication. Dans les trois villages que je visitai après R*, en traversant le lac dans la direction du sud, tous les habitants s'enfuirent à l'approche de mon bateau, et c'est seulement lorsqu'ils surent à qui appartenait celui-ci qu'ils consentirent à revenir.

Dans un de ces villages, S*, après que la confiance fut revenue et qu'on eut fait comprendre aux fugitifs qu'ils pouvaient sortir des forêts voisines dans lesquelles ils s'étaient cachés, je vis des femmes revenir en portant leurs enfants, leurs ustensiles de ménage et même la nourriture qu'elles

avaient hâtivement emportée, à la dernière heure de la soirée. Rencontrant quelques-unes de ces femmes dans un champ, je leur demandai pourquoi elles s'étaient enfuies à mon approche, elles me répondirent en souriant : « Nous pensions que vous étiez des Bula Matadi » (c'est-à-dire des gens du Gouvernement). Des craintes de cette sorte étaient autrefois inconnues dans le Haut-Congo ; et dans beaucoup d'endroits en dehors des chemins fréquentés que j'ai visités jadis, les gens accouraient de tous côtés pour saluer un étranger blanc. Mais aujourd'hui, l'apparition d'un bateau appartenant à un blanc donne aussitôt le signal de la fuite.

Le chef du poste de P*, me dit que pareille crainte régnait presque partout dans le pays, en arrière de la station, et que lorsqu'il se rendait seulement à quelques milles de sa résidence pour remplir les missions les plus pacifiques, les villages étaient généralement vides d'êtres humains, et que dans la plupart des cas il était même impossible de trouver les gens dans leurs propres maisons. Il n'en était pas ainsi dans tous les cas, ajoutait-il, et il citait des villages où il pouvait se rendre, certain d'y recevoir un accueil amical ; mais il disait que, dans la plupart des cas, il lui avait été impossible de trouver les gens chez eux. Il alléguait comme explication, quand je lui demandai la cause de cette crainte de l'homme blanc, que ces gens étant de féroces sauvages et sachant eux-mêmes combien de crimes ils avaient commis, redoutaient sans doute que l'homme blanc du gouvernement ne vînt pour les punir de leurs forfaits. Il ajoutait qu'ils avaient eu, certainement, un « terrible passé » sous l'administration de certains des fonctionnaires qui l'avaient précédé et qu'il faudrait du temps pour faire revenir la confiance parmi eux. Des hommes venaient encore le voir, dont les mains avaient été coupées par les soldats du Gouvernement, en ces jours néfastes, et il y avait encore dans les environs, affirmait-il, de nombreuses victimes de cette mutilation.

Lorsque j'étais sur le lac, j'ai vu, moi-même, deux cas de cette sorte. L'un était un jeune homme dont les deux mains avaient été sciées à l'aide d'une bretelle de fusil contre un arbre ; l'autre, un jeune garçon de 11 à 12 ans, dont la main droite était coupée à la hauteur du poignet. Ce garçon racontait les circonstances de sa mutilation, et, en réponse à mes questions, il me dit que, bien que blessé à ce moment, il avait parfaitement senti la douleur lorsqu'on lui avait coupé le poignet, mais qu'il était resté sans bouger, craignant d'être tué s'il faisait un mouvement. Dans ces deux cas, les soldats du gouvernement étaient accompagnés d'officiers blancs dont on me donna les noms. Sur six indigènes (une fille, trois garçons, un jeune enfant et une vieille femme) qui avaient été mutilés de cette façon à l'époque du régime du caoutchouc, tous, à part un, étaient morts au moment de ma visite. La vieille femme était morte au commencement de cette année et sa nièce me décrivit de quelle façon l'acte de mutilation s'était accompli dans sa case. Le jour où je quittai le lac Mantumba, cinq hommes dont les mains avaient été coupées vinrent au village de T*, traversant le lac pour me voir, mais, apprenant que j'étais déjà parti, ils retournèrent chez eux. Un messenger vint pour m'en informer, et j'envoyai à T*, pour les trouver, mais ils avaient disparu. Trois d'entre eux retournèrent ensuite, mais trop tard pour que je pusse les voir. Ces gens étaient, je présume, ceux auxquels le fonctionnaire avait fait allusion, car ils venaient d'un pays voisin du poste P*.

Des déclarations sur ce point, faites par les deux personnes mutilées que

j'ai vues, et par d'autres qui avaient assisté comme témoins à ce supplice autrefois, sont jointes à mon rapport (Annexe 4).

Les taxes prélevées sur les gens du district étant exigibles chaque semaine ou chaque quinzaine, il s'ensuit qu'ils ne peuvent pas quitter leurs maisons. Dans certains villages que je visitai près de l'extrémité du lac Mantumba, les fournitures de poisson doivent être faites chaque semaine au camp militaire de Irebu, ou, lorsque les eaux du lac sont hautes et la pêche rendue plus difficile, tous les dix jours. La distance de Irebu à un de ces villages ne doit pas être moindre de 45 milles. Pour aller de chez eux au camp et retourner, il faut aux gens de ce village faire 90 milles en barque, et lorsque les eaux du lac sont soulevées par la tempête — comme le cas se présente souvent — le voyage aller et retour doit prendre au moins quatre jours. Cette perte de temps doit être ajoutée à celle nécessaire pour la pêche, et, comme la punition pour défaut de quantité ou retard dans la livraison n'est pas légère, le chef responsable de la taxe s'oppose fortement à ce que personne quitte le village. Incidemment, j'eus pendant mon séjour une preuve de ce fait, qui même menaça de retarder mon voyage. Manquant de manœuvres, j'avais songé, lorsque je me trouvais à Ikoko, à engager six ou sept jeunes gens du village, en qualité de bûcherons, pour les prendre à bord de mon bateau. Je leur proposai de les engager pour deux ou trois mois, et leur offris de forts gages, bien plus qu'ils ne pouvaient espérer gagner pour aucun service de la localité. Il se présenta beaucoup plus d'hommes que je n'en avais besoin, et j'en choisis six. Le chef du village, ayant appris la chose, se rendit immédiatement auprès de moi pour défendre à aucun de ses gens de quitter le village, et déclara qu'il voulait faire saisir tous les jeunes gens que j'avais engagés pour les envoyer au fonctionnaire du gouvernement à Bikoro. Il y avait à cette époque trois soldats armés de carabines Albin, cantonnés à Ikoko, que le chef envoya chercher pour arrêter ceux qui voulaient faire partie de mon équipage. L'argument du chef, à la vérité, était parfaitement logique. Il disait : « Je suis responsable chaque semaine de 600 rations de poisson qui doivent être livrées à Bikoro. A défaut de cette livraison, je serai tenu pour responsable et puni. J'ai été fouetté plus d'une fois pour pareil fait, et ne veux courir aucun risque. Si ces hommes partent, je manquerai de travailleurs, c'est pourquoi ils doivent rester pour aider à fournir la contribution hebdomadaire ». J'étais obligé d'admettre la justesse de cet argument, et finalement nous arrivâmes à une transaction. Je promis au chef d'ajouter, au montant des gages des hommes que je prenais, une somme représentant la valeur de leur travail et que je laisserais à Ikoko, de telle sorte qu'il pourrait louer des ouvriers supplémentaires pour se procurer la quantité complète de poisson qu'on lui réclamait. S. I. reconnaissait qu'il avait été forcé de faire fouetter des hommes des villages qui n'avaient pas satisfait à leurs obligations, mais que depuis quelques mois il avait cessé d'agir de cette façon. Il me dit que maintenant il mettait en prison les gens qui se trouvaient en défaut, au lieu de les punir de la flagellation. Si un village qui, par exemple, était obligé de fournir 200 rations de poisson chaque semaine apportait seulement 180 rations, il n'acceptait aucune excuse, mais il mettait deux hommes en prison. S'il manquait trente rations, il retenait trois hommes, et ainsi de suite — un homme par chaque dizaine de rations manquantes. Ces hommes devaient rester prisonniers, et devaient travailler à Bikoro, ou pouvaient même être envoyés

à Coquilhatville, chef-lieu administratif du district de l'Equateur, jusqu'à ce que la contribution complète fût fournie.

Lorsque je me trouvais dans les environs de Coquilhatville, j'ai constaté que des arrestations et emprisonnements sommaires de ce genre, pour n'avoir pas fourni la totalité de l'imposition locale, étaient de pratique courante. Les hommes ainsi arrêtés sont souvent enchaînés avec d'autres prisonniers, et sont soumis aux travaux pénitentiaires habituels. Ils ne sont conduits devant aucun tribunal ni condamnés à un emprisonnement d'une durée déterminée, mais simplement retenus jusqu'à ce qu'on ait obtenu une satisfaction quelconque, et pendant leur emprisonnement sont tenus d'exécuter de durs travaux.

En vérité, je ne saurais admettre que le manquement à la taxe hebdomadaire soit punissable par la loi et on ne put me citer aucune loi justifiant cet emprisonnement sommaire, mais si une telle loi existe, il est à présumer qu'elle ne considère pas le manquement à la taxe hebdomadaire comme un grave délit. Il arrive fréquemment que les hommes qui sont pris ne sont pas les vrais coupables : l'autorité qui réclame la taxe ne peut pas discuter. Elle est obligée d'assurer la soumission de chaque village où la contribution est imposée, et les premiers hommes pris dans le village qui se trouve en faute doivent payer pour le manquement général. Il arrive quelquefois que des hommes pris de cette façon ne revoient jamais leurs foyers. Ou bien ils sont envoyés comme ouvriers dans des postes du gouvernement éloignés, ou ils sont incorporés comme soldats dans la Force Publique. On me donna les noms de plusieurs de ces hommes pris ainsi dans le district de Mantumba, dont les parents avaient appris la mort dans des parties éloignées de la contrée. Cette pratique était, je crois, plus générale dans le temps, cependant elle existe encore aujourd'hui, et sur une vaste échelle ; j'en ai eu plusieurs exemples à observer dans différents districts.

Les fonctionnaires qui font ces arrestations ne paraissent pas avoir d'autre moyen d'action, à moins qu'il ne soit du ressort militaire d'infliger des punitions ou des châtiments corporels ; cependant les indigènes déclarent que les taxes étant inégalement distribuées, et leur propre nombre allant constamment en décroissant, la corvée qui leur est imposée chaque semaine devient souvent insupportable, et un grand nombre d'entre eux se cachent pour éviter la tâche ingrate qui est constamment réclamée d'eux. Si tout le monde se cache, les mesures de répression sont prises contre la communauté réfractaire, au lieu d'être limitées à quelques indigènes. Lorsque tout cela ne finit pas par une bataille, des massacres et la destruction de la propriété indigène, on frappe le village fautif d'amendes très élevées. Une expédition de faible importance eut lieu environ cinq mois avant ma visite au lac Mantumba. Le village en faute était celui de R*, où je ne pus rencontrer personne. Il paraît que ce village était en retard de trois semaines pour la fourniture de poisson qui lui était réclamée pour l'approvisionnement du camp d'Irebu. Une force armée, commandée par un officier, occupa le village et s'empara de dix hommes et de huit barques. Ces barques et les prisonniers furent transportés par eau à Irebu, le gros de la force armée suivant par terre.

Mon informateur qui habitait un village près de R*, dans lequel je me trouvais alors, me dit qu'il avait vu les prisonniers conduits à Irebu, sous la garde de six soldats noirs, ligotés avec des cordes si serrées qu'ils laissaient échapper des plaintes à haute voix. La troupe s'arrêta

la nuit dans le village. Ces gens furent gardés à Irebu pendant dix jours jusqu'à ce que les habitants de R* eussent apporté une provision de poisson et payé une amende. Lorsqu'ils furent remis en liberté, deux de ces hommes moururent, l'un près de Irebu et l'autre dans les environs du village où je me trouvais ; de plus, deux autres encore étaient morts peu après leur retour à R*. Un homme, qui les vit, déclara que les prisonniers étaient malades et portaient, sur les poignets et les jambes, les marques des liens qui avaient servi à les attacher. Quant aux barques qui avaient été prises à R*, on ne rendit que les vieilles, et les meilleures furent confisquées.

L'indigène qui racontait ces faits ajoutait qu'il trouvait stupide de la part des blancs d'enlever les hommes ainsi que les barques d'un petit endroit tel que R*, comme punition d'une fourniture de poisson insuffisante. « Les hommes étaient nécessaires pour prendre du poisson, ainsi que les barques, disait-il, et, enlever les deux ne faisait que rendre encore la tâche plus dure pour les gens de R* ». Je me rendis à R* dans l'espoir de pouvoir vérifier la véracité de cette déclaration, ainsi que d'autres qui m'avaient été faites au sujet des peines qui avaient été infligées récemment aux habitants en raison de leur désobéissance ; mais à cause de leur timidité, qui se comprenait facilement, il me fut impossible d'entrer en relations avec aucun d'eux. Une surveillance très étroite est exercée sur les gens de ce district et sur leurs mouvements. Auparavant ils s'enfuyaient en grand nombre sur le territoire français, mais beaucoup en étaient empêchés par la force, et beaucoup furent tués dans leurs tentatives.

Aujourd'hui, les autorités Congolaises découragent les émigrations de ce genre, non pas qu'elles emploient les mêmes mesures sévères qu'auparavant, mais probablement d'autres non moins efficaces. Dans une lettre datée du 2 juillet 1902, le commandant actuel du camp de Irebu écrivait ce qui suit au Reverend E.-V. Sjoblom, missionnaire suédois (décédé depuis), qui faisait alors partie de la mission de Ikoko : « Je vous serais bien obligé de ne pas permettre à vos jeunes gens de se rendre sur la rive française et vendre aux indigènes français qui ont fui notre rive, des vivres, produit du travail de nos indigènes, qui eux-mêmes n'ont pas fui et ne se sont pas soustraits au travail que nous leur avons imposé ».

Du lac Mantumba je me rendis dans le voisinage immédiat de Coquilhatville, où je restai cinq jours, principalement dans les villages indigènes qui s'étendent sur une certaine distance le long de la rive orientale du Congo. Ces villages auparavant s'étendaient sur une longueur de 15 milles et possédaient une nombreuse population. Aujourd'hui ils sont divisés en établissements isolés, chacun très réduits comme population et, dans la plupart des cas, avec des maisons mal construites. On ne voyait ni une chèvre ni un mouton, tandis qu'autrefois il y en avait des quantités, et ce fut avec difficulté qu'on obtint la nourriture nécessaire à l'équipage. Dans le village de V*, que j'ai visité deux fois, la taxe ordinaire de nourriture à fournir, avec le bois à brûler pour les bateaux à vapeur, devait être apportée à Coquilhatville, qui n'est pas à plus de 6 milles de distance. Un préposé du Gouvernement, cantonné en cet endroit, me donna, ainsi qu'un des chefs de la localité, des détails sur la condition des habitants. Le préposé lui-même venait du Haut-Bussira, distant de quelques centaines de milles. C'était, disait-il, sa troisième période de service dans la Force Publique. Comme raison de son stage si long dans ce service, il déclarait que son village et tout le pays étaient exposés à tant de troubles

à cause de la taxe du caoutchouc, qu'il ne pouvait pas vivre dans sa propre maison et qu'il préférerait, disait-il en riant « être du côté des chasseurs que du côté des chassés ». Tous les deux, le chef de V* et le préposé, exposaient qu'il était difficile pour les gens de trouver les taxes de nourriture qui frappaient ce village, et qu'elles étaient rémunérées d'une manière injuste.

Dans toutes ces déclarations on pourrait trouver une contradiction dans les termes. Les contributions dont sont frappés les indigènes sont toujours désignées sous le nom de « taxes » et sont continuellement mentionnées comme étant « payées » ou « rémunérées ». Il est évident que les taxes ne sont ni achetées ni vendues, mais la contradiction est seulement dans l'expression. Le fait est que les contributions, exigées chaque semaine ou chaque quinzaine des villages indigènes que j'ai visités, sont levées comme taxe, ou « prestations annuelles, » en vertu d'un décret du Souverain de l'Etat du Congo. Les décrets autorisant la levée de ces taxes sont datés du 6 octobre 1891 (article 4), du 5 décembre 1892, et (pour le district de Manyema) du 28 novembre 1893. Il y a un décret plus récent, daté du 30 avril 1897, qui ordonne aux chefs indigènes l'établissement et l'entretien de plantations de caféiers et de cacaoyers. Je n'ai vu nulle part ni entendu dire qu'il y eût de semblables plantations, entretenues par les indigènes eux-mêmes. Il existe des plantations de ces deux sortes, mais elles sont la propriété du Gouvernement lui-même ou de quelque agence européenne opérant avec son autorisation et en partie pour son compte, sur des terrains déclarés publics. En ce qui concerne les deux premiers décrets établissant un système de taxe, ils prévoient l'investiture d'un chef indigène reconnu par l'autorité locale du Gouvernement, qui doit donner à ce chef une copie du *procès-verbal*, tel qu'il est enregistré aux archives publiques, et une médaille ou autre symbole de son office. En même temps que cette investiture, il est ordonné de dresser une liste indiquant le nom du village, sa position exacte, les noms des principaux habitants, le nombre de ses maisons, et le chiffre actuel de la population — hommes, femmes et enfants.

Le décret s'occupe ensuite de la manière dont « les prestations annuelles » doivent être imposées dans chaque village. Chaque village doit fournir une liste de ses produits — tels que maïs, sorgho, huile de palme, etc... hommes corvéables ou soldats — liste dressée par le Commissaire du district. Cette liste doit indiquer également les terres bonnes à être défrichées et cultivées sous la direction des chefs, la nature de chaque culture bonne à faire, et « tous les autres travaux d'utilité publique qui pourraient être prescrits dans l'intérêt de la santé publique, l'exploitation ou l'amélioration du sol, ou autrement ». Ces listes doivent, avant tout, être soumises à l'approbation du Gouverneur général. Je n'ai pas pu constater, sauf en ce qui concerne la stricte obligation des contributions, que cette loi fût généralement ou rigoureusement observée. Dans beaucoup de villages où je le demandai, on ne put me montrer aucune copie du *procès-verbal*, et dans plusieurs cas, rien ne démontrait qu'un chef local eût jamais été nommé.

Aucune plantation du genre de celles mentionnées dans le décret n'existait dans aucune partie des pays que j'ai traversés. Dans certains cas le recensement des maisons et des habitants avait été fait, m'a-t-on dit, mais il y avait de cela plusieurs années ; et comme depuis la population avait considérablement décru, ce recensement ne pouvait pas toujours

aujourd'hui servir de base exacte pour estimer l'importance de la contribution à fournir.

Au village de A*, que j'ai visité deux fois pendant mon séjour dans le voisinage, j'ai appris de A. quelques particularités concernant ses obligations publiques. Ce village était autrefois très étendu, et à l'époque où le recensement de la population fut fait, on y comptait beaucoup d'habitants. Aujourd'hui, il y a seulement six chefs de famille adultes, y compris A. lui-même, habitant maintenant onze huttes en tout, avec leurs femmes et leurs enfants — soit une population totale de vingt-sept personnes. Mon attention fut d'abord attirée sur lui et son village par la rencontre que je fis d'un jeune garçon — un enfant de sept ans, autant que je pus en juger — que je trouvais dans le village de U* et que B. avait récemment acheté. B. me dit qu'il avait acheté le garçon, C. d'un nommé A. pour mille barres de cuivre (50 francs). A., ayant à payer une amende imposée par le Commissaire général pour une fourniture hebdomadaire trop faible, et auquel il manquait mille barres de cuivre pour parfaire la somme réclamée, lui avait livré son neveu en échange de pareille somme. Le lendemain de mon entrevue avec B. et le jeune garçon, je me rendis à A*, qui se trouve à quelque milles de Coquilhatville, et vis A. et son village et ses gens. Il y avait exactement alors huit hommes dans la localité, y compris lui-même, mais comme deux d'entre eux ont été depuis retenus prisonniers à Coquilhatville, pour déficit dans les fournitures hebdomadaires, il y avait la dernière fois que je fus à A*, en septembre, six adultes mâles, seulement. La contribution hebdomadaire imposée pour la part de A. à A* était :

Kwanga... 150 rations (environ 700 livres de nourriture).

Poisson.... 95 rations.

Nattes en feuilles de palmiers... 900.

Bois pour les bateaux à vapeur... 2 chargements de barques.

Chaque semaine un gros poisson frais, ou à la place, deux volailles pour la table des Européens à Coquilhatville. De plus, les hommes devaient aider à chasser le gibier dans les bois pour les fonctionnaires européens du poste.

Les paiements faits chaque semaine pour ces provisions (lorsqu'ils étaient complètement effectués) étaient :

Kwanga, 150 barres de cuivre.....	7 fr. 50
Poisson, 80.....	4 fr. 75
Nattes de palmiers, 180.	9 fr. 00
Deux barques de bois, 1 barre de cuivre.....	0 fr. 05
Total.....	21 fr. 30

Les paiements pour le bois étaient faits au moyen de bons réglés annuellement ; mais A. me dit qu'il avait refusé d'accepter le paiement annuel de 50 barres de cuivre (2 fr. 50) pour le chargement de 104 barques de bois livré pendant les douze mois. Pour obtenir ces provisions, il arrivait souvent que A. devait lui-même acheter le poisson et les nattes de palmiers. Le poisson, d'ordinaire, coûte de 10 à 20 barres de cuivre par ration, et le prix courant pour les nattes en feuilles de palmiers est d'une barre de cuivre la pièce, tandis que le Kwanga, que le gouvernement paie une barre de cuivre, atteint, sur le marché, le prix de cinq barres chaque portion.

(A suivre).

TROISIÈME PARTIE

ARBITRAGES INTERNATIONAUX

MÉMOIRE PRÉSENTÉ PAR LE GOUVERNEMENT DE LA GRANDE-BRETAGNE
A LA COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE DE LA HAYE (1)

VENEZUELAN CLAIMS ARBITRATION

**In the permanent court of arbitration of the Hague. British claims
Against Venezuela**

The Case on behalf of the Government of his Britannic Majesty

PREFACE

On the 13th day of February, 1903, a Protocol was signed at Washington by the Representatives of Great Britain and Venezuela to provide for an amicable determination of a controversy which had arisen between the respective Governments concerning the settlement of certain claims of British subjects against the Venezuelan Government.

The full text of the Protocol is set out in the Appendix to this Case (2). It stipulates for the immediate payment in cash of certain of the British claims, and in Article V makes provision for the payment of the remaining claims in the following terms : (V° Arch, dipl., tome 87, N° 9, p. 257 et suiv.).

It was not found possible to settle the questions referred to in this Article by arrangement, and accordingly, on the 7th day of May, 1903, a further Agreement was signed between the same parties to provide for the submission of the points in dispute to this Court. The full text of the Agreements is as follows : (V° Arch. dipl. t. 87, N° 9, p. 257 et suiv.).

It is understood that all the Powers named in the first recital will be parties to the present proceedings.

The accompanying Case, together with the documents, official correspondence, and other evidence on which the Government of Great Britain relies, is delivered pursuant to this Agreement and to the procedure of this Court.

INTRODUCTORY STATEMENT

In the month of December, 1902, the Governments of Great Britain, of Germany and of Italy, found it necessary, as will hereinafter more fully appear, to take forcible measures against the United States of Venezuela,

(1) cf. *Mémoire français, Arch. Dipl.*, 1903, tome 88, n° 10, p. 89.

(2) V° *Archives Diplomatiques*, 1903, tome 87 n° 9, p. 257 et suiv.

in order to obtain redress for injuries inflicted on the persons and properties of their subjects, and to enforce payment of certain sums of money due from the Venezuelan Government to such subjects. The greater part of the Venezuelan navy was seized and detained, and the ports of Venezuela were placed under blockade against the ships of all nations.

One result of this action was that the Venezuelan Government agreed to pay a sum in cash in satisfaction of those claims which were put forward as of primary importance. This money has since been paid in accordance with the provision of the British Protocol, to which reference has been made, and with similar provisions in Protocols made with the Governments of Germany and Italy respectively : and no question arises in regard to it.

The Venezuelan Government admitted the justice of the remaining claims, and agreed to provide adequate security for their payment. For that purpose they were understood to offer to set aside a certain proportion of the receipts from the Customs at the ports of La Guaira and Puerto Cabello to satisfy them. The total amount of these latter claims was calculated to be about 900,000*l.*, and the amount of receipts proposed to be set aside to meet them, was estimated by the Representative of Venezuela at some 213,000*l.* per annum. In the opinion of the Governments of the Three Powers, this security was sufficient to meet their claims, and they were prepared to accept these terms.

At a late stage of the negotiations, however, His Majesty's Government were informed that the offer had been misunderstood, and that the Venezuelan Government had intended to propose that the Customs receipts should be set aside to meet, not only the claims of the Blockading Powers, but also the claims of all other Powers ; and that all claims were to rank *pari passu*.

These latter claims were believed to amount to over one million sterling, and therefore, if all claims were to rank equally, the security offered to the Blockading Powers became obviously inadequate to provide for the liquidation of their claims within a reasonable time.

In the opinion of His Majesty's Government, the suggestion that all the Powers were entitled to receive identic treatment was at variance with international practice and with principles of equity. They pointed out that the other Creditor Powers had taken no steps to enforce their claims, that the offer of security had been procured solely by the action of the Blockading Powers, and that the latter Powers alone had undertaken the trouble and incurred the loss incident to that action. Moreover, they were in a position to continue the blockade until their separate demands were complied with ; while the other Creditor Powers were not then in a position to exert any such pressure on Venezuela.

His Majesty's Government, therefore, contended that the other Creditor Powers had no right to intervene in the settlement of the Blockading Powers, and that, even apart from any agreement, the Blockading Powers were entitled, as a matter of common fairness, to have adequate security provided for their claims, irrespective of any arrangement that might be made with the other creditors.

Mr. Bowen, the Representative of the Venezuelan Government, declined, however, to accede to these representations or to offer any further security.

At this time an arrangement had already been arrived at in regard to

all the other questions in dispute with Venezuela, and the Three Powers were unwilling to continue measure which necessarily caused considerable loss and inconvenience, not only to Venezuela, but also to the shipping and commerce of neutral Powers, if any pacific solution could be found for this one remaining point of difference. Negotiations therefore ensued, and eventually the Three Powers consented that the point should be determined by this Court.

The Protocol already referred to was thereupon signed on behalf of His Majesty's Government, and similar documents were executed on behalf of the other Blockading Powers.

The state of war then terminated ; the blockade was raised, and the captured vessels were subsequently restored.

The question, therefore, for the decision of this Court is whether or not Great Britain, Germany, and Italy were entitled, in the circumstances existing at the time of the signing of the Protocols, to preferential treatment in the payment of their claims against Venezuela out of the Customs receipts aforesaid.

The Court is further requested, whatever may be their decision on this point, to make provision for the distribution of the moneys received for the creditors in accordance with the terms of the reference to them contained in Article I of the Agreement before referred to.

THE PARTIES TO THIS ARBITRATION AND THEIR CLAIMS

1. *Blockading Powers*

It has already been stated that, at the time of the events now in question, the claims of Great Britain, Germany, and Italy amounted to some 900,000*l.* The Venezuelan Government have expressly recognized the justice of the British claims, subject to examination by a Mixed Commission, and it is not, therefore, necessary to deal with them in detail. It is sufficient to state that they are not secured in any way except under the arrangement now in question.

The « Diplomatic Debt », to which reference will presently be made, did originally include some British claims ; but these have been since paid off, except as regards a claim for interest which is at present under consideration by the Mixed Commission at Carácas. Save in so far as this claim for interest may be held to be part of the Diplomatic Debt, the present British claims are not entitled to the security available for the discharge of that Debt.

The claims of bondholders are not included in the claims now under consideration, for the Venezuelan Government have given a separate undertaking in regard to them, as will be seen on referring to Article 6 of the British Protocol.

2. *Other Creditor Powers*

The claims of these Powers have not as yet been made known to His Majesty's Government, and they desire to reserve the right to comment on them by way of Counter-Case and further Argument as soon as the necessary particulars have been supplied. It is believed that some at least of these claims are already secured in other ways to the satisfaction of

the Creditor Powers, and to these it may be convenient to refer generally in discussing the financial position of Venezuela, but any fuller examination must be postponed until complete information has been supplied.

On this point it is important to remember that under Article 1 of the Agreement for Arbitration, in the event of preferential or separate treatment not being granted to the Blockading Powers, any preferences or pledges of revenue enjoyed by any of the Creditor Powers are to be taken into consideration by the Court in determining the method of distribution.

STATEMENT OF FACTS

In order to enable the Court to decide the question under arbitration it may be desired that they should have before them some information as to the financial position of Venezuela, and an account of the action of the Blockading Powers which resulted in obtaining from Venezuela the security now in dispute. It is admitted that the other Creditor Powers took no part in that action, although they now seek to participate in the advantages resulting from it. *But their attitude towards the Blockading Powers at the time is, it is submitted, material in deciding on their present contention*, and it is proposed also to deal shortly with the facts bearing on that point.

I. — *Financial Condition of Venezuela*

It is the desire of His Majesty's Government to avoid any unnecessary criticism of the policy or finances of the United States of Venezuela, but some statement must be made as to the general financial position of that country.

It will be remembered that Venezuela ceded from the States of Colombia in 1830, and became herself an independent State. The first few years of her new existence were comparatively peaceful, but in 1846 there began a series of civil wars and revolutions, which have continued with but short periods of rest down to the present time.

These conditions have been fatal to financial stability. The resources of the country have been applied to other purposes than the discharge of liabilities, and it is not unfair to say that the settlement of debts has seldom occurred, except under pressure, or threats of pressure, of a forcible kind. It must be recorded, however, that in the opinion of President Castro, as expressed in his Message to Congress in February 1902, Venezuela only needs peace to re-establish the equilibrium of its Treasury, and to meet the demands on its credits, and that that equilibrium will be reached without any pressure on the part of its creditors.

Revenue. — The total revenues from all sources for the year 1901 appears from the official figures to have been 37,763,919 bolivares, or, say, 1,495,600*l.*

At the time of the negotiations it was stated, on behalf of Venezuela, that the total Customs receipts for all ports should produce an average yearly income of at least 30,000,000 bolivares, or (say) 1,188,118*l.*, and that the yearly yield of those from La Guayra and Puerto Cabello should amount to 18,000,000 bolivares, or 712,871*l.* It appears, however, from the official figures, that for the year 1901 the total Customs receipts from all sources amounted to 24,267,778 bolivares only, or 961,100*l.*, and the

amounts paid over by the Venezuelan Government since the date of the Protocol, as representing the 30 per cent. of the receipts of the two ports, have been as follows :

	L
For March.....	15,976
For April.....	12,395
For May.....	12,337
And for June.....	11,492

External Debt. — This consists of two loans negotiated in 1881 and 1896 respectively. Of the first, the outstanding principal now amounts to 2,638,200*l.*, and the instalments of debt service in arrear to 394,625*l.* Of the second, the outstanding principal is 1,932,967*l.*, and the arrears, 501,390*l.* These figures are to December 1902.

A Memorandum has been appended to this Case, in which the details of these loans are given. It will be seen that the account of the 1881 Loan concludes with the statement that during the years that have elapsed since Venezuela became an independent State, payment of the external debt contracted in England has been in default for nearly forty years, and that during the same period the Republic has compelled the bondholders to accept five arrangements, under each of which they have had to submit to large sacrifices of their rightful claims.

Other Foreign Claims. — The claims of other creditors have not fared better than those of the bondholders.

From 1835 to the present time Venezuela has been continually engaged in resisting the applications of the Powers for payment of the claims of their subjects. Sometimes she has been forced to yield by pressure or threats of pressure, but except on those occasions she appears to have made but little effort to liquidate her liabilities.

In 1872 the Governments of Great Britain, Germany, France, Denmark, Italy, Spain, the Netherlands and the United States of America joined in collective action to obtain security for their claims, and, in consequence, a Law was passed in Venezuela in that year providing for the setting aside of a portion of the Customs receipts for their discharge. The Law provided for the disposal of the total Customs receipts in the following manner :

- 60 per cent. for payment of the public services ;
- 40 per cent. for debt and development of the country.
- This 40 per cent. was thus sub-divided :
 - 27 per cent. for interior public debt ;
 - 27 per cent. for exterior (bondholders) ;
 - 33 per cent. for development of the country, and
 - 13 per cent. for the recognized foreign claims.

The foreign claims secured in this way are known as the « Diplomatic Debt », and the 13 per cent. of the 40 per cent. is frequently referred to as the « 13 per cent. of the 40 unities ». The security therefore for the Diplomatic Debt consists of 5.2 per cent. of the Customs receipts, and it is material to the purposes of this Case to note that the receipts so charged are those of all the ports and not merely of La Guayra and Puerto Cabello. The further security now to be given by Venezuela does not in any way interfere with the existing security for the Diplomatic Debt. It is a charge on the Customs receipts of those two ports only, subject to the

prior charge of the 5.2 per cent. allocated to that Debt. It has already been stated that the British claims originally included in the Diplomatic Debt have since been paid off, with the possible exception of the claim for interest.

In 1885, and again in April, 1902, the Venezuelan Government entered into fresh Agreements with that of France by which further French claims were included in the Diplomatic Debt, and secured in the same way.

II. — *Action of the Blockading Powers*

(a.) *British grievances and demand for redress*

For some years prior to the events now under review there had been considerable sums owing from the Venezuelan Government by way of compensation for injuries inflicted on the persons and property of British subjects in times of riot and insurrection in Venezuela. Further large sums were due to British subjects for services rendered and materials supplied to the Venezuelan Government or to their troops and in respect of default on various guarantees. It has already been stated that the holders of bonds of the External Debt (of whom a large proportion were British subjects), had for some years received no payment on account of them, and that arrears of large amounts were owing.

Frequent representations had been made to the Venezuelan Government on these matters, but no redress could be obtained. The complaints of His Majesty's Government remained unheeded and no effort was made to comply with their demands.

In the years 1901 and 1902 the relations between the two Powers became gravely strained owing to the unjustifiable action of the Venezuelan Government in seizing and confiscating certain vessels flying the British flag, plundering them of their contents, and maltreating their crews. This occurred on no less than six separate occasions, and in circumstances of great aggravation.

These aggressions reached their culminating point in the case of the British ship « Queen ». This vessel was seized and confiscated by a Venezuelan gun-boat on the high seas on the 30th June, 1902, and the crew put on shore in a destitute condition.

No effort had been spared by His Majesty's Minister at Carácas in each of the earlier cases to obtain an amicable settlement, but in none of them were any satisfactory explanations forthcoming. On hearing of the seizure of the « Queen », His Majesty's Government made formal representations demanding redress, but with no better result. The Venezuelan Government declined even to take the matters complained of into consideration on the ground that they were entitled first to demand redress for injuries inflicted by a vessel called the « Ban Righ ». As regards this vessel, it may be explained that she was detained for some time under surveillance in British waters, and was only allowed to leave the Port of London after examination of her papers and cargo, on receipt of an assurance from the Colombian Representative at the Court of St James' that the vessel was intended for the service of his Government, and after ascertaining that no state of war existed between Colombia and Venezuela. There was, in those circumstances, no ground for detaining the vessel and the fullest explanations were afforded to the Venezuelan Government on the subject on

mere than one occasion. There was, therefore, nothing in this matter to justify the attitude of the Venezuelan Government.

His Majesty's Government were accordingly compelled to take further steps, and on the 7th December, 1902, an ultimatum was delivered on their behalf to Señor Baralt, the Venezuelan Minister, which will be found in the Appendix to this Case. It will be observed that in regard to the particular claims now in question the proposal of His Majesty's Government was that both the amount to be paid and the security to be given for payment should be determined by a Mixed Commission.

These demands were rejected by the Venezuelan Government, and His Majesty's Minister there upon left Carácas.

It is understood that separate Cases will be presented to this Court on behalf of the German and Italian Governments, and, therefore, it is not necessary in this Case to refer to the complaints of those Powers.

(b.) Measures of Force

The particular steps taken to enforce the demands of the Three Powers are relevant to the question now before the Court, in so far as they show the position of the Blockading Powers at the time of the agreement for arbitration.

On the 8th December, 1902, three Venezuelan ships of war were seized in the harbour of La Guayra, and by the 15th day of December the whole of the Venezuelan navy, with one unimportant exception, had either been captured or put out of action by the British and German squadrons.

On the 20th December, 1902, a blockade was declared by the Three Powers and was maintained until after the signing of the Protocols and a considerable number of Venezuelan trading ships were captured during that time. There were in all more than sixty of these vessels awaiting the adjudication of a Prize Court on the termination of hostilities.

Copies of the formal Proclamations of His Majesty notifying the establishment and raising of the blockade have been appended to this Case. It will be observed that the blockade was against the ships of all nations and involved the existence of a state of war.

(c.) Negotiations and their Result

On the 13th December, 1902, His Majesty's Government received the first communication from the Venezuelan Government after the rupture of diplomatic relations. This was in the form of a letter from Mr. White, the United States' Chargé d'Affaires in London, to Lord Lansdowne, forwarding a proposal of the Venezuelan Government that the manner of settling the claims for injuries to British and German subjects during the insurrections should be submitted to arbitration. It is noticeable that this proposal is limited to the claims of the two Powers named (Italy did not become a party to the proceedings until a few days later) and the authority to act as Arbitrator for Venezuela, given at that time by President Castro to Mr. Bowen, the United States' Minister at Carácas, shows that those claims were alone under consideration. The formal reply of His Majesty's Government was sent to Mr. White on the 23rd December, 1902, and was by him communicated to President Castro. It expressly required as a condition of assenting to arbitration that « the security to be given

by the Venezuelan Government and the means to be resorted to for the purpose of guaranteeing a sufficient and punctual discharge of the obligation » should be determined by the Arbitral Tribunal.

On the 1st January, 1903, the answer of President Castro to these proposals was received. It was in the following terms :

« I recognize, in principle, the claims which the allied Powers have presented to Venezuela. They would already have been settled if it had not been that the civil war required all the attention and all the resources of the Government. To-day, the Government bows to superior force, and desires to send Mr. Bowen to Washington at once, to *confer there with the Representatives of the Powers that have claims against Venezuela*, in order to arrange either an immediate settlement of all the claims, or the preliminaries for a reference to the Tribunal of the Hague, or to an American Republic to be selected by the allied Powers and by the Government of Venezuela. Mr. Bowen would be duly authorized to settle the whole question as the Representative of Venezuela. »

The stipulation that the « Allied Powers » and the Government of Venezuela were to select the Tribunal of Arbitration makes it clear that the claims of the Blockading Powers were still alone in contemplation.

On the 5th January, Lord Lansdowne, in a despatch to Mr. White, asked for a definite assurance that the demands of the Blockading Powers as formulated in the Memorandum of the 23rd December, were accepted by President Castro, and, on the 9th January, he received the following reply from Mr. White :

*American Embassy, London,
January 9, 1903.*

My Lord,

I have the honour, in accordance with instructions from my Government, to communicate to your Lord ship the copy of a telegram which was received yester day morning by Mr. Secretary Hay from Mr. Bowen, the American Minister at Carácas :

« I have just received the following from President Castro :

» Mr. Minister,

» The Venezuelan Government accepts the conditions of Great Britain and Germany, and requests you to go immediately to Washington for the purpose of conferring there with the diplomatic Representatives of Great Britain, Germany, and with the diplomatic Representatives of the other nations that have claims against Venezuela, and to arrange either an immediate settlement of said claims or the preliminaries for submitting them to arbitration.

» (*Signed*) : CIPRIANO CASTRO,
» *Constitutional President* ».

« (Confidential.)

» If, as I understand, Great Britain and Germany want to know what guarantee they will have, please inform them that it will be the custom-houses ; consequently, I beg that the blockade be raised at once.

» (*Signed*) : BOWEN ».

I am instructed, furthermore, to inform your Lord ship that Mr. Bowen will proceed to Washington immediately.

I have etc.

(Signed) : HENRY WHITE.

While this authority to Mr. Bowen extends to the settlement of the claims of other nations as well as those of the Blockading Powers, the direct message from him clearly implies that the security of the Custom-houses would be given to the Blockading Powers in return for the raising of the blockade, and does not indicate that the security was to be shared with other claimants. That the proposal was so understood by Lord Lansdowne is clear from the instructions sent by him to the British Ambassador on the 13th January, 1903. It will be seen that the Ambassador was instructed to insist on a sufficient « cash payment or security which must be adequate, and which the Venezuelan Government must be bound not to alienate for any other purpose ».

On the following day it was pointed out to Lord Lansdowne by the German Ambassador that the authority given to Mr. Bowen in this note was wider than the original authority, and apparently contemplated that Mr. Bowen should confer not only with the Representatives of the Blockading Powers, but also with those of other nations. Lord Lansdowne declined to enter into any discussion of the claims of other Powers, and replied, as will be seen on reference to the Appendix, that it seemed to him that the Blockading Powers stood on an entirely different footing from the rest, and that in his view it was impossible for the Blockading Powers to allow their Representatives to take part in a general discussion at which a number of other Powers would also be represented ; and on the 16th January he instructed the British Ambassador at Washington not to join in a general discussion with other Powers as to the questions at issue with Venezuela, and to make it clear to Mr. Bowen that the British Ambassador was authorized to discuss with him only the British claims and the proposals which he might offer for their liquidation.

Mr. Bowen reached Washington on the 20th January, and immediately requested that the blockade should be raised, but this was refused until the conditions required by His Majesty's Government were fulfilled ; and on the 23rd January Sir M. Herbert was able to inform Lord Lansdowne that Mr. Bowen accepted without reserve the conditions laid down by His Majesty's Government.

Among the most important of those conditions was one that, failing immediate payment, adequate security must be given for the claims now in question. The acceptance of this condition, therefore, amounted to an express agreement between Great Britain and Venezuela, that security of adequate amount should be given for the British claims.

As to the specific security Mr. Bowen proposed that 30 per cent. of the receipts of the Custom-houses at Puerto Cabello and La Guayra should be allocated each month to the payment of these claims *until the entire foreign debt is paid*, and explained that the 30 per cent. proposed was in addition to the 13 per cent. of the 40 per cent. already appropriated to the payment of the Diplomatic Debt.

The terms of this proposal raised a doubt as to whether it was intended that the whole of the Creditor Powers should share in the security, and inquiries were accordingly addressed by Lord Lansdowne to Sir

M. Herbert asking whether that was so, and if so whether the security for the Blockading Powers would still be adequate.

From the replies received, it became clear that the proposal of Mr. Bowen was that all claimants should share alike, and that, *notwithstanding the unconditional acceptance of the demand of His Majesty's Government that adequate security should be provided for the claims of the Blockading Powers*, the share available for that purpose would be wholly inadequate. If the claims of all Creditor Powers were admitted on equal terms, the amount available to secure the claims of the Blockading Powers, according to the estimates then given, would be reduced from 213,000*l.* to about 94,000*l.* per annum.

In these circumstances, His Majesty's Government declined to accept the proposal. Lord Lansdowne pointed out that it was an entirely *new departure*, and that such a suggestion had not been put forward at any time by the President of the United States nor by President Castro. The basis of negotiations from the first had been the settlement of the claims of the Blockading Powers, and no question as to the other Powers had been raised up to that moment.

It is essential, in considering the force of this contention, to keep in mind the position of the parties at this time. The whole object of the negotiations from first to last had been to free Venezuela from the pressure of the blockade — a pressure which was imposed and maintained exclusively by the Blockading Powers ; which they alone could cause to continue or cease as they pleased. They had already captured and held the whole effective portion of the Venezuelan navy ; they had already in their hands a large number of Venezuelan trading vessels ; the blockade had been maintained for more than six weeks, and its pressure was felt more severely day by day. On the other hand, the other Creditor Powers were putting no pressure on Venezuela ; there was no immediate reason for dealing with their claims ; they had nothing to give in exchange for concessions from that country. The dispute was confined entirely to the Blockading Powers and to Venezuela, and the other Creditor Powers had abstained from any participation in it. There could be no reason, therefore, why the other Powers should be consulted in the settlement, or why claims which they had refrained from supporting by action, or indeed, so far as is known to His Majesty's Government, by any other means, should be in any way coupled with the claims of the Blockading Powers.

Mr. Bowen, however, felt himself unable to accept this view, and he insisted on introducing the claims of other Powers.

In face of this refusal the obvious course for the Blockading Powers would have been to continue the blockade until their demands were complied with, and they might thus have obtained any security that the desired. But every other point in dispute had already been arranged, and they were unwilling, as has been said, to continue operations which necessarily caused considerable loss not only to Venezuela but also to the trade and shipping of neutral Powers, if any other solution could be found. Nor did it seem possible that in the situation then existing the other Creditor Powers could intervene as a matter of right.

For these reasons the Blockading Powers elected not to press their demands further by force, but were content to leave the question to the determination of this Court.

The Protocols, of which that signed on behalf of His Majesty's Govern-

ment is appended to this Case, were then made and hostilities ceased. It has already been stated that the vessels of war and the merchant shipping captured from Venezuela were restored after the signing of the Potocols.

III. — *Attitude of the other Creditor Powers*

The purpose of the Blockading Powers was avowedly to obtain satisfaction for their own claims, and for their own claims alone. It was open to the other Creditor Powers, if they had objected to this action, either to protest against it as soon as it came to their knowledge or to offer to take part in it themselves, and so to secure their own share in the results. But no one of the Powers who now ask to participate in the security obtained from Venezuela solely as the result of the belligerent operations of Great Britain, Germany, and Italy either protested against the action of those Powers or offered to join in it. They one and all acquiesced, some expressly in terms, others impliedly by their inaction, and did no more.

On the 11th November, 1902, Lord Lansdowne instructed the British Ambassador at Washington to make known the intentions of His Majesty's Government to the Government of the United States, M. Hay, in reply, while making no objection, made no proposal to join in the contemplated action.

On the 26th November, a similar communication was made by Lord Lansdowne to the French Ambassador, who in reply, pointed out that the French claims were secured as part of the Diplomatic Debt by the « 13 per cent. of the 40 unities » and protested against any action which would injure that security. But he made no protest on other grounds.

On the 14th December, the Belgian Minister made a similar reservation.

It has already been demonstrated that the giving of the security now in question does not affect the « 13 per cent. of the 40 unities », to which alone those reservations related.

It is true that the French Government subsequently intimated that the Governments of the United States, Spain, and Belgium had decided to demand from Venezuela, the most-favoured-nation treatment, for the settlement of all their claims, and that they themselves intended to claim a method of settlement and payment equally favourable with that obtained by any other Power. But it will be observed that this claim, if in fact it ever was made, was not put forward until after the seizure of the Venezuelan fleet, and that it was a claim against Venezuela, and not against the Blockading Powers. Moreover it is clear that a claim for most-favoured-nation treatment in this matter did not involve a demand to share in any security obtained by the Blockading Powers, but amounted only to an intimation that Venezuela would be required to provide a similar security for the claimant. No such claim was ever communicated to His Majesty's Government and they had no notice of any kind of it except that conveyed indirectly by the French Government in the Memorandum referred to.

ARGUMENT

The material facts have now been stated for the information of the Court, and the question arises for discussion, whether in the circumstances existing before and at the date of the Protocols of the 13th February, 1903, the carrying out of which was provided for by the subsequent Agreement of the 7th May, the other Creditor Powers could

claim, as of right, to step in between Venezuela and the Blockading Powers and to share in this security to the prejudice of those Powers by whose efforts it was obtained. Venezuela has asserted that such a right exists, and that she is bound to give effect to it. If that view is accepted by the Court, then this security must be shared by all her creditors; if, on the other hand, the Court decides that there is no such right then it is submitted that the Blockading Powers are entitled to preferential treatment.

It is to be observed at the outset that the claims of the other Creditor Powers had no priority; that is to say, they were in no better position in regard to Venezuela than the claims of the Blockading Powers before action was taken to enforce them. In effect, therefore, the contention on behalf of the other Creditor Powers, if it be put forward as a matter of legal right, must come to this, that, at the conclusion of any war, a neutral is entitled to interpose between the successful and the unsuccessful belligerent, and to demand, *as of right*, to share in the fruits of the victory on the ground that he, too, had claims against the vanquished, although he took no steps to enforce those claims, and had not protested against the action taken by the other belligerent to enforce his claims. Such a proposition can, it is certain, find no precedent in the history of nations. Third Powers may attempt to intervene in such cases from reasons of policy, but they cannot base their claims on any right acquired by law. They cannot come before this Court, and successfully argue that a right such as this is recognized by the Law of Nations. The same observations apply equally to those methods stopping short of war, by which international demands are commonly enforced. Reprisals, embargo, and other like measures of coercion are processes sanctioned by the usage of nations to compel compliance with demands. But they are processes put in force by individual nations for their own purposes; they confer no advantages and no rights on third parties.

If the matter be treated as one of equity and common fairness, the proposition of the other Creditor Powers becomes even less tenable. This security has been obtained by the efforts of the Blockading Powers alone: they alone have borne the trouble and expense incurred in obtaining it. Whether that trouble and expense be greater or less matters not; for the principle, if it be a principle, must apply equally in cases where blood and treasure have been sacrificed, ships sunk and armies annihilated, as in cases where hostilities have been comparatively innocuous. On what ground of fairness or of equity can it be said that a Power who has stood by and done nothing can have any claim to reap the advantage obtained by the labours and losses of the other?

Even if the principles of private law be applied, they afford no better support to this contention. This is not a case analogous to bankruptcy, to *cessio bonorum* or *venditio bonorum*, or to other like systems, by which the estate of an insolvent debtor is divided equally among his creditors. Venezuela is not insolvent. There is no suggestion that her assets are insufficient to meet her liabilities. Moreover, the essential basis of all bankruptcy systems is the surrender by the debtor of his whole estate. Venezuela has not surrendered her whole estate: she has given a comparatively small charge over a portion, and a portion only, of her Customs receipts. The rest of her Customs revenue, and the whole of her revenue from other sources, remains unaffected. The case is indeed analogous to that of a creditor who has taken particular property of a debtor in execu-

tion, and is therefore entitled to be paid out of the proceeds in priority to all other claimants. The Blockading Powers had, in effect, taken the 30 per cent. of the Customs in execution, and are entitled to priority in the distribution of the proceeds. Nor must it be forgotten that, at the time of the signing of the Protocols, they did hold actual security *in the shape of the Venezuelan navy*.

A further analogy from private law in favour of the argument of the Blockading Powers may be found in the principle that a creditor who has spent money in preserving an asset of the common debtor is entitled to a prior charge on that asset. Such certainly was the principle which is the foundation of the opinion pronounced by Ulpian. According to that opinion even a creditor later in date was preferred to an earlier creditor if the advance made by the later creditor was made for the purpose of securing the safety of the subject of the earlier charge.

Dig. xx, Tit. IV. 5. « Ulpianus, Libro III. Disputationum. — Interdum posterior potior est priore, utputa si in rem istam conservandam impensum est, quod sequens credidit, veluti si navis fuit obligata, et ad armandam eam rem vel reficiendam ego credidero ».

6. « Idem, Libro LXXIII, ad Edictum. — Huius enim pecunia salvam fecit totius pignoris causam : quod poterit quis admittere, et si in cibaria nautarum fuerit creditum, sine quibus navis salva pervenire non poterat. § 1. Item si quis in merces sibi obligatas crediderit, vel ut salvae fiant, vel ut naulum exsolvatur, potentior erit, licet posterior sit ; nam et ipsum naulum potentius est § 2. Tantundem dicetur, et si merces horreorum, vel areae, vel vecturae iumentorum debetur ; nam et hic potentior erit. »

A similar principle is recognized in the jurisprudence of all civilized nations. For instance, in the well-known case of bottomry and hypothecation, and in the case of salvage, a similar principle is applied by the general law maritime which is part of the Law of Nations. It is well established that in the former case a later creditor is preferred to an earlier on the ground that the safety of the ship has been secured by his advance ; and in the latter case, the salvor's claim is preferred to others even though they be prior in time and even though they constitute actual charges upon the ship.

In the present case the security, to the distribution of which this arbitration relates, has been realized solely by the exertions and at the expense of the Blockading Powers. These Powers have waived any claim to be paid out of that security, or by Venezuela, the expenses which they incurred in getting this security. It is submitted that under these circumstances it would be manifestly inconsistent with equity and justice that the other Creditor Powers who have incurred no expense and who took no part in getting this security, should be permitted to share in it in competition with those to whose exertions its very existence is due.

For these reasons it is submitted that the claim of the Blockading Powers to preferential treatment is established whether the matter be looked at by the light of the law or usage of nations, or according to any analogies that may be afforded by private law.

It is not at present known to His Majesty's Government on what grounds the claims of the other Creditor Powers to share in the proceeds of the security of the Customs of La Guayra and Puerto Cabello is based. These grounds will no doubt be disclosed in the Case to be presented on behalf of the other Creditor Powers and Venezuela. His Majesty's Govern-

ment therefore reserve further discussion on the arguments as to preferential treatment until the grounds on which is based the claim of the other Creditor Powers shall have been so disclosed.

It is believed, however, by His Majesty's Government that the other Creditor Powers or some of them have obtained from Venezuela specific securities for their claims. The particulars of such securities are not known to His Majesty's Government, and it is submitted to the Tribunal that a full disclosure of these securities ought to be made by Venezuela and by the other Creditor Powers. If the Court should arrive at the conclusion that the Blockading Powers are not entitled to priority, it will become necessary to decide the question of distribution according to Article 1 of the Agreement of Reference or according to the well-established principle of equity in marshalling securities. This principle is that if one party has a lien on or interest in two funds for a debt and another party has a lien on or an interest in one only of the funds for another debt, the latter has a right in equity to compel the former to resort to the other fund, in the first instance if that course is necessary for the satisfaction of the claims of both parties. It follows, therefore, that those Powers whose claims are secured by other securities than the Customs revenues of La Guayra and Puerto Cabello would only be entitled to a charge on the 30 per cent. for so much as is not secured by other securities. The question of distribution can therefore only be dealt with by the light of a full knowledge of these other securities and of the use which it is proposed to make of them. Further treatment of this subject is reserved for the Counter-Case,

CONCLUSION

It is therefore submitted that the claim of the other Creditor Powers to share in the security obtained from Venezuela by the action of the Blockading Powers is not well founded, and that any claim by them to share at all in that security must be postponed to the claims of the Blockading Powers.

Because :

1. The Venezuelan Government expressly accepted the condition insisted on from first to last by His Majesty's Government that adequate security should be provided for the satisfaction of the claims of the Blockading Powers. The reference to this Court was made on the basis of that condition, and to that condition it is submitted the Court should give effect.

2. The other Creditor Powers took no part in the controversy between the Blockading Powers and the United States of Venezuela, and cannot claim as a matter of right to take any part in the settlement of that controversy.

3. The other Creditor Powers purposely abstained from intervening in the action of the Blockading Powers, and cannot therefore claim as a matter of fairness or equity to share in the results obtained by that action.

4. The security in question would not have been obtained at all had it not been for the action of the Blockading Powers, and therefore the Blockading Powers are entitled to a prior charge on that security.

5. In the circumstances existing at the time of the signing of the Protocols, the Blockading Powers were entitled to preferential and separate treatment.

TROISIÈME PARTIE

2° LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ETAT INDÉPENDANT DU CONGO

Exploitation du caoutchouc dans les forêts ou terres domaniales Mesures conservatrices

Décret en date du 22 septembre 1904 (1)

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, à tous présents et à venir, salut :

Vu le décret en date du 30 octobre 1892 ;

Revu les décrets du 5 janvier 1899 et du 7 juin 1902, ainsi que les arrêtés du 22 mars 1899 et du 18 juin 1902 ;

Attendu qu'il importe, dans l'intérêt de la prospérité publique et privée, d'étendre à toutes les terres domaniales les mesures édictées en vue d'empêcher l'appauvrissement en caoutchouc des forêts domaniales ;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER

Quiconque récolte le caoutchouc dans les forêts ou terres domaniales, soit pour son compte personnel, soit pour le compte d'autrui, est tenu d'y planter, par an, un nombre d'arbres ou de lianes à caoutchouc qui ne sera pas inférieur à 50 pieds pour le caoutchouc d'arbres ou de lianes, et à 15 pieds pour le caoutchouc dit « des herbes », par 100 kilogrammes ou par fraction de 100 kilogrammes de caoutchouc frais y récolté pendant la même période.

Les non-indigènes sont tenus de l'exécution des obligations susdites pour les indigènes qui leur livrent le caoutchouc, à quelque titre que ce soit.

Les agents de l'Etat, dans les parties des biens domaniaux où l'Etat n'a pas renoncé à l'exploitation du caoutchouc, et les particuliers ou concessionnaires et leurs agents, dans les parties des biens domaniaux où l'Etat y a renoncé, sont tenus d'effectuer et d'entretenir les plantations prescrites par l'alinéa premier ci-dessus, en se conformant aux conditions et délais qui seront spécifiés par les arrêtés d'exécution du présent décret.

(1) *Bulletin officiel de l'Etat Indépendant du Congo*, 1904, N° 9 et 10, p. 297.

ARTICLE 2

Les Commissaires de district, chaque fois qu'ils le jugent utiles, peuvent mettre à la disposition temporaire des particuliers établis, dans leur district, un des agronomes sous leur ordres.

Il est délivré aux particuliers ou concessionnaires, qui en font la demande, un guide pratique sur la culture des plantes à caoutchouc.

ARTICLE 3

Les agents du service du contrôle, créé par l'article 7 du présent décret, surveillent, dans chaque district, l'exécution de ce décret. Ils ordonnent, le cas échéant, les mesures qui sont nécessaires pour assurer le bon entretien et le développement normal des cultures établies.

ARTICLE 4

Le caoutchouc des arbres ou des lianes ne peut être récolté qu'au moyen d'incisions.

Il est défendu de couper les arbres et les lianes à caoutchouc, d'enlever leurs écorces et d'extraire le caoutchouc d'arbres ou de lianes par le battage ou le broyage des écorces ou lianes, ou par tout moyen autre que celui prévu par l'alinéa premier du présent article.

ARTICLE 5

Les agents du service du contrôle sont officiers de police judiciaire. Ils recherchent et constatent les infractions au présent décret et aux arrêtés d'exécution.

Le Gouverneur Général détermine leur mode de procéder et l'étendue de leurs pouvoirs en matière de saisie, de perquisition et de réquisition à la Force Publique.

ARTICLE 6

Les infractions au présent décret ou aux arrêtés pris pour son exécution, sont punis d'une amende de 100 à 5.000 francs et d'une servitude pénale de dix jours à six mois, ou d'une de ces peines seulement.

Les maîtres ou commettants et, pour les Sociétés, leurs représentants au Congo, ainsi que les agents de l'Etat dans les conditions fixées par les arrêtés d'exécution, qui n'auront pas veillé à l'exécution stricte, par leurs préposés ou subordonnés, des obligations légales en matière de plantation d'arbres ou de lianes à caoutchouc et à leur entretien, ou au respect des défenses formulées dans l'article 4, sont passibles des peines d'amende prévues ci-dessus.

Ils sont solidairement responsables du paiement des amendes et des frais résultant des condamnations prononcées contre leurs préposés ou subordonnés.

Par dérogation à l'article 102, livre I, paragraphe 6 du Code pénal, l'action publique résultant des infractions au présent décret et aux arrêtés pris en son exécution est prescrite par trois ans.

Il est pourvu d'office par l'autorité, aux frais des contrevenants, à l'établissement et à l'entretien des plantations qu'ils sont en défaut d'exécuter.

Le Gouverneur Général peut leur retirer provisoirement les autorisations de récolter du caoutchouc sur le domaine de l'Etat.

ARTICLE 7

Le service du contrôle des plantations d'essences à caoutchouc dans les biens domaniaux comprend :

Un inspecteur forestier, chef de service, nommé par Nous ;

Huit contrôleurs forestiers et

Douze sous-contrôleurs forestiers, nommés par Notre Secrétaire d'Etat.

Le Gouverneur Général détermine les régions où chacun de ces agents exerce ses fonctions.

ARTICLE 8

Sont abrogés les décrets du 5 janvier 1899 et du 7 juin 1902 et les arrêtés du 22 mars 1899 et du 18 juin 1902.

ARTICLE 9

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret, qui entre en vigueur ce jour.

Donné à Ostende, le 22 septembre 1904.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'Etat :

Les Secrétaires Généraux,

H. DROOGMANS.

Chevalier DE CUVELIER.

LIEBRECHTS.

Arrêté d'exécution

25 octobre 1904 (1)

Le Secrétaire d'Etat, vu le décret du 22 septembre 1904, arrête :

ARTICLE PREMIER

Les Commissaires de district déterminent, dans leur district respectif, les parties de forêts ou de terres domaniales où les agents de l'Etat, les agents de sociétés ou les particuliers, tombant sous l'application du décret du 22 septembre 1904, doivent, conformément à l'article premier de ce décret, établir des plantations d'arbres ou de lianes à caoutchouc.

Cette détermination est portée à la connaissance du public par un avis officiel publié avant le 31 janvier de chaque année, à la porte du bâtiment

(1) *Bulletin officiel de l'Etat Indépendant du Congo*, 1904, N° 9-10, p. 281.

occupé par le Commissaire de district, en conformité avec l'article premier du décret du 16 janvier 1886.

ARTICLE 2

Le nombre d'arbres ou de lianes à planter par chaque agent de l'Etat, agent de société ou particulier, est calculé en prenant pour base les quantités exactes de caoutchouc frais récoltées pendant l'année précédente, conformément à l'article premier du décret du 22 septembre 1904 précité.

ARTICLE 3

Tout chef de poste, gérant, chef ou préposé de factorerie, est tenu de faire et d'envoyer au Commissaire de district, avant le 15 janvier de chaque année, une déclaration par écrit, indiquant les quantités de caoutchouc frais récoltées par son établissement pendant l'année précédente.

Des formules de déclaration, à remplir par les intéressés, sont distribuées par les Commissaires de district. Toutefois, la non-réception d'une de ces formules ne dispense personne de faire les déclarations requises dans le délai prescrit.

ARTICLE 4

Dans chaque commissariat de district, il est tenu un registre, indiquant, d'une part, les quantités de caoutchouc frais récoltées annuellement dans le district par chacune des factoreries ou chacun des postes y établis; d'autre part, le nombre global de pieds d'essences à caoutchouc dont la plantation est imposée, l'emplacement exact de chaque plantation, la répartition des plants par champ de culture. Ces renseignements sont complétés par l'indication du dit emplacement sur la carte de navigation du Congo ou de ses affluents.

ARTICLE 5

Le Commissaire de district fait connaître, avant le 25 février de chaque année, à ceux des particuliers, concessionnaires ou agents, soit de l'Etat, soit de sociétés, qui doivent effectuer les plantations, le nombre de pieds d'essences à caoutchouc à planter annuellement, ainsi que l'emplacement exact de chaque plantation. Il désigne, en outre, les essences d'arbres ou de lianes à planter qui doivent être considérées comme produisant le caoutchouc.

Cette notification doit se faire, soit par lettre recommandée ou enregistrée, soit par missive avec accusé de réception, soit même par exploit d'huissier.

Toutefois, la non-réception de la notification dont il s'agit ne dispense pas les dits particuliers ou concessionnaires ou agents d'établir tous les ans, dans les terres ou forêts domaniales, les plantations d'essences à caoutchouc, conformément à l'article 2 précité.

Les plantations doivent être effectuées, en leur entier, pendant la saison des pluies, Sauf autorisation spéciale et écrite du Commissaire de district,

elles ne peuvent être aménagées qu'au moyen des essences d'arbres ou de lianes à choisir par les intéressés, parmi celles qui leur sont désignées, conformément au premier paragraphe du présent article. Les arbres ou les lianes ainsi mis en culture, qui périssent ou sont détruits par suite d'une cause quelconque, doivent être remplacés.

Les champs de culture doivent être établis d'après les indications des instructions sur la culture des plantes à caoutchouc et de façon à rendre aisé le dénombrement des plants. Aussitôt aménagés, ils doivent être entretenus avec soin.

ARTICLE 6

Les plantations effectuées en vertu du décret du 22 septembre 1904 ne peuvent être exploitées qu'après un délai que fixe le Commissaire de district et, en aucun cas, avant la huitième année de la plantation.

ARTICLE 7

Les particuliers ou concessionnaires, agents de l'État ou de sociétés désignés à l'article 5, doivent tenir à jour un registre du modèle ci-annexé et dans lequel sont inscrits successivement tous les renseignements relatifs à l'aménagement des pépinières et des plantations, à leur développement, à leur importance, au dénombrement des essences à caoutchouc qui les composent et aux plans des lieux.

Les registres du modèle indiqué sont, autant que possible, fournis par l'Administration.

Le registre dont la tenue est prescrite ci-dessus doit être conservé au poste ou à l'établissement dont les plantations dépendent.

Il doit être présenté à toutes réquisitions du Commissaire de district et des agents du service du contrôle des plantations d'essences à caoutchouc.

ARTICLE 8

Les agents du service du contrôle des plantations d'essences à caoutchouc visitent, aussi souvent que possible, les plantations. Ils opposent leur visa sur le registre dont il est question à l'article précédent, lors de chacune de leurs visites. Ils adressent, à des époques régulières, des rapports au Gouverneur Général sur l'état des plantations.

ARTICLE 9

Les décisions relatives à l'établissement et à l'entretien des plantations, auxquelles il doit être pourvu d'office aux frais des contrevenants, sont prises par le Directeur de l'Agriculture, sauf le recours au Gouverneur Général.

L'emplacement des plantations dont l'établissement d'office aura été décidé est fixé par le Commissaire de district.

Ces plantations sont, le cas échéant, effectuées à raison de 150 francs par 1000 plants mis en terre.

Les frais d'entretien sont indépendants des frais d'établissement de plantation.

Bruxelles, le 25 octobre 1904,
Au nom du Secrétaire d'Etat :

Les Secrétaires Généraux,

H. DROOGMANS.

Chevalier DE CUVELIER.

LIEBRECHTS.

CUBA

Décret concernant la légalisation des documents délivrés par des fonctionnaires étrangers

(N° 48, du 14 avril 1903)

Traduction (1)

ARTICLE PREMIER. — La légalisation exigée par la loi pour donner effet légal à Cuba aux documents publics ou officiels de tout genre délivrés dans des pays étrangers par des fonctionnaires étrangers, doit être faite par un agent diplomatique ou consulaire constitué par la République, ou par son remplaçant. S'il s'agit d'un document délivré dans un pays où il ne se trouve pas d'agent diplomatique ou consulaire cubain, la légalisation pourra se faire par l'agent diplomatique ou un agent consulaire du pays en cause, accrédité auprès de la République de Cuba.

ART. 2. — Il est absolument indispensable, pour les légalisations devant être envisagées comme suffisantes à Cuba aux termes de l'article précédent, que la signature du fonctionnaire qui les délivre soit certifiée par le département administratif auquel ressortit ce dernier, ou par le chef de ce département. Les actes notariés, de même que les actes d'état civil délivrés par les agents diplomatiques ou consulaires de la République doivent satisfaire aux mêmes conditions, pour être considérés à Cuba comme ayant force probante.

ART. 3. — Les dispositions des deux articles précédents seront applicables aux documents produits devant des cours judiciaires ou des départements administratifs à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent décret.

(1) *Propriété industrielle*, 1904, N° 7, p. 117.

FRANCE**Rapport au Président de la République, précédé d'une circulaire et suivi d'un décret relatif aux saluts internationaux**

(5 et 9 août 1904)

Le Ministre de la Marine, à MM. les vice-amiraux commandant en chef, préfets maritimes ; le contre-amiral commandant la marine en Algérie ; le capitaine de vaisseau commandant la marine en Corse ; les officiers généraux, supérieurs et autres commandants à la mer.

Paris, le 9 août 1904.

Je vous notifie ci-joint un décret en date du 5 août courant relatif aux saluts d'artillerie dus aux marques distinctives des officiers généraux et des capitaines de vaisseau, chefs de division français et étrangers.

Ce décret substitue au paragraphe 1^{er} de l'article 832 du décret du 20 mai 1885 un nouveau texte ne laissant place à aucune incertitude au sujet des saluts internationaux. De ce fait, le paragraphe 3 de l'article 829 disparaît.

La nouvelle réglementation, qui devra entrer immédiatement en vigueur, a été établie après entente entre les puissances ci-après dénommées : Allemagne, Angleterre, république Argentine, Autriche, Brésil, Chili, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Hollande, Italie, Japon, Portugal, Russie, Suède et Norvège, Turquie.

Camille PELLETAN.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 9 août 1904.

Monsieur le Président,

L'amirauté britannique, frappée des inconvénients qui peuvent résulter de la différence existant entre les prescriptions des règlements des diverses puissances, en ce qui concerne les saluts d'artillerie dus aux marques distinctives des officiers généraux et des capitaines de vaisseau, chefs de division, a pris l'initiative d'une entente à ce sujet entre les gouvernements des nations maritimes qui se sont mis d'accord en vue de l'adoption d'une échelle uniforme de saluts.

Je vous propose, en conséquence, de revêtir de votre haute sanction le projet de décret ci-joint, destiné à mettre notre réglementation en harmonie avec les nouveaux textes désormais adoptés par les différentes puissances.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Camille PELLETAN.

Le Président de la République française,

(1) *Journal officiel*, 11 août 1904, p. 5047.

Vu le décret du 20 mai 1885 sur le service à bord des bâtiments de la flotte ;

Vu les décrets des 6 juillet 1891 et 10 janvier 1893 modifiant le décret susvisé :

Décrète :

ART. 1^{er}. — Les articles 829 et 832 du décret du 20 mai 1885 sont modifiés comme suit :

Art. 829. — § 3. — Supprimé.

Art. 832. — Saluts internationaux. — § 1^{er} (nouveau). — Sur les rades françaises et étrangères tout officier commandant un ou plusieurs bâtiments doit saluer les marques distinctives de commandement supérieures à la sienne, à quelque nation qu'elles appartiennent. A grade égal, les mêmes saluts sont faits ; dans ce cas l'arrivant salue le premier.

Si plusieurs marques distinctives de commandement appartenant à la même nation sont réunies, la plus élevée est seule saluée.

On se conforme pour le nombre de coups de canon, aux prescriptions suivantes :

Amiral de la flotte (Admiral of the Fleet).....	19
Amiral de toutes nations ou vice-amiral français	
dont le pavillon est arboré au grand mât.....	17
Vice-amiral.....	15
Contre-amiral	13
Commodore ou capitaine de vaisseau, chef de division.....	11

A la mer les mêmes saluts peuvent être faits.

§§ 2, 3 et 4. — Sans changement.

ART. 2. — Le Ministre de la Marine est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 5 août 1904.

Emile LOUBET.

Par le Président de la République.

Le Ministre de la Marine.

Camille PELLETAN.

GRANDE-BRETAGNE

STATUTORY RULES AND ORDERS, 1904. N° 316

Fugitive Criminal

Order in Council directing that " The Commonwealth of Australia Extradition Act, 1903 ", shall have effect in the Commonwealth of Australia as if it were part of the Imperial Act.

At the Court at Buckingham Palace, the 7th day of March, 1904.

PRESENT :

The King's Most Excellent Majesty

Lord President

Earl of Kintore

Mr. Charles Hardinge

Sir William Walrond

Sir Dighton Probyn.

Whereas by section 18 of the Extradition Act, 1870, it is among other things enacted that if by any law or ordinance made after the passing of the said Act by the Legislature of any British Possession provision is made for carrying into effect within such Possession the surrender of fugitive criminals who are in, or suspected of being in, such British Possession, His Majesty, may, by the Order in Council applying the said Act in the case of any Foreign State, or by any subsequent Order, either—

Suspend the operation within any such British Possession of the said

(Traduction) (1)

STATUTORY RULES AND ORDERS, 1904, N° 316

Criminels en fuite

Ordonnance en conseil décidant que « la loi sur l'extradition de 1903, de la République d'Australie », aura effet dans la République d'Australie, de la même façon que si elle faisait partie de la loi d'empire.

Buckingham Palace, 7 mars 1904.

En présence de sa Très excellente Majesté, le Roi, du Lord président, du comte of Kintore, de Mr. Charles Hardinge, de Sir William Walrond et de Sir Dighton Probyn.

Attendu qu'en vertu de l'art. 18 de la loi sur l'extradition de 1870, il est, entre autres choses, décidé que si, par une loi ou ordonnance édictée, après la mise en vigueur de ladite loi, par la législature d'une possession anglaise, des dispositions sont prises pour assurer dans cette possession l'extradition de coupables en fuite qui se trouvent ou sont supposés se trouver dans cette possession anglaise, Sa Majesté peut, par une ordonnance en conseil, appliquant ladite loi au regard d'un Etat étranger, ou par une ordonnance subséquente :

Soit suspendre l'application dans cette possession anglaise de ladite loi

(1) Traduction de M. Darras, chargé de Conférence à la Faculté de droit de Paris-Clunet 1904, N° VII-X, p. 868 et suiv.

Act or any part thereof, so far as it relates to such Foreign State, and so long as such law or ordinance continues in force there and no longer;

Or direct that such law or ordinance or any part thereof shall have effect in such British Possession, with or without modifications and alterations, as if it were part of the Act:

And whereas by certain Orders of Her late Majesty Queen Victoria in Council, Her Majesty was pleased to direct that certain Acts respectively enacted by the Legislatures of the Colonies of South Australia, Western Australia, Queensland, Tasmania, and Victoria should have effect in the said Colonies respectively without modification or alteration, as if they were part of the Extradition Act, 1870:

And whereas on the 1st day of January, 1901, the Commonwealth of Australia was established under the provisions of an Act of Parliament passed in the sixty-third and sixty-fourth years of Her late Majesty's reign, shortly entitled « The Commonwealth of Australia Constitution Act, » and each of the said Colonies is now a State forming part of the Commonwealth established as aforesaid:

And whereas the Parliament of the Commonwealth is empowered under the provisions of the said Act to make laws for the peace, order, and good government of the Commonwealth with respect to (*inter alia*) the influx of criminals and external affairs:

And whereas the Commonwealth is a « British Possession » within the meaning of section 26 of the Extradition Act, 1870:

And whereas by an Act enacted by the Parliament of the Commonwealth,

ou de partie d'icelle, en tant que cela concerne cet Etat étranger, pour tout le temps où cette loi ou ordonnance continuera à y être en vigueur et pas pour plus longtemps;

Soit décider que cette loi ou ordonnance aura effet dans cette possession anglaise, en tout ou en partie, avec ou sans modifications ou changements, comme si elle faisait partie de la loi de 1870;

Et attendu que, par diverses ordonnances en conseil de Sa Majesté feu la Reine Victoria, il a plu à Sa Majesté de décider que diverses lois votées par les législatures des colonies de l'Australie du Sud, de l'Australie occidentale, du Queensland, de la Tasmanie et de Victoria recevraient respectivement effet dans ces colonies sans modification ni changement, de la même façon que si elles faisaient partie intégrante de la loi sur l'extradition de 1870;

Et attendu que le 1^{er} janvier 1901, la République d'Australie a été fondée, en vertu des dispositions d'un acte du Parlement voté pendant les 63^e-64^e années du règne de feu Sa Majesté sous le titre de *the Commonwealth of Australia Constitution Act*, et que chacune de ces colonies forme une partie de la République fondée ainsi qu'il vient d'être dit.

Et attendu que le Parlement de la République a pouvoirs suffisants en vertu des dispositions dudit Act, pour faire des lois en vertu d'assurer la paix, le bon ordre et le bon gouvernement de la République, notamment en ce qui concerne l'arrivée des criminels et les affaires extérieures;

Et attendu que la République est une « *British possession* » dans le sens de l'art. 26 de la loi sur l'extradition de 1870;

Et attendu que dans une loi votée par le Parlement de la République,

the short title of which is the Extradition Act, 1903, and the provisions of which are fully set forth in the First Schedule appended to this Order, provision has been made for carrying into effect within the Commonwealth the surrender of fugitive criminals who are therein or suspected of being therein :

And whereas it is provided by the said Act that the said Act shall commence on the day on which the Governor-General makes known by Proclamation that His Majesty has by Order in Council directed that the said Act or any part thereof shall have effect in the Commonwealth as if it were part of the Extradition Act, 1870 :

Now, therefore, His Majesty, in pursuance of the Extradition Act, 1870, and in exercise of the powers in that behalf in the said Act contained, doth by this present Order, by and with the advice of His Majesty's Privy Council, direct as follows : —

1. The Commonwealth Extradition Act, 1903, shall have effect in the Commonwealth of Australia without modification or alteration as if it were part of the Extradition Act, 1870.

2. The Orders of Her late Majesty Queen Victoria in Council enumerated in the Second Schedule appended hereto are revoked as and from the commencement of the said Act.

A.-W. FITZROY.

dont le titre abrégé est *The Extradition Act 1903*, et dont les dispositions sont reproduites intégralement dans la première cédule jointe à cette ordonnance, des dispositions ont été prises pour assurer l'extradition par la République des coupables fugitifs qui s'y trouvent ou qui sont soupçonnés s'y trouver.

Et attendu qu'il est disposé par cette loi qu'elle commencera à produire effet le jour où le Gouverneur général fera connaître par une proclamation que Sa Majesté a décidé, par une ordonnance en conseil, que ladite loi ou partie d'icelle aura effet dans la République, de la même façon que si elle faisait partie intégrante de la loi de 1870 ;

En conséquence, Sa Majesté, agissant conformément à la loi sur l'extradition de 1870 et dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés à cet effet par ladite loi, dispose ce qui suit, par la présente ordonnance, de l'avis et avec l'avis du conseil privé de Sa Majesté :

1° Le *Commonwealth Extradition Act 1903*, aura effet dans la République d'Australie, sans changement ni modification, de la même façon que s'il faisait partie intégrante de la loi sur l'extradition de 1870.

2° Les ordonnances en conseil de Sa Majesté feu la Reine Victoria, énumérés dans la seconde cédule jointe à la présente ordonnance, sont révoquées comme commencement d'effet de ladite loi et à partir de ce moment.

A.-W. FITZROY.

Schedule I

THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA EXTRADITION ACT. 1903

Whereas by the Imperial Act known as the Extradition Act 1870, it is enacted that that Act when applied by Order in Council shall, unless it is otherwise provided by such Order, extend to every British possession, but with the following among other modifications, namely :—No warrant of a Secretary of State shall be required, and all powers vested in or acts authorised or required to be done under that Act by the Police Magistrate and the Secretary of State, or either of them, in relation to the surrender of a fugitive criminal, may be done by the Governor of the British possession alone :

And whereas by that Imperial Act it is also enacted that if, by any law made by the Legislature of any British possession, provision is made for carrying into effect within that possession the surrender of fugitive criminals who are in or suspected of being in that possession, the King may by Order in Council direct that such law, or any part thereof, shall have effect in that possession, with or without modifications and alterations, as if it were part of that Imperial Act :

And whereas by other Imperial Acts known as the Extradition Act 1873 and the Extradition Act 1895, it is enacted that those Acts shall be construed as one with the Extradition Act 1870, and that the three Acts may be cited together as the Extradition Acts 1870 to 1895 :

ANNEXE I

Loi de 1903 sur l'extradition de la République d'Australie :

Attendu que, par la loi impériale connue sous le nom de loi sur l'extradition de 1870, il est décidé que quand cette loi sera en vigueur en vertu d'une ordonnance en conseil, elle s'étendra, à moins qu'il n'en soit autrement disposé par ladite ordonnance, à chacune des possessions anglaises, sauf notamment la modification suivante : Aucun mandat d'un secrétaire d'Etat ne sera nécessaire et tous les pouvoirs attribués ou tous les actes permis ou imposés en vertu de cette loi aux magistrats de police (*police magistrate*) et au secrétaire d'Etat, ou à l'un et à l'autre de ceux-ci en matière d'extradition de fugitifs criminels, pourront être exercés ou accomplis par le gouverneur de la possession anglaise seul ;

Et attendu que, par cette loi d'Empire, il est encore établi que si, dans une loi votée par la législature d'une possession anglaise, des dispositions ont été édictées pour assurer dans cette possession l'extradition des criminels fugitifs qui se trouvent ou sont soupçonnés se trouver dans cette possession, le roi peut décider, par ordonnance en conseil, que cette loi produira effet en tout ou en partie dans cette possession, avec ou sans modification ou changement, comme si elle faisait partie intégrante de la loi d'Empire ;

Et attendu que par d'autres lois d'Empire connues sous le nom de *The Extradition Act 1873*, et de *The Extradition Act 1895*, il est établi que ces lois seront entendues comme faisant partie intégrante de *The Extradition Act 1870* et que ces trois lois peuvent être citées en bloc comme les *Extradition Acts 1870 to 1895*.

Be it therefore enacted by the King's Most Excellent Majesty, the Senate, and the House of Representatives of the Commonwealth of Australia, as follows :—

1 This Act may be cited as the Extradition Act 1903.

2 This Act shall commence on the day on which the Governor-General makes known by Proclamation that the King has by Order in Council directed that this Act, or any part thereof, shall have effect in the Commonwealth as if it were part of the Extradition Act, 1870.

3 In this Act, unless the contrary intention appears, terms defined in the Extradition Acts 1870 to 1895 have the same meaning as in those Acts.

Extradition from the Commonwealth

4. All powers vested in and acts authorised or required to be done by a Secretary of State, under the Extradition Acts 1870 to 1895, in relation to the surrender of a fugitive criminal, are hereby vested in, and may in the Commonwealth be exercised and done by, the Governor-General, and may in any part of the Commonwealth be exercised and done by any deputy of the Governor-General thereto authorised.

5. All powers vested in and acts authorised or required to be done by a Police Magistrate or any Justice of the Peace under the Extradition Acts 1870 to 1895, in relation to the surrender of a fugitive criminal, are hereby vested in, and may in the Commonwealth be exercised and done by, any Stipendiary or Police or Special Magistrate of the Commonwealth or of a

Qu'il soit en conséquence ordonné par sa Très Excellente Majesté le Roi, le Sénat et la Chambre des Représentants de la République d'Australie, ce qui suit :

ART. 1^{er}. — La présente loi peut être citée comme *The Extradition Act* 1903.

ART. 2. — La présente loi commencera de produire effet le jour où le gouverneur général fera connaître par une proclamation que le roi a décidé, par une ordonnance en conseil, que la présente loi ou partie d'icelle produira dans la République, le même effet que si elle faisait partie intégrante de la loi sur l'extradition de 1870.

ART. 3. — Dans la présente loi, à moins que l'intention contraire n'apparaisse, les termes définis dans les *Extradition Acts* 1870 to 1895 auront le même sens que dans ces lois.

Extradition par la République

ART. 4. — Tous les pouvoirs attribués ou tous les actes permis ou imposés à un secrétaire d'Etat, en vertu des lois sur l'extradition de 1870 à 1895, en matière d'extradition de fugitifs criminels sont, par les présentes, attribués et pourront être exercés ou accomplis par le gouverneur général ou par un délégué du gouverneur général à ce autorisé.

ART. 5. — Tous les pouvoirs attribués et les actes permis ou imposés à un magistrat de police ou à un juge de paix en vertu des lois sur l'extradition de 1870 à 1895, en matière d'extradition de coupables fugitifs, sont par les présentes attribués et peuvent être exercés et accomplis dans la République par tout *stipendiary magistrate*, magistrat de police ou magis-

State, or any Magistrate of a State thereto specially authorised by the Governor-General.

Extradition from Foreign States

6. Where the Extradition Act 1870 applies in the case of any foreign State, a requisition for the surrender of a person, accused or convicted of an extradition crime in the Commonwealth, who is or is suspected to be in that foreign State, may be made by the Attorney-General to a Consular Officer of that State in the Commonwealth, or to any Minister of that State through the Diplomatic Representative of His Majesty in that State, or in such other mode as is settled by arrangement.

7 Any person accused or convicted of an extradition crime who is surrendered by a foreign State may, under the warrant for his surrender issued in the foreign State, be brought into the Commonwealth and delivered to the proper authorities to be dealt with according to law.

SCHEDULE II

Colony.	Date of Order in Council	Colonial Act incorporated with 33 et 34 Vict. c. 52.
South Australia	11th December, 1877	Extradition Act, 1877
West Australia	4th February, 1878	Extradition Act, 1877
Queensland	26th March, 1878	Extradition Act, 1877
Tasmania	18th April, 1878	Extradition Act, 1877
Victoria	16th May, 1878	Extradition Act, 1877

trat spécial de la République ou d'un Etat particulier spécialement autorisé à cet effet par le gouverneur général.

Extradition par les Etats étrangers

ART. 6. — Lorsque la loi sur l'extradition de 1870 s'applique à un Etat étranger, et qu'une personne, accusée ou convaincue d'avoir commis dans la République un crime pouvant entraîner l'extradition, se trouve ou est soupçonnée se trouver dans ce pays étranger, la demande d'extradition peut être faite par l'Attorney général à un agent consulaire de ce pays dans la République, ou à un ministre de ce pays par l'intermédiaire du représentant diplomatique de Sa Majesté dans cet Etat, ou de toute autre façon qui pourra être admise par voie d'arrangement.

ART. 7. — Toute personne accusée ou convaincue d'avoir commis un crime susceptible d'extradition, qui est livrée par un Etat étranger peut, en vertu du mandat lancé contre elle dans le pays étranger en vue de son extradition, être amenée dans la République et livrée aux autorités compétentes pour être jugée conformément à la loi.

ANNEXE II

Colonie	Date de l'ordonnance en conseil	Loi coloniale incorporée à la loi 33 et 34 Vict., ch. 52
Australie du Sud	11 décembre 1877	Extradition act 1877
Australie de l'Ouest	4 février 1878	Extradition act 1877
Queensland	26 mars 1878	Extradition act 1877
Tasmanie	18 avril 1878	Extradition act 1877
Victoria	16 mai 1878	Extradition act 1877

STATUTORY RULES AND ORDERS, 1904. N° 317

Fugitive Criminal

Order in Council directing that Chapter II. of " The Indian Extradition Act, 1903," shall have effect in British India, as if it were part of the Imperial Act. (1).

At the Court at Buckingham Palace, the 7th day of March, 1904

PRÉSENT :

The King's Most Excellent Majesty in Council.

Whereas by Section 18 of the Extradition Act, 1870, it is amongst other things, enacted that, if by any law made after the passing of the said Act by the Legislature of any British Possession, provision is made for carrying into effect within such Possession the surrender of fugitive criminals, who are in, or suspected of being in, such British Possession, His Majesty may, by the Order in Council applying the said Act in the case of any Foreign State, or by any subsequent Order, direct that such law or any part thereof shall have effect in such British Possession, with or without modifications and alterations, as if it were part of the Act :

And whereas an Act entitled, " The Indian Extradition Act, 1903, " (1) has been passed by the Governor-General of India in Council, and it is expedient to declare that Chapter II of the Act shall have effect as if it were part of the Extradition Act, 1870 :

STATUTORY RULES AND ORDERS 1904, N° 317

Criminels en Fuite

Ordonnance en conseil décidant que le chapitre II de l'Indian Extradition Act, 1903, aura effet dans l'Inde anglaise de la même façon que s'il faisait partie de la loi d'Empire (1).

Buckingham Palace, 7 mars 1904.

Présent : Sa Très Excellente Majesté en Conseil.

Attendu qu'en vertu de l'art. 18 de la loi sur l'extradition de 1870, il est, entre autres choses, décidé que si, par une loi édictée, après la mise en vigueur de ladite loi, par la législature d'une possession anglaise, des dispositions sont prises pour assurer dans cette possession l'extradition des criminels en fuite qui se trouvent ou sont soupçonnés se trouver dans cette possession anglaise, Sa Majesté peut décider, par une ordonnance en conseil faisant application de cette loi à un Etat étranger ou par une ordonnance subséquente, que cette loi, en tout ou en partie, produira dans cette possession anglaise, avec ou sans changement ou modification, le même effet que si elle faisait partie intégrante de cette loi de 1870 ;

Et attendu qu'une loi intitulée « *The Indian Extradition Act* » (1) a été adoptée par le Gouverneur général de l'Inde en Conseil et qu'il est bon de déclarer que le chapitre II de cette loi ait le même effet que s'il faisait partie intégrante de la loi sur l'extradition de 1870.

(1) Voir *Archives Diplomatiques*, 1903, tome 88, n° 11-12, p. 294.

Now, therefore, His Majesty, in pursuance of the Extradition Act, 1870, and in exercise of the power in that behalf in the said Act contained, doth by this present Order, by and with the advice of His Privy Council, declare that Chapter II. of The Indian Extradition Act, 1903, shall have effect in British India as if it were part of The Extradition Act, 1870.

And the Right Honourable St. John Brodrick, one of His Majesty's Principal Secretaries of State, is to give the necessary directions herein accordingly.

A.-W. FITZROY.

STATUTORY RULES AND ORDERS, 1904. N. 318

Fugitive Criminal

Order in Council directing that Chapter IV, of "The Indian Extradition Act, 1903," (1) shall be recognised and have effect throughout His Majesty's Dominions, and on the High Seas, as if it were part of the Fugitive Offenders Act, 1881.

At the Court at Buckingham Palace, the 7th day of March. 1904.

PRESENT :

Th King's Most Excellent Majesty in Council.

Whereas by Section 32 of the Fugitive Offenders Act, 1881, it is amongst

En conséquence, Sa Majesté, agissant conformément à la loi sur l'extradition de 1870 et dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés à cet effet dans ladite loi, dispose, par la présente ordonnance, de l'avis et avec l'avis du Conseil privé de Sa Majesté, que le chapitre II de l'*Indian Extradition Act* 1903, aura effet dans les Indes anglaises de la même façon que s'il faisait partie intégrante de la loi sur l'extradition de 1870.

Le très honorable Saint-John Brodrick, l'un des principaux secrétaires d'Etat de Sa Majesté, est chargé de donner les instructions nécessaires conformes au contenu de cette ordonnance.

A.-W. FITZROY.

STATUTORY RULES AND ORDERS 1904, N° 318

Criminels en fuite

Ordonnance en conseil décidant que le chapitre IV de l'*Indian Extradition Act* 1903 (1), sera reconnu et aura effet dans toute l'étendue des domaines de Sa Majesté et sur la haute mer, de la même façon que s'il faisait partie du *Fugitive offenders Act* 1881.

Buckingham Palace, 7 mars 1904.

Présent : Sa Très Excellente Majesté le Roi en Conseil.

Attendu que l'art 32 du *Fugitive offenders Act*, 1881, il est, entre au-

(1) V° *Archives Diplomatiques*, 1903, tome 88, N° 11-12, p. 294.

Other things enacted that if the Legislature of a British Possession pass any Act or Ordinance :— (1) For defining the offences committed in that Possession to which this Act or any part thereof is to apply ; or (2) for determining the court, judge, magistrate, officer, or person by whom and the manner in which any jurisdiction or power under this Act is to be exercised ; or (3) for payment of the costs incurred in returning a fugitive or a prisoner, or in sending him back if not prosecuted, or if acquitted, or otherwise in the execution of this Act ; or (4) in any manner for the carrying of this Act or any part thereof into effect in that Possession ; it shall be lawful for His Majesty by Order in Council to direct, if it seems to His Majesty in Council necessary or proper for carrying into effect the objects of this Act, that such Act or Ordinance, or any part thereof, shall with or without modification or alteration be recognised and given effect to throughout His Majesty's Dominions and on the high seas as if it were part of this Act :

And whereas an Act entitled « The Indian Extradition Act, 1903 », has been passed by the Governor-General of India in Council, and it is expedient to declare that Chapter IV. of the Act shall have effect as if it were part of the Fugitive Offenders Act, 1881.

Now, therefore, His Majesty in pursuance of The Fugitive Offenders Act, 1881, and in exercise of the power in that behalf in the said Act contained, doth by this present Order, by and with the advice of His Privy Council, declare that Chapter IV, of the Indian Extradition Act, 1903,

tres choses, décidé que si la législation d'une possession anglaise vote une loi ou une ordonnance ; 1° pour déterminer les infractions commises dans cette possession auxquelles cette loi de 1881 s'appliquera en tout ou en partie ; 2° pour désigner la Cour, le juge, le magistrat, le fonctionnaire ou la personne par laquelle et la manière suivant laquelle seront exercés les juridictions et les pouvoirs consacrés par cette loi de 1881 ; 3° pour le paiement des frais occasionnés par le retour du fugitif ou du prisonnier, ou par son renvoi s'il n'est pas poursuivi ou s'il est acquitté, ou occasionnés d'autre façon dans l'exécution de cette loi de 1881, ou 4° pour, de quelque manière que ce soit, faire produire effet en tout ou en partie dans cette possession anglaise à cette loi de 1881, il sera loisible à Sa Majesté de décider, par une ordonnance en conseil, si cela semble nécessaire ou convenable à Sa Majesté en conseil pour atteindre l'objet de cette loi de 1881, de décider que cette loi ou ordonnance en tout ou en partie, avec ou sans modification ou changement, sera reconnue ou aura effet dans toute l'étendue des domaines de Sa Majesté et sur la haute mer, de la même façon que si elle faisait partie de la loi de 1881 ;

Et attendu qu'une loi intitulée *The Indian Extradition Act*, 1903 a été adoptée par le Gouverneur général de l'Inde en Conseil et qu'il est convenable de déclarer que le chapitre IV de la loi aura le même effet que s'il faisait partie intégrante du *Fugitive offenders Act* 1881.

En conséquence, Sa Majesté agissant conformément au *Fugitive offenders Act*, 1881, et dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés à cet effet dans ladite loi, déclare, par la présente ordonnance, de l'avis et avec l'avis de son Conseil privé, que le Chapitre IV de l'*Indian Extradition Act* 1903

shall be recognised and given effect to throughout His Majesty's Dominions and on the high seas as it were part of the Fugitive Offenders Act, 1881.

And the Right Honourable St. John Brodrick, one of His Majesty's Principal Secretaries of State is to give the necessary directions herein accordingly.

A.-W. FITZROY.

sera reconnu et aura effet dans toute l'étendue des domaines de Sa Majesté et sur la haute mer, comme s'il faisait partie intégrante du *Fugitive offenders Act* 1881.

Le très honorable Saint-John Brodrick, l'un des principaux secrétaires d'Etat de Sa Majesté, est chargé de donner les instructions nécessaires conformes au contenu de cette ordonnance.

A.-W. FITZROY.

UNION DOUANIÈRE SUD-AFRICAINE

Ordinance to provide for the Entry of the Transvaal into a South African Customs Union, and to Amend the Customs Laws and Customs Tariff in certain respects (1).

Beit enacted by the Lieutenant-Governor of the Transvaal with the advice and consent of the Legislative Council thereof as follows :

1. The Customs Union Convention together with the Protocols thereto set forth in Schedule A hereunto annexed is hereby ratified and confirmed.

2. On and after the date of the taking effect of this Ordinance except as is herein after provided there shall be raised levied and collected and paid upon the goods wares and merchandise imported and brought into this Colony described and set forth in Schedule B hereunto annexed the duties therein set forth.

3. The goods wares and merchandise described and set forth in Schedule C hereunto annexed shall be admitted into this Colony free of duty.

4. A rebate of Customs duties shall be granted on any goods and articles the growth produce or manufacture of the United Kingdom imported therefrom into this Colony for consumption therein to the extent following :

(a) In the case of goods and articles liable to Customs Duty under Class I. II. or V. of Schedule B a rebate of twenty-five per cent. of any duty chargeable thereon at an *ad valorem* rate but of no other duty and

(1) N° 41 of 1903. — The Transvaal Government Gazette Extraordinary, 11 juillet 1903, n° 26. — Cf. *Archives Diplomatiques*, 1904, t. 91, n° 7, p. 822.

(b) In the case of goods and articles liable under Class III. of Schedule B to duty at an *ad valorem* rate of two-and-a-half per cent. a rebate of the whole of such duty :

Provided that the manufactured goods and articles in respect of which such rebate as aforesaid shall be granted shall be *bonâ fide* the manufactures of the United Kingdom and that in the event of any question arising as to whether any goods or articles are entitled to any such rebate as aforesaid the decision of the Colonial Treasurer shall be final.

5. A rebate similar to that for which provision is made in the last preceding section shall be granted in like manner and under like provisions to goods and articles the growth produce or manufacture of any British Colony Protectorate or Possession granting equivalent reciprocal privileges to the Colonies and Territories parties to the Customs Union Convention provided that no such rebate shall be granted in the case of any particular Colony Protectorate or Possession until on and after a date to be mutually agreed upon and publicly notified by the parties to the Convention.

6. On and after the coming into operation of the Convention signed at Brussels on the 5th day of March 1902 between the United Kingdom and other Powers relating to the abolition of the bounties on sugar a special additional duty equivalent to any bounty which may be granted on sugar (not being the produce of the Union) from any country which is not a party to the said Convention shall be levied and imposed on importation into this Colony of such sugar. For the purposes of this section the term sugar shall include sugar products such as preserves chocolates biscuits condensed milk and all other analogous products containing in a notable proportion sugar artificially incorporated.

7. Under such regulations as he may prescribe on that behalf the Lieutenant-Governor may in accordance with the provisions of the Customs Union Convention by Proclamation in the *Gazette*.

(a) Suspend the duty imposed upon fresh chilled and frozen meat and on animals for slaughter ;

(b) Suspend in whole or in part the duty imposed on corn and grain as described in item 15 (a) (b) and (c) Class I Schedule B of the tariff and grant a bounty equivalent to the duties suspended on such corn and grain produced in the Union or manufactured therein solely from Union products ;

(c) Grant a rebate of the whole or part of the duty on methylated spirits, or alcohol imported solely for manufacturing or scientific purposes, and on soap or other substances imported for and exclusively used in connection with the industry of woolwashing ;

(d) Allow either by free importation or rebate an abatement of the duties on articles imported by and for the use of members of His Majesty's regular forces and on wines and spirits for the use of the Governor or the Lieutenant-Governor ;

(e) Allow the importation free of duty into this Colony of any goods and articles excepting spirits the growth produce or manufacture of the Portuguese Province of Mozambique or of British Central Africa.

8. For the purposes of estimating the amount of Customs duty whenever levied on goods *ad valorem* and of the declaration and oaths which may be at any time required by any law or regulations in relation to the question of such duty the current value of such goods shall be taken to be the true current value in the open market for such goods at the place of purchase by the importer or his agent including the cost of packing and packages but not including agent's commission if it does not exceed five per cent. ; provided that in no case shall the true current value as above defined be less than the cost of the goods to the importer at the place of purchase.

9. Whenever any goods upon which the duties have been paid in this Colony shall be removed to and for consumption in any other Colony or Territory within the Customs Union there shall be payable to the Government of such Colony or Territory in the Union ninety-five per cent. of the Customs Union Duties collected under this Ordinance on the said goods.

10. The Lieutenant-Governor may make and alter by notice published in the *Gazette* regulations for the removal and conveyance to and across the borders of this Colony of the goods referred to in this Ordinance for the rebate or suspension of the duties referred to and for the payment to any other Colony or Territory of its share of the Customs Duties collected by the Officers of this Colony.

11. Any person who shall produce any false invoice or make any false representation in regard to the country in which any goods were grown produced or manufactured or shall contravene any regulation made and published as in the last preceding section mentioned, shall be liable to a fine not exceeding three hundred pounds and in default of payment to imprisonment with or without hard labour for a period not exceeding twelve months or to both such fine and such imprisonment and all goods in respect of which such false invoice shall be produced or false representation made and all goods removed in contravention of any such regulation and all vehicles and animals made use of in the removal of such goods shall be liable to be forfeited to the Government.

12. As soon as this Ordinance shall take effect with regard to the duties on the goods wares and merchandise mentioned in the Schedule thereto the provisions of Law No. 4 of 1894 of Ordinance No. 22 of 1902 and of any other Law repugnant to or inconsistent with the provisions of this Ordinance shall be repealed.

13. This Ordinance may be cited for all purposes as the Customs Union and Tariff Amendment Ordinance 1903 and shall come into operation upon a date to be fixed by the Lieutenant-Governor by Proclamation in the *Gazette* except in respect to the duties imposed on those articles enumerated in Schedule D. hereunto annexed on which increased duties are imposed under the provisions of this Ordinance. Such duties shall come into operation on and after the sixth day of June 1903 and shall be subject to the provisions of sections *four five* and *eight* of this Ordinance.

Passed in Council the twenty-third day of June One thousand Nine hundred and Three.

GÉRARD GRAIG-SELLAR,
Clerk to the Council.

Authenticated under my Hand and Seal :

ARTHUR LAWLEY,
Lieutenant-Governor.

Pretoria, 30th June, 1903.

Assented to :

MILNER,
Governor.

Johannesburg, 30th June, 1903.

SCHEDULE A.

CUSTOMS UNION CONVENTION

His Excellency the Governor of the Colony of the Cape of Good Hope, His Excellency the Governor of the Colony of Natal, His Excellency the Governor of the Orange River Colony and the Transvaal, and His Honour the Administrator of Southern Rhodesia, mutually on behalf of their respective Governments, admitting that each Colony and Territory is entitled to the Customs Duties collected on goods imported for consumption therein through any of the said Colonies or Territory and that it is desirable that there should be a general Customs Union between all the Colonies and Territories of South Africa, have agreed on behalf of their respective Governments upon the following Articles.

ARTICLE I

The Customs Union Convention between the Cape Colony, the Republic of the Orange Free State and the Colony of Natal entered into in the year 1898 shall be superseded by this present Convention ; provided however :

(a) That the supersession of the said Convention shall not affect the validity of the Schedules thereto whereby Basutoland and the Bechuanaland Protectorate were admitted to the Customs Union, which Schedules are for reference and certainty set forth as Schedules A and B hereto and with the exception of the fourth article of each Schedule, which is obsolete, are to be regarded as embodied herein, this Convention and its corresponding Articles being deemed to be in the said Schedules referred to in place of the superseded Convention and its Articles of similar import.

(b) That whenever in either of the said Schedules mutual agreement or joint assent is required, the agreement or assent of the Governments of the Cape Colony, Natal, the Orange River Colony, the Transvaal, and Southern Rhodesia shall be deemed to be necessary.

(c) That the Convention of 1898 entered into as aforesaid, together with the said Schedules thereto, shall, as between all the parties thereto, continue to be of binding force and effect, until a date to be fixed by agree-

ment among the parties to this present Convention after the same shall have been signed by the parties thereto, and shall have been assented to by His Excellency the High Commissioner for and on behalf of Basutoland and the Bechuanaland Protectorate aforesaid and after the same shall have been ratified and approved of by the Legislature of each of the said Colonies and the Territory of Southern Rhodesia ; and.

(d) That all the accounts or other matters outstanding between any parties to the said Convention shall, notwithstanding its supersession by this present Convention, be settled and determined under the aforesaid Convention, together with the Schedules thereto.

ARTICLE II

The following and none other shall, subject to the provisions of any subsequent Article of this Convention be the Customs Duties upon goods imported into any place within the Union, and the Government of each Colony or Territory within the Union shall levy and collect within its jurisdiction the said duties upon all goods so imported from outside the limits of the Union.

CUSTOMS UNION TARIFF

CLASS I

SPECIAL RATES

	£.	s.	d.
1 Ale, beer and cider : all kinds of strength exceeding 3 per cent of proof spirit per Imperial gallon	0	1	6
(and in addition 10 per cent. <i>ad valorem</i>). (Note. — <i>Vide</i> Article XVII of Convention.)			
2 Acetic Acid per Imperial gallon	0	3	0
3 Animals, viz :—			
(a) Cattle for slaughter each.	1	10	0
(b) Sheep for slaughter each.	0	5	0
(Note. — <i>Vide</i> Article XVII of Convention.)			
4 Beads, known as “ Kaffir beads ” per lb	0	0	6
5 Blasting compounds, including all kinds of explosives suitable and intended for blasting, and not suitable for use in firearms; and collodion cotton not intended for manufacturing purposes per lb.	0	0	1 1/2
(Note. — <i>Vide</i> Article XIII of Convention.)			
6 Butter, butterine, margarine, ghee and other substitutes for butter per lb.	0	0	2
7 Chicory and substitutes for coffee or chicory per lb.	0	0	2
8 Coffee :—			
a) Raw per lb.	0	0	0 3/4
b) Roasted, ground or mixed per lb	0	0	2
9 Cocoa and chocolate unsweetened per lb	0	0	1

	£	s.	d.
10 Cocoa and milk, chocolate and milk, coffee and milk per lb	0	0	1
11 Condensed, desiccated or preserved milk or cream per lb	0	0	0 1/2
12 Coals per ton of 2,000 lbs	0	3	0
13 Coke and patent fuel per ton of 2,000 lbs.	0	2	0
14 Confectionery, including sweetened cocoa or chocolate, honey, jams, jellies, preserves, sweetmeats, candied or preserved ginger or chow-chow; and all other kinds compounded, made or preserved with sugar, but not including purely medicinal preparations properly classed as apothecaryware per lb	0	0	2
15 Corn and grain, viz : — Barley, maize, millet, oats, rye, wheat, beans and peas :			
<i>a</i>) In the grain, or (<i>b</i>) crushed, flaked, ground, hulled, malted, pearled, split or otherwise prepared, except oats not in the grain and bran per 100 lbs.	0	1	0
<i>c</i>) Flour, wheaten, or wheaten meal, including pollard per 100 lbs.	0	2	0
(Note. — <i>Vide</i> Free List and Article XV of Convention.)			
16 Dates per lb.	0	0	0 1/2
17 Fish :— Cured, dried, pickled, preserved, pressed or smoked, not being of South African taking per lb	0	0	1
18 Fodder, viz :— Chaff, hay, lucerne, oathay and other fodder, not otherwise described but not including bran per 100 lbs.	0	1	0
19 Fruits :— Preserved, of all kinds, bottled, tinned or otherwise preserved, including pulp and candied peel per lb.	0	0	2
20 Fruits :— Dried of all kinds, including almonds and nuts per lb	0	0	2
21 Gunpowder and other explosives suitable for use in firearms (and in addition 10 per cent. <i>ad valorem</i>) per lb	0	0	6
22 Guns and gun barrels, firearms :—			
<i>a</i>) Single, per barrel.	1	0	0
<i>b</i>) Double and other, per barrel.	0	15	0
(and in either case in addition 10 per cent. <i>ad valorem</i> .)			
23 Meats, including lard, fats, soups, and other similar substances used as food, but not including extracts and essences or tallow per lb.	0	0	1
(<i>Vide</i> Article XIII. of Convention.)			
24 Matches : (<i>a</i>) Wooden : In boxes or packages of not more than 100 matches per gross of boxes or packages.	0	2	0

	£	s.	d.
In boxes containing more than 100 but not more than 200 matches per gross of boxes or packages.	0	4	0
And for every 100 additional, matches in boxes or packages per gross of 100 matches.	0	2	0
(b) Fusees, vestas or wax matches, or other patent lights used as such ; in boxes or packages containing not more than 50 per gross of boxes or packages	0	2	0
In boxes or packages of more than 50 but not more than 100 per gross of boxes or packages.	0	4	0
And for every 50 additional in boxes or packages per gross of 50 matches.	0	2	0
25 Onions, not preserved per lb	0	0	0 1/2
26 Pickles, Sauces, Chutneys, Chillies and other condiments per lb.	0	0	2
27 Pistols and Revolvers each (and in addition ten per cent. <i>ad valorem</i> .)	0	5	0
28 Soap, not including toilet soaps and soap powders and extracts per lb (Note. — <i>Vide</i> Article XVIII of Convention.)	0	0	0 1/2
29 Spices and Turmeric per lb	0	0	2
30 Spirits :			
(a) Perfumed per Imperial gallon.	1	0	0
(b) Liqueurs and Cordials exceeding three per cent. of proof spirit per Imperial gallon. . . .	0	15	0
(c) Other sorts, exceeding three per cent. but not exceeding the strength of proof by Sykes' Hydrometer and so on in proportion for any greater strength per Imperial gallon.	0	15	0
(And in addition ten per cent. <i>ad valorem</i> on all the above classes of Spirits.) (Note. — <i>Vide</i> Article XVII of Convention.)			
31 Sugar :			
(a) Not refined, Golden Syrup, Molasses, Saccharum and Treacle per 100 lbs	0	3	6
(b) Refined per 100 lbs Note. — <i>Vide</i> Article V of Convention.)	0	5	0
32 Tea per lb	0	0	4
33 Tobacco :			
(a) Cigars and Cigarillos per lb. (And in addition ten per cent. <i>ad valorem</i> .)	0	6	0
(b) Goorak or Goorakco, and Hookah mixture, and all imitations or substitutes per lb.	0	6	0
(c) Snuff per lb	0	4	0
(d) Cigarettes per lb. (And in addition ten per cent. <i>ad valorem</i> .)	0	4	0
(e) Manufactured and cut per lb.	0	3	6
(f) Manufactured but uncut per lb	0	3	0
(g) Not manufactured but stemmed per lb.	0	2	6
(h) Not manufactured and unstemmed per lb . .	0	2	0

34 Vinegar :

(a) Of standard strength, fit for immediate use as such (*i.e.* requiring no more than 40 grains of bicarbonate of potash to neutralise one ounce Troy)

(1) In bottles or other vessels of the capacity of not more than one Imperial quart per Imperial gallon

0 1 0

(2) In larger vessels or in bulk per Imperial gallon

0 0 6

(b) Concentrated extract or essence, of greater strength than above per Imperial gallon. . . .

0 3 0

35 Wine :

(a) Still wines not exceeding 20 per cent. of proof spirit per Imperial gallon

0 4 0

(b) Still wines exceeding 20 per cent. but not exceeding 50 per cent. of proof spirit per Imperial gallon

0 8 0

(c) Sparkling Wines per Imperial gallon 0 12 6 (and in addition ten per cent. *ad valorem* on all the above classes of wine).

Note. — Wines containing less than three per cent. of proof spirit are not included in the above and wines containing more than 50 per cent. of proof spirit are classed as spirits.

(Note. — *Vide* Articles III (a) and XX of Convention.)

CLASS II

MIXED *ad valorem* RATES

36 Bicycles, tricycles, and velocipedes and parts thereof per £ 100

12 10 0

37 Blankets and sheets, or rugs, cotton or woollen, or manufactures of cotton and wool, commonly used as cotton or woollen blankets or rugs the single article, in pairs or in the piece; and coats, jackets, or other apparel made of blanketing or baize . per £ 100

25 0 0

38 Bon-bons, surprise packets and crackers, and other similar fancy confectionery per £ 100

25 0 0

39 Cards, playing per £ 100

25 0 0

40 Carriages, carts, coaches, wagons and all other wheeled vehicles, not elsewhere described, intended for the conveyance of persons or goods including finished parts thereof, not being metal parts not usually made in the Union, but required in the manufacture of wheeled vehicles therein; but not including bath chairs perambulators, toy carts, store trucks or barrows per £ 100

12 10 0

41	Extracts and essences of all kinds for flavouring or perfumery, including saccharine per £ 100	25	0	0
42	Fireworks of all descriptions per £ 100	25	0	0
43	Medicines, patent or proprietary per £ 100.	25	0	0
44	Motor vehicles, including their parts, and motor cycles but not including traction engines and power lorries per £ 100.	5	0	0
45	Oils, essential or perfumed per £ 100.	25	0	0
46	Perfumery, cosmetics, dyes, powders and soap, and other preparations for toilet use, and soap powders and extracts per £ 100.	25	0	0
47	Shawls per £ 100.	25	0	0
(Note. — <i>Vide</i> Articles III (a) and XX of Convention.)				

CLASS III

Ad valorem 2 1/2 PER CENT.

- 48 Acids : nitric and sulphuric.
- 49 Asbestos packing and boiler composition.
- 50 Assay apparatus.
- 51 Bands and belting of all kinds for driving machinery, boiler tubes, bolting cloth and mill silk.
- 52 Battery cloth and baize, gauze, matting, sieving and screening, for use in connection with machinery and apparatus.
- 53 Bolts, nuts and rivets.
- 54 Bottles and jars of common glass or earthenware, and bottles ordinarily used for aerated waters : empty.
- 55 Chain for hauling.
- 56 Chimneys : metal (smokestacks).
- 57 Corks and bungs, and corkwood unmanufactured.
- 58 Cranes, elevators and shears.
- 59 Crucibles, cupels, cupelling furnaces, ingot moulds, retorts and furnaces for roasting minerals.
- 60 Cyanide of potassium.
- 61 Fire escapes and fire hose and hose reels.
- 62 Hose : steam, suction and armoured (not including garden), for use in connection with machinery and apparatus.
- 63 Machinery, not elsewhere described, to be driven by cattle, electric, gas, heat, hydraulic, pneumatic, steam, water or wind power, including spare parts; and apparatus and appliances used in connection with the generating and storing of electric power or gas; electric cable or wire and the posts for carrying the same; lamp posts and their fittings.
- 64 Mining buckets, skips, trucks and tubs, wheeled or otherwise, for hauling on rails or wires.
- 65 Packing and lagging for engines, machinery and piping.

- 66 Pipes, piping and tubes of all kinds for gas, steam, drainage sewerage, irrigation, water supply or pumping, not including downpiping and guttering or cocks and taps.
- 67 Railway construction or equipment requisites, as follows : — rails, sleepers, fastenings for rails or sleepers, girders, iron bridge work, culvert tops, locomotives, tenders, ballast trucks, goods wagons, carriages, trollies, engine water-tanks, turn-tables, permanent or fixed signals and weigh-bridges.
- 68 Rubber for use in connection with machinery and apparatus.
- 69 Tanks and vats suitable and intended for mining purposes.
- 70 Telegraphs and telephones : — materials and instruments for use in construction and working of telegraph and telephone lines.
- 71 Traction engines and power lorries..
- 72 Tramway construction and equipment requisites, as follows : — rails, sleepers, fastenings for rails or sleepers, iron gates, girders, iron bridge work, culvert tops, cars, trollies, water, tanks and turn-tables.
- 73 Wire and wire netting for fencing; droppers, gates, hurdles, posts, standards, strainers, staples, stiles, winders, and other materials or fastenings of metal ordinarily used for agricultural or railway fencing; and baling wire.
- 74 Wire rope.
(Note. — *Vide* Articles III (b) and XX of Convention.)

CLASS IV

FREE

- 75 Agricultural implements and machinery, and all apparatus and plant usually and principally employed in farming operations; binding twine and harvest yarn.
- 76 All raw produce of South Africa, and animals bred in South Africa imported into the Union overland.
- 77 All animals bred and articles grown, produced or manufactured within the Union, except :
 - (a) Flour, wheaten, or wheaten meal, including pollard, manufactured from other than South African wheat.
 - (b) Spirits, beer, or blasting compounds, distilled or manufactured in the Union, should a duty be imposed under Article XVII of the Convention.
- 78 Ambulance materials imported by recognised associations, corps or hospitals lawfully established for instruction or drill in first aid to the wounded.
- 79 Anchors and chain cables for the use of ships, tugs or lighters.
- 80 Animals living, except cattle and sheep for slaughter. (*Vide* Article XIII of Convention.)
- 81 Arms, ammunitions, appointments and uniforms for the Regular Military, Naval or Volunteer Imperial or Colonial Forces of His Majesty.

- 82 Atlases, charts, globes and maps.
- 83 Bags for flour, grain, manure, produce, sugar, wool, coal and minerals not including paper bags; and bagging and sacking in the piece.
- 84 Band instruments and stands, the *bonâ fide* property of any Government belonging to the Union or of a Regular Military or Volunteer Corps, and not the property of individuals.
- 85 Bones, feathers, ivory, hair, hoofs, horns, shells, skins, teeth, wool and other parts of animals, birds, fishes or reptiles, not being manufactured, polished, or further prepared than dried and cleaned, but in their raw and unmanufactured state.
- 86 Book-binders' requisites, consisting of boards, cloth, leather, marble-paper, skin, thread, tape, vellum, webbing and wire.
- 87 Books and music, printed, including newspapers and periodicals, not being foreign unauthorised prints of any British or South African copyright work.
- 88 Borax, bromine, litharge, manganese di-oxide and quicksilver.
- 89 Bottles and jars of common glass or earthenware imported full of any article liable to a rated duty.
- 90 Boxes empty, cardboard and wooden, put together or in pieces or shooks for packing; and staves.
- 91 Brass and copper, and composition metal : in bars, ingots, plates and sheets : plain, including perforated, but otherwise unmanufactured.
- 92 Bullion, coin, specie, bank notes and other paper currency.
- 93 Carriages, carts, wagons and other wheeled vehicles the manufacture of South Africa, imported into the Union overland.
- 94 Church decorations, altars, bells, fonts, lecterns, pulpits, organs, plate or vestments, and illuminated windows, imported by or for presentation to any religious body.
- 95 Coir, candlewick, cotton, flax, fibre, flock, hemp and jute : raw, waste or unmanufactured.
- 96 Collodion cotton, glycerine and nitrates for manufacturing purposes.
- 97 Cups, medals, and other trophies imported for presentation, or presented as prizes at examinations, exhibitions, shows, or other public competitions, for excellence in art, bravery, good conduct, humanity, industry, invention, manufactures, learning, science, skill or sport, or for honourable or meritorious public services; provided that such articles shall on importation or delivery free from the Customs bear engraved or otherwise indelibly marked on them the name of the presenter or presentee and the occasion or purpose for which presented.
- 98 Consular uniforms and appointments and printed official consular stationery.
- 99 Cork dust, paper shavings, sawdust, husks and other waste substances intended and suitable for use only as packing material.
- 100 Diagrams, designs, drawengs, models and plans.
- 101 Diamonds and other gems or precious stones in their rough state.

- 102 Dye-nuts, gambier, myrobalans, sumach, valonia and other dye stuffs : for leather.
- 103 Engravings, lithographs and photographs, and enlargements or reproductions of the same.
- 104 Fire clay, terra alba and fire bricks.
- 105 Fish, fresh and fish ova ; also dried, cured or salted fish and raw fish oil of South African taking.
- 106 Fruit : fresh or green, including cocoa-nuts.
- 107 Fruit and other produce : driers or evaporators of.
- 108 Glue.
- 109 Guano and other substances animal, mineral or vegetable, artificial or natural, suitable for use as fertilizers or manures.
- 110 Hair cloth and springs for furniture.
- 111 Ice.
- 112 Iron and steel : angle, bar, channel, hoop, rod, plate, sheet or T ; plain, including perforated and galvanised ; rough and unmanufactured, not including corrugated sheets.
- 113 Launches, tugs and lighters ; provided that when condemned or landed to be broken up, duty shall be paid at the Customs on the hull and all fittings according to the tariff that may then be in force.
- 114 Lead : bar, pipe, sheet, foil, and acetate of.
- 115 Leather : patent, enamelled, roan and morocco, and pigskin in the piece and valve hide.
- 116 Lifeboats, belts and buoys, and other life saving apparatus imported by any recognised society.
- 117 Metal of all sorts in bars, blocks, ingots, and pigs for founding, no elsewhere described.
- 118 Paintings, pictures, picture books and etchings.
- 119 Paper ordinarily used for printing books, pamphlets, newspapers and posters, or for lithographic purposes.
- 120 Potash and soda, carbonate, bi-carbonate, caustic, crystals and silicate.
- 121 Printing and lithographic inks.
- 122 Printing, lithographing, paper-cutting, folding, numbering and perforating machines or presses, blocks, formes, fontes, plates, rollers, stones and type, and other apparatus suitable only for use in the book-binding or printing industries.
- 123 Public stores, imported or taken out of bond by, and *bonâ fide* for the sole and exclusive use of, the Government of His Britannic Majesty, and of any Government belonging to the Union, provided that a certificate be delivered to the Customs Authorities given under the hand of an Officer approved of by the Principal Officer of Customs, setting forth that any duty levied on such public stores would be borne directly by the Government : and provided further that no portions of such stores used or unused shall be sold or otherwise disposed of so as to come into the possession of or into

- consumption by any persons not legally entitled to import the same free of duty, without the consent of the Principal Officer of Customs and the payment of the duties to him by the Officer so selling or disposing of such public stores.
- 124 Rattans, cane and bamboo : unmanufactured.
 - 125 Resin and carbonate of ammonia.
 - 126 Saddle-trees.
 - 127 School furniture and requisites : being all articles certified by the Superintendent-General of Education, or any official appointed for that purpose in any Colony or Territory in the Union, to be for use in any school.
 - 128 Sculpture, including casts or models of sculpture.
 - 129 Seeds, bulbs, plants and tubers for planting or sowing only, under such regulations as regards edible kinds as the Customs authorities may impose to safeguard the revenue against diversion into ordinary consumption.
 - 130 Sheep-dip, sheep-dipping powders, materials suitable only for dip, and dipping tanks.
 - 131 Specimens illustrative of natural history, and exhibits for public museums.
 - 132 Sprayers and sprinklers and other apparatus for destroying pests or diseases in stock, plants or trees.
 - 133 Sulphur and other substances for destroying pests or diseases in stock, plants or trees; and disinfectants.
 - 134 Thread : boot and shoemakers', saddlers' and sailmakers', and sea-ming twine.
 - 135 Tin and Zinc : Bar, plate or sheet; plain or perforated, but otherwise unmanufactured.
 - 136 Tobacco, the produce of South Africa, imported into the Union overland.
 - 137 Vaccine Virus, toxin and serum.
 - 138 Vegetables : Fresh or green, but not including potatoes or onions.
 - 139 Water-boring and pumping apparatus.
 - 140 Wax, viz. : — Paraffin and stearine and stearine grease ordinarily used in the manufacture of candles.
 - 141 Wine presses and wine pumps.
 - 142 Wod meal.
 - 143 Wool, straw, hay and forage presses.

CLASS V

GENERAL *ad valorem* RATE, TEN PER CENT.

- 144 All goods, wares, or merchandise not elsewhere charged with duty, and not enumerated in the Free List, and not prohibited to be imported into the Union, shall be charged with a duty of ten per cent. *ad valorem*.
(Note. — *Vide* Articles III (a) and XX of Convention.)

ARTICLE III

A rebate of Customs Duties shall be granted on any goods and articles, the growth, produce manufacture of the United Kingdom imported therefrom into the Union for consumption therein to the extent following :—

- (a) In the case of goods and articles liable to Customs Duty under Class I, II or V, a rebate of 25 per cent. of any duty chargeable thereon at an *ad valorem* rate but of no other duty, and
- (b) In the case of goods and articles liable under Class III to duty at an *ad valorem* rate of 2 1/2 per cent. a rebate of the whole of such duty :

Provided, that the manufactured goods and articles in respect of which such rebate as aforesaid shall be granted shall be *bonâ fide* the manufactures of the United Kingdom, and that in the event of any question arising as to whether any goods or articles are entitled to any such rebate as aforesaid, the decision of the Minister or other Executive Officer in whom the control of the Customs Department immediately concerned is vested, shall be final.

ARTICLE IV

A rebate similar to that for which provision is made in the last preceding Article shall be granted in like manner and under like provisions to goods and articles the growth, produce or manufacture of any British Colony, Protectorate, or Possession granting equivalent reciprocal privileges to the Colonies and Territories belonging to the Union, provided that no such rebate shall be granted in the case of any particular Colony, Protectorate or Possession until on and after a date to be mutually agreed upon and publicly notified by the parties to this Convention.

ARTICLE V

On and after the coming into operation of the Convention signed at Brussels on the 5th day of March 1902, between the United Kingdom and other Powers relating to the abolition of the bounties on sugar, a special additional duty equivalent to any bounty which may be granted on sugar from any country which is not a party to the said Convention shall be levied and imposed on importation into the Union of such sugar. For the purposes of this Article the term sugar shall include sugar products such as preserves, chocolates, biscuits, condensed milk and all other analogous products containing in a notable proportion sugar artificially incorporated.

ARTICLE VI

Every contracting party to the Convention, shall subject to the provisions of the Articles of this Convention, collect the Customs duties payable upon all goods imported within its borders from outside the limits of the Union for removal from the collecting Colony or Territory into any other part of the Union, and recover for and pay over to the

Government of the Colony or Territory, into which the goods are so removed for consumption, the duties so collected by it on such goods subject to a deduction of 5 per cent. of the duty collected.

ARTICLE VII

The importation of all goods upon which the Customs duties must be paid over by any one party to any other party to the Union, shall be subject to such regulations as may be mutually agreed upon.

ARTICLE VIII

Every Colony and Territory belonging to the Union shall be at liberty to pass through any part thereof, under such regulations as may be agreed upon, goods intended for consumption outside the Union duty free, or at such rate as the interests of the forwarding Colony or Territory may demand.

ARTICLE IX

All accounts as between the parties to the Union shall be made up to the end of each month and all such accounts shall be settled within one month thereafter, subject to any subsequent adjustment which may be found necessary.

ARTICLE X

The importation of any article may be by law prohibited in any of the said Colonies or Territory.

Articles the importation whereof is prohibited in any of the said Colonies or in the said Territory shall be allowed to pass through the prohibiting Colony or Territory to any other Colony or Territory within the Union not so prohibiting, subject to payment of the Customs Duties (if any) imposed under this Convention.

ARTICLE XI

Notwithstanding anything to the contrary contained in this Convention but subject to the provisions of Article X. every Colony or Territory belonging to the Union shall permit goods imported thereinto from any place beyond the limits of the Union, and duly warehoused in such Colony or Territory in accordance with the Customs Laws and Regulations in force therein, to be removed under bond without payment of duty and to be re-warehoused in duly appointed bonded warehouses, subject however to the Customs Laws in force in such first mentioned Colony or Territory with regard to the removal of goods in bond, and subject to such regulations with regard thereto as may be mutually agreed upon.

ARTICLE XII

Except in cases of duty paid in excess or in error no rebate or refund

of any sum in respect of duty paid or bounty or gratuity in respect of any dutiable article shall be allowed or granted by any of the contracting parties to the Convention except upon grounds contained in the Articles of this Convention, or by mutual agreement.

ARTICLE XIII

The collection of the Customs Duty imposed under Class I of the foregoing Tariff upon fresh, chilled and frozen meat and on animals for slaughter shall be suspended until such time as majority of the contracting parties to the Convention agree that such suspension shall be removed.

ARTICLE XIV

It shall be permitted to the Territory of Southern Rhodesia to grant, upon all goods and articles, the growth, produce and manufacture of any part of His Majesty's Dominions or of any British Protectorate a rebate of the Customs Duties payable under the foregoing tariff, equal in amount to the difference between the said duties payable, as aforesaid, and the highest duties which it is permissible to the said Territory to impose under clause 47 of the Southern Rhodesia Order in Council, 1898.

ARTICLE XV

Any Colony or Territory within the Union may provide for the suspension of the whole or part of the Customs Duties imposed by the foregoing Tariff on the importation for consumption in such Colony or Territory of any goods or articles comprised in the first part of Schedule "C" annexed hereto; and the Territory of Southern Rhodesia may, in addition, provide for the suspension in whole or part of the duties on any goods and articles comprised in the second part of such Schedule; provided

- (a) That legislative provision be made for the payment during the period of such suspension by the Government of the said Colony or Territory of a bounty on similar goods and articles imported upon a due declaration for consumption within the said Colony or Territory from any other part of the Union and produced or manufactured therein solely from Union products such bounty to be equivalent to the duties suspended and to be received and paid in accordance with regulations mutually approved by the parties immediately concerned.
- (b) That in the case of the Territory of Southern Rhodesia no bounties shall be payable until the expiration of two years from the coming into force of this Convention.

ARTICLE XVI

Any Colony or Territory granting a rebate or making provision for the suspension of duty on any articles under this Convention shall levy and be responsible for the levying and recovering of the amount of the duty rebated or suspended on the removal of such articles for consumption into any other part of the Union.

ARTICLE XVII

Any Colony or Territory belonging to the Union may at any time levy a Customs Duty upon ale or beer, spirits and blasting compounds, the produce or manufacture of any other such Colony or Territory, not exceeding any duty of excise which may be levied by the importing Colony or Territory on the produce or manufacture of articles of the like description within its own borders, provided that such articles from whatsoever part of the Union they may be imported shall be liable to uniform duties.

Where a duty of Excise is levied on any article in any Colony or Territory belonging to the Union, such article may be removed under bond under terms of article XI to any other Colony or Territory in the Union.

Where a prohibition exists in any Colony or Territory of the Union against the manufacture of spirits for sale it shall be lawful for such Colony or Territory to levy on spirits produced within the Union a Customs duty not exceeding that levied on similar spirits produced outside the Union.

ARTICLE XVIII

Any Colony or Territory belonging in to the Union may, under suitable regulations, rebate the whole or the part of the duty on methylated spirits, or alcohol imported solely for manufacturing or scientific purposes within its borders, and on soap and other substances imported for and exclusively used in connection with the industry of woolwashing.

ARTICLE XIX

Any Colony or Territory belonging to the Union may allow either by free importation or rebate an abatement of the duties on articles imported by and for the use of members of His Majesty's Regular Forces, and also in respect of Wines and Spirits for the use of the Governor, Lieutenant-Governor, Administrator or Resident Commissioner of any such Colony or Territory.

ARTICLE XX

For the purposes of estimating the amount of Customs duty whenever levied on goods *ad valorem*, and of the declaration and oaths which may be at any time required by any law or regulations in relation to the question of such duty, the current value of such goods shall be taken to be the true current value in the open market for such goods at the place of purchase by the importer or his agent, including the cost of packing of packages, but not including agent's commission if it does not exceed 5 per cent.; provided that in no case shall the true current value as above defined be less than the cost of the goods to the importer at the place of purchase.

ARTICLE XXI

Wherever in any of the Articles of this Convention mutual agreement or assent is referred to, the agreement or assent of the Governments of the Cape

Colony, Natal, the Orange River Colony, the Transvaal and Southern Rhodesia shall alone be deemed and taken to be intended; and wherever the decision of a majority is referred to it, shall be deemed to mean a majority of the Governments of such Colonies and Territory.

ARTICLE XXII

Nothing herein contained shall be deemed or taken to prohibit the Transvaal from allowing the importation free of duty into that Colony of any goods and articles, excepting spirits, the growth, produce or manufacture of the Portuguese Province of Mozambique or of British Central Africa.

ARTICLE XXIII

The provisions of this Convention shall continue in force for a period of two years from the date of the coming into operation of this Convention and thereafter until the expiration of not less than twelve months from the date of notice given by the Government of any of the said Colonies or the said Territory of its intention to retire from the Union, which notice shall be given to all the other parties to this Convention; provided, however, that, save by common consent the date at which such retirement shall take effect shall be the 30th day of June next after the expiration of the period of twelve months aforesaid and that within one month after receiving such notice any other Government may give like notice of intention to retire from the Union, in which event such retirement shall take effect concurrently with the retirement of the Colony or Territory first giving notice.

ARTICLE XXIV

It shall be competent at any time during the existence of the Union for any other Colony, Territory or State of South or Central Africa having a civilised Government to apply to be included as a party thereto and upon all the parties to this Convention signifying their joint assent to such admission and mutually agreeing to the terms and date of such admission, such Colony, Territory or State shall be admitted, provided that it pass the requisite legislation to give effect to the terms of such admission.

ARTICLE XXV

No amendment or addition to this Convention shall be made without the unanimous consent of the contracting parties hereto, but any difference of opinion with reference only to the true construction of any item of the foregoing Tariff shall be determined by the decision of the majority of the Governments of such contracting parties, provided that no Government shall be deemed to be hereby bound to accept a construction of any item of the said Tariff which is in conflict with any judicial decision binding upon such Government.

Given under my hand and the Public Seal of the Colony of the Cape of

Good Hope, at Douglas, this twenty-fourth day of May, One thousand Nine hundred and Three.

WALTER HELY HUTCHINSON,
Governor.

Given under my hand and the Public Seal of the Colony of Natal, at Pietermaritzburg, this twelfth day of May, One thousand Nine hundred and Three.

HENRY MACCALUM,
Governor.

Given under my hand and the Public Seal of the Orange River Colony, at Johannesburg, this sixth day of May, One thousand Nine hundred and Three.

MILNER,
Governor.

Given under my hand and the Public Seal of the Colony of the Transvaal, at Johannesburg, this sixth day of May, One thousand Nine hundred and Three.

MILNER,
Governor.

Given under my hand and the Public Seal of the Territory of Southern Rhodesia, at Salisbury, this third day of June, One thousand Nine hundred and Three.

W.-H. MILTON,
Administrator.

On behalf of His Majesty's Government of Basutoland, I hereby signify my assent to the above Convention and Schedules A, B, and C thereto.

Given under my hand and the Public Seal of Basutoland, at Johannesburg, the sixth day of May, One thousand Nine hundred and Three.

MILNER,
High Commissioner.

On behalf of His Majesty's Government of the Bechuanaland Protectorate, I hereby signify my assent to the above Convention and Schedules A, B, and C thereto.

Given under my hand and the Public Seal of the Bechuanaland Protectorate, at Johannesburg, this sixth day of May, One thousand Nine hundred and Three.

MILNER,
High Commissioner.

Schedule A

ADMISSION OF BASUTOLAND INTO THE UNION

Protocol to the Customs Union Convention entered into between His Excellency the Governor of the Colony of the Cape of Good Hope and His Honour the President of the Orange Free State, on behalf of their respective Governments, and given under their hands and the Public Seals of the said Colony and State on the 5th day of April, 1889, and the 28th day of March, 1889, respectively, and to the Further Protocol and Supplement

thereto, the said Protocol being signed and sealed as aforesaid by His Excellency the Governor of the said Colony, and His Honour the President of the said State, on the 4th day of June, 1890, and the 19th day of June, 1890, and assented to by His Excellency the Governor of British Bechuanaland on the 4th day of June, 1890, and the said Supplement being signed by His Excellency the Governor of the said Colony and His Excellency the Governor of British Bechuanaland on the 22nd day of September, 1890, and by His Honour the President of the Orange Free State, on the 11th day of September, 1890.

His Excellency the Governor of the Colony of the Cape of Good Hope, and His Honour the President of the Orange Free State mutually on behalf of their respective Governments, having regard to the application made by or on behalf of the Government of Basutoland to be included as a party to the subsisting Customs Union between the said Colony and State, and having regard to the articles of the subsisting Customs Union Convention entered into in the year 1889, between His Excellency the Governor of the Colony of the Cape of Good Hope and His Honour the President of the Orange Free State, on behalf of their respective Governments, do hereby signify their joint assent, in terms of Article X of the said Convention, to the admission of Basutoland as a party to the said Customs Union, subject to the terms and conditions following, that is to say :

1. The admission of Basutoland to the said Customs Union shall take effect and operate on and after the 1st July, 1891, provided that the Government of Basutoland shall before that date have passed the legislation requisite to give effect to the terms and conditions of this Protocol, relative to its admission as a party to the said Customs Union.

2. His Excellency the High Commissioner shall, at the foot or end of this Protocol signify on behalf of Her Majesty's Government its assent to this Protocol and to the terms and conditions herein contained relative to the admission of Basutoland as a party to the said Customs Union.

3. So soon as Basutoland shall be admitted as a party to the said Customs Union, the Government thereof shall become, be, and continue bound by the provisions of the aforesaid Customs Union Convention and of this Protocol thereto, and the terms of the said Convention shall, *mutatis mutandis*, be read and construed as though Basutoland were a fourth party thereto, the Government thereof having all the rights and being bound by all the obligations with regard to the respective Governments of the Colony of the Cape of Good Hope, the Orange Free State, and the Territory of British Bechuanaland, to which the said Governments are mutually entitled, and by which they are mutually bound under the said Convention with regard to each other : Provided always that.

(a) With regard to Articles III, IV, VII, X and XI of the said Convention, the mutual agreement or joint assent of the two Governments of the Colony of the Cape of Good Hope, and of the Orange Free State, shall be required and shall be sufficient to carry out the several purposes of the said Articles from time to time.

(b) The Government of Basutoland shall be deemed to have agreed and consented to any proposal, matter or thing approved or resolved on in terms of any of the said articles by the mutual agreement or joint assent of the aforesaid two Governments.

(c) No amendment of the provisions of the said Convention shall be made under Article XI thereof, before consultation with the Government of Basutoland.

(d) No agreement rule or regulation made by the mutual agreement or joint assent in terms of paragraph (a) of this proviso of the two Governments therein referred to, shall at any time be deemed or taken to be applicable to and binding upon Basutoland or the Government thereof, unless such agreement, rule, or regulation shall be also applicable to and binding upon the Orange Free State, and the Government thereof or unless the Government of Basutoland shall directly express to the said two Governments its assent to such agreement, rule, or regulation.

4. The Protocol to the said Customs Union Convention, entered into between the Governor of the Colony of the Cape of Good Hope and the President of the Orange Free State, on behalf of their respective Governments, and given under their hands and the Public Seals of the said Colony and State, on the 30th day of April, 1889, and the 24th day of April, 1889, respectively, shall be deemed for the purposes of this Protocol to form portion of the said Customs Union Convention.

Given under my hand and the Public Seal of the Colony of the Cape of Good Hope, at Cape Town, this Tenth day of January, One Thousand Eight Hundred and Ninety-one.

HENRY-B. LOCH,
Governor.

Given under my and the Public Seal of the Orange Free State, at Bloemfontein, this Twenty-eighth day of February, One Thousand Eight Hundred and Ninety-one.

F.-W. REITZ,
State President.

On behalf of Her Majesty's Government of Basutoland, I hereby signify my assent to the above Protocol and to the terms and conditions therein contained, relative to the admission of Basutoland as a party to the Customs Union, subsisting between the Colony of the Cape of Good Hope and the Orange Free State.

Given under my hand and the Public Seal of Basutoland at Cape Town, this Tenth day of January, One Thousand Eight Aundred and Ninety-one.

HENRY-B. LOCH,
High Commissioner.

Schedule B

ADMISSION TO THE CUSTOMS UNION OF THE BECHUANALAND PROTECTORATE,
WHICH IS UNDER THE DIRECT ADMINISTRATIVE CONTROL OF THE HIGH COM-
MISSIONER.

Protocol to the Customs Union Convention entered into between His Excellency the Governor of the Colony of the Cape of Good Hope and His Honour the President of the Orange Free State, on behalf of their respective Governments, and given under their hands and the Public Seals of the said Colony and State, on the 5th day of April, 1889, and the 28th day of March, 1889, respectively, and to the Further Protocols and Sup-

plement, thereto being the Protocol signed and sealed as aforesaid by His Excellency the Governor of the said Colony, and His Honour the President of the said State on the 4th day of June, 1890, and the 19th day of June, 1890, and assented to by His Excellency the Governor of British Bechuanaland on the 4th day of June, 1890, the Supplement signed by His Excellency the Governor of the said Colony and His Excellency the Governor of British Bechuanaland on the 22nd day of September, 1890, and by His Honour the President of the Orange Free State, on the 11th day of September, 1890, and the Protocol signed and sealed as aforesaid by His Excellency the Governor of the said Colony on the 10th day of January, 1891, and by His Honour the President of the said State on the 28th day of February, 1891, and assented to by His Excellency the Governor of Basutoland, on the 10th day of January, 1891.

His Excellency the Governor of the Colony of the Cape of Good Hope and His Honour the President of the Orange Free State mutually, on behalf of their respective Governments, having regard to the application made by or on behalf of the Government of the Bechuanaland Protectorate for the inclusion of such portion of the British Protectorate as is under the direct administrative control of the High Commissioner, as a party to the subsisting Customs Union between the said Colony and State, and having regard to the Articles of the subsisting Customs Union Convention entered into in the year 1889 between His Excellency the Governor of the Colony of the Cape of Good Hope and His Honour the President of the Orange Free State, on behalf of their respective Governments, do hereby signify their joint assent in terms of Article X of the said Convention, to the admission of such portion of the said Protectorate as is under the direct administrative control of the High Commissioner as a party to the said Customs Union, subject to the terms and conditions following, that is to say :

1. The admission of the said portion of the Bechuanaland Protectorate to the said Customs Union shall take effect and operate on and after the 1st July, 1892, provided that the Government of the said Protectorate shall, before that date, have passed the legislation requisite to give effect to the terms and conditions of this Protocol, relative to the admission of the said portion thereof as a party to the said Customs Union.

2. His Excellency the High Commissioner shall at the foot or end of this Protocol signify on behalf of Her Majesty's Government its assent to this Protocol and to the terms and conditions herein contained relative to the admission of the said portion of the Bechuanaland Protectorate as a party of the said Customs Union.

3. So soon as the said portion of the Bechuanaland Protectorate shall be admitted as a party to the said Customs Union, the Government thereof shall become, be, and continue bound by the provisions of the aforesaid Customs Union Convention, and of this Protocol thereto, and the terms of the said Convention shall, *mutatis mutandis*, be read and construed as though the said portion of the said Protectorate were a fifth party thereto, the Government thereof having all the rights and being bound by all the obligations with regard to the respective Governments of the Colony of the Cape of Good Hope, the Orange Free State, the Territory of British Bechuanaland and the Territory of Basutoland, to which the said Govern-

ments are mutually entitled and by which they are mutually bound under the said Convention with regard to each other :

Provided always that.

(a) With regard to Articles III, IV, VII, X and XI of the said Convention the mutual agreement or joint assent of the two Governments of the Colony of the Cape of Good Hope, and of the Orange Free State, shall be required and shall be sufficient to carry out the several purposes of the said Articles from time to time.

(b) The Government of the said portion of the said Protectorate shall be deemed to have agreed and consented to any proposal, matter or thing approved or resolved on in terms of any of the said Articles by the mutual agreement or joint assent of the aforesaid two Governments.

(c) No amendment of the provisions of the said Convention shall be made under Article XI thereof, before consultation with the Government of the said portion of the said Protectorate.

(d) No agreement, rule, or regulation made by the mutual agreement or joint assent in terms of paragraph (a) of this proviso of the two Governments therein referred to, shall at any time be deemed or taken to be applicable to and binding upon the said portion of the said Protectorate or the Government thereof, unless such agreement, rule or regulation shall be also applicable to and binding upon the Orange Free State and the Government thereof, or unless the Government of the said portion of the said Protectorate shall directly express to the said two Governments its assent to such agreement, rule or regulation.

4. The Protocol to the said Customs Union Convention, entered into between the Governor of the Colony of the Cape of Good Hope and the President of the Orange Free State, on behalf of their respective Governments, and given under their hands and the Public Seals of the said Colony and State, on the 30th day of April, 1889, and the 24th day of April, 1889, respectively shall be deemed for the purposes of this Protocol to form portion of the said Customs Union Convention.

Given under my hand and the Public Seal of the Colony of the Cape of Good Hope, at Cape Town, this 30th day of December, 1891.

HENRY-B. LOCH,
Governor.

Given under my hand and the Public Seal of the Orange Free State, at Bloemfontein, this 1st day of February, 1892.

F.-W. REITZ,
State President.

On behalf of Her Majesty's Government of the Bechuanaland Protectorate I hereby signify my assent to the above Protocol and to the terms and conditions therein contained, relative to the admission of the said portion of the said Protectorate as a party to the Customs Union, subsisting between the Colony of the Cape of Good Hope and the Orange Free State.

Given under my hand and the Public Seal of the Bechuanaland Protectorate, at Cape Town, this 30th day of December, 1891.

HENRY-B. LOCH,
High Commissioner.

Schedule C

PART I

Corn and grain as described in parts (a) (b) and (c) of item 15 of the Tariff.

PART II

Blasting compounds.
 Butter, butterine, margarine, ghee and other substitutes for butter.
 Candles.
 Cheese.
 Chicory and substitutes for coffee or chicory.
 Coffee.
 Condensed, desiccated or preserved milk or cream.
 Fish.
 Fruits : dried.
 Iron : galvanized corrugated.
 Meats.
 Oils : not essential or perfumed.
 Onions.
 Pickles.
 Rice.
 Sugar.
 Tea.
 Vegetables, pressed or otherwise preserved.
 Wood unmanufactured, including planed, tongued or grooved, plain boards unshaped.

SCHEDULE B

CLASS I

SPECIAL RATES

	£	s.	d.
1 Ale, beer and cider: all kinds of strength exceeding 3 per cent. of proof spirit per Imperial gallon . . . (and in addition ten per cent. <i>ad valorem</i>). (NOTE. — <i>Vide</i> Article XVII of Convention.)	0	1	6
2 Acetic acid per Imperial gallon	0	3	0
3 Animals, viz. : (a) Cattle for slaughter each (b) Sheep for slaughter each (NOTE. — <i>Vide</i> Article XIII of Convention).	1	10	0
4 Beads, known as " Kaffir beads " per lb	0	0	6
5 Blasting compounds, including all kinds of explosives suitable and intended for blasting, and not suitable for use in firearms ; and collodion cotton not intended for manufacturing purposes per lb (NOTE. — <i>Vide</i> Article XVII of Convention).	0	0	1 1/2

6	Butter, butterine, margarine, ghee and other substitutes for butter per lb.	0	0	2
7	Chicory and substitutes for coffee or chicory per lb.	0	0	2
8	Coffee :			
	(a) Raw per lb.	0	0	0 3/4
	(b) Roasted, ground or mixed per lb.	0	0	2
9	Cocoa and chocolate unsweetened per lb.	0	0	1
10	Cocoa and milk, chocolate and milk, and coffee and milk per lb.	0	0	1
11	Condensed, desiccated or preserved milk or cream per lb.	0	0	0 1/2
12	Coals per ton of 2,000 lbs.	0	3	0
13	Coke and patent fuel per ton of 2,000 lbs.	0	2	0
14	Confectionery, including sweetened cocoa or chocolate, honey, jams, jellies, preserves, sweetmeats, candied or preserved ginger or chow-chow ; and all other kinds compounded, made or preserved with sugar, but not including purely medicinal preparations properly classed as apothecaryware per lb.	0	0	2
15	Corn and grain, viz : — Barley, maize, millet, oats, rye, wheat, beans and peas :			
	(a) In the grain, or (b) crushed, flaked, ground, hulled, malted, pearled, split or otherwise prepared, except oasts not in the grain and bran per 100 lbs.	0	1	0
	(c) Flour, wheaten, or wheaten meal, including pollard per 100 lbs.	0	2	0
	(NOTE. — <i>Vide</i> Free List and Article XV of Convention).			
16	Dates per lb.	0	0	0 1/2
17	Fish : — Cured, dried, pickled, preserved, pressed or smoked, not being of South African taking per lb.	0	0	1
18	Fodder, viz : — Chaff, hay, lucerne, oat-hay and other fodder, not otherwise described but not including bran per 100 lbs.	0	1	0
19	Fruits : — Preserved, of all kinds, bottled, tinned or otherwise preserved, including pulp and candied peel per lb.	0	0	2
20	Fruits : — Dried of all kinds, including almonds and nuts per lb.	0	0	2
21	Gunpowder and other explosives suitable for use in firearms per lb. (and in addition ten per cent. <i>ad valorem</i>).	0	0	6
22	Guns and gunbarrels, firearms :			
	(a) Single per barrel.	1	0	0

(b) Double and other, per barrel.		0	15	0
(and in either case in addition ten per cent. <i>ad valorem</i>).				
23	Meats, including lard, fats, soups and other similar substances used as food, but not including extracts and essences or tallow per lb.	0	0	1
	(<i>Vide</i> Article XIII of Convention).			
24	Matches : (a) Wooden : In boxes or packages of not more than 100 matches per gross of boxes or packages.	0	2	0
	In boxes containing more than 100 but not more than 200 matches per gross of boxes or packages.	0	4	0
	And for every 100 additional matches, in boxes or packages per gross of 100 matches.	0	2	0
	(b) Fusees, vestas or wax matches, or other patent lights used as such : in boxes or packages containing not more than 50 per gross of boxes or packages.	0	2	0
	In boxes or packages of more than 50 but not more than 100 per gross of boxes or packages.	0	4	0
	And for every 50 additional in boxes or packages per gross of 50 matches,	0	2	0
25	Onions, not preserved per lb.	0	0	0 1/2
26	Pickles, sauces, chutneys, chillies and other condiments per lb.	0	0	2
27	Pistols and revolvers each.	0	5	0
	(and in addition ten per cent. <i>ad valorem</i>).			
28	Soap, not including toilet soaps and soap powders and extracts per lb.	0	0	0 1/2
	(NOTE. — <i>Vide</i> Article XVIII of Convention).			
29	Spices and turmeric per lb.	0	0	2
30	Spirits : (including Spirits distilled or manufactured in the Union).			
	(a) Perfumed per Imperial gallon.	1	0	0
	(b) Liqueurs and cordials exceeding 3 per cent. of proof spirit per Imperial gallon.	0	15	0
	(c) Other sorts, exceeding three per cent. but not exceeding the strength of proof by Sykes' Hydrometer and so on in proportion for any greater strength per Imperial gallon.	0	15	0
	(and in addition ten per cent. <i>ad valorem</i> on all the above classes of spirits).			
	(NOTE. — <i>Vide</i> Article XVII of Convention).			
31	Sugar :			
	(a) Not refined, golden syrup, molasses, saccharum and treacle per cent lbs.	0	3	6
	(b) Refined per cent lbs.	0	5	0
	(NOTE. — <i>Vide</i> Article V of Convention).			
32	Tea per lb.	0	0	4

33 Tobac

(a) Cigars and cigarillos per lb.	o	6	o
(and in addition ten per cent. <i>ad valorem</i>).			
(b) Goorak or Goorakco, and Hookah mixture, and all imitations or substitutes per lb.	o	6	o
(c) Snuff per lb.	o	4	o
(d) Cigarettes per lb.	o	4	o
(and in addition ten per cent. <i>ad valorem</i>).			
(e) Manufactured and cut per lb.	o	3	6
(f) Manufactured but uncut per lb.	o	3	o
(g) Not manufactured but stemmed per lb. . . .	o	2	6
(h) Not manufactured and unstemmed per lb. . .	o	2	o

34 Vinegar :

(a) Of standard strength, fit for immediate use as such (<i>i.e.</i> , requiring no more than 40 grains of bi-carbonate of potash to neutralise one ounce Troy).			
(1) In bottles or other vessels of the capacity of not more than one Imperial quart per Imperial gallon.	o	1	o
(2) In larger vessels or in bulk per Imperial gallon.	o	o	6
(b) Concentrated extract or essence, of greater strength than above per Imperial gallon. . . .	o	3	o

35 Wine :

(a) Still wines not exceeding 20 per cent. of proof spirit per Imperial gallon.	o	4	o
(b) Still wines exceeding 20 per cent. but not exceeding 50 per cent. of proof spirit per Imperial gallon.	o	8	o
(c) Sparkling wines per Imperial gallon.	o	12	6
(and in addition ten per cent. <i>ad valorem</i> on all the above classes of wine).			

Note. — Wines containing less than three per cent.
of proof spirit are not included in the above and
wines containing more than 50 per cent. of
proof spirit are classed as spirits.

(Note. — *Vide* Articles III (a) and XX of Conven-
tion).

CLASS II

MIXED *ad valorem* RATES

36 Bicycles, tricycles, and velocipedes and parts the- reof per £100.	12	10	o
37 Blankets and sheets, or rugs, cotton or woollen, or manufactures of cotton and wool, commonly used as cotton or woollen blankets or rugs, the single article, in pairs or in the piece ; and coats, jac- kets, or other apparel made of blanketing or baize per £100	25	o	o

38	Bon-bons, surprise packets and crackers, and other similar fancy confectionery per £100.	25	0	0
39	Cards, playing per £100.	25	0	0
40	Carriages, carts, coaches, wagons and all other wheeled vehicles, not elsewhere described, intended for the conveyance of persons or goods, including finished parts thereof, not being metal parts not usually made in the Union, but required in the manufacture of wheeled vehicles therein ; but not including bath chairs, perambulators, toy carts, store trucks or barrows per £100.	12	10	0
41	Extracts and essences of all kinds for flavouring or perfumery, including saccharine per £100. . . .	25	0	0
42	Fireworks of all descriptions per £100.	25	0	0
43	Medicines, patent or proprietary per £100.	25	0	0
44	Motor, vehicles, including their parts, and motor cycles but not including traction engines and power lorries per £100,	5	0	0
45	Oils, essential or perfumed per £100.	25	0	0
46	Perfumery, cosmetics, dyes, powders and soap, and other preparations for toilet use, and soap powders and extracts per £100.	25	0	0
47	Shawls per £100. (Note. — <i>Vide</i> Articles III (a) and XX of Convention).	25	0	0

CLASS III

Ad valorem 2 1/2 PER CENT

- 48 Acids : nitric and sulphuric.
- 49 Asbestos packing and boiler composition.
- 50 Assay apparatus.
- 51 Bands and belting of all kinds for driving machinery, boiler tubes, bolting cloth and mill silk.
- 52 Battery cloth and baize, gauze, matting, sieving and screening, for use in connection with machinery and apparatus.
- 53 Bolts, nuts and rivets.
- 54 Bottles and jars of common glass or earthenware, and bottles ordinarily used for aerated waters : empty.
- 55 Chain for hauling.
- 56 Chimneys : metal (smokestacks).
- 57 Corks and bungs, and corkwood unmanufactured.
- 58 Granes, elevators and shears.
- 59 Crucibles, cupels, cupelling furnaces, ingot moulds, retorts and furnaces for roasting minerals.
- 60 Cyanide of potassium.

- 61 Fire escapes and fire hose and hose reels.
- 62 Hose : steam, suction and armoured (not including garden). for use in connection with machinery and apparatus.
- 63 Machinery, not elsewhere described, to be driven by cattle, electric, gas, heat, hydraulic, pneumatic, steam, water or wind power, including spare parts ; and apparatus and appliances used in connection with the generating and storing of electric power or gas ; electric cable or wire and the posts for carrying the same ; lamp posts and their fittings.
- 64 Mining buckets, skips, trucks and tubs, wheeled or otherwise, for hauling on rails or wires.
- 65 Packing and lagging for engines, machinery and piping.
- 66 Pipes, piping and tubes of all kinds for gas, steam, drainage, sewerage, irrigation, water supply or pumping, not including down-piping and guttering or cocks and taps.
- 67 Railway construction or equipment requisites, as follows : — rails, sleepers, fastenings for rails or sleepers, girders, iron bridge-work, culvert tops, locomotives, tenders, ballast trucks, goods wagons, carriages, trollies, engine water-tanks, turn-tables, permanent or fixed signals and weigh-bridges.
- 68 Rubber for use in connection with machinery and apparatus.
- 69 Tanks and vats suitable and intended for mining purposes.
- 70 Telegraphs and telephones : — Materials and instruments for use in construction and working of telegraph and telephone lines.
- 71 Traction engines and power lorries.
- 72 Tramway construction and equipment requisites, as follows ; — Rails, sleepers, fastenings for rails or sleepers, iron gates, girders, iron bridge-work, culver tops, cars, trollies, water-tanks and turn-tables.
- 73 Wire and wire netting for fencing ; droppers, gates, hurdles, posts, standards, strainers, staples, stiles, winders, and other materials or fastenings of metal ordinarily used for agriculture or railway fencing ; and baling wire.
- 74 Wire rope.
(Note. — *Vide* Articles III (b) and XX of Convention).

CLASS V

GENERAL *ad valorem* RATE, TEN PER CENT

- 144 All goods, wares, or merchandise not elsewhere charged with duty, and not enumerated in the Free List, and not prohibited to be imported into the Union, shall be charged with a duty of ten per cent. *ad valorem*.
(Note. — *Vide* Articles III (a) and XX of Convention).

SCHEDULE C

CLASS IV

FREE

- 75 Agricultural implements and machinery, and all apparatus and plant usually and principally employed in farming operations ; binding twine and harvest yarn.
- 76 All raw produce of South Africa, and animals bred in South Africa imported into the Union overland.
- 77 All animals bred and articles grown, produced or manufactured within the Union, except :
 - (a) Flour, wheaten, or wheaten meal, including pollard, manufactured from other than South African wheat.
 - (b) Spirits, beer, or basting compounds, distilled or manufactured in the Union, should a duty be imposed under Article XVII of the Convention.
- 78 Ambulance materials imported by recognised associations, corps or hospitals lawfully established for instruction or drill in first aid to the wounded.
- 79 Anchors and chain cables for the use of ships, tugs or lighters.
- 80 Animals living, except cattle and sheep for slaughter. (*Vide* Article XIII of Convention).
- 81 Arms, ammunition, appointments and uniforms for the Regular Military, Naval or Volunteer Imperial or Colonial Forces of His Majesty.
- 82 Atlases, charts, globes and maps.
- 83 Bags for flour, grain, manure, produce, sugar, wool, coal and minerals, not including paper bags ; and bagging and sacking in the piece.
- 84 Band instruments and stands, the *bonâ fide* property of any Government belonging to the Union or of a Regular Military, Naval or Volunteer Corps, and not the property of individuals.
- 85 Bones, feathers, ivory, hair, hoofs, horns, shells, skins, teeth, wool and other parts of animals, birds, fishes, or reptiles, not being manufactured, polished, or further prepared than dried and cleaned, but in their raw and unmanufactured state.
- 86 Book-binder's requisites, consisting of boards, cloth, leather, marble paper, skin, thread, tape, vellum, webbing and wire.
- 87 Books and music, printed, including newspapers and periodicals, not being foreign unauthorised prints of any British or South African copyright work.
- 88 Borax, bromine, litharge, manganese di-oxide and quicksilver.
- 89 Bottles and jars of common glass or earthenware imported full of any article liable to a rated duty.
- 90 Boxes, empty, carboard and woden, put together or in pieces or shooks for packing ; and staves.
- 91 Brass and copper, and composition metal : in bars, ingots, plates

and sheets : plain, including perforated, but otherwise unmanufactured.

- 92 Bullion, coin, specie, bank not and other paper currency.
- 93 Carriages, carts, wagons and other wheeled vehicles the manufacture of South Africa, imported into the Union overland.
- 94 Church decorations, altars, bells, fonts, lecterns, pulpits, organs, plate or vestments, and illuminated windows, imported by or for presentation to any religious body.
- 95 Coir, candlewick, cotton, flax, fibre, flock, hemp and jute : raw, waste or unmanufactured.
- 96 Collodion cotton, glycerine and nitrates for manufacturing purposes.
- 97 Cups, medals, and other trophies imported for presentation, or presented as prizes at examinations, exhibitions, shows, or other public competitions, for excellence in art, bravery, good conduct, humanity, industry, invention, manufactures, learning, science, skill or sport, or for honourable or meritorious public services ; provided that such articles shall on importation or delivery free from the Customs bear engraved or otherwise indelibly marked on them the name of the presenter or presentee and the occasion or purpose for which presented.
- 98 Consular uniforms and appointments and printed official consular stationery.
- 99 Cork dust, paper shavings, sawdust, husks and other waste substances intended and suitable for use only as packing material.
- 100 Diagrams, designs, drawings, models and plans.
- 101 Diamods and other gems or precious stones in their rough state.
- 102 Dye nuts, gambia, myrobalans, sumach, valonia and other dye stuff : for leather.
- 103 Engravings, lithographs and photographs, and enlargements or reproductions of the same.
- 104 Fire clay, terra alba and fire bricks.
- 105 Fish, fresh and fish ova ; also dried, cured or salted fish and raw fish oil of South African taking.
- 106 Fruit : fresh or green, including cocoa-nuts.
- 107 Fruit and other produce : driers or evaporators of.
- 108 Glue.
- 109 Guano and other substances, animal, mineral or vegetable, artificial or natural, suitable for use as fertilisers or manures.
- 110 Hair cloth and springs for furniture.
- 111 Ice.
- 112 Iron and steel : angle, bar, channel, hoop, rod, plate, sheet or T ; plain, including perforated and galvanised ; rough and unmanufactured, not including corrugated sheets.
- 113 Launches, tugs and lighters ; provided that when condemned or landed to be broken up, duty shall be paid at the Customs on the hull and all fittings according to the tariff that may then be in force.

- 114 Lead : bar, pipe, sheet, foil and acetate of.
- 115 Leather : patent, enamelled, roan and morocco, and pigskin in the piece and valve hide.
- 116 Lifeboats, belts and buoys, and other life saving apparatus imported by any recognised society.
- 117 Metal of all sorts in bars, blocks, ingots, and pigs for founding, not elsewhere described.
- 118 Paintings, pictures, picture book and etchings.
- 119 Paper ordinarily used for printing books, pamphlets, newspapers and posters, or for lithographic purposes.
- 120 Potash and soda, carbonate, bi-carbonate, caustic. crystals and silicate.
- 121 Printing and lithographic inks.
- 122 Printing, lithographing, paper-cutting, folding, numbering and perforating machines, or presses, blocks, formes, fontes, plates, rollers, stones and type, and other apparatus suitable only for use in the book-binding or printing industries.
- 123 Public stores, imported or taken out of bond by, and *bonâ fide* for the sole and exclusive use of the Government of His Britannic Majesty, and of any Government belonging to the Union, provided that a certificate be delivered to the Customs Authorities given under the hand of an Officer approved of by the Principal Officer of Customs, setting forth that any duty levied on such public stores would be borne directly by the Government : and provided further that no portions of such stores used or unused shall be sold or otherwise disposed of so as to come into the possession of or into consumption by any persons not legally entitled to import the same free of duty, without the consent of the Principal Officer of Customs and the payment of the duties to him by the Officer so selling or disposing of such public stores.
- 124 Rattans, cane and bamboo : unmanufactured.
- 125 Resin and carbonate of ammonia.
- 126 Saddle-trees.
- 127 School furniture and requisites : being all articles certified by the Superintendent-General of Education, or any official appointed for that purpose in any Colony or Territory in the Union, to be for use in any school.
- 128 Sculpture, including casts or models of sculpture.
- 129 Seeds, bulbs, plants and tubers for planting or sowing only, under such regulations as regards edible kinds as the Customs authorities may impose to safeguard the revenue against diversion into ordinary consumption.
- 130 Sheep dip, sheep-dipping powders, materials suitable only for dip, and dipping tanks.
- 131 Specimens illustrative of natural history, and exhibits for public museums.
- 132 Sprayers and sprinklers and other apparatus for destroying pests or diseases in stock, plants or trees.

- 133 Sulphur and other substances for destroying pests or diseases in stock, plants or trees ; and disinfectants.
- 134 Thread : boot and shoemakers', saddlers' and sailmakers', and sea-ming twine.
- 135 Tin and zinc : bar, plate or sheet ; plain or perforated, but otherwise unmanufactured.
- 136 Tobacco, the produce of South Africa, imported into the Union overland.
- 137 Vaccine virus, toxin and serum.
- 138 Vegetables : fresh or green, but not including potatoes or onions.
- 139 Water-boring and pumping apparatus.
- 140 Wax, viz : — paraffin and stearine and stearine grease ordinarily used in the manufacture of candles.
- 141 Wine presses and wine pumps.
- 142 Wood meal.
- 143 Wool, straw, hay and forage presses.

SCHEDULE D

- Butter, butterine, margarine, ghee and other substitutes for butter.....
- Chicory and substitutes for coffee or chicory.....
- Coffee :
 - (a) Raw
 - (b) Roasted, ground or mixed.....
- Corn and grain, viz : — barley, maize, millet, oats, rye, wheat, beans and peas.
 - (a) In the grain, or (b) crushed, flaked, ground, hulled, malted, pearled, split or otherwise prepared, except oats not in the grain and bran..
 - (c) Flour, wheaten, or wheaten meal, including pollard.....
- Fish : — Cured, dried, pickled, preserved, pressed or smoked, not being of South African taking.....
- Fodder viz. : — Chaff, hay, lucerne, oat-hay and other fodder, not otherwise described, but not including bran.....
- Guns and gunbarrells, firearms :
 - (a) Single
 - (b) Double and other.....
 - (and in either case in addition 10 per cent. *ad valorem*).
- Meats, including lard, fats, soups, and other similar substances used as food, but not including extracts and essences or tallow, with the exception of fresh chilled and frozen meat.....
- Spirits :
 - (a) Perfumed.....

- (b) Liqueurs and cordials exceeding 3 per cent, of proof spirit.....
- (c) Other sorts, exceeding 3 per cent. but not exceeding the strengt of proof by Syke's hydrometer and so on in proportion for any greater strength ; with the exception of methy-lated spirits,....
- (And in addition 10 per cent. *ad valorem* on all the above classes of spirits).

Sugar, refined

Tea.

Tobacco :

Manufactured and cut.

Not manufactured but stemmed.

Wine, still, exceeding 20 per cent. but not exceeding 50 per cent. of proof spirit.

(And in addition 10 per cent. *ad valorem*).

Bicycles, tricycles and velocipedes and parts thereof. . .

Blankets and sheets, or rugs, cotton or woollen, or manufactures of cotton and wool, commonly used as cotton or woollen blankets or rugs, the single article, in pairs or in the piece ; and coats, jackets, or other apparel made of blanketing or baize

Bon-bons, surprise packets and crackers, and other similar fancy confectionery.

Carriages, carts, coaches, wagons and all other wheeled vehicles, not elsewhere described, intended for the conveyance of persons or goods, including finished parts thereof, not being metal parts not usually made in South Africa, but required in the manufacture of wheeled vehicles therein ; but not including bath chairs, perambulators, toy carts, store trucks or barrows.

Extracts and essences of all kinds for flavouring or perfumery, including saccharine

Fireworks of all descriptions.

Medicines, patent or proprietary.

Oils, essential or perfumed.

Perfumery, cosmetics, dyes, powders and soap, and other preparations for toilet use, and soap powders and extracts.

Shawls

The articles set forth in this Schedule shall not include goods (a) being the growth, produce or manufacture of the Cape Colony, Natal, the Orange River Colony, Basutoland, the Bechuanaland Protectorate, or Southern Rhodesia, with the exception of flour, wheaten, and wheaten-meal, including pollard manufactured from other than South African wheat and spirits ; (b) being the growth, produce or manufacture of the Portuguese Province of Mozambique, with the exception of spirits.

ZONE NEUTRE DU CANAL DE PANAMA

Ouverture au commerce de la zone du Canal de Panama.

Le chargé d'affaires des Etats-Unis à Paris vient de notifier officiellement que, par un acte en date du 24 juin dernier, son gouvernement a déclaré ouverte au commerce des nations amies, la zone neutre du canal interocéanique de Panama.

Le gouvernement nord-américain a fait choix, comme ports d'entrée, d'Anton et Cristobal, compris dans ladite zone.

PAYS-BAS

Déclaration de neutralité.

(12 février 1904) (1).

Communiquée aux *Archives Diplomatiques*. par M. J. JITTA, Professeur à l'Université d'Amsterdam

Traduction

Les Ministres des Affaires étrangères, de la Justice, de la Marine et de la Guerre, autorisés par Sa Majesté la Reine, portent à la connaissance des intéressés, que le Gouvernement Néerlandais gardera une stricte neutralité dans la guerre qui a éclaté entre le Japon et la Russie, puissances amies des Pays-Bas, et que les dispositions suivantes ont été arrêtées pour le maintien de cette neutralité :

ART. 1. — Il est interdit d'enrôler, sur le territoire national, au profit des parties belligérantes, des militaires ou des volontaires, et de former ou d'exercer des troupes auxiliaires ou des corps de volontaires.

ART. 2. — Il est interdit de s'engager, sur le territoire national, pour servir sur les navires de guerre des parties belligérantes.

ART. 3. — Il est interdit de monter, d'armer ou d'équiper, sur le territoire national, au profit des parties belligérantes, des navires destinés à des opérations militaires, de procurer de tels navires aux dites parties.

ART. 4. — Il est interdit de procurer, sur le territoire national, aux bâtiments de guerre des parties belligérantes, des armes ou des munitions de guerre, de les assister d'une manière quelconque pour augmenter leur équipage, leurs armements et équipements, pour introduire des améliorations ou procéder à des réparations et procurer à cette fin des matériaux ou des outils. Il est interdit aussi d'agir de la manière susdite à l'égard d'un bâtiment notoirement destiné à procurer directement les susdits objets à un navire de guerre appartenant à une partie belligérante, ou à lui donner assistance par un des moyens désignés dans l'alinéa premier.

(1) Staats-Courant, N° 36, 12 février 1904.

ART. 5. — Il est interdit de procurer, sans autorisation préalable de l'autorité locale compétente, sur le territoire national, des vivres ou du combustible aux navires de guerre des parties belligérantes.

ART. 6. — Il est interdit de coopérer, sur le territoire national, au désarmement ou à la réparation des navires capturés ou d'acheter, d'échanger, d'accepter en cadeau ou en garde les navires ou les objets capturés.

ART. 7. — Dans les navires spécifiés par les articles ci-dessus, ne sont pas compris les vaisseaux-hopitaux visés par la convention du 29 juillet 1899, convention approuvée par la loi du 9 juillet 1900 (Bulletin des lois, n° 125).

ART. 8. — Sont comprises dans le territoire de l'Etat, les eaux territoriales, à partir de la ligne de marée basse jusqu'à une distance de trois milles maritimes (de 60^m sur le degré de latitude). — Quant aux baies, ladite distance de trois milles sera mesurée à partir d'une ligne droite, tirée au travers de la baie, aussi près que possible de l'entrée, au point où l'ouverture de la baie ne dépasse pas dix milles maritimes (de 60 au degré de latitude).

Les Ministres susdits appellent l'attention des intéressés sur les dispositions législatives suivantes : — L'article 100, n° 1 du Code pénal, qui statue : sera puni d'un empoisonnement de six mois au plus quiconque, dans une guerre où les Pays-Bas ne sont pas impliqués, aura commis à dessein un acte qui met en danger la neutralité du pays, ou qui aura contrevenu, à dessein, aux dispositions statuées et promulguées par le Gouvernement pour le maintien de la neutralité.

— L'article 205 du Code pénal, qui statue : quiconque, sans l'autorisation du Roi, aura enrôlé un individu pour le service d'une puissance étrangère, sera puni d'un emprisonnement d'un an au plus ou d'une amende de 3.000 florins au plus.

— L'art. 7, 40, de la loi sur la nationalité néerlandaise et la qualité du résident, qui statue : La nationalité néerlandaise se perd par le fait de prendre, sans Notre consentement, service dans une armée étrangère ou dans une administration d'Etat étranger.

Enfin, les Ministres susdits font savoir à tous les sujets néerlandais, qu'ils ont à s'abstenir de tout acte qui n'est pas conforme à la stricte neutralité que les Pays-Bas observent, et qu'ils ne peuvent compter sur la protection et l'intervention du Gouvernement, que s'ils ne violent, en aucune manière, les devoirs que leur impose leur qualité de sujets d'un Etat neutre.

Par suite, il est recommandé formellement aux sujets néerlandais, de respecter toutes les mesures prises par les puissances belligérantes, conformément au droit de la guerre.

Leur attention et particulièrement celle des capitaines de navires, est appelée sur le danger et les inconvénients attachés au fait de ne pas respecter un blocus effectif, établi par une puissance belligérante, au fait de transporter de la contrebande de guerre ou des dépêches militaires (sauf un service postal régulier) pour une de ces puissances, et enfin, au fait d'effectuer des transports pour une de ces puissances.

Le Ministre, etc., etc.

ROUMANIE**Règlement concernant les voyageurs de commerce et l'usage des échantillons et modèles.**

(1/14 octobre 1904) (1)

Traduction

ARTICLE PREMIER. — Sont considérés comme voyageurs de commerce, les représentants de fabrique, de maisons de commerce en gros, de maisons de commission qui prennent des commandes dans les localités autres que celles où se trouve la fabrique ou la maison de commerce pour lesquelles ils travaillent.

Les voyageurs de commerce ne peuvent solliciter de commandes que des commerçants et industriels. Ils peuvent prendre également des commandes chez les agriculteurs, mais seulement pour les machines et instruments agricoles.

Ils ne payent aucune patente commerciale.

Lorsque les propriétaires ou patrons de fabrique, maisons de gros ou maisons de commission voyagent en personne pour rechercher des commandes, ils sont considérés toujours comme des voyageurs de commerce et soumis aux mêmes règles.

ART. 2. — Les personnes qui voyagent avec des échantillons pour vendre des produits du sol roumain, tels que : céréales, fourrages, légumes, vins, eaux-de-vie de prunes ou autres semblables, ainsi que les personnes qui voyagent pour chercher de l'ouvrage soit pour elles, soit pour les ateliers : tels que les artisans en général, peintres en bâtiments, sculpteurs, photographes, ouvriers typographes et autres, les agents d'annonces pour journaux et pour livres d'adresses, ne sont pas considérés comme voyageurs de commerce.

ART. 3. — Les voyageurs de commerce de n'importe quelle catégorie doivent exercer directement leur profession et ne peuvent être représentés par des tiers ; ils ne peuvent voyager qu'avec des échantillons et des modèles. En aucun cas, ils ne peuvent avoir avec eux des marchandises à vendre. Les contrevenants seront punis comme il est dit à l'article ci-dessous.

ART. 4. — Tout voyageur de commerce doit toujours être muni d'une carte de légitimation.

Les cartes de légitimation sont délivrées par toutes les administrations financières du pays, d'après les formules et les instructions émanant de la direction des contributions du Ministère des Finances.

La fabrique ou la maison, soit de gros, soit de commission, qui veut avoir des voyageurs de commerce, demande par écrit à l'administration financière du district où elle est établie, les cartes de légitimation qu'il lui faut en donnant les noms, prénoms et signalement complet de chaque voyageur de commerce, tels qu'ils sont exigés pour le libellé de la carte. Si la fabrique ou la maison veut envoyer un voyageur de commerce à

(1) *Moniteur Officiel* (Roumanie) 1/14 octobre 1904. — *Moniteur Officiel*, 17 novembre 1904.

l'étranger, la requête adressée comme il est dit plus haut à l'administration financière contiendra de plus la désignation de ou des pays que son voyageur aura à parcourir.

Les cartes de légitimation sont de deux sortes :

1° Aux voyageurs de commerce qui ne sollicitent des commandes qu'en Roumanie, il sera délivré une carte de légitimation conforme à la formule n° 1 sur papier jaune ;

2° Aux voyageurs de commerce dont l'objectif sera de prendre les commandes à l'étranger sera délivrée une carte de légitimation conforme au formulaire n° 2 sur papier rouge.

La carte de légitimation de toute catégorie assure au voyageur de commerce le libre exercice de son commerce ; elle tient lieu, pour prendre des commandes, des pleins pouvoirs de la fabrique ou de la maison de commerce, qui y est inscrite ; personne, pas même une autorité publique, n'a le droit de demander au voyageur de commerce de présenter d'autres pouvoirs ou actes justificatifs de la part de la fabrique ou de la maison de commerce qu'il représente.

ART. 5. — Les voyageurs de commerce venant des Etats avec lesquels la Roumanie est liée par un traité de commerce sont assimilés aux voyageurs de commerce des fabriques et des maisons de commerce roumaines. Il suffit qu'à leur entrée dans le pays, ils présentent leur passeport et une carte de légitimation identique à celle du modèle n° 2 indiqué plus haut ou sinon identique contenant en substance les mêmes indications pour jouir du libre exercice de leur commerce exactement comme les voyageurs de commerce roumains.

ART. 6. — Les voyageurs de commerce, qu'ils soient Roumains ou assimilés à des Roumains par les traités, seront punis conformément à l'article 19, alinéa VII de la loi sur les patentes, quand il sera constaté qu'ils exercent leur profession sans avoir de carte de légitimation ; quand ils emploieront une carte portant un autre nom que le leur ; quand ils prendront des commandes chez les particuliers ; quand ils refuseront de présenter leur carte de légitimation ou quand ils n'en seront pas porteurs.

Seront punis en vertu de l'art. 17 de la loi sur le commerce ambulant, alinéa a, ceux qui vendront les marchandises qui leur servent d'échantillons.

ART. 7. — Les contraventions dans les cas prévus à l'alinéa 1 de l'art. 6 seront constatées par les agents fiscaux de n'importe quelle catégorie, suivant procès-verbal qui devra être approuvé par le ministère des finances. Les condamnations resteront définitives si, dans le délai de 10 jours, le contrevenant ne fait pas appel devant le tribunal.

TITRE II

DES ÉCHANTILLONS ET MODÈLES

ART. 8. — Tout commerçant ou particulier pourra se servir d'échantillons et de modèles importés en vue de choisir les marchandises dont il aura besoin, à la seule condition de ne pas faire un objet de commerce de ces échantillons en les vendant ou en les revendant.

Les échantillons sont de deux sortes :

a) Les échantillons sans valeur destinés à représenter les objets dont ils font partie ; ils doivent être dans un état tel qu'ils ne puissent servir que d'échantillons ; ils peuvent être employés sans aucun contrôle de l'autorité financière et administrative.

b) Les échantillons et modèles pour destinations qui pourraient servir à des usages pratiques, mais sont destinées à servir temporairement de modèles ; ces derniers sont soumis au contrôle.

ART. 9. — Sont considérés comme échantillons sans valeur exempts de droits de douane et du contrôle sur l'emploi qu'on en pourrait faire, tous les fragments d'un produit quelconque, naturel ou fabriqué, trop petits pour pouvoir servir à un usage pratique, tels les morceaux d'étoffe trop petits pour être employés à une confection quelconque ; les filés de n'importe quel textile coupés d'une longueur ne dépassant pas vingt-cinq centimètres ; les morceaux de peaux, de papier, de carton, trop exigus pour être l'objet d'un travail ; les morceaux de marbre ou d'autres pierres, sauf les pierres fines ou demi-fines ; les fragments métalliques découpés dans des barres, tuyaux, plaques ou autres ; les échantillons de porcelaines, de majoliques ou autres matériaux, tous ces objets envoyés aux domiciles des commerçants et des particuliers ou importés par n'importe qui, mais dans des dimensions et quantités assez réduites dans chaque genre pour qu'il soit impossible de s'en servir autrement que comme échantillons.

Sont également considérés comme échantillons francs de douane les objets qui, en raison de leurs dimensions, pourraient servir à certains ouvrages, mais par des trous intérieurs à l'emporte-pièce faits dans les bureaux de douane, seront rendus impropres à un usage pratique.

Sont considérés comme modèles exemptés de droits de douane et du contrôle sur leur emploi les pièces représentant, sur une échelle réduite, un ouvrage volumineux que l'on offre en vente. Tels les modèles de bateaux, de machines quelconques, les maquettes en plâtre pour pièce d'argenterie, d'orfèvrerie ou œuvre d'art, les modèles de vêtements trop petits pour servir même à un enfant, enfin tout modèle fabriqué d'une matière n'offrant aucun emploi pratique, importé et colporté isolément, de telle sorte que la destination qui lui est donnée apparaisse clairement.

Sont également des échantillons exemptés des droits de douane tout ce qui sert à les garder et à les adapter, tels les cartons sur lesquels ils seraient collés ou cousus, les bobines sur lesquelles ils seraient enroulés, les étiquettes et les fiches sur lesquelles seraient marqués les prix et autres indications, les boîtes qui les contiendraient et tous les emballages habituels pour leur transport.

ART. 10. — Sont considérés comme échantillons ou modèles par destination, toutes les marchandises qui sont employées temporairement comme échantillons, soit qu'elles proviennent des fabriques et maisons de commerce du pays pour être montrées en vue de prendre des commandes, soit qu'elles soient importées dans la même intention et déclarées à l'entrée comme échantillons, après l'accomplissement des conditions ci-dessous spécifiées.

Les voyageurs de commerce qui sollicitent des commandes dans le pays en portant avec eux des échantillons ou modèles provenant des fabriques

ou maisons de commerce indigènes, ne peuvent les vendre sans s'exposer à tomber sous la pénalité prévue à l'article 6.

Les voyageurs de commerce étrangers pourront importer des marchandises, quelles que soient leurs dimensions et leur qualité pour s'en servir comme échantillons ou modèles en vue de solliciter des commandes ; mais pour être exemptés des droits de douane, ils devront prendre l'obligation de les réexporter ou de les mettre en entrepôt dans un délai fixe ; pour ce, ils devront se soumettre aux formalités suivantes :

I. — Le bureau de douane par lequel entreront les marchandises destinées à servir d'échantillons ou de modèles les pèsera et constatera les droits à appliquer. Le voyageur de commerce devra consigner en numéraire au bureau de douane, le montant des taxes dues ou déposer en effet d'Etat la garantie que ce bureau estimera suffisante.

II. — Pour assurer l'identité des marchandises, chaque pièce servant d'échantillon ou de modèle sera marquée au moyen d'une estampille, d'un cachet ou d'un plomb. Si les marchandises sont de nature à être contenues dans un récipient, la marque pourra être faite sur le récipient, si le bureau de douane estime que ce mode de procéder lui offre une garantie suffisante. Aucun paiement ne sera réclamé pour l'application des marques, sceaux et plombs.

Si l'échantillon ou le modèle proviennent d'un Etat avec lequel la Roumanie est liée par un traité de commerce, le bureau de douane accordera créance aux marques apposées par le bureau de douane étranger, de la sortie pour garantir l'identité de l'échantillon ou du modèle destiné à être réimporté. Cependant le bureau de douane pourra ajouter une marque particulière aux marques apposées par la douane étrangère, si cette précaution lui paraît indispensable.

III. — Le bureau de douane remettra ensuite à l'importateur, un duplicata de la déclaration d'importation qui contiendra :

a) La liste des échantillons ou modèles importés spécifiant clairement la nature des marchandises ainsi que les marques particulières qui permettent de constater leur identité ; les poids brut et net seront également indiqués ;

b) La description des marques (estampilles, sceaux, plombs) apposées sur les échantillons ou modèles et éventuellement sur les récipients pour permettre de les reconnaître ;

c) L'indication de la somme totale des droits de douane appliqués aux échantillons ou modèles, en spécifiant si cette somme a été déposée en numéraire ou garantie et, dans ce cas, quelle est la nature de la garantie ;

d) Le délai au terme duquel les droits dûs restent acquis à l'Etat, s'ils ont été versés en numéraire, ou sont encaissés, s'ils sont garantis par un cautionnement. Ce délai, qui doit être déclaré par l'importateur lors de l'entrée des marchandises dans le pays, ne pourra, dans aucun cas, être de plus de douze mois.

IV. — L'importateur ne sera soumis à aucun paiement en dehors des droits de timbre pour la déclaration d'importation.

V. — Les échantillons ou modèles seront réexpédiés dans le délai fixe soit par le bureau de douane par où ils sont entrés, soit par un autre bureau autorisé par la direction des douanes du Ministère des Finances à recevoir la réexportation ou la mise en entrepôt des échantillons ou modèles.

Le bureau qui reçoit les échantillons ou modèles pour les réexporter ou les mettre en entrepôt, s'assurera d'abord, en vérifiant tous les éléments de la déclaration d'importation, que les marchandises qui lui sont présentées sont réellement celles pour lesquelles la déclaration a été délivrée. S'il n'y a aucun doute à ce sujet, le bureau autorise la réexportation ou la mise en entrepôt et restitue aussitôt les droits ; les garanties sont restituées par la direction des Douanes. Cette restitution doit être effectuée dans les quinze jours au plus.

Si le bureau de douane a des doutes sur l'identité de l'échantillon ou du modèle, il transmet sans retard la déclaration en douane avec la marchandise destinée à la réexportation en formulant ses observations à la direction générale des douanes qui se prononce dans le délai de trois jours au plus.

En aucun cas, les voyageurs de commerce ne peuvent être affranchis de l'obligation de réexporter les échantillons et modèles par destination qu'ils ont importés.

ART. II. — Tout commerçant ou particulier a également le droit d'importer des échantillons ou modèles par destination en se soumettant aux règles prescrites par l'article ci-dessus, avec cette seule différence qu'il ne pourra consigner les droits de douane qu'en numéraire et que le délai de réexportation sera de trois mois au plus ; ce délai expiré, les droits restent acquis à l'Etat. Pour cette catégorie, la réexportation n'est pas obligatoire.

RUSSIE

Protection en temps de guerre des ports de Russie.

Avis du Comité des ministres, en date du 12 mars 1904.

Traduction (1)

Le comité des Ministres ayant examiné le 16 mars 1904, la proposition du directeur général de la navigation et des ports de commerce, des Ministres des Affaires étrangères et de la guerre et du gérant du Ministère de la marine, en date du 12 mars 1904 (n° 1640), et ayant trait aux mesures à prendre pour la protection des ports de Russie en temps de guerre, a émis l'avis suivant :

1. Les règlements temporaires sur la protection en temps de guerre des ports militaires et de commerce de Russie, tant que la loi martiale n'y aura pas été proclamée, seront soumis à la sanction de Sa Majesté l'Empereur ; ils seront appliqués à une date fixée après entente préalable entre le

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, N° 200, 28 juillet/10 août 1904.

directeur général de la navigation et des ports de commerce, les Ministres des Affaires étrangères et de la guerre et le gérant du Ministère de la marine ; ils ne seront applicables que pendant la guerre actuelle.

II. Le Ministre des Affaires étrangères sera chargé :

1). D'informer, dès à présent, les Gouvernements des Puissances étrangères, de l'existence desdits règlements et 2) d'entrer en pourparlers avec les Gouvernements en question pour que — jusqu'à la fin de la guerre actuelle — le Gouvernement impérial de Russie soit informé en temps opportun, de l'arrivée dans les ports de Russie des navires de guerre appartenant à ces Puissances.

Sa Majesté l'Empereur a approuvé l'avis du comité des Ministres et a daigné inscrire de sa propre main sur le projet des règlements temporaires « *Qu'il en soit ainsi* », Saint-Petersbourg, 25 mars 1904.

En communiquant au Sénat dirigeant le texte des « *Règlements temporaires sur la protection en temps de guerre de certains ports de Russie* » tant que la loi martiale n'y aura pas été proclamée, le directeur général de la navigation et des ports de commerce lui a fait savoir, qu'aux termes du § 1 de l'avis du comité des Ministres, approuvé par Sa Majesté l'Empereur, le directeur général de la navigation et des ports de commerce, les Ministres des Affaires étrangères et de la guerre et le gérant du Ministère de la marine se sont entendus et ont fixé un délai de 20 jours pour l'application desdits règlements temporaires après leur publication et qu'aux termes de l'article 5 de ces règlements, le directeur général de la navigation et des ports de commerce, le ministre de la guerre et le gérant du Ministère de la marine se sont de même entendus pour arrêter les limites des rayons de protection des ports auxquels les présents règlements devront être appliqués.

Ces limites sont les suivantes :

Pour *Svéaborg* : à partir du flanc droit de la forteresse : de l'île Lövä (au nord de l'île Drumsö) le long du littoral occidental de l'île du Comte (Drumsö) jusqu'à l'extrémité sud-ouest de l'île Pérédovoï (Miölkö) jusqu'à l'écueil de Karamtsoff (point de rencontre des pilotes), en suivant le littoral sud-est de l'île Stoura-Miölö, jusqu'à l'île de Matalacara, l'extrémité orientale de l'île de Willingö et les îles de Lövhölm, Sandholm et Droningholm.

Pour le port de *Cronstadt* : à l'est du méridien du bateau-phare de Londres.

Pour le port de *Libau* : à la distance de 5 milles en mer à partir du littoral, de 9 milles au Nord et de 5 milles au Sud par le littoral à partir du port de Libau.

Pour *Sébastopol* : la ligne de croisement des phares d'Inkermann NO-SE 85°20', la ligne droite du phare de Kherson NE-SO 56° et la ligne de croisement de l'église du cimetière avec la maison du garde sur le mont Rudolphe NO-SE 17°.

Pour le port de *Otchakoff* : ligne de l'île Bérézane jusqu'à la langue de terre de Kinbourne.

Pour le port de *Batoum* : la ligne droite de l'extrémité du môle dans la direction de Bouronne-Tabié NE-SO 64° (jusqu'à la villa Sibiriakoff) pour les vapeurs jaugeant plus de cinq cents tonnes net.

Comme, d'après les conditions locales, les autres navires ne peuvent pas s'arrêter sur la ligne précitée, les voiliers de plus de cinq cents tonnes ne

seront autorisés à entrer dans le rayon de la grande rade et ceux qui jaugeant moins de cinq tonnes — dans le rayon de la petite rade. Les grands navires ne pourront pas s'approcher de l'entrée du Cap Vert (latitude 41°42') à plus de 500 sa-gènes et les petits navires — à plus de 250 sa-gènes.

Règlements temporaires sur la protection, en temps de guerre, de certains ports de Russie, tant que la loi martiale n'y aura pas été proclamée.

(Sanctionné par S. M. l'Empereur le 25 mars 1904).

1) Tant que la loi martiale n'aura pas été proclamée dans les ports de Cronstadt, Svéaborg, Libau, Sévastopol et Batoum, ainsi que dans la forteresse d'Otchakoff, les mesures spéciales ci-dessous y seront prises dans le but d'unifier le fonctionnement des organes du pouvoir pour veiller à la sécurité publique (articles 2 et 3) concernant les modalités à observer par les navires de commerce pour leur entrée dans les rayons protégés.

2) Le contrôle général des mesures pour le maintien de la sécurité dans les havres, rades et en général dans tout l'espace occupé par les ports susmentionnés (art. 1), ainsi que par leurs institutions et édifices, est confié : à Cronstadt — au commandant en chef du port de Cronstadt, à Sévastopol — au commandant en chef de la flotte de la Mer Noire, à Svéaborg, Libau, Otchakoff et Batoum — aux commandants de ces places.

3) Le préposé à la défense du port est chargé de diriger et de contrôler l'exécution de toutes les mesures d'ordre et de sécurité émanant, conformément aux lois en vigueur, des autorités militaires et navales, de l'administration du port ainsi que des autres administrations, ayant leurs établissements dans ce port.

4) Les navires se dirigeant vers l'un des ports susmentionnés (art. 1). sont tenus de ne pas s'en approcher à une distance inférieure au rayon fixé pour chaque port sans s'être pourvu, à cet effet et dans chaque cas, d'une permission spéciale émanant des autorités du port. Celles-ci n'accordent cette permission qu'après avoir préalablement interrogé qui de droit et, au besoin, soumis le navire à une visite.

5) Les rayons mentionnés à l'art. 4 ainsi que leurs limites sont fixés, d'un commun accord, par le directeur général de la navigation et des ports de commerce, le ministre de la guerre et le gérant du ministre de la marine et sont portés à la connaissance générale en même temps que les présents règlements. C'est également d'un commun accord que ces hauts fonctionnaires sont tenus de formuler les instructions précisant l'ordre de l'interrogatoire et de la visite préalable, d'autoriser l'accès du port aux navires, de désigner les fonctionnaires de l'administration du port qui doivent être délégués à cet effet et d'indiquer les mesures coercitives à prendre par les autorités du port.

Observation. — Pour ce qui est du port de Svéaborg, les mesures énumérées dans le présent article sont prises d'un commun accord par le ministre de la guerre et le gérant du ministère de la marine. Les plaintes des

particuliers (plus bas art. 15) contre les dispositions émanant du préposé à la défense de ce port (art. 2) doivent être présentées dans un délai d'un mois au ministre de la guerre, qui les résout après entente avec le gérant du ministère de la marine.

6) L'accès du port à une distance inférieure aux rayons indiqués à l'art. 4 n'est autorisé pour les navires qu'à partir du lever jusqu'au coucher du soleil. Le préposé à la défense du port peut, dans les cas exceptionnels, prolonger ce délai et autoriser certains navires à entrer dans le port pendant la nuit.

7) Un fonctionnaire de l'administration du port doit être envoyé vers les navires qui s'approchent du rayon du port. A l'arrivée de ce fonctionnaire sur le navire, le capitaine ou la personne qui le remplace, après avoir reçu un exemplaire des présents règlements, est tenu de remettre au dit fonctionnaire tous les documents de bord et de cargaison, et si le fonctionnaire l'exige, de donner toutes les explications requises, d'admettre la visite du navire dans toutes ses parties et de faire ouvrir à cet effet les cales, les soutes à charbon, ainsi que toutes les autres parties du navire.

8) Toute communication entre le navire et la côte est défendue tant qu'il n'aura pas été procédé à l'interrogatoire préalable et au besoin, à la visite du navire.

9) Si, après l'interrogatoire et, au besoin, après la visite, les autorités du port jugent possible d'admettre le navire dans le port, ces autorités font hisser sur le mât à l'avant un pavillon spécial.

10) Tout navire auquel l'accès du port a été refusé, doit s'en éloigner aussitôt que l'ordre lui en aura été donné.

11) Dans le cas où les autorités du port ne jugent pas possible d'admettre le déchargement du navire sur la ligne d'amarrage, cette opération doit être effectuée à l'ancre ou à la bouée, au moyen de chalands. Si le capitaine ou le destinataire du navire ne consent pas à se soumettre à cette disposition, le navire est tenu de quitter le port.

12) Dans le cas où les navires ne se conforment pas aux dispositions des articles 4, 10 et 11, il appartient au préposé à la défense du port d'obliger les navires en question à se soumettre à ces dispositions, et d'employer même à cette fin, la force armée en cas de nécessité. Le capitaine du navire ou la personne qui le remplace sont responsables des conséquences qu'entraîneront ces mesures.

13) Si, dans les ports désignés dans les présentes règles, il se trouve des maisons de commerce et des particuliers qui sont propriétaires ou destinataires de navires, ces maisons de commerces et ces particuliers, aussitôt qu'ils auront été informés qu'un navire à eux adressé, est sorti d'un port russe ou étranger quelconque, devront communiquer aux autorités du port des renseignements sur le port d'expédition dudit navire en indiquant la date de son départ, l'époque approximative de son arrivée, son nom et sa nationalité.

Observation. — Les maisons de commerce et les particuliers, mentionnés dans le présent article peuvent, pour accélérer le libre passage dans le

port d'un navire qui leur est adressé, communiquer aux autorités du port, outre les renseignements exigés par l'art. 13, des données sur les marchandises chargées sur ce navire, leur quantité, leur lieu d'expédition, leur lieu de destination ainsi que le nom et la nationalité du capitaine dudit navire.

14) Si les renseignements mentionnés à l'art. 13 ainsi que dans l'observation qui lui sert d'annexe, sont communiqués en temps voulu à l'administration du port, les navires sont admis dans la mesure du possible, dans le port, après un interrogatoire préalable et sans qu'ils soient soumis à la visite dont il est question dans l'art. 4.

Si toutefois on découvre, par rapport à un navire quelconque, que les renseignements indiqués dans l'art. 13, tout en ayant été reçus en temps voulu par les propriétaires ou les destinataires de ce navire, n'ont pas été communiqués à l'administration du port avant l'arrivée du navire, les personnes qui, sans cause plausible, se sont abstenues de communiquer ces renseignements à qui de droit, peuvent être punies par ordre du préposé à la défense du port, d'une amende ne dépassant pas 500 roubles.

15) Les plaintes des particuliers contre les mesures prises par le préposé à la défense du port, aux termes des articles 4—14 des présents règlements, doivent être présentées dans un délai d'un mois, au directeur général de la navigation et des ports de commerce (sauf dans les cas prévus par l'art. 5) ; ce haut fonctionnaire décide de ces plaintes après les avoir soumises à l'examen du comité pour les affaires du port, assisté d'un représentant du ministère de la marine.

Au cas où dans le comité, les délégués des ministères de la guerre et de la marine ne sont pas d'accord avec les résolutions prises par la majorité des membres du comité, les affaires en question sont transmises à qui de droit aux termes des articles 52 et 53 des statuts d'organisation de la direction générale de la navigation et des ports de commerce, approuvés par S. M. l'Empereur, le 10 juin 1903.

Avis du comité des ministres étendant l'application des règlements du 25 mars 1904 au port de Vibourg.

(26 mai 1904)

Le comité des Ministres, ayant pris connaissance le 26 mai 1904, d'une communication du Ministre de la guerre, en date du 19 mai 1904 *sub* N° 383, ayant trait à l'application au port de Vibourg, des Règlements temporaires, ratifiés par Sa Majesté l'Empereur le 25 mars 1904, et concernant la protection en temps de guerre de certains ports de Russie, tant que la loi martiale n'y aura pas été proclamée, ledit comité a été de l'avis qu'il y a lieu d'appliquer aussi ces règlements au port de Vibourg et cela à la condition que :

1) conformément à l'art. 2 desdits Règlements, le commandant de la forteresse de Vibourg soit chargé de prendre toutes les mesures voulues pour maintenir l'inviolabilité et la sécurité sur tout l'espace occupé par le port de Vibourg et les dépendances de ce port et que, 2) pour ce qui concerne le port de Vibourg, le Ministre de la guerre et le gérant du Minis-

rière de la marine recevront les mêmes pleins pouvoirs que ceux dont ils jouissent en ce qui concerne le port de Svéaborg (observation à l'art. 5 desdits règlements).

Sa Majesté l'Empereur a approuvé, le 6 juin 1904, cet avis du comité des Ministres.

Le directeur général de la navigation et des ports de commerce ajoute à ce qui précède, qu'aux termes du § 1 du règlement temporaire, ratifié par Sa Majesté l'Empereur, le 25 mars 1904, il a été décidé d'un commun accord, par le Directeur général de la navigation et des ports de commerce, par les Ministres des Affaires étrangères et de la guerre et par le gérant du Ministère de la marine que lesdits Règlements temporaires seront appliqués dans un délai de 21 jours après la publication de l'avis portant qu'ils seront également appliqués au port de Vibourg et que, conformément à l'article 5 desdits règlements, la direction générale de la navigation et des ports de commerce, le Ministre de la guerre et le gérant du Ministère de la marine ont défini les limites du rayon dans lequel seront appliqués lesdits règlements temporaires comme suit : du cap Poulliniémi à l'extrémité sud-est de l'île de Teykarsaari, sur le littoral sud-ouest de cette dernière île jusqu'à l'île Kioussérine-Saari et le cap Pitkéniémi.

Instructions pour l'entretien à l'intérieur de l'empire des prisonniers militaires de la guerre entre la Russie et le Japon.

(Rédigées aux termes de l'art. 52 des règlements temporaires sur les prisonniers militaires de la guerre entre la Russie et le Japon, ratifiés par S. M. l'Empereur le 13 mai 1904 (1) et publiées dans l'ordre du jour de l'armée, N° 276, du 22 mai de l'année 1904).

Traduction (2)

I. RÈGLES GÉNÉRALES

1. Les individus provenant du rayon des opérations de la guerre, qui sont déclarés prisonniers de guerre par ordre du commandant en chef, seront expédiés dans la ville de Penza, où ils seront placés sous les ordres du commandant militaire du district.

2. Les prisonniers militaires ne doivent, dans aucun cas, être retenus trop longtemps à l'endroit où ils sont réunis. Au fur et à mesure de l'arrivée des prisonniers, ils seront formés en détachements qui seront dirigés à l'intérieur de l'Empire pour être répartis dans les localités désignées pour leur servir de séjour permanent et cela conformément aux indications spéciales de l'état-major général.

3. C'est au Ministère de la guerre et en particulier à l'état-major général qu'incombe la tâche de la direction générale des prisonniers militaires à l'intérieur de l'Empire (art. 51 des Règlements temporaires). Les autorités civiles doivent prêter, sous ce rapport, tout le concours légal aux autorités militaires.

4. A l'intérieur, aux endroits qui leur sont fixés pour séjourner de ma-

(1) V° *Archives diplomatiques*, N° 6, juin 1904, p. 778 et suiv.

(2) *Journal de Saint-Petersbourg*, N° 201 et suiv. (29 juillet/11 août 1904).

nière permanente, les prisonniers militaires, conformément au § 52 des Règlements temporaires, sont entretenus près des troupes qui y sont cantonnées et y forment des pelotons spéciaux. L'ordre à suivre pour leur entretien est fixé par « les Règlements temporaires sur les prisonniers militaires de la guerre entre la Russie et le Japon » et par les articles ci-dessous de la présente instruction.

5. La surveillance à exercer sur l'entretien des prisonniers près des corps de troupes tombe à la charge des commandants des corps de troupes et des autorités de la circonscription militaire.

6. Les employés civils de l'armée, ainsi que les individus non militaires qui ont été déclarés prisonniers militaires, sont mis sur le même pied, quant à leur entretien, que les militaires ayant un grade correspondant ou dont la position est la même que celle des employés civils. Indication précise devra être faite dans les listes d'expédition des prisonniers, au moment de l'expédition des prisonniers hors du rayon des opérations militaires, de la catégorie dans laquelle ils doivent être compris, au point de vue de leur entretien.

II. ORGANISATION DES DÉTACHEMENTS DE PRISONNIERS MILITAIRES

7. Les prisonniers militaires sont soumis aux ordres des commandants des corps de troupes auxquels ils sont attachés. Ces commandants veillent directement à ce que les prisonniers militaires se conforment à toutes les exigences légales qui leur sont formulées et à ce qu'ils ne subissent aucune vexation. Les commandants en question ont en outre le devoir de se préoccuper de l'état sanitaire des détachements de prisonniers militaires confiés à leurs soins.

8. Les détachements de soldats prisonniers de guerre sont divisés en compagnies de 100 à 160 hommes. Les compagnies sont divisées en demi-compagnies et celles-ci peuvent être subdivisées en sections et escouades. Dans le cas où le nombre des prisonniers attachés à un corps de troupes atteint un chiffre élevé, les compagnies peuvent être portées à un effectif plus nombreux.

9. Les officiers prisonniers de guerre sont placés sous les ordres directs du commandant du corps de troupes près duquel ils sont internés. Si le nombre des officiers attachés à un corps de troupes atteint un chiffre élevé, la surveillance des officiers prisonniers peut être confiée à l'un des officiers supérieurs du corps de troupes en question.

10. Les compagnies de prisonniers sont placées sous les ordres directs de sous-officiers choisis à cet effet par le commandant du corps de troupes auquel les prisonniers sont attachés, ou sous les ordres d'officiers qui ne sont pas commandants de compagnies. Ce choix est ratifié par les commandants de divisions ou par des chefs jouissant de la même autorité.

I^{re} observation. — Dans le cas où plusieurs compagnies de prisonniers seraient attachées à un même corps de troupes, elles seront toutes mises sous les ordres d'un officier supérieur nommé à cet effet, tout comme les officiers auxquels est confiée la direction des compagnies.

II^e observation. — Dans le cas où moins de 100 prisonniers seraient

attachés à un corps de troupes, ces prisonniers seront placés sous les ordres d'un officier subalterne jouissant des droits de commandant de compagnie.

11. Les autres fonctions de commandement, ainsi que celles qui ont un caractère économique, sont remplies par des sous-officiers et par de simples soldats appartenant aux corps de troupes auquel ces prisonniers sont attachés. Ces sous-officiers ou soldats doivent être de bonne conduite et leur nomination doit être portée sur les ordres du jour du corps de troupes.

12. Dans le cas où les compagnies de prisonniers seraient subdivisées en sections ou en escouades, celles-ci peuvent être mises sous les ordres d'un des prisonniers militaires.

III. ORDRE A SUIVRE POUR LA RÉPARTITION DES PRISONNIERS EN DÉTACHEMENTS ET POUR LE CONTRÔLE DE LEUR EFFECTIF

13. Quand les prisonniers de guerre sont expédiés du point où ils ont été concentrés, le chef du peloton de marche (un officier ou un sous-officier) est muni, conformément au § 38 du Règlement temporaire, d'une feuille de route sur laquelle sont indiqués dans des colonnes spéciales et en regard du nom de chaque prisonnier :

- a) son grade, le corps de troupes ou le navire dont il faisait partie ;
- b) Son domicile dans sa patrie ;
- c) La religion qu'il professe ;
- d) Quand et à quel endroit il a été fait prisonnier.

Outre cette liste nominative, le chef du peloton de marche doit être muni d'une liste des effets appartenant à l'État et servant d'habillement aux prisonniers militaires, des sommes d'argent et des objets appartenant aux prisonniers dans le cas où ces derniers manifesteraient le désir de les remettre en garde.

I^{re} observation. — Dans le cas où le prisonnier de guerre ne fait pas partie d'un corps de troupes quelconque (employés militaires ou particuliers n'étant pas du tout au service de l'armée), il y aura lieu d'indiquer avec soin dans la colonne (a) de la liste nominative, à quelle catégorie, comparativement aux grades militaires, ledit prisonnier doit appartenir au point de vue de l'entretien et de la nourriture.

II^e observation. — Dans la liste nominative, le nom de chaque prisonnier doit être inscrit non seulement en langue russe, mais en transcription latine, en se conformant à l'orthographe indiquée par chacun des prisonniers ou par un des prisonniers du peloton qui connaisse une langue européenne.

14. Conformément à l'art. 46 des Règlements temporaires, les commandants des pelotons de marche amènent aux lieux de leur destination les pelotons dont ils sont chargés et les remettent à qui de droit, en se conformant aux règles mentionnées dans l'ordre du jour à l'armée, N° 152, de l'année 1889.

15. Les prisonniers militaires condamnés ou mis en jugement, sont expédiés, conformément à l'art. 48 des Règlements temporaires, du point de leur concentration au lieu qui leur est fixé comme séjour, sous la garde

spéciale de soldats exclusivement destinés à l'escorte des condamnés ou accusés.

Les prisonniers militaires de ce genre sont munis d'une feuille spéciale portant leur nom, contenant les renseignements indiqués dans le § 13 de la présente instruction et indiquant les faits pour lesquels ils ont été condamnés ou mis sous jugement.

16. A leur arrivée à l'endroit où se trouve le corps de troupes auquel les prisonniers militaires sont attachés, les prisonniers sont questionnés et sont comptés d'après la feuille de route ; on vérifie en même temps les effets appartenant à l'Etat, dont ils sont vêtus, ainsi que leur argent et leurs propres effets (s'ils les ont remis en garde au chef du peloton de marche). L'arrivée des prisonniers est portée à l'ordre du jour du corps de troupes auquel ils sont attachés, et un accusé de réception est donné, au chef du peloton de marche, de l'arrivée des prisonniers et de la remise par lui de l'argent et des objets qu'il avait en garde. Les effets manquants sont indiqués sur la quittance et il en est de même pour les réclamations des prisonniers, s'il y a lieu.

Observation. — Afin de pouvoir s'entendre avec les prisonniers, il est recommandé, quand il est procédé à la formation des pelotons de marche, d'y faire entrer en tant que possible, ceux des prisonniers qui connaissent au moins quelques mots de russe ou au pis aller une langue européenne quelconque. Il doit être fait une mention spéciale à l'égard de ces individus dans la feuille de route.

17. Dans les corps de troupes près desquels sont placés les prisonniers, il y a lieu de dresser une liste alphabétique de leurs noms dans un registre spécial dans lequel on transcrit tous les renseignements que contient la feuille de route par rapport aux prisonniers (art. 13 et 15 de la présente instruction). On indiquera dans ces registres les changements que subiront les prisonniers pendant leur séjour près les corps de troupes.

Le 3^e jour de chaque mois, les corps de troupes enverront à l'état-major une liste établissant le chiffre des prisonniers qui leur sont attachés à la date du 1^{er} de chaque mois et indiquant en même temps le chiffre des nouveaux arrivés ou de ceux qui sont partis pour une autre destination dans le courant du mois ; on annexera à cet envoi une liste nominative en double exemplaire des arrivants et des partants pour différentes causes dans le courant du mois.

Observation. — La liste nominative des arrivants et des partants doit contenir tous les renseignements que l'on possède à leur égard et qui figurent dans les registres alphabétiques, avec indication en langue russe, et obligatoirement en transcription latine, du nom des prisonniers (II^e observation au § 12 de la présente instruction) et des causes de chaque diminution du nombre des prisonniers.

IV. — ENTRETIEN SOUS FORMES DIVERSES DES PRISONNIERS

a. Logement

18. Les prisonniers de guerre, attachés à des corps de troupes (art. 57 des règlements temporaires), doivent être installés dans les casernes non occupées, qui peuvent se trouver dans les lieux de cantonnement et, dans

le cas où il n'y aurait pas de casernes libres — dans des habitations privées, où ils seront soumis au régime des casernes. La location de ces maisons ou leur occupation aux termes des réquisitions militaires s'effectue selon les règles contenues dans les statuts ayant trait aux redevances du zemstvo (édit. de 1899) et aux mêmes conditions que pour les troupes.

Observation. — Conformément à l'art. 17 de ces statuts, toutes les dispositions à prendre en vue de l'installation des prisonniers de guerre sont du ressort des comités d'organisation provinciaux et dans les districts — des comités d'organisation de district. Aussi toutes les réclamations que les commandants de troupes peuvent avoir à faire à l'égard de l'installation des prisonniers de guerre doivent elles être faites aux comités d'organisation locaux.

19. Les frais de location des installations destinées aux prisonniers (sous-officiers et soldats) sont fixés aux termes de l'art. 76 des Règlements temporaires et d'après le chiffre indiqué dans les statuts ayant trait aux redevances du zemstvo. Pour les officiers supérieurs et subalternes, ils représentent la moitié du prix fixé pour la location d'habitations destinées aux officiers de l'armée (liste approuvée par Sa Majesté l'Empereur le 20 mai 1902) ; nommément pour les généraux et les amiraux — comme pour les généraux-majors ; pour les officiers supérieurs — comme pour les officiers qui ne commandent aucun corps de troupes indépendant ; et pour les officiers subalternes — comme pour les plus jeunes des officiers subalternes dans les compagnies, escadrons ou batteries et sans aucun frais de location pour écuries.

20. Les officiers prisonniers de guerre peuvent être autorisés, par le commandant du corps de troupes auquel ils sont attachés, à vivre en ville, mais dans le rayon du cantonnement des corps de troupes en question et à la condition de donner leur parole de ne pas s'éloigner des limites dudit rayon (art. 59 des Règlements temporaires).

Observation. — Ils peuvent être privés de cette faveur en tout temps.

21. Dans les cas où il est impossible de trouver en location des appartements pour les officiers prisonniers de guerre, on aura recours à la réquisition pour leur en trouver, selon leur grade, un qui soit en tout point convenable.

22. Pour que les commandants de corps de troupes aient la possibilité de s'entendre à l'avance avec les autorités civiles compétentes au sujet des locaux à louer et à aménager pour les prisonniers, le commandant militaire du district de Penza, avant d'expédier un peloton de marche, se composant des prisonniers, est tenu d'informer par télégraphe lesdits commandants de corps de troupes du nombre de prisonniers de guerre qu'il leur envoie et de l'effectif de chaque catégorie (généraux, officiers supérieurs, officiers subalternes, sous-officiers et soldats).

b. Nourriture

23. En vertu d'un ordre du jour dans le ressort du corps de troupes auquel ils sont attachés, les sous-officiers et soldats prisonniers de guerre sont nourris, dès leur arrivée dans la localité qui leur est assignée comme

séjour permanent, par ledit corps de troupes et reçoivent, aux termes de l'art. 69 des Règlements temporaires, la même nourriture que les sous-officiers et les soldats de ce corps.

Les chefs du corps de troupes auquel sont attachés les détachements de prisonniers de guerre, prendront, autant que possible, des mesures pour que leur nourriture ressemble jusqu'à un certain point à celle à laquelle ils sont habitués dans leur patrie.

24. Les provisions et la nourriture destinés aux prisonniers militaires sont contrôlés par le médecin du corps de troupes auquel ils sont attachés.

c. Vêtements, chaussure et linge

25. Dans le rayon de l'armée de campagne, les prisonniers ne reçoivent que les effets qui leur manquent et qui sont absolument nécessaires.

26. A leur arrivée sur les lieux qui leur sont fixés comme séjour permanent, les sous-officiers et soldats prisonniers reçoivent, aux termes de l'art. 71 des règlements temporaires, tous les objets d'habillement nécessaires, qui devront être tout neufs. Pour ce qui est des effets qu'ils ont reçu dans le rayon de l'armée de campagne, ils leur seront repris et seront mis à la disposition des corps de troupes, auxquels ils étaient attachés.

27. Tout prisonnier, sous-officier ou soldat, arrivé à l'endroit où il doit séjourner, a droit, conformément à l'art. 72 des règlements temporaires, aux objets suivants : a) deux chemises ; b) deux paires de caleçons ; c) deux paires de bottes ; d) une cravate ; e) une paire de pantalons de drap vert foncé sans passepoil ; f) un manteau de soldat sans patte d'épaules ; g) une casquette de drap noir ou vert foncé sans passepoil ni cocarde et en hiver — des gants en drap et une pelisse de mouton.

Ces effets peuvent leur être délivrés par les magasins de réserve des corps de troupes auxquels l'intendance les restituera.

28. Ces objets ou bien les étoffes, le cuir et l'argent nécessaires à leur confection seront fournis aux commandants du corps de troupes, quand ils en feront la demande par le service de l'intendance de la circonscription militaire compétente.

29. Les étoffes et le cuir une fois reçus, les effets destinés aux prisonniers de guerre seront confectionnés, en vertu d'un ordre donné par le commandant du corps de troupe auquel ils sont attachés, dans les ateliers dudit corps.

Observation. — Les prisonniers de guerre qui savent des métiers, pourront être employés à la confection des effets en question.

30. Le matériel et l'argent destinés à la confection desdits effets, sont employés dans la mesure fixée par les tableaux d'habillement des recrues.

31. Dans le cas où les prisonniers seront mis en liberté avant que le terme fixé pour la durée des effets soit écoulée, ces effets ne leur seront pas repris.

32. Il n'est pas défendu aux prisonniers de guerre de porter leurs propres effets et chaussures, pourvu que ces vêtements et ces chaussures soient convenables — ce qui est constaté par le commandant du corps de troupes auquel les prisonniers sont attachés.

33. Dans le eas, où les prisonniers veulent porter leurs vêtements et leurs chaussures, ils ne reçoivent pas, aux termes de l'art. 72 des règlements temporaires, d'effets appartenant à l'Etat et l'on n'en demande pas pour eux.

d) Entretien des officiers

34. Conformément à l'art. 75 des Règlements temporaires, les généraux et amiraux, les officiers supérieurs et les officiers subalternes ne reçoivent pas leur nourriture en nature. Il leur est fixé une somme pour leur entretien ; cette somme est, en vertu de l'ordre du jour à l'armée N° 141 de l'année 1899, de 1,500 roubles pour les généraux et les amiraux ; de 900 r. pour les officiers supérieurs et de 600 r. pour les officiers subalternes.

35. La somme attribuée aux officiers prisonniers, pour leur entretien, leur est versée par le service de l'intendance dans l'ordre admis pour le paiement de la solde aux officiers de corps de troupes auxquels ils sont attachés.

e) Traitement des malades et enterrement

36. Les prisonniers de guerre qui tombent malades, qu'ils soient officiers, sous-officiers et soldats, sont soignés, aux termes de l'art. 65 des Règlements temporaires, comme le sont les officiers, les sous-officiers et les soldats du corps de troupes auxquels ils sont attachés. Ils sont admis en traitement dans les hôpitaux militaires et civils les plus proches, aux mêmes titres que les militaires de grades correspondants des troupes russes.

37. Les sous-officiers et soldats prisonniers de guerre sont expédiés dans les hôpitaux comme les soldats qui se rendent d'un endroit à un autre.

Ceux d'entre eux, qui sont condamnés ou mis en jugement, sont envoyés dans les hôpitaux sous escorte de soldats préposés à la conduite des condamnés.

38. Les frais occasionnés par le traitement des prisonniers de guerre sont couverts, conformément à l'art. 74 des Règlements temporaires, dans la proportion fixée pour les militaires malades de grades correspondants à l'armée russe.

39. En ce qui concerne l'enterrement des prisonniers de guerre, il y a lieu d'agir conformément aux ordres du jour à l'armée N° 152, de l'année 1889, N° 325 de l'année 1900 et de la circulaire N° 101 de l'état-major général, de l'année 1904.

f) *Partie économique dans les détachements de prisonniers de guerre.*

40. La partie économique intérieure des détachements de prisonniers de guerre sera organisée et fonctionnera dans son ensemble sur les mêmes bases que dans les corps de troupes, auxquels ils sont attachés.

41. Dans le cas où le détachement de prisonniers de guerre attaché à un corps de troupes, sera de 160 hommes ou moins, il lui est délivré une somme de 250 r. pour acheter les objets nécessaires à la vie quotidienne, (chaudrons, vaisselle de cuisine et de table, cheval avec charrette, etc.). Dans le cas où ces détachements seraient de plus de 160 hommes, la somme à leur délivrer sera de 300 r.

42. Les détachements de prisonniers de guerre reçoivent par leurs propres besoins 15 cop. par mois pour chaque homme, soit 1 r. 80 par an.

43. Une partie de l'argent que les prisonniers gagneront pour leur travail est employée à l'amélioration de leur entretien. Le chiffre de la part employée à cette amélioration est fixée par le § 87 de la présente instruction.

44. Toutes les dépenses pour l'entretien des prisonniers de guerre tombant à la charge du budget militaire, il est exigé: a) que toute demande d'effets ou d'objets destinés aux prisonniers de guerre soit faite par les autorités compétentes, à part des demandes analogues faites pour les officiers et soldats des troupes russes et b) que la comptabilité des dépenses effectuées pour les prisonniers de guerre, pour l'achat des effets portés par eux et des produits qu'ils consomment, soit faite et soumise à la révision des institutions de contrôle compétentes et cela à part de la comptabilité des dépenses effectuées au même titre pour les officiers et les soldats de l'armée russe.

45. L'argent, les effets et les produits destinés aux prisonniers de guerre doivent être demandés dans l'ordre existant pour les demandes d'argent, d'effets et de produits analogues, destinés aux officiers et soldats de l'armée russe.

Observation. — Les formes à observer pour ces demandes et pour la comptabilité relative à l'argent, aux effets et aux produits destinés aux prisonniers de guerre, est la même que pour les corps de troupes; on y introduit seulement un changement pour indiquer que ces demandes et cette comptabilité ont trait à l'entretien des prisonniers de guerre.

46. Une fois que les détachements de prisonniers de guerre sont dissous, tous les reliquats des sommes préposées à leur entretien, ainsi que l'argent produit par la vente des objets appartenant à la masse sont portés au profit de l'Etat.

V. DROITS ET DEVOIRS DES PRISONNIERS DE GUERRE

47. Les prisonniers de guerre, en leurs qualité de défenseurs attitrés de leur patrie, ont droit à un traitement humanitaire.

48. Les prisonniers de guerre, conformément à l'art. 6 des Règlements

temporaires, sont soumis aux lois, règlements et dispositions militaires russes, ils sont passibles des tribunaux militaires.

1^{re} Observation. — Les prisonniers de guerre qui se seraient enfuis et qui auraient été repris, ne sont pas passibles des tribunaux (art. 9 des Règlements temporaires) mais sont placés sous une surveillance plus sévère et peuvent être l'objet de peines disciplinaires. Les prisonniers de guerre qui se sont enfuis et qui sont faits prisonniers une seconde fois, n'encourent aucune peine pour leur première évasion.

aull^e Observation. — C'est aux commandants des corps de troupes ou aux officiers supérieurs chargés de surveiller les officiers faits prisonniers (§ 9 de la présente instruction), qu'incombe de leur faire connaître leurs droits et leurs devoirs, ainsi que les conditions de leur entretien. Pour ce qui est des sous-officiers et soldats prisonniers, c'est aux chefs de compagnies que ce soin incombe.

49. Les objets appartenant aux prisonniers de guerre, à l'exception de leurs armes, de leurs chevaux et des documents militaires, sont inviolables (art. 5 des Règlements temporaires). Les prisonniers de guerre sont autorisés, s'ils le désirent, à remettre leur argent ou les objets de prix dont ils sont porteurs, aux chefs des corps de troupes auxquels ils sont attachés.

Observation. — Conformément à l'art. 55 des Règlements temporaires, il est défendu aux prisonniers de porter des armes.

50. Les prisonniers de guerre sont libres d'accomplir les rites du culte religieux auquel ils appartiennent ; exception est faite pour les cas où l'accomplissement de ces rites pourrait provoquer des désordres et troubler la tranquillité publique.

51. Les testaments des prisonniers de guerre (art. 18 des Règlements temporaires) sont rédigés et acceptés en garde conformément aux lois russes, dans le cas où le testateur ne préférera pas observer ses lois nationales, en tant que cela est matériellement possible.

52. Il n'est pas défendu aux prisonniers de guerre d'accepter des secours provenant des particuliers ou des Sociétés officiellement reconnues, qui peuvent se former pour venir en aide aux prisonniers de guerre (art. 15 de la Convention de la Haye, année 1899), mais à la condition d'observer l'ordre indiqué dans le § 80 de la présente instruction.

53. Tous les prisonniers de guerre sont tenus de se soumettre aux exigences légales des chefs auxquels ils sont attachés. La non-observation de ces exigences a pour conséquence l'application des mesures énumérées plus bas.

54. Tous les prisonniers de guerre sont tenus de décliner leur véritable grade et leur véritable nom.

55. Les chefs des corps de troupes auprès desquels sont attachés les prisonniers de guerre peuvent exiger d'eux qu'ils s'engagent à ne pas s'éloigner hors de certaines limites strictement définies (art. 7 des Règlements temporaires).

56. Les officiers prisonniers de guerre qui vivent en ville (§ 20 de la

présente instruction) sont tenus de se présenter au chef du corps de troupes auquel ils sont attachés, aussitôt qu'il l'exigera.

57. La correspondance postale des prisonniers de guerre n'est soumise à aucune taxe (art. 17 des Règlements temporaires).

58. Les prisonniers de guerre s'engagent à ne pas remettre, personnellement ni par l'entremise de personnes en lesquelles ils ont confiance, leurs lettres aux bureaux de poste avant de les avoir présentées non cachetées au chef du corps de troupes auquel ils sont attachés. Ils sont tenus de même de ne pas accepter la correspondance postale qui leur est directement adressée et de faire savoir au chef du corps de troupes qu'il y a des lettres pour eux ; ce chef prend les mesures nécessaires pour recevoir de la poste cette correspondance en observant les règles existantes pour la réception de la correspondance des sous-officiers et des soldats de nos troupes.

L'envoi de lettres ou de télégrammes chiffrés est absolument défendu.

Observation. — Dans le cas où des lettres ou télégrammes chiffrés seraient reçus à l'adresse de l'un des prisonniers de guerre on ne les lui remettra pas.

VI. RÈGLES A SUIVRE POUR L'ENTRETIEN DES PRISONNIERS DE GUERRE PRÈS DES CORPS DE TROUPES

59. Les détachements de prisonniers de guerre, sont entretenus, (art. 56 des règlements temporaires), en ce qui concerne la bonne organisation et l'ordre intérieur, de la même manière que les corps de troupes auxquels ils sont attachés, mais en observant les conditions suivantes :

60. Aussitôt après l'arrivée des prisonniers de guerre à l'endroit où cantonne le corps de troupes, auquel ils sont attachés, les sous-officiers et soldats prisonniers doivent être soumis à une visite médicale détaillée et les officiers seront questionnés sur l'état de leur santé.

Pendant toute la durée de leur séjour en Russie, les sous-officiers et soldats prisonniers de guerre seront périodiquement soumis à une visite médicale.

61. Tous les surveillants préposés au service des prisonniers de guerre (sous-officiers et soldats) devront appartenir au corps de troupes auprès desquels les prisonniers en question sont attachés. Les chefs de corps rédigent et ratifient une instruction spéciale pour chacun de ces surveillants.

62. Les sous-officiers et soldats prisonniers de guerre passent leur temps libre dans les chambrées des casernes ou dans la cour. Il ne doit pas leur être défendu de lire les livres autorisés, de s'entretenir entre eux, de chanter, de faire de la musique sur des instruments divers, d'organiser des jeux qui ne troublent pas la tranquillité publique et de travailler. Sont autorisées de même : la gymnastique, les promenades en commun sous la surveillance d'officiers et d'un nombre suffisant de sous-officiers et soldats, appartenant au corps de troupes, auquel les prisonniers sont attachés.

63. Il est défendu d'apporter des spiritueux aux prisonniers, qui ne peuvent en boire dans les chambrées ; l'emploi du tabac n'est autorisé que dans les locaux spécialement désignés à cet effet.

64. Les visiteurs sont admis dans les chambrées des prisonniers à des heures spécialement fixées, mais il est défendu d'apporter et de remettre quoi que ce soit aux prisonniers.

Les surveillants sont chargés de faire observer les règles précitées. En dehors des heures indiquées pour la réception des visiteurs, personne ne peut entrer dans les chambrées des prisonniers sans l'autorisation des chefs de compagnie.

65. Les sous-officiers et soldats prisonniers ne peuvent se rendre en ville qu'à la condition d'y être autorisés par les chefs de compagnie et à la condition expresse de rentrer dans les chambrées pour la nuit.

66. Les officiers prisonniers jouissent du droit de sortir librement de leur domicile, mais ils sont tenus sauf autorisation spéciale du commandant du corps de troupes auquel ils sont attachés, de ne pas dépasser les limites du rayon qui leur a été fixé.

67. On vérifiera la présence des sous-officiers et soldats prisonniers deux fois par jour en ayant recours à l'appel nominatif qui doit se faire en présence des chefs de compagnie.

La vérification de la présence des officiers a lieu à des dates fixées par le commandant du corps de troupes. Cette vérification est effectuée dans les registres spécialement destinés à cet effet et dans lesquels les officiers prisonniers apposent leur signature. Ce registre peut être porté aux officiers prisonniers à domicile à la condition que le commandant du corps de troupes auquel ils sont attachés y consente.

Observation. — La police locale doit être informée des noms des officiers prisonniers, installés dans des appartements privés aux termes du § 20 de la présente instruction.

68. Il est sévèrement défendu aux prisonniers de guerre de formuler des demandes et de rédiger des plaintes collectives.

69. Les sous-officiers et soldats prisonniers sont envoyés au bain deux fois par mois au moins. En été ils sont autorisés à se baigner en commun quand le commandant du corps de troupes auquel ils sont attachés le trouvera bon.

70. Les détachements de prisonniers de guerre peuvent, en été, être emmenés au camp, pour des raisons hygiéniques, avec l'autorisation de l'état-major général.

71. La violation par les prisonniers des règles existantes, les évasions, ainsi que leur refus de se soumettre aux exigences légales de leurs chefs donne le droit de leur infliger des peines disciplinaires, de les soumettre à une surveillance plus sévère, de les garder, dans certains cas, à vue, comme mesure permanente, et même de tirer sur eux (art. 7 et 8 des Règlements temporaires).

72. L'application de mesure disciplinaires aux prisonniers, dans les

limites indiquées par les Règlements sur les peines disciplinaires, dépend des chefs de compagnies et des autorités supérieures auxquelles les prisonniers sont soumis.

73. Les mesures disciplinaires infligées aux prisonniers de guerre, sont inscrites, conformément aux art. 89 et 90 du Règlement sur les peines disciplinaires, dans des registres spéciaux, dont un pour les officiers, et un autre pour les sous-officiers et soldats.

74. Le droit de soumettre les prisonniers à une surveillance plus sévère quand ils ont commis des délits et le choix de cette surveillance appartiennent, pour les sous-officiers et les soldats — au commandant du corps de troupes auquel ils sont attachés. Pour ce qui est des officiers supérieurs ou subalternes, ce droit appartient au commandant de la division ou à un chef jouissant de la même autorité que lui. Quant aux généraux et aux amiraux c'est au commandant de la circonscription militaire compétente qu'il appartient de décider.

75. Dans ce cas, les prisonniers sont gardés par les soldats du corps de troupes auquel ils sont attachés, et un peloton de garde spécial est nommé à cet effet par le commandant des troupes en question.

Une instruction détaillée des devoirs incombant aux hommes chargés de ce service doit se trouver au corps de garde. Cette instruction est rédigée par le commandant des corps de troupes près desquels sont attachés les prisonniers de guerre.

76. Les prisonniers de guerre ne sont emprisonnés, à titre de mesure permanente, que dans des cas excessivement graves ; cette mesure n'est applicable qu'aux sous-officiers et aux soldats et sur ordre du commandant des troupes de la circonscription militaire compétente. Cette mesure ne sera applicable aux officiers que dans le cas où pareil ordre aurait été donné à leur égard par le ministre de la guerre. Les prisonniers de guerre condamnés à l'emprisonnement sont transférés par ordre de l'état-major général dans des forteresses où ils sont internés.

77. Dans les cas extrêmes, exigeant que des mesures décisives soient immédiatement prises, la surveillance est rendue plus sévère et l'emprisonnement est ordonné, sans considération des grades, par le commandant du corps de troupes auquel sont attachés les prisonniers ; ce commandant après avoir agi de la sorte, en informera immédiatement ses supérieurs.

78. L'emploi des armes contre les prisonniers de guerre est autorisé (art. 8 des Règlements temporaires) dans les cas de révolte ou d'évasion *en masse*. Pour ce qui est des évasions *isolées*, l'emploi des armes n'est autorisé que dans les cas où le prisonnier ne s'arrêterait pas après que sommation lui en aura été faite.

79. Toute espèce de correspondance, adressée aux prisonniers de guerre ou envoyée par eux, est soumise (art. 17 des Règlements temporaires) à une surveillance spéciale. Cette correspondance doit passer par le Bureau central de renseignements sur les prisonniers de guerre, institué près du Comité exécutif de la Société de la Croix-Rouge de Russie (Saint-Petersbourg).

Vu ce qui précède, les commandants des corps de troupes auxquels sont attachés les prisonniers, sont absolument tenus de veiller sévèrement à ce que les prisonniers de guerre n'expédient, ni ne reçoivent directement de correspondance par l'entremise des institutions postales (§ 58 de la présente instruction).

Afin que les institutions postales puissent, de leur côté, faire savoir aux commandants des corps de troupes, auxquels sont attachés les prisonniers de guerre, qu'elles ont reçu des lettres qui sont directement adressées à ceux-ci, lesdits commandants communiquent à ces institutions la liste des prisonniers ; ces noms sont inscrits dans cette liste non seulement en langue russe, mais aussi en transcription latine.

80. La correspondance postale des prisonniers de guerre doit être transmise ouverte par les commandants des corps de troupes auxquels sont attachés les prisonniers, au Bureau central de renseignements qui la soumettra à l'examen de qui de droit. Le même bureau doit être saisi de la correspondance adressée, sans avoir passé par la censure, aux prisonniers ou aux commandants des corps de troupes auxquels ils sont attachés.

I^{re} *Observation*. — La conduite à suivre pour la réception de la correspondance des prisonniers de guerre est définie en détail par des règles spéciales rédigées d'un commun accord par les Ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères et par le président de la Commission exécutive de la Direction générale de la Société de la Croix-Rouge de Russie (circulaire de l'état-major-général n° 196, année 1904 (1)).

II^e *Observation*. — Afin de rendre moins compliquée et pour accélérer l'expédition de la correspondance provenant des prisonniers de guerre, les chefs des corps auxquels il sont attachés, peuvent être chargés, en vertu d'une disposition spéciale, rendue par l'état-major général, de remettre directement à la poste une partie de la correspondance des prisonniers de guerre, sans l'avoir soumise au préalable à la censure des institutions centrales précitées.

En pareil cas, conformément aux règles susmentionnées pour la correspondance postale des prisonniers de la guerre actuelle, cette correspondance est cachetée par le commandant du corps de troupes et remise avec une estampille à la poste. Cette estampille porte pour la correspondance intérieure, l'inscription en langue russe et pour la correspondance internationale, l'inscription en langue française : « Correspondance des prisonniers de guerre ». Ces inscriptions peuvent être faites par écrit en attendant que les timbres *ad hoc* soient prêts.

81. Le commandant du corps de troupes auquel les prisonniers de guerre sont attachés, veille à ce que les secours donnés aux prisonniers soient autorisés par lui et passent entre ses mains.

82. Dans le cas où les prisonniers de guerre voudront déposer entre les mains des commandants de corps de troupes l'argent et les objets précieux qui leur appartiennent, cet argent et ces objets (art. 56 des Règlements temporaires) seront inscrits dans un registre scellé et déposé dans la caisse avec l'argent et les objets appartenant au corps des Troupes. L'argent et les objets, remis en garde, sont restitués à leurs propriétaires aus-

(1) *Archives diplomatiques*, 1904, n° 10, p. 1298.

sitôt qu'ils en font la demande et ils en accuseront réception et apposeront leur signature dans le registre susmentionné.

83. Les prisonniers de guerre peuvent, aux termes des art. 12 et 61 des Règlements temporaires, être appelés à remplir divers travaux selon leur grade et selon leur forces. Ces travaux ne doivent pas être fatigants ni pouvoir être considérés comme dégradants pour des militaires, ou pour la position sociale qu'ils occupaient dans leur pays; il ne doivent pas non plus avoir le moindre rapport avec les opérations militaires dirigées contre leur pays, ni contre des alliés de celui-ci.

84. Les travaux auxquels peuvent être employés les sous-officiers et soldats prisonniers, se subdivisent en travaux de l'Etat, travaux publics, travaux privés et travaux pour la propre économie du détachement dont ils font partie.

Les conditions dans lesquelles s'effectuent les travaux pour institutions publiques ou les travaux privés sont définies par le commandant du corps de troupes auquel sont attachés les prisonniers.

Les sous-officiers et soldats prisonniers peuvent être employés enfin à toute espèce de travaux dans le domaine économique se rapportant au détachement dont ils font partie, ainsi que pour la confection des vêtements des prisonniers, s'ils savent les métiers nécessaires à l'exécution de ce travail.

85. Les prisonniers non chrétiens doivent être libérés de tout travail les jours de fêtes reconnus par leur religion.

86. Il est sévèrement défendu aux personnes qui sont chargées de la surveillance des prisonniers de guerre, de les employer à leur profit à des travaux quelconques, quand même ceux-ci auraient volontairement consenti et quand même leur travail serait payé.

87. L'argent gagné par les sous-officiers et soldats prisonniers, est porté à leur actif, dans des registres spéciaux, par la chancellerie du corps de troupes auquel ils sont attachés.

La moitié de cet argent est déduite au profit du capital du détachement des prisonniers pour l'amélioration de leur entretien et l'autre moitié, formant la propriété du prisonnier qui l'a gagnée, est versée aux trésoreries locales à titre de dépôt des corps de troupes auxquels les prisonniers sont attachés. Ces sommes sont remises aux prisonniers quand ils sont libérés, ou même quand ils sont encore prisonniers, mais à condition qu'ils seront autorisés à les toucher par le commandant du corps de troupes.

88. En cas de décès d'un prisonnier de guerre, tous les objets lui appartenant, ainsi que son argent, sont envoyés avec une liste les mentionnant en détail, au bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre le plus rapproché, pour être expédiés à qui de droit, conformément au § 2 de l'art. 21 des Règlements temporaires, dans la patrie du défunt.

89. Les honneurs militaires sont rendus d'après leur grade pendant l'enterrement, aux prisonniers de guerre décédés.

Ces honneurs militaires sont rendus par les troupes de la garnison locale qui seront désignées à cet effet.

VII. MISE EN LIBERTÉ DES PRISONNIERS DE GUERRE

90. Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre est effectué, conformément à l'art. 23 des Règlements temporaires aux termes des conditions du traité de paix.

91. Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté avant la conclusion de la paix, aux termes de dispositions spéciales prises par l'état-major général.

92. Au moment du retour des prisonniers de guerre dans leur patrie, ceux-ci sont autorisés (art. 5 des Règlements temporaires) à emporter avec eux les objets qui leur appartiennent, y compris les nouveaux objets dont ils ont fait acquisition quand ils étaient prisonniers. Aux termes du même article des Règlements temporaires, les armes appartenant aux prisonniers ne leurs sont pas rendues.

Règlement sur la marine marchande

(6 juin v. s. 1904) (1)

Traduction (2)

Par avis du conseil de l'Empire, confirmé par Sa Majesté l'Empereur, le 6 juin 1904, il a été statué sur la proposition de l'auguste président de la commission spéciale pour l'élaboration d'un projet de Code de lois sur la marine marchande, ce qui suit :

A titre de modification et de supplément aux lois en vigueur, le droit de naviguer sous pavillon national russe sera subordonné aux règles suivantes :

1. Le droit de naviguer sous pavillon national russe appartient exclusivement aux navires russes.

2. Ne sont considérés comme navires de commerce russes que ceux appartenant :

a) à un seul et unique propriétaire, ou en commun à plusieurs propriétaires (Code de commerce, art. 155), s'ils sont tous sujets russes ;

b) à des Sociétés en nom collectif ou en commandite, si tous les sociétaires et en sus dans le second cas — tous les dépositaires sont sujets russes ;

c) à une Société par actions, à une Compagnie ou société par titres de participation (Bulletin des lois, tome X, 1^{re} partie du Code civil, art. 2.139 ; t. XI, 2^e partie, Code de commerce) si toutes les actions ou titres de participation sont nominatifs et appartiennent à des sujets russes, et en outre si le siège de la direction de l'entreprise se trouve dans les limites de l'Empire et si les membres des conseils de direction, les directeurs-gérants et les personnes occupant des fonctions analogues sont des sujets russes.

(1) *Bulletin des lois*, 24 août 1904 (vieux style), N° 133, art. 1423, p. 2175.

(2) *Journal de Saint-Petersbourg*, N° 330 (29 août/11 septembre 1904).

3. Tout navire perd le droit de naviguer sous pavillon national russe (art. 1) :

a) si, dans le courant de trois ans après la mort du testataire le sujet étranger ayant hérité d'un navire ou d'une part du droit de propriété au navire, ne les aura pas vendus à un sujet russe ou si les co-propriétaires du navire n'auront pas acheté, soit le navire en entier, soit les parts de ce navire, aux termes indiqués dans l'art. 161 du statut du commerce ;

b) si le sujet étranger jouissant, à titre d'héritier de l'un des dépositaires, du droit de participer à la société en commandite possédant le navire ou de l'un des sociétaires participants de la Société en nom collectif ou en commandite, n'aura pas cessé de faire partie de la Société dans un délai de trois ans après la mort du testataire.

4. Tout navire perd le droit de naviguer sous pavillon national russe (art. 1) si son unique propriétaire, ou l'un des co-propriétaires ou sociétaires participants de la Société en nom collectif ou en commandite, possédant le navire, se fait naturaliser à l'étranger, sans observer les règles indiquées dans les §§ a et b de l'art. 3.

5. Les navires de commerce, acquis en commun par leurs propriétaires avant la publication dans le *Bulletin des lois* du présent règlement, continuent, même dans le cas où ils ne répondraient pas aux stipulations de l'art. 2, à jouir comme par le passé, du droit de naviguer sous pavillon national russe.

6. Les entreprises maritimes, ainsi que les maisons de commerce possédant des navires marchands, et qui ont été fondées avant la publication dans le *Bulletin des lois* du présent règlement, ainsi que les navires appartenant à des Sociétés en nom collectif ou en commandite existantes, même si elles ne répondent pas aux stipulations de l'art. 2, continuent à jouir du droit de naviguer sous pavillon national russe.

7. Dans le cas où les entreprises énumérées dans l'art. 6, seraient amenées à augmenter leur capital ou à admettre de nouveaux membres dans le but de multiplier l'effectif de leur flotte marchande :

a) Les Sociétés en nom collectif ou en commandite ne pourront admettre en qualité de sociétaire qu'un sujet russe ;

b) les nouveaux dépôts, donnant droit de participation aux sociétés en commandite, ne peuvent être faits que par des sujets russes ;

c) dans les sociétés par actions, les actions nouvellement émises devront être nominatives et appartenir à des sujets russes.

8. Les entreprises maritimes ou entreprises commerciales et industrielles possédant des navires de haute mer, qui existaient antérieurement à la publication dans le *Bulletin des lois* du présent règlement, continuent, même si elles ne répondent pas aux stipulations de l'art. 2, à jouir des avantages et privilèges acquis à la marine marchande, jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ces avantages et privilèges ont été accordés.

9. Les règles formulées dans les art. 1-4 seront applicables six mois après la date de leur publication dans le *Bulletin des lois*.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Débats parlementaires

Relations de la France avec le Saint-Siège

Chambre des députés. — Séances des 27 mai et 22 octobre 1904

1^{re} SÉANCE DU 27 MAI

Discussion des interpellations : 1^{re} de M. Paul Meunier sur la récente note adressée par le Saint-Siège aux puissances européennes ; 2^{re} de M. Hubbard au sujet de la note qui aurait été communiquée par la Papauté aux gouvernements étrangers pour protester contre la visite du Président de la République à Rome et de l'attitude que compte prendre le Gouvernement dans cette circonstance ; 3^{re} de M. Allard sur la protestation du Pape et les suites que le Gouvernement compte donner à cette manifestation ; 4^{re} de M. Gayraud, sur le rappel de M. Nisard ; 5^{re} de M. Zévaès, sur les conséquences de la publication de la protestation adressée par le Saint-Siège aux divers gouvernements contre le voyage en Italie de M. le Président de la République ; 6^{re} de M. Delafosse, sur la politique religieuse du Gouvernement ; 7^{re} de M. Groussau, sur les conséquences du voyage de M. le Président de la République à Rome, en ce qui concerne les rapports de la France et du Saint-Siège ; 8^{re} de M. Aristide Briand, sur la portée et les conséquences de la mesure prise par le Gouvernement à l'égard du Vatican ; MM. Lasies, le Président, Paul Meunier. — Motion d'ajournement : MM. le Président, Lasies. Rejet. — Suite de la discussion : MM. Hubbard, Allard, Gayraud, le Ministre des Affaires Etrangères, Groussau, Aristide Briand, le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes ; Ribot, Louis Barthou. — Ordres du jour motivés : 1^{re} de M. Ferrette ; 2^{re} de MM. Allard, Vaillant, Chauvière et plusieurs de leurs collègues ; 3^{re} de MM. Bienvenu Martin, Sarrien, Etienne et Jaurès ; 4^{re} de MM. Hubbard et Charles Bos ; 5^{re} de M. Gayraud ; 6^{re} de M. de la Ferronnays et plusieurs de ses collègues ; 7^{re} de M. Cornet ; 8^{re} de M. Ernest Roche ; 9^{re} de M. Magniaudé. — Demande de l'ordre du jour pur et simple : MM. Magniaudé, Ferrette, Cornet, Charles Bos, Charles Benoist, le Président du Conseil. Rejet, au scrutin. — Demande de priorité en faveur de l'ordre du jour de M. Ferrette ; M. Plichon. Rejet, au scrutin. — Demande de priorité en faveur de l'ordre du jour de M. Allard et plusieurs de ses collègues. Rejet, au scrutin. — Discussion, au fond, de l'ordre du jour de MM. Bienvenu Martin, Sarrien, Etienne et Jaurès ; MM. de Lanessan, Archdeacon, Zévaès, Emile Chautemps, Sembat. — Adoption, au scrutin, de la 1^{re} par-

tie. — 2^e partie : MM. Sembat, Gauthier (de Clagny). Adoption, au scrutin. — Adoption de l'ensemble.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Paul Meunier.

M. PAUL MEUNIER. — Messieurs, le jour même de la rentrée de la Chambre j'ai eu l'honneur d'écrire à M. le Ministre des Affaires Etrangères pour appeler son attention sur une note diplomatique que le Saint-Siège venait, quelques jours auparavant, de faire remettre à plusieurs puissances européennes.

Dans ma lettre, je demandais à M. le Ministre des Affaires Etrangères de vouloir bien nous faire connaître le texte authentique de la note pontificale ; je lui demandais, en outre, de vouloir bien accepter une question à la tribune sur les conséquences que cette manifestation devait entraîner,

Les nécessités parlementaires m'ont obligé à transformer ma question en interpellation ; mais j'ai hâte de déclarer à la Chambre que je ne sortirai pas du cadre très restreint que j'avais primitivement fixé à ma discussion.

Le Parlement connaissait déjà par des révélations de presse et par un communiqué officiel très bref l'existence du document diplomatique qui est la cause du débat d'aujourd'hui, mais ce document avait été jusque-là tenu secret par le Gouvernement lorsqu'il y a quelques jours le journal de notre éminent collègue M. Jaurès nous en donnait le texte intégral et sensationnel.

J'ai sous les yeux le document diplomatique publié par le journal l'*Humanité*. La Chambre tout entière le connaît ; elle ne jugera, peut-être pas nécessaire d'en entendre la lecture.

Je ne crois pas exagérer en disant que la note du Saint-Siège, dès sa publication par la presse, a provoqué en Europe, en France et en Italie surtout, un très vif étonnement.

Il semble, dis-je, que personne n'eût prévu que le Vatican avait le désir de rompre d'une manière aussi brusque avec la politique du Pape précédent. Cependant la personnalité même du nouveau cardinal secrétaire d'Etat, signataire de la note pontificale, évoquait tout de suite les souvenirs du dernier conclave et fournissait, pour ainsi dire, une première explication de ce revirement dans la politique du Saint-Siège.

On se rappelle, on ne peut pas ne pas se rappeler, l'« exclusive » fameuse portée, au dernier conclave, par le cardinal de Cracovie, mandataire, en quelque sorte, de l'Autriche, contre le cardinal Rampolla, suspect, à tort ou à raison, de certaines complaisances pour la France et accusé, dit-on, de ne pas vouloir se prêter aux visées de certaines puissances. Quoi qu'il en soit, le Pape nouveau vient d'affirmer sa volonté de revenir à la politique de Pie IX, politique si conforme aux principes de l'Eglise romaine.

M. LE MARQUIS DE ROSANBO. — C'est là une erreur manifeste : Pie X est en conformité absolue de vues avec Léon XIII. J'en ai ici, comme preuve, un extrait des paroles prononcées en 1880 par Léon XIII.

M. PAUL MEUNIER. — Notre collègue exposera tout à l'heure que la politique du Pape actuel est tout à fait conforme à celle du Pape précédent. Quant à moi, je maintiens mon opinion, et je répète que le pape Pie X est revenu à la tradition de Pie IX, et je ne m'en plains pas, car la politi-

que du ralliement était autrement perfide et dangereuse pour nous. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

La note du cardinal Merry del Val est, à mon sens, et contrairement à l'opinion de mon interrupteur, la première manifestation de ce retour à la politique traditionnelle de la Papauté.

Mais je dis que, vis-à-vis de nous, vis-à-vis de la France, cette note constitue tout à la fois un abus et une offense et qu'elle appelle des sanctions immédiates et décisives. C'est ce que je vais essayer d'indiquer à la Chambre en peu de mots.

Jamais, messieurs, depuis trente ans, la Papauté n'avait revendiqué avec autant de force son ancienne souveraineté temporelle et jamais non plus elle n'avait affirmé d'une manière aussi formelle sa volonté d'intervenir dans la politique française. La Papauté peut être sincère dans ses revendications ; mais qu'il me soit permis de dire, en passant, que sa sincérité ne suffira pas à la relever de ses ruines. La Papauté théocratique a contre elle tout à la fois l'histoire du passé et le sentiment moderne du droit, tel qu'il a été gravé dans toutes les consciences par un siècle de révolutions européennes. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

En tout cas, la France ne peut pas rester à jamais solidaire et des ranunces et des ambitions du pontife romain ; et pourtant c'est la thèse que le Vatican vient de soutenir dans la note du 28 avril dernier.

Le cardinal Merry del Val nous dit : « Vous êtes une nation catholique, vous êtes un gouvernement catholique ; comme tel vous n'avez pas le droit de rendre visite à Rome, au gouvernement italien, spoliateur de mes Etats ».

Voilà la thèse ; elle est très simple, mais je dis qu'elle est abusive. Je ne suis pas le seul à juger ainsi ; je ne suis pas seulement d'accord ici avec mes amis de la majorité ministérielle, je le suis également avec le centre même de cette assemblée.

Le *Journal des Débats* qui, je le crois, traduit toujours avec fidélité la pensée de nos collègues modérés, s'exprimait ainsi sur cette importante question :

« La thèse du Vatican, il faut bien le dire, est inadmissible. Elle consisterait à enchaîner et à subordonner la politique de la France à l'égard de l'Italie, à celle du Saint-Siège, tandis que la politique des seuls gouvernements hérétiques resterait libre dans ses allures, dans le choix de ses moyens d'action et, par conséquent, dans ses chances d'atteindre son but. Lorsque la note, après avoir comparé le Président de la République aux autres chefs d'Etats catholiques, affirme que M. Loubet n'avait comme eux aucune « grave raison de politique, d'alliance ou de parenté » pour aller voir le roi d'Italie à Rome, et que cependant il l'a fait, tandis qu'ils s'en sont abstenus, il y a un mot de trop dans cette énumération, c'est celui de politique. M. Loubet avait une « grave raison politique » de rendre au roi Victor-Emmanuel la visite qu'il avait reçue de lui. Il agissait dans l'intérêt de son pays, et c'est son devoir de ne sacrifier cet intérêt à aucun autre, de quelque nature qu'il puisse être. Nous savons les égards que méritent le Saint-Siège et le pontife qui l'occupe mais ce serait établir une antinomie redoutable de dire, ou même de laisser supposer qu'ils sont incompatibles avec le légitime développement de notre politique extérieure et intérieure, et c'est malheureusement ce qui paraît résulter de la note pontificale ».

Voilà l'opinion du *Journal des Débats* en ce qui touche l'ingérence de la Papauté dans les rapports de la France et de l'Italie.

Mais le cardinal Merry del Val ne s'est pas contenté de protester contre le voyage de Rome, au lendemain même de ce voyage ; il a, en outre, pris soin de rappeler, dans un passage du document que la Chambre connaît, qu'avant cette note pontificale du 28 avril, le Saint-Siège avait averti le Gouvernement français de l'injure que constituerait à ses yeux la visite de M. Loubet au Quirinal.

« L'offense — dit la note pontificale, si je m'en souviens bien — est intrinsèque à l'acte et le Saint-Siège n'avait pas manqué d'en avertir le Gouvernement français. « On a passé outre à cet avertissement et on ne pouvait faire autrement ; mais il me faut rappeler que lorsque le Gouvernement est venu demander aux Chambres les crédits nécessaires au voyage de Rome, l'honorable M. Delcassé s'est tu sur cette circonstance, dans sa réponse à M. Boni de Castellane.

Aussi, je viens lui demander aujourd'hui — et c'est la première question que je me permets de lui poser — s'il peut prendre l'engagement de donner bientôt au Parlement, un Livre jaune relatif aux affaires du Saint-Siège, et qui contiendra notamment, avec la note du 28 avril et celle qui l'a précédée, les réponses du Gouvernement français à l'une et à l'autre de ses communications diplomatiques.

Voilà, messieurs, la première question très simple et très nette que je me permets de poser à M. le Ministre des Affaires Étrangères.

J'aurai, tout à l'heure, une seconde question à poser au Gouvernement, et celle-ci sera plus grave, parce qu'elle touchera aux sanctions que doit entraîner le caractère offensant de la note pontificale.

J'ai dit, et je crois avoir montré, avec l'autorité même du journal *Les Débats*, que la note était abusive. Je me demande s'il est bien nécessaire de faire la démonstration qu'elle est offensante.

Le cardinal qui l'a signée — et qui l'a probablement rédigée — en a visiblement choisi les termes avec une intention blessante pour le Gouvernement français. Mais ce qui aggrave l'offense, en dehors même des termes employés par l'auteur de la note, c'est ce fait que le Saint-Siège ne s'est pas contenté de remettre cette note au Gouvernement français, mais qu'il a cru devoir, en même temps, faire appel à l'Europe pour prendre acte, contre nous, des résolutions que nous avons arrêtées dans la souveraineté de notre indépendance. Enfin, ce qui met le comble à l'offense, c'est que la note remise au Gouvernement français ne contient pas la phrase fameuse que tout le monde se rappelle, et qui est relative au rappel éventuel du nonce apostolique de Paris.

Ainsi la curie romaine avertit les gouvernements étrangers que si le nonce apostolique de Paris reste à son poste, c'est seulement pour des raisons d'un ordre tout particulier ; et cette notification qui équivaut, en somme, à une véritable rupture diplomatique avec la France, n'est point portée à la connaissance du Gouvernement français. Et la France, seule partie intéressée, qui, à ce moment-là, entretient encore un ambassadeur auprès du Vatican, ne peut présenter un mot de réponse, dans l'ignorance où elle est de la nouvelle offense qui lui est faite.

Mieux aurait valu rappeler le nonce que d'employer à l'égard du Gouvernement français un procédé aussi peu amical. C'est encore l'opinion du journal de nos collègues du centre que j'invoque ici :

« On a cru au Vatican — dit le *Journal des Débats* — qu'il était indis-

pensable de faire une manifestation et on a songé à rappeler provisoirement le nonce de Paris. S'il y est resté cela est dû uniquement à de très graves motifs d'ordre et de nature en tous points spéciaux. Nous ignorons quels sont ces motifs ; peut-être n'est-il pas impossible de les deviner, mais est-on bien sûr, dans les conseils du Saint-Père, qu'ils auraient été plus compromis par le rappel du nonce que par l'envoi de la note ? Nous avons pour le moins des doutes à ce sujet. Les mêmes motifs qui ont déterminé le Pape à laisser le Nonce à Paris, auraient dû l'empêcher d'écrire sa note ou tout au moins l'amener à en modifier la forme ».

Telle est, encore une fois, sur cette grave et délicate question l'opinion du *Journal des Débats*. Nous sommes donc tous d'accord — et c'est la conclusion à laquelle je voulais arriver — républicains modérés qui ne désavouez pas votre journal, et républicains avancés, de la majorité ministérielle, pour reconnaître que la note pontificale est tout à la fois offensante et abusive — je l'ai déjà dit et démontré — pour le Gouvernement français.

Il ne nous reste plus maintenant qu'à nous entendre sur la sanction qu'il convient de donner à ce grave incident diplomatique, et c'est par là que je termine.

La sanction qui consisterait à ignorer l'insulte et à repousser l'offense sans y répondre est — nous sommes tous d'accord sur ce point, j'imagine — un expédient qui ne saurait suffire. Une grande puissance, une nation libre et fière, une démocratie qui marche à la tête des peuples civilisés... (*Applaudissements sur divers bancs à gauche et à l'extrême gauche. — Interruptions à droite*).

Mes chers collègues, si vous avez des observations à présenter sur ce point à la Chambre, je consens à me laisser interrompre.

Je répète qu'une démocratie qui marche à la tête des peuples civilisés doit faire entendre au monde une autre réplique. Tous ceux qui, dans le Parlement, ont à cœur la dignité de la France républicaine comprendront, je l'espère, que la seule mesure qu'il convienne de prendre en ce moment, c'est la rupture diplomatique avec le Vatican. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche*).

C'est, messieurs, sur ce point délicat que je vais me permettre — et ce sera ma dernière question — de demander à M. le Ministre des Affaires étrangères de très précises explications.

Il nous importe peu que M. Nisard ait été rappelé, si dans un avenir plus ou moins rapproché, il doit retourner à Rome (*Applaudissements sur les mêmes bancs*) et si, en attendant, nos relations diplomatiques avec le Vatican ne sont pas interrompues.

Je vous demande donc, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, s'il est exact, comme certains l'ont dit — et ce que je ne crois pas — que le rappel de M. Nisard ne soit qu'une mesure provisoire, une satisfaction platonique donnée pour la forme à l'opinion française. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*).

Il y a peut-être des esprits sages, ici comme ailleurs, qui pensent que l'émotion produite par la publication de la note pontificale ne tardera pas à s'apaiser, que l'incident lui-même sera bientôt oublié et que les choses reprendront leur cours comme ci-devant. Ceux qui font ce calcul se trompent étrangement. Croire que le pays pourrait sanctionner une capitulation pareille, qui aurait pour effet de rehausser le prestige du Vatican et de lui fournir de nouvelles armes contre nous, c'est faire injure au bon

sens public. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*) Ce n'est pas au moment où le Nonce apostolique à Paris accentue par des paroles imprudentes... (*Applaudissements sur les mêmes bancs*).

... la gravité de l'incorrection commise à l'égard de la France et de son plus haut représentant qu'il convient de faire un acte de faiblesse. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*).

Je sais bien que le Vatican essaye aujourd'hui de pallier sa faute (*Rumeurs à droite*) en publiant des explications plus qu'embarrassées. Ce plaidoyer tardif ne trompera personne. L'incident provoqué par le Saint-Siège ne peut avoir qu'une conclusion, c'est la suppression — je ne dis pas de l'ambassadeur — mais de l'ambassade française au Vatican (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche*) et la cessation de nos relations avec le nonce apostolique dont la présence n'a plus d'objet à Paris, pour reprendre l'expression même dont s'est servi M. le Ministre des Affaires étrangères à l'égard de l'ambassadeur de Turquie, à la suite de l'incident Lorando-Tubini.

Messieurs, j'en ai fini. Il me semble que l'heure est venue de mettre enfin notre politique extérieure en harmonie avec notre politique intérieure. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

M. le sénateur Clémenceau, l'un des guides les plus sûrs de la majorité ministérielle dans l'autre Chambre, l'a dit avec trop de raison : Jamais plus belle occasion ne s'offrira à nous de briser la dernière chaîne qui nous rattache à Rome.

Il ne faut pas qu'on puisse dire de nous, de cette majorité et de ce ministère, que nous n'avons vécu de l'anticléralisme que pour ajourner sans cesse la solution d'une question qui, depuis plus de trente ans, figure à la première ligne du programme républicain.

Que le Gouvernement parle donc et qu'il se mette résolument à la tête de sa majorité ; il sera suivi. (*Interruptions au centre et à droite*).

Un illustre penseur vous l'a dit avant moi, Monsieur le Président du Conseil : Pour vous défendre contre votre adversaire, vous avez une force que les gouvernements monarchiques n'avaient pas, le sentiment populaire, force irrésistible (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*), force immense à laquelle rien ne peut s'opposer dans une démocratie. Le peuple est avec vous : demandez-lui des armes, il vous en donnera. (*Vifs applaudissements sur les mêmes bancs. — L'orateur, en regagnant son banc, reçoit les félicitations de ses amis*).

M. HUBBARD. — Messieurs, la question a été posée excellemment par mon ami, M. Meunier.

Je crois que la Chambre pense que le débat est engagé et que sa curiosité la plus vive — j'en demande pardon à mes collègues les autres interpellateurs — est réservée aux paroles et aux explications qu'elle attend du Gouvernement. Cependant, comme je suis un peu plus curieux que M. Meunier, je voudrais montrer un peu plus d'indiscrétion que lui et c'est pourquoi je demande à la Chambre de me permettre de préciser pendant quelques instants très courts, pour M. le Président du Conseil et pour M. le Ministre des Affaires étrangères, les points sur lesquels je voudrais, quant à moi, que les réponses du Gouvernement dépassent un peu les simples questions de M. Meunier.

Assurément, il est profondément regrettable qu'en même temps que le Livre jaune sur l'arrangement franco-anglais — pour lequel je crois que

M. le Ministre des Affaires étrangères recevra beaucoup plus d'éloges que de blâmes — il n'y ait pas un Livre jaune sur les affaires au moins aussi pressantes, aussi immédiates qui concernent les relations récentes du quai d'Orsay et du Vatican. C'est, qu'en effet, nous discutons un peu dans la nuit ; nous discutons sur une note que nous ne connaissons pas. (*C'est vrai ! — Très bien ! sur divers bancs*).

Je sais bien que nous connaissons un texte, grâce à une heureuse publication qui a été faite dans la presse, et que ce texte n'est pas désavoué dans son ensemble. Mais vous n'ignorez pas, Messieurs, quelles questions il soulève. Aussi, je le répète, je regrette beaucoup qu'aucun Livre jaune n'ait été publié sur cette affaire diplomatique et je regrette encore plus que, dans l'espèce, M. le Ministre des Affaires étrangères n'ait pas cru devoir communiquer immédiatement au public la note qu'il a reçue lui-même et qui est beaucoup plus intéressante encore pour la France que la note qui a été reçue par Monaco, par la Bavière ou par le Portugal. (*Applaudissements à droite et sur divers bancs au centre*).

D'ailleurs la Chambre sait très bien — le nombre des interpellations déposées et le nombre des interpellateurs le montre — qu'il ne s'agit pas ici d'un simple incident diplomatique. Ce n'est pas à vrai dire une question de politique extérieure ; non, les questions romaines ont ceci de très particulier qu'on les discute autour d'un ambassadeur sous la forme de questions de protocole, mais qu'au fond ce qui domine le débat, c'est la question de politique intérieure, c'est la définition générale de la politique intérieure du Gouvernement. Et c'est pourquoi la Chambre attend avec tant d'impatience les explications de M. le Ministre des Affaires étrangères et celles du Président du Conseil. Celles de M. le Ministre des Affaires étrangères porteront sans doute sur le passé, mais je crois que celles de M. le Président du Conseil — et ce sont les plus importantes — porteront sur l'avenir.

Je voudrais en quelques mots, rappeler à la Chambre l'état précis de la question, comment a surgi l'incident et pourquoi nous discutons.

Qu'est-ce que M. Meunier a demandé tout d'abord ? Il a demandé si le texte publié par un journal de Paris est exact. J'avoue que, quant à moi, dès que j'appris la remise d'une note de protestation par le Vatican, j'eus l'intention de demander à la tribune la communication de cette note à M. le Ministre des Affaires étrangères.

Précisons, en effet, les conditions dans lesquelles cette note se trouve portée à la connaissance du public.

C'est à Rome même, le 28 avril, d'après les déclarations non contredites des journaux italiens, le soir du départ de M. le Président de la République, quand il était encore sur la terre italienne, qu'a été remise à l'ambassadeur de la République française cette note que vous connaissez. Elle avait été préparée, paraît-il — si j'en crois toujours ce qui a été publié, sans être contredit à Rome — deux jours avant, le 26, au moment même où le peuple italien célébrait la visite du Président de la République dans les conditions que vous savez ; elle avait été, sous les ombrages du Vatican, délibérée dans une longue conférence qui avait appelé l'attention de tout le monde et à laquelle prenaient part non seulement le secrétaire d'Etat actuel, le cardinal Merry del Val, bouc émissaire sur lequel on veut faire peser les responsabilités, au point de vue romain, de cette affaire, mais encore le cardinal Rampolla...

M. CHARLES BENOIST. — Pas du tout.

M. HUBBARD. — ... le soi-disant représentant d'une politique qui serait tout à fait différente. M. Meunier a d'ailleurs touché ce point.

Ce que je sais bien, c'est qu'un publiciste qui est au courant de toutes ces questions, M. de Bonnefon (*Exclamations à droite et au centre*) publiait encore, ces jours-ci, à Paris les noms des cardinaux qui auraient été consultés sur la rédaction de cette note et insistait sur les conditions où elle avait été écrite,

Mon observation a simplement pour but de dire à la Chambre qu'il y a eu là, de la part du Vatican, une volonté très délibérée de remettre à la France, à la République française, à son Gouvernement — pour que les citoyens le connaissent, apparemment — un factum, un acte violent de protestation contre la visite même du Président de la République à Rome.

Je demande à M. le Ministre des Affaires étrangères pourquoi cette communication du Vatican, de la Papauté, du chef de l'Eglise catholique à notre Gouvernement et à notre pays, a été gardée dans les cartons du ministère sans être publiée. (*Très bien ! Très bien ! sur divers bancs*).

Je sais bien que, dans les jours qui ont suivi, on a préparé une réponse, une note qui, paraît-il, protestait, dans le fond et dans la forme, contre la note pontificale. On nous a même appris plus tard que M. l'ambassadeur de la République est allé porter cette réponse au Vatican et un grand journal de Paris, le *Temps*, dans ses dernières nouvelles, nous apprenait le fait en quelques lignes en ajoutant : « L'incident est clos ».

L'incident devait être clos et il l'était sans doute aux yeux du Gouvernement. Je m'en étonne et je le dis très nettement à M. le Ministre des Affaires étrangères et à M. le Président du Conseil, au nom du parti républicain, au nom de la lutte même que nous soutenons, dans laquelle ils sont engagés et qui a été soutenue par le pays avec une force et une vigueur que personne ne contestera, surtout M. le Président du Conseil; au point de vue de ces intérêts dont il avait la charge, pour notre politique intérieure comme au point de vue des intérêts de la politique extérieure, c'est avec regret que nous avons vu garder cette note secrète; c'est encore avec plus de regrets que nous avons vu que la seule réponse qu'on lui fît était une note également secrète et dont je ne connais pas les termes, dont la Chambre ni personne ne peut discuter en ce moment la portée. Peut-être M. le Ministre des Affaires étrangères, l'apportera-t-il tout à l'heure à la tribune et pourrons nous alors l'examiner et la discuter; jusqu'à présent nous ne la connaissons pas.

Voilà quelle était la situation, à la veille de la publication faite dans un journal parisien: aucune émotion dans le Gouvernement en ce qui concerne l'offense faite à la France. On avait simplement répondu au Vatican par une note qu'on ne communiquait pas. Les choses en restaient là. Pourquoi ? Dans quel intérêt ?

Tout à coup, un journal parisien et républicain, un journal de la majorité ministérielle, satisfaisant une curiosité très légitime de ses lecteurs, fait connaître non pas le texte de la note adressée à la France, paraît-il, mais le texte de la même note dont copie aurait été remise à divers gouvernements étrangers. Alors une émotion subite s'empare du Gouvernement: il paraît que la publication de cette note, qui n'est pas identique à celle qui a été remise à la France, change tout à fait le caractère de celle-ci, en aggrave la portée; on demande au Gouvernement pontifical des explications.

Voilà ce qui s'était passé au moment où nous avons déposé notre

interpellation. Celle de M. Meunier et la mienne portaient sur ce qu'on savait, c'est-à-dire sur la publication qui vient d'être faite. Le Gouvernement vous a répondu que nous nous trouverions prochainement en présence du fait accompli.

Le fait est accompli, en effet, et j'avoue qu'il n'a pas une clarté et une netteté telles qu'il puisse dispenser d'une demande d'explication.

En effet, messieurs — M. Meunier l'a déjà indiqué en quelques mots et je crois que nous pouvons insister — quel est le fait accompli en face duquel nous nous trouvons ? Ce fait accompli, c'est que l'ambassadeur de la République française est revenu de sa personne à Paris après avoir, inutilement sans doute, demandé des explications au Vatican. Je crois que, sur ce point également, la Chambre sera bien aise d'avoir quelques détails et que les citoyens de la République, leurs représentants surtout dans les Chambres ne seront pas fâchés d'être fixés sur les conditions dans lesquelles s'est produite cette demande d'explications.

Il est impossible, Messieurs, pour vous tous qui avez suivi avec soin les nouvelles diverses qui ont été données à cet égard, au moment où nous avons à prendre vis-à-vis de la Papauté, vis-à-vis du Gouvernement pontifical, il est impossible, avant que M. le Ministre des Affaires étrangères ait parlé, de savoir dans quelles conditions le cardinal Secrétaire d'Etat a répondu à la demande de renseignements qui lui a été adressée.

Vous savez les versions différentes qui ont circulé ; il paraît que le Secrétaire d'Etat s'est retranché derrière une proposition d'explication écrite, qu'on ne lui a pas donné satisfaction, qu'on a insisté pour avoir des rapports verbaux et on a considéré que cette proposition d'explication écrite était une sorte de refus d'explications. D'après une autre version, le Secrétaire d'Etat aurait dit : « De quoi vous plaignez-vous ? Vous n'avez pas protesté publiquement contre la note du 28 avril quand on vous l'a remise, vous n'avez pas considéré qu'il fût nécessaire de demander des explications. La note qui a été remise à d'autres Gouvernements n'est pas plus grave que celle que vous avez entre les mains. Vous vous plaignez de la disparition d'un membre de phrase concernant notre nonce à Paris ? Mais c'est au contraire une atténuation de la note que nous avons remise aux Gouvernements étrangers... » (*Très bien ! Très bien ! à droite*).

« ... Nous n'avions pas mis cette phrase exprès, précisément pour montrer la très grande déférence que nous avons pour la République française et notre très vif désir de rester amis avec elle ». (*Mouvements divers*).

Je suis plus curieux que M. Meunier et je demande à M. le Ministre des Affaires étrangères, au moment où nous allons délibérer sur les conditions de nos rapports diplomatiques avec le Vatican, de nous dire très nettement, très exactement quelle est la portée de l'observation qui a été faite au nom de la France et quelle attitude a été prise par le représentant du Gouvernement pontifical.

Voilà quelles sont les questions précises que je voudrais adresser à M. le Ministre des Affaires étrangères.

A M. le Président du Conseil, je demanderai quel est son sentiment en présence de cet incident et quelle morale selon lui doit en être tirée ; je lui demanderai en même temps, d'accord avec M. le Ministre des Affaires étrangères, dans le même esprit, dans des termes semblables et équivalents, de donner toute sa portée au retour de M. l'ambassadeur Nisard à Paris.

Je parlais de questions diplomatiques ; je disais que dans cette affaire

nous avions en face de nous le Protocole. Vous savez en effet, qu'il s'agit de définir le fait accompli, « l'acte », dira-t-on peut-être dans des ordres du jour. C'est là toute la question qui se débat au point de vue de la sanction, de la résolution de la Chambre.

Le fait accompli, l'acte du Gouvernement, quel est-il exactement au point de vue de l'avenir ? Quelle portée a-t-il ?

Au point de vue diplomatique, vous savez qu'on distingue la position des ambassadeurs en congé de la position des ambassadeurs rappelés, ou provisoirement absents, ou qui ont suspendus les relations verbales, mais sans qu'aucune rupture ait été signifiée. Dans quelle situation sommes-nous ? Cela n'est pas très net. Je pense qu'à cet égard il y a des explications à donner et des déclarations à apporter. D'autant plus que nous avons des explications et des déclarations de la part de l'autre partie, comme mon ami Meunier l'indiquait très bien, et j'y insisterai seulement d'un mot tout à l'heure.

En face de ce fait accompli, de cet acte qui n'est pas complètement défini de notre part, il y a une attitude et un acte très définis de la part de la Papauté en ce qui concerne son représentant à Paris. Il y a un langage que la Chambre, que le pays connaissent et que nous avons le droit d'apprécier, à moins que les déclarations, les commentaires de M. le Président du Conseil et M. le Ministre des Affaires étrangères ne puissent modifier la première impression que nous avons ressentie.

Le parti radical a, en ces matières, une politique traditionnelle. Il est, paraît-il, au pouvoir, le parti radical. La politique anti-cléricale du vieux parti républicain est représentée sur les bancs de la Chambre, elle y est défendue. C'est à elle que sont allées les sympathies du pays, toutes les manifestations sur lesquelles vous vous appuyez, Monsieur le Président du Conseil. Sur cette question, dans la matière où nous sommes, il faut absolument que l'on s'explique nettement et qu'on sorte de l'équivoque, parce que c'est précisément l'équivoque sur cette question qui a été le côté le plus dangereux de toute notre politique extérieure au point de vue romain et qui en même temps a pesé sur la solution et le dénouement des difficultés intérieures. (*Très bien ! Très bien ! à gauche*).

Quelle a été la thèse du parti radical en face de la Papauté, au sujet de l'ambassade romaine ? Qu'avous-vous dit, nous-même et ceux qui nous ont précédé à cette tribune à propos du maintien à Rome d'une ambassade, de relations diplomatiques en dehors de la question concordataire, à côté d'elle, car la question de l'ambassade et celle du Concordat sont deux questions très distinctes, qui ne se commandent pas nécessairement l'une l'autre ? Le parti républicain disait : En maintenant à Rome une représentation spéciale auprès du Pape, la République nuit à sa politique extérieure vis-à-vis de l'Italie, parce que, à tort ou à raison, il se produit une équivoque. On reste persuadé, en Italie, que la France a une arrière-pensée de faveur vis-à-vis du pouvoir temporel. (*Mouvements divers*).

Vous faites des signes de dénégation, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères. Je vais préciser une ou deux autres questions relativement au texte de la note.

Si vous voulez bien relire ce texte — vous l'avez tous d'ailleurs présent à l'esprit — vous serez frappés comme moi de cette phrase extraordinaire dans laquelle M. Merry del Val explique que les Gouvernements en relations d'amitié et de sympathie avec la Papauté ont eu toujours la conscience très

nette du devoir qui s'imposait à eux de ménager non seulement la dignité, mais les droits imprescriptibles de la papauté.

Ces devoirs ont toujours été reconnus par tous, dit M. Merry del Val. Il le dit lorsqu'il s'adresse à vous, puisqu'il vous a remis cette note. La papauté avait donc, depuis des années, cette conviction que la France, n'avait pas encore dit une parole décisive. puisqu'elle maintenait sa représentation auprès du pouvoir temporel...

... qu'elle continuait cette politique équivoque qui, malheureusement, a été celle qu'on a suivie à l'origine de cette Ambassade. M. Aulard le rappelait ce matin : après septembre 1870, les républicains français ne s'attendaient certes pas au maintien de l'Ambassade auprès du Vatican.

Cette Ambassade a été maintenue dans des conditions particulières qui sont historiques, connues de tous et qui n'étaient pas de nature, en Italie, à nous rendre particulièrement facile la tâche que certains d'entre nous avaient entreprise. Il me sera bien permis de rappeler à cette tribune, comme on l'a fait à Montecitorio, que lorsque les relations étaient tendues entre l'Italie et la France et que le parti ultramontain et clérical exploitait certaines hostilités politiques contre nous, il y a eu des républicains, sur les bancs de la Chambre française comme sur les bancs de la Chambre italienne, pour entreprendre cette croisade de rapprochement. Avec Cavallotti, avec Cipriani, avec Umbriani et tant d'autres, en 1889, nous avons fait campagne pour que la politique, qui triomphe aujourd'hui, fût enfin entamée.

Cette politique a été faite par ces Italiens amis de la France avec le dévouement, le désintéressement le plus admirable. Je me rappelle Cavallotti venant à Nice avec ces quatorze amis et traité d'étranger par certains de ses compatriotes. Je me souviens qu'il recevait dans différentes gares d'Italie, des dépêches injurieuses dans lesquelles on lui parlait de la démarche qu'il avait faite à Nice, sur la terre française, auprès de Garibaldi.

J'ai d'autant plus de plaisir à rappeler cet incident, que j'ai en face de moi un ministre qui prononça à ce moment des paroles éminemment propres à préparer cette politique que je rappelais tout à l'heure et à nous conduire au résultat que nous désirons tous.

M. MAURICE ROUVIER, *ministre des finances*. — C'est à cette occasion que, pour la première fois, un membre du Gouvernement français a parlé de Rome capitale. (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

M. RIBOT. — J'étais alors Ministre des Affaires étrangères.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. — Parfaitement ; je tiens à le constater aussi.

M. HUBBARD. — Vous vous rappelez les applaudissements unanimes qui ont accueilli vos paroles, monsieur Rouvier.

Eh bien ! dans la note de M. Merry del Val, il est dit que tous les gouvernements catholiques reconnaissent les droits imprescriptibles de la papauté. Un peu plus loin, on a soin de rappeler à notre intention, que s'il y a des gouvernements qui ont des raisons d'amitié, de parenté, pour pouvoir envoyer leurs chefs à Rome sans se rendre auprès du Pape, notre Gouvernement devait plus qu'aucun autre, se rappeler cette obligation, parce que, outre le souvenir des droits imprescriptibles, il jouit de certains privilèges et notamment du protectorat des chrétiens d'Orient. C'est une menace non déguisée, mais qui prend toute son importance aux yeux des républicains,

si on rapproche la note qui nous occupe, de ce qu'on disait il y a quelques jours dans le journal le *Matin*.

Je sais bien que M. de Freycinet a protesté au sujet de cette note, mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a eu des négociations au sujet de la nonciature à Pékin et du protectorat des chrétiens. Nous n'avons jamais bien su ce qui s'était passé, car on n'a pas distribué de Livres jaunes complets et jamais on n'a publié la correspondance échangée à cet égard entre la papauté et le Gouvernement.

Il semble bien, cependant, que dans la note de M. Merry del Val, où l'on parle du protectorat des chrétiens et du devoir pour la France, plus que pour toutes les autres puissances, de faire preuve d'égards vis-à-vis du Saint-Siège, il semble bien, dis-je, qu'il y ait là une menace, un rappel de certains engagements pris.

Enfin, quelles étaient donc ces démarches qui auraient été faites auprès de vous, monsieur le Ministre des Affaires étrangères? Là encore je vous pose une question très précise. Il a été dit dans la note publiée, que vous avez été averti de l'attitude que prendrait le Vatican, qu'il y eut une démarche faite auprès de vous...

M. DELCASSÉ, *Ministres des Affaires étrangères*. — Soyez sans inquiétude: je vous fournirai les explications les plus complètes.

M. HUBBARD. — Je ne sais pas si cela se trouvait dans la note qui vous a été remise, mais j'affirme que cela se trouve dans celle qui a été publiée.

Vous vous trouvez en face d'un chef de religion, en face d'une association religieuse universelle dont le chef persiste à vouloir se faire considérer comme un souverain temporel; il prétend que la France a l'obligation de se joindre à ceux des autres États catholiques qui partagent le respect du maintien de ses traditions, du pouvoir temporel. Eh bien! je dis que garder le silence lorsque le Vatican vous remet une note de ce genre, attendre pour protester qu'elle ait été divulguée dans la presse, cela au moment où nous soutenons la lutte actuelle pour la libre pensée et la République contre les cléricaux à l'intérieur et contre l'esprit ultramontain de la congrégation, je dis que c'est ne pas fournir au parti républicain toutes les armes dont il aurait besoin, et je demande qu'on ne renouvelle pas demain cette faute. (*Vifs applaudissements à gauche.*)

Mais vous savez également, messieurs, dans quelles conditions de fait est parti notre ambassadeur. Le récit seul des journaux italiens est une peinture de la situation.

M. Nisard, cet ambassadeur sur la fermeté duquel comptait M. le Président du Conseil, comme il le disait au Sénat en réponse à M. Clémenceau pour faire valoir les droits de la France — ce à quoi M. Clémenceau, avec beaucoup de raison et de scepticisme répondait: Je ne partage pas votre confiance, monsieur le Président du Conseil...

M. RIBOT. — M. Nisard est un ambassadeur ferme quand son Gouvernement est ferme. C'est un de nos meilleurs ambassadeurs.

M. DELCASSÉ, *Ministre des Affaires étrangères*. — Je joins mon témoignage au vôtre, pour rendre justice à M. Nisard.

M. HUBBARD. — Je disais, messieurs, que les circonstances très pitto-

resques du départ de M. Nisard précisent bien la situation. M. le Cardinal Mathieu, accompagnant M. Nisard, lui a dit, d'après les journaux italiens « Au revoir, à bientôt ! Excellent retour ! » Et M. l'Ambassadeur près du roi d'Italie — prétendent toujours les journaux italiens — M. Barrère aurait dit simplement à son collègue, un adieu énergique et courtois. Et, à ce moment, dans la foule, un citoyen romain, tirant la morale de l'incident, celle qui aujourd'hui d'un bout à l'autre de la péninsule, salua l'Ambassadeur de France en criant : « Vive la France ! A bas le Vatican ! » cri qui est répété aujourd'hui dans toutes les réunions où s'agitent les questions politiques en Italie : on interprète le départ de l'ambassadeur comme un départ définitif, qui met fin à cette politique équivoque dont je vous parlais tout à l'heure. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Il faut que ce congé soit définitif ; aucune équivoque ne peut être maintenue, (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

J'espère que M. le Ministre des Affaires étrangères fera, à ce point de vue, une déclaration très nette : elle est nécessaire, car le simple rappel de l'Ambassadeur ne suffit pas.

Le Représentant du Pape à Paris, le nonce, ne cache pas sa manière de voir et dans une interview qui n'a soulevé non plus aucune espèce de contradiction, voici les paroles qu'on place dans sa bouche et que je trouve rapportées dans la *Tribuna* du 23 mai.

Le nonce à un de ses amis : « Ah ! ah ! le congé de M. Nisard ! Quand le roi d'Italie vint à Paris, je m'en suis allé en congé, mais je suis revenu aussitôt après. Aujourd'hui, c'est M. Nisard qui s'en va en congé, mais il reviendra, lui aussi, à Rome. »

Et l'on s'empresse d'ajouter à cela la note que vous connaissez.

Singulière diplomatie, d'ailleurs ; diplomatie très moderne ! Elle est, mon Dieu ! d'un temps où des exemples ont été donnés de haut. Tout le monde se souvient des communications faites directement dans des réunions publiques par lord Salisbury, sur des questions diplomatiques extérieures. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que désormais des circulaires soient remises directement à la presse par le nonce. Peut-être même que cette diplomatie au grand jour, que cette diplomatie ouverte, est préférable à la politique des notes secrètes qui ferme les incidents sans même que le pays intéressé les connaisse.

Le nonce a déclaré qu'il ne répondrait pas à ce qu'il appelle une provocation ; il considère que cette mise en congé *sine die*, comme on l'a annoncé, de l'Ambassadeur, est tout à fait temporaire ; mais que, dans tous les cas, elle ne décidera pas son départ ; que, quoi que dise le Gouvernement de la République, quoi qu'il fasse, il restera ; que, quels que soient peut être les votes de cette Chambre, le Représentant de la Papauté attendra un congé formel pour partir parce que la papauté, elle, tient essentiellement au Concordat.

Jusqu'à ces derniers temps, elle avait raison, car le Gouvernement français y tenait aussi et se montrait désireux de l'appliquer et de le maintenir. Certains défenseurs du Concordat prétendent même que c'est une arme de précision et que tout ce qui tendrait à l'affaiblir pourrait nous faire tort.

M. le Président du Conseil, en répondant en mars 1903, au Sénat, à M. Delpech qui demandait la suppression du budget des cultes, commençait à n'avoir plus une opinion très optimiste au sujet du maintien du

Concordat. Permettez-moi de vous rappeler quelques lignes très courtes, mais décisives sur lesquelles je lui demande de vouloir bien nous donner aujourd'hui de nouvelles explications après les faits accomplis. Ses paroles peignent admirablement les conditions exactes dans lesquelles se présente l'application du Concordat.

« Au lieu de se renfermer exclusivement dans le domaine religieux, le seul que les lois concordataires lui aient assigné, le clergé catholique se livre à tout propos et hors de propos aux incursions les plus téméraires dans le domaine civil et politique, gourmandant et morigénant les Chambres dans des mandements et des lettres pastorales, tonnait du haut de la chaire contre les lois et les actes du Gouvernement, prenant fait et cause dans les élections pour les candidats de ses préférences, et, par ses tempéraments de langage comme par son intervention incessante dans les faits de l'ordre politique, exaspérant les républicains et condamnant au silence les hommes d'opinion modérée qui seraient disposés à plaider sa cause.

» Il est temps que ces incursions vagabondes et anticoncordataires sur un terrain défendu cessent de se produire. Le maintien du Concordat est à ce prix. Bien aveugle qui ne le voit pas ! »

Je demande à M. le Président du Conseil s'il trouve que la Papauté a suffisamment montré son intention décidée, de ne point appliquer le Concordat, si elle n'a point, par l'acte qu'elle vient de faire et au sujet duquel elle n'a donné aucune explication, apporté aucune atténuation, aucune excuse, mais montré qu'elle reste ce qu'elle est, c'est-à-dire une puissance politique, voulant être considérée et jugée comme telle, ayant la prétention d'intervenir dans la direction des affaires politiques de notre pays.

M. le Président du Conseil qui, depuis le 18 avril dernier, a entre les mains la note directement adressée à son Gouvernement, et dans laquelle le Pape traite d'offense personnelle la visite de M. le Président de la République dans le palais du Quirinal, au roi d'Italie, croit-il véritablement qu'il puisse continuer à laisser en suspens son appréciation sur le maintien du Concordat ? Aujourd'hui, la question est posée très nettement. Vous avez rappelé l'Ambassadeur auprès du Vatican. Que signifie ce rappel ? S'il constitue une rupture des relations diplomatiques, s'il indique que la France entend reprendre pleinement sa liberté d'action, pour régir à l'intérieur, le régime des cultes et des religions comme il lui plaira, nous l'approuverons ; mais il n'y faut pas mêler la question de la séparation des Eglises et de l'Etat qui viendra à son heure. (*Exclamations à droite*).

La question qui s'agite est celle du maintien de l'Ambassade, du maintien des relations diplomatiques. Le régime qui sera adopté au lendemain du rappel définitif de l'Ambassadeur, nous le discuterons, et j'espère qu'à ce moment, beaucoup de catholiques reconnaîtront que la séparation des Eglises et de l'Etat s'impose, mais une séparation de droit commun, dans laquelle on respectera le droit individuel nécessaire garanti par la Déclaration des droits de l'homme au point de vue de la liberté de conscience (*Applaudissements à droite*), dans laquelle aussi on n'introduira, à mon sens — car je suis convaincu que c'est à cela que nous aboutirons — aucune définition spéciale des garanties actuelles.

Et à ce sujet, M. Briand me permettra de lui dire en passant que je crains que son projet ne donne une valeur juridique à l'idée religieuse, à l'idée cultuelle, valeur beaucoup trop grande au point de vue de notre indifférence philosophique.

Mais cette politique-là, monsieur le Président du Conseil, c'est celle

de tout le parti républicain, de toutes ces sociétés, associations, comités, de tous ces électeurs qui vous félicitent et qui vous acclament. Vous savez bien que lorsqu'ils vous encouragent dans votre lutte contre les congrégations, c'est surtout au point de vue de l'aboutissement final de cette lutte. Vous savez bien que ce qu'ils espèrent, c'est que, comme eux, vous voulez l'affranchissement intégral de la République, sa laïcisation complète, laïcisation de son budget, laïcisation de ses lois. Eh bien ! qui peut aujourd'hui vous arrêter, qui peut vous empêcher, comme le disait M. Meunier, de vous mettre à la tête du vieux parti républicain ? Est-ce que véritablement un péril menace la République ? Croyez-vous nécessaire, vis-à-vis du Pape, de faire une démonstration politique de résistance contre l'intrusion dans nos affaires, d'une puissance étrangère et de faire appel au concours de M. Ribot, de M. Barthou, des modérés qui n'ont jamais admis la politique de séparation des Eglises et de l'Etat, du moins qui ne l'ont pas admise comme immédiatement réalisable ?

J'ai été heureux de constater dans la préface du livre de M. Noblemaire, que si M. Ribot se séparait en somme de la thèse de ce dernier, il ne considérerait pas comme impossible la séparation des Eglises et de l'Etat.

Je vous demande, monsieur le Président du Conseil, si vous n'avez pas aujourd'hui une occasion unique, si la Papauté, par l'attitude extraordinaire, par l'attitude offensante, injurieuse qu'elle a prise en vous remettant cette note de protestation du 28 avril, ne vous a pas rendu possible l'aboutissement de toute la vieille politique républicaine. Je le crois ; je suis convaincu que cette parole sera dite ; je suis persuadé que M. le Président du Conseil ne se réfugiera pas derrière une équivoque et qu'il donnera à la mesure de rappel de son Ambassadeur, le caractère très précis de la rupture des relations diplomatiques.

L'ordre du jour pour lequel j'ai demandé la priorité et que j'ai remis le premier au début de cette séance, entre vos mains, monsieur le Président du Conseil, permet je pense, de réunir tout le parti républicain qui vous a soutenu

Il y a eu, me direz-vous, des dissidences, des points sur lesquels nous nous sommes séparés, nous, les signataires mêmes de l'ordre du jour. Quels ont été ces dissidences ? Quelles observations avons-nous faites ? Sur quels points avons-nous discuté ? Nous avons discuté sur des mesures à prendre, sur des amendements et, d'ailleurs, vous n'avez pas exigé du Sénat, auquel ils ont été renvoyés, que ces amendements fussent mis en discussion, malgré l'impatience avec laquelle vous avez exigé que cette Chambre les adoptât.

Pourquoi avons-nous fait cette résistance ? Précisément au nom des principes de liberté, parce que nous estimions que c'était surtout la congrégation, la congrégation romaine, la congrégation essentiellement étrangère qu'il fallait atteindre, et que lorsqu'il s'agissait des droits individuels des citoyens français, il fallait rester fidèle à la doctrine des Droits de l'homme et à l'idée de liberté.

Mais aujourd'hui, l'occasion ne vous est-elle pas donnée de pratiquer cette politique des principes des Droits de l'homme et des doctrines de liberté

Je suis convaincu que M. le Président du Conseil n'hésitera pas à prononcer la parole que nous attendons et qu'il viendra à la tribune caractériser le rappel de notre Ambassadeur en nous disant qu'il y a là une mesure qui ouvre une ère nouvelle, et qui permet à la majorité de se proposer

cette marche successive, par étapes, vers la séparation des Eglises et de l'Etat. Car il ne faudrait pas qu'il sortît de ce débat une équivoque : que les uns s'imaginent qu'ils vont arriver à la séparation des Eglises et de l'Etat, à la dénonciation du Concordat, que les autres croient, au contraire, que l'on reste fidèle à l'ancienne politique concordataire.

Je crois qu'une semblable équivoque, même si elle réunissait un grand nombre de voix dans cette Chambre, serait parfaitement inutile au point de vue du développement de notre politique, parce que ce que notre politique exige, c'est de la clarté.

Je demande à M. le Président du Conseil, à M. le Ministre des Affaires étrangères, de bien vouloir nous dire qu'il s'agit nettement de la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Vatican. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

.....

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Gayraud, pour développer son interpellation.

M. GAYRAUD. — Je prie la Chambre de vouloir bien m'accorder quelques minutes d'attention ; je n'ai pas le dessein de faire un long discours. Si j'ai demandé à M. le Ministre des Affaires Etrangères de vouloir bien répondre à une interpellation sur le rappel de M. Nisard, notre ambassadeur auprès du Saint-Siège, c'est uniquement afin de savoir quels sont les motifs qui expliquent ce rappel et quel est le but poursuivi par le Gouvernement.

Je vous demande donc d'abord, M. le Ministre, de vouloir bien nous faire connaître les motifs qui vous ont déterminé à prendre cette mesure. Assurément, il vous sera facile de me répondre que le rappel de notre ambassadeur est motivé par l'offense que le Saint-Siège a faite au Gouvernement de la République. Mais je prétends que le Saint-Siège n'a commis, à notre égard, aucune offense. (*Applaudissements à droite.*)

C'était, permettez-moi de le dire — les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune l'ont eux-mêmes reconnu — c'était le premier sentiment du Gouvernement lui-même.

A droite. — C'est évident ! Il n'a rien fait, tout d'abord.

M. GAYRAUD. — L'offense se trouvait-elle dans le fait même de la protestation ? Mais lorsque cette protestation a été notifiée, dans des termes que nous ne connaissons pas, au Gouvernement de la République, le Gouvernement y a-t-il vu une offense faite à la France par le Saint-Siège ? En aucune façon ; il s'est contenté, en effet, après mûre délibération, de répondre à cette note diplomatique, quoi ? mais tout simplement qu'il ne pouvait pas la recevoir et qu'il la tenait pour non avenue.

Il n'a pas donné à cette communication d'autre suite, il n'a pas cru devoir, à cause de cette protestation du Saint-Siège, rappeler notre ambassadeur ou le mettre en congé. Donc, j'ai raison de dire que le fait même de la protestation du Saint-Siège contre le voyage de M. Loubet à Rome n'a pas été considéré par le Gouvernement français lui-même comme une offense commise par le Saint-Siège envers la France. (*Applaudissements à droite.*)

Et comment dans ce fait aurait-on pu voir une offense à notre égard ? J'espère bien que le Gouvernement de la République, lorsqu'il avait con-

senti au voyage du roi Victor-Emmanuel à Paris et à la visite que M. Loubet devait lui rendre à Rome, j'espère, dis-je, que le Gouvernement de la République avait prévu que le Saint-Siège protesterait contre cette visite de M. Loubet.

M. LE COMTE DE LANJUINAIS. — Il ne pouvait pas faire autrement !

M. GAYRAUD. — Le Saint-Siège devait cette protestation — je le dirai avec une parfaite modération de langage, et simplement pour expliquer comment, nous autres catholiques, nous comprenons la situation — le souverain pontife devait cette protestation d'abord aux autres puissances catholiques.

Comment ! voilà trente ans passés que le Saint-Siège, à la suite des événements de 1870, a déclaré qu'il ne recevrait pas à Rome la visite des chefs d'Etat catholiques. Plusieurs souverains se sont soumis à cette décision. Et voilà que cette année, après trente-quatre ans, le chef de la première nation catholique — c'est M. Delcassé lui-même qui a tenu ce langage à la tribune, je puis bien le rappeler — le chef de la première nation catholique, dis-je, va à Rome, visiter le chef de la nation italienne ; et vous ne voulez pas que le Saint-Siège doive à l'Autriche, à l'Espagne, au Portugal, à la Belgique, à la Bavière, une explication au sujet de ce voyage du Président de la République Française ? Et vous ne sentez pas qu'il devait s'expliquer devant ces puissances, et leur dire : « Je ne laisse point passer ce voyage de M. Loubet à Rome sans faire entendre une protestation et je maintiens à l'égard des puissances catholiques, les décisions prises il y a trente-quatre ans ; vous ne pourrez pas invoquer ce précédent contre moi, je vous en avertis. »

Comment voulez-vous que le Saint-Siège ne tînt pas ce langage aux autres puissances catholiques ? Cela a paru si naturel, que l'un de nos diplomates, qui est à Rome depuis de nombreuses années et qui, mieux que personne, connaît la situation, a pu dire dans une interview parue dans le *Petit Parisien* — je parle de M. de Navenne... (*Exclamations ironiques à l'extrême gauche.*)

L'interview a été publiée dans le *Petit Parisien* ; j'ignore si elle a été démentie et je ne vois pas ce que sa lecture à la tribune y peut apporter d'aggravation aux yeux du Gouvernement et de ses amis.

M. LE COMTE DE LA BOURDONNAYE. — Cette interview a été démentie.

M. GUSTAVE ROUANET. — Lisez ! Elle n'a jamais été démentie.

M. GAYRAUD. — Je dis que M. de Navenne a expliqué le fait de la protestation pontificale comme je l'explique moi-même.

M. GUSTAVE ROUANET. — Très bien ! lisez ! lisez !

M. GAYRAUD. — Voilà pourquoi je cite cette interview à la tribune ; les conséquences qu'elle a pu avoir, je ne les connais pas, et elles m'importent fort peu.

Voici ce qu'a dit M. de Navenne :

« A mon sens, si le gouvernement pontifical a cru devoir lancer une note à la France et aux puissances catholiques, c'est moins pour créer un conflit que pour défendre une tradition. Le secrétariat d'Etat ne s'est pas ingénié, comme on l'a cru, à rechercher des termes offensants ; il a avant tout voulu prévenir la formation d'un précédent qui pourrait être exploité dans l'avenir. »

» D'autre part, le Vatican craignait que le Gouvernement italien, pour dissiper certaines résistances de souverains étrangers, n'invoquât justement le voyage de M. Loubet. Telles sont, d'après moi, les raisons qui ont dicté l'attitude du pape ».

Ainsi s'explique tout naturellement le fait de la protestation du Saint-Siège.

J'ajoute que le pape avait une autre raison de protester : il devait aux catholiques du monde entier, à l'Eglise universelle, de protester contre le voyage du chef de l'Etat français dans la capitale italienne.

A gauche. — C'est un aveu précieux à retenir.

M. GAYRAUD. — Permettez-moi de dire ici toute ma pensée. Que¹ est aujourd'hui le seul signe public, international, par lequel le Saint-Siège puisse indiquer à toute l'Eglise catholique la nécessité de son autonomie et de son indépendance ? Il n'y en a qu'un ; c'est la protestation en faveur de la souveraineté pontificale.

M. GUSTAVE ROUANET. — Temporelle ! Dites le mot.

M. VAZEILLE. — Ayez le courage de déposer un ordre du jour dans ce sens.

M. GAYRAUD. — Je ne crois pas avoir jamais essayé de déguiser ma pensée, ni de l'atténuer. Je le répète, il n'y a pas aujourd'hui d'autre signe que le Saint-Siège puisse employer pour affirmer la foi dans son indépendance nécessaire, que cette protestation en faveur de la souveraineté temporelle. Voilà pourquoi, depuis trente-quatre ans, le Saint-Siège n'a jamais accepté de faire acte de renonciation à sa souveraineté temporelle, de passer, pour ainsi dire, l'éponge sur les événements de 1870.

M. CHARLES DUMONT. — Les catholiques ne peuvent donc pas accepter l'unité de l'Italie ?

M. CHARLES BENOIST. — Cela ne nous regarde pas. Nous n'avons pas à discuter la question du pouvoir temporel du Pape. Cette question ne doit pas se poser ici.

M. CHARLES DUMONT. — Les paroles que vient de prononcer M. l'abbé Gayraud ne peuvent s'entendre que d'une manière : c'est qu'un catholique, en tant que catholique, ne peut pas accepter l'unité italienne. (*Mouvements divers.*)

M. CHARLES BENOIST. — Je répète qu'une chambre française n'a à discuter ni sur la question du pouvoir temporel du Pape, ni sur la question de l'unité italienne.

M. GAYRAUD. — Voulez-vous me permettre de m'expliquer ? Je suis fâché de vous déplaire, M. Charles Benoist, mais je ne suis pas à la tribune pour y exprimer vos pensées.

M. CHARLES BENOIST. — La Chambre a déjà constaté que sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, nous ne sommes pas d'accord. Je pense, moi, que nous n'avons à discuter ici ni sur la question du pouvoir temporel du Pape, ni sur la question de l'unité italienne. (*Très bien ! très bien ! au centre.*)

M. VAZEILLE. — Comment ! C'est le fond même du débat !

M. CHARLES DUMONT. — Il est intéressant de constater que la déclaration de M. l'abbé Gayraud est la confirmation de cette opinion que les catholiques ne peuvent pas accepter l'unité italienne.

M. LASIES. — M. l'abbé Gayraud exprime une opinion personnelle. C'est son droit ! (*Bruit à gauche.*)

M. GAYRAUD. — Si vous vouliez bien me laisser parler, peut-être que ni M. Benoist, ni M. Dumont ne tireraient de mes paroles les conséquences qu'ils expriment.

Je n'introduis pas ici, M. Benoist, la question de l'unité italienne, ni celle de la souveraineté temporelle. Je vous explique seulement pourquoi il me paraît qu'il était du devoir du Saint-Siège, à l'égard de l'Eglise catholique, de faire entendre une protestation.

Quant à vous, M. Dumont, permettez-moi d'ajouter une explication à mes paroles.

A gauche. — Des distinctions !

M. GAYRAUD. — Peut-être des distinctions ; il en faut toujours dans les débats, même à la Chambre.

Nous savons tous ici que pendant plus de dix siècles, la souveraineté temporelle a été, en réalité, la garantie de l'indépendance spirituelle du Saint-Siège. (*Bruit à gauche.*)

M. FERNAND DE RAMEL. — C'est de l'histoire.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL DU HALGOUET. — C'est un fait.

M. GAYRAUD. — Aujourd'hui, est-ce qu'il apparaît plus à vos yeux qu'aux nôtres, qu'il puisse y avoir un autre mode de garantie de cette indépendance ? Pour moi, je n'en vois pas encore ; le Saint-Siège non plus. Croyez-vous que je veuille prétendre par là, M. Dumont, qu'il n'y aura jamais d'autre mode de garantie, et qu'il n'y en a pas d'autre possible ? (*Interruptions à gauche.*)

Laissez-moi expliquer ma pensée et aller jusqu'au bout, dans une question particulièrement délicate pour moi. (*Très bien ! — Parlez !*)

Croyez-vous que je veuille prétendre qu'il n'y en aura jamais d'autre ? Nous savons quel était, au Moyen Age, le signe et la garantie d'indépendance personnelle des individus : la propriété terrienne. Quelle est, au point de vue international, quelle a été, pendant des siècles, la seule garantie de l'indépendance d'une puissance quelconque ? La souveraineté temporelle. C'est ainsi que les événements de l'histoire ont amené l'Eglise romaine à jouir, pendant plus de dix siècles, d'une souveraineté temporelle. Que sera l'avenir ? Est-ce que j'ai la prétention de l'engager ? Est-ce que je sais si jamais aucun autre mode de garantie et d'indépendance ne sera possible ?

Je ne me prononce pas là-dessus ; je n'en sais rien. Mais ce que je maintiens — et je ne dis pas autre chose ici — c'est que, jusqu'à l'heure où nous sommes, le Saint-Siège qui seul est juge, à nos yeux, de ce qu'il lui convient de faire pour maintenir la nécessité de son indépendance temporelle, n'a pas renoncé à revendiquer cette garantie séculaire.

Voilà pourquoi, c'est ma conclusion, je dis que le Saint-Siège devait à l'Eglise universelle de protester contre le voyage de M. Loubet à Rome. Je n'ai pas voulu dire autre chose. (*Applaudissements à droite.*)

M. CHARLES DUMONT. — Je vous répondrai que nous n'avons pas, nous autres, à nous préoccuper des préférences du Saint-Siège ni même de ce

que dans l'avenir M. l'abbé Gayraud ou le Saint-Père pourront concevoir comme garanties nécessaires de la puissance papale.

Nous connaissons l'Italie moderne et le traité des garanties par lequel la nation italienne a garanti l'indépendance papale. Nous connaissons le plébiscite par lequel la ville de Rome, à une majorité énorme, a désavoué la puissance temporelle du Pape.

Pour nous, nation moderne, éprise du droit moderne des peuples, le traité des garanties...

M. CHARLES BENOIST. — Il n'y a pas de traité ; c'est une loi.

M. CHARLES DUMONT... le plébiscite qui a annexé Rome à l'Italie nous suffisent. C'est pourquoi nous considérons comme attentatoires au droit des peuples modernes, la protestation papale, la note pontificale et la thèse catholique que M. Gayraud soutient ici. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. FERNAND DE RAMEL. — On n'a pas commencé par le plébiscite, mais par la violence.

M. GAYRAUD. — Je n'ai pas à répondre à ce que vient de dire M. Dumont ; c'est sa manière de voir, c'est son droit de penser de la sorte, et je ne discuterai pas ses opinions en ce moment. J'ai voulu purement et simplement dire pourquoi, à mon avis, le Saint-Siège devait à l'Eglise catholique de protester comme il l'a fait ; j'en ai donné, mon cher collègue, une explication qui ne touche même pas, si vous l'avez bien comprise, à l'historicité et à la réalité des faits, et par conséquent je ne comprends pas pourquoi vous avez introduit vos interruptions.

Il m'est permis, je crois, de conclure maintenant que dans le fait de la protestation du Saint-Siège contre la visite de M. Loubet à Rome, il n'y avait aucune offense à l'égard du Gouvernement de la République.

M. LE COMTE DE LANJUNAIS. — C'est la vérité même.

M. GAYRAUD. — Mais y en avait-il une dans la publicité donnée à une note confidentielle adressée à une tierce puissance ? Pas davantage. Du reste, cette publication n'est pas le fait du Saint-Siège, et par conséquent le Saint-Siège ne pouvait pas en être rendu responsable. (*Interruptions à l'extrême gauche.*)

Quant au fameux passage incriminé, relatif au rappel du nonce, permettez-moi de dire qu'à cet égard encore, il n'y a pas lieu de nous émouvoir.

D'offense pour le Gouvernement de la République, dans ces trois lignes, il n'y en a point. En effet, messieurs, le Saint-Siège a immédiatement fait savoir, par l'organe de son journal, l'*Osservatore romano*, comment il fallait entendre la phrase incriminée.

Dans une note parue immédiatement après la publication du document, l'*Osservatore romano* dit que cette phrase introduite dans la note adressée à une tierce puissance « avait évidemment pour but d'avertir que pareille démarche de tel ou tel autre Gouvernement entraînerait le rappel du nonce ». Quant aux considérations spéciales pour la France, dont il est question, « ce sont évidemment, dit le journal romain, des considérations de particulière bienveillance et de déférence ». (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Il résulte de cette explication, messieurs, que le Saint-Siège, dans cette

note, disait au chef de cette tierce puissance : Soyez bien averti que si vous vouliez faire comme M. Loubet, si vous veniez à Rome comme M. Loubet, vous vous exposeriez à un rappel du nonce ; car si nous n'avons pas rappelé notre nonce en France, c'est parce que nous avons des raisons spéciales de garder avec cette nation nos relations diplomatiques.

Ces raisons spéciales, messieurs, nous-les connaissons tous, ce sont les égards particuliers que le Saint-Siège a toujours eus pour la France et auxquels la France devrait être accoutumée depuis déjà très longtemps. (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*)

Voilà pourquoi le journal romain ajoute : « De cela pourrait se plaindre seulement le Gouvernement auquel cette note était adressée ; mais que les Français s'en plaignent, c'est vraiment trop fort ! »

Oui, messieurs, vraiment il ne semble pas que dans la protestation du Saint-Père ni dans le fait même de protester, ni dans la publicité de la note, ni dans la phrase incriminée de cette note, on puisse trouver la moindre offense envers le Gouvernement de la République. Où se trouve alors le motif du rappel de notre Ambassadeur ?

Vous savez ce qu'a dit le *Journal des Débats*, qu'on a cité également à cette tribune : « Le motif invoqué n'est qu'un prétexte. » Vous savez ce qu'a dit le *Matin*, journal ministériel : « C'est une querelle d'Allemand. »

Pourquoi donc a-t-on rappelé l'ambassadeur ? Voulait-on blesser encore davantage et froisser de plus en plus les sentiments des catholiques français ?

Messieurs, quelle que soit votre manière de voir sur nos croyances, vous savez ce qu'est pour nous le Pape, ce qu'il représente pour les catholiques, ce qu'il est aux yeux de notre foi. Sans vouloir entrer dans le détail des calculs de M. Allard, je crois pouvoir dire qu'en France, la majorité du pays tient au culte catholique, à la vieille foi des ancêtres. (*Dénégations à gauche. — Très bien ! très bien ! à droite.*)

Il me semble donc que le Gouvernement devrait avoir des égards particuliers pour le chef de l'Eglise catholique.

On croirait, en vérité, qu'il a voulu blesser au vif les catholiques français dans leurs sentiments à l'égard du Saint-Siège ; à moins qu'il ne veuille faire le jeu de tous les ennemis de la France, de tous ceux qui cherchent à brouiller la France avec le Saint-Siège, le jeu de l'Autriche, de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Italie particulièrement. Car il ne faut pas cesser de redire que chez ces nations rivales, l'on cherche à produire une rupture entre la France et le Saint-Siège, afin de se partager ce protectorat des missions d'Orient dont vous affectez aujourd'hui de vous désintéresser. (*Bruit à gauche. — Applaudissements à droite.*)

M. LE MARQUIS DE ROSAMBO. — Voilà la question. C'est un acte anti-français !

M. GAYRAUD. — Je conclus que c'est sans motifs sérieux que M. le Ministre des Affaires étrangères a rappelé ou mis en congé M. Nisard. Je lui demande maintenant quelle suite il compte donner à ce rappel et quel but il poursuit.

Je ne veux pas revenir sur les préliminaires de la visite de M. Loubet à Rome ; je ne veux pas me demander si le but du rappel de notre ambassadeur n'a pas été précisément le but secret et inavoué des négociations, des machinations qui ont abouti au voyage de M. Loubet dans la capitale de l'Italie. (*Réclamations au centre et à gauche.*)

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Par charité, laissez-moi vous le dire, Monsieur Gayraud, ne vous avancez pas sur ce terrain.

M. GAYRAUD. — Laissez-moi conduire mon discours à mon gré, Monsieur le Ministre.

Il y avait, Messieurs, un double intérêt pour la France dans ces derniers événements : le premier, à mon avis, c'est l'intérêt de l'amitié entre la France et le Saint-Siège...

Plusieurs membres à l'extrême gauche. Pourquoi ?

M. GAYRAUD. — ... le second, c'était celui d'un rapprochement avec l'Italie. Je vous prie en effet de croire que je ne suis nullement ennemi de ce rapprochement, et c'est pourquoi — je puis le déclarer ici très hautement — je n'ai pas voté contre les crédits demandés pour le voyage de M. Loubet ; je me suis abstenu.

M. FERNAND DE RAMEL. — M. Loubet aurait mieux fait de rester chez lui !

M. GAYRAUD. — Je comprends donc très bien, veuillez le croire, qu'il y avait un très grand intérêt pour la France à un échange de visites entre M. le Président de la République et le roi d'Italie, et je me serais reproché de rien faire qui pût empêcher le rapprochement des deux Etats ; mais qu'il me soit permis d'ajouter que je regrette que notre diplomatie, que M. le Ministre des Affaires étrangères n'ait pas su concilier ce qu'il devait à l'intérêt français du rapprochement avec l'Italie et ce qu'il doit aussi à l'intérêt français de la bonne entente avec le Saint-Siège.

M. le Ministre des Affaires étrangères, sait mieux que personne ici, que la France a grand intérêt à rester en très bons rapports avec le Pape ; et j'ai le droit de m'étonner que sa diplomatie n'ait pas su faire comprendre que le chef d'Etat français, étant donnés les rapports de la France avec le Saint-Siège, ne pouvait pas rendre à Rome la visite due au roi d'Italie. Il eût été, je crois, possible de s'entendre avec l'Italie sur ce point. En tous cas, il eût peut-être mieux valu ménager l'intérêt que nous avons à garder nos bonnes et séculaires relations avec le Vatican... plutôt que de les exposer aux conséquences que peut avoir la suite donnée par le Gouvernement français à la protestation du Saint-Siège. Car, je tiens à le redire, la protestation du Saint-Siège n'appelait pas du tout le rappel de notre ambassadeur. (*Réclamations à l'extrême gauche*). M. le Ministre des Affaires étrangères l'a si bien compris que le Gouvernement lui-même ne lui a pas donné cette suite.

La conséquence actuelle, le rappel de notre ambassadeur, n'est pas la conclusion logique, inévitable des événements accomplis ; c'est un fait nouveau, si je puis ainsi dire, qui est venu se greffer sur un incident déjà clos diplomatiquement et que l'on a rouvert dans un intérêt de parti.

Voilà pourquoi, sans rien dire contre le voyage de M. Loubet, puisque le fait de la protestation du Saint-Siège était réglé, sans rien dire surtout contre le rapprochement avec l'Italie, je puis demander à M. le Ministre des Affaires étrangères, quel but il poursuit et quelle suite il entend donner au rappel de notre ambassadeur.

Je borne là mes questions. Si M. le Ministre des Affaires étrangères veut bien me faire l'honneur d'y répondre avec précision et avec netteté, s'il veut bien nous dire quels sont les motifs pour lesquels il a rappelé M. Nisard, s'il veut bien nous faire connaître quelle suite sera donnée à

ce rappel et quel but poursuit le Gouvernement, je crois qu'il aura satisfait la légitime curiosité de l'opinion catholique ; car, sachez-le bien — et, par là, j'ajoute une suite aux discours prononcés par les précédents orateurs — nous ne désirons pas du tout la séparation de l'Eglise et de l'Etat, non pas tant par considération pour l'intérêt de l'Eglise que par considération pour l'intérêt de la France. (*Exclamations ironiques à l'extrême gauche.*)

Mais si le Gouvernement poursuit ce but, s'il a ce secret dessein, qu'il le dise et qu'il prouve au pays par des paroles claires, par des paroles franches, par des paroles sincères, qu'il ne craint pas plus que tout la liberté de l'Eglise et l'indépendance du clergé. (*Applaudissements à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre des Affaires étrangères.

M. DELCASSÉ, *Ministre des Affaires étrangères*. — Messieurs, je réponds tout de suite à la question que m'ont adressée à la fois nos honorables collègues M. Meunier et M. Hubbard, à savoir : Est-il vrai, comme le dit la note pontificale, que vous ayez été prévenu de la façon dont le Saint-Siège envisageait une visite de M. le Président de la République à Rome ?

Voici ma réponse :

Au printemps de l'année dernière, au cours d'une de mes réceptions diplomatiques, le représentant du Saint-Siège me demanda ce qu'il fallait penser de nouvelles lancées par des journaux français et étrangers et relatives à un projet de voyage du roi d'Italie en France et, éventuellement, d'une visite de M. le Président de la République en Italie.

Je répondis que n'ayant pas été avisé officiellement du voyage, je n'avais pas eu à me préoccuper de la visite.

Quelque temps après, le nonce me donna lecture d'une dépêche où sans élever, était-il dit, aucune réclamation ni protestation contre ce qui n'était qu'un bruit, le cardinal secrétaire d'Etat rappelait ce qu'il nomme les droits imprescriptibles du Saint-Siège, dont la présence à Rome d'un chef de nation catholique serait la méconnaissance.

Je n'avais pas à discuter ; et qui donc, pénétré des devoirs et des traditions de l'Etat français (*Très bien ! très bien !*) aurait consenti à discuter une doctrine aussi manifestement contraire à l'indépendance inaliénable de la politique française (*Très bien ! très bien !*) et dont la conséquence paradoxale serait de placer un chef de nation catholique, pour la sauvegarde de l'ensemble des intérêts nationaux dont il a la garde, dans une situation d'infériorité manifeste vis-à-vis des chefs de nations qui appartiennent à une autre confession ? (*Très bien ! très bien ! à gauche.*) C'est pourquoi il ne fut pas donné acte de la communication qui m'avait été faite. (*Très bien ! très bien !*)

Le voyage des souverains italiens à Paris s'est accompli au mois d'octobre, parmi les démonstrations de cordiale sympathie de la nation, heureuse de constater la fin d'une ère de malentendus si peu favorables aux deux pays (*Très bien ! très bien ! à gauche.*), heureuse aussi du règlement d'intérêts — le mot a été dit à Naples — qui devait en prévenir le renouvellement. Et vous vous rappelez en quels termes chaleureux le distingué Ministre des Affaires étrangères du roi Victor-Emmanuel constatait, la semaine dernière, devant la Chambre italienne, l'accueil enthousiaste, inoubliable que l'Italie tout entière venait de faire au représentant de la

France. (*Vifs applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et au centre.*)

Le 4 mai, je recevais le texte d'une note qu'après le départ de Rome de M. le Président de la République, le Cardinal secrétaire d'Etat avait fait remettre à notre ambassade auprès du Saint-Siège. Il est dit dans cette note qu'en raison de la particulière bienveillance du Saint-Siège envers la France, le chef de l'Etat français est plus qu'un autre tenu d'user de plus grands égards envers lui ; que la visite à Rome du Président de la République a été une offense au souverain pontife beaucoup plus grande que celle qui résulterait de la visite d'un chef quelconque de nation catholique et que, contre un événement aussi douloureux, le Cardinal secrétaire d'Etat émet, au nom du Pape, une protestation formelle et explicite.

Messieurs, ce mot d'« offense » avait déjà été prononcé au Parlement le jour où le Gouvernement, voulant associer les élus de la nation à l'acte qu'allait accomplir le chef de l'Etat, leur avait demandé le vote des crédits nécessaires ; et immédiatement, relevant le mot, j'avais dit : « Il n'y a pas plus d'offense dans nos actes que dans nos intentions : remplir un devoir évident, rendre une visite reçue, porter à l'Italie dans la personne de ses souverains, le salut de la France, resserrer ainsi, pour le bien commun des deux pays, des liens formés à la fois par les sentiments et par les intérêts, qui donc pourrait équitablement prendre ombrage d'une démarche aussi naturelle ? » Et j'avais ajouté ces paroles qu'on aurait bien dû entendre hors de l'enceinte même où elles étaient prononcées : « Et, prenez garde de faire croire à la France qu'elle ne peut rester en bonnes relations avec le Saint-Siège qu'à la condition de négliger par ailleurs ses devoirs et ses intérêts ! » (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Le Conseil des ministres, à qui je donnai connaissance, dès le lendemain, de la note pontificale, fut unanime à penser que, bien plus que toute réfutation, le voyage de M. le Président de la République à Rome était la preuve éclatante que la France n'épouse à aucun degré les prétentions qui s'y affirmaient. Quant à la forme au moins étrange du document, elle ne pouvait être davantage acceptée.

Et, le soir même, je chargeai télégraphiquement notre Ambassadeur de remettre au Cardinal secrétaire d'Etat la déclaration suivante :

« Le Ministre des Affaires étrangères me charge de déclarer qu'ayant pris soin lui-même de préciser devant le Parlement le caractère et le but du voyage de M. le Président de la République à Rome, il ne peut que repousser et les considérations qui sont développées dans la note du 28 avril et la forme sous laquelle elles sont présentées ». (*Applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et au centre.*)

Cette déclaration fut remise le 6 mai au Cardinal secrétaire d'Etat.

L'incident pouvait, il aurait dû rester clos. (*Applaudissements au centre et à droite. — Mouvements divers à gauche.*)

M. GAYRAUD. — Qui l'a fait rouvrir ?

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Sans doute, un journal de Rome, l'*Osservatore romano*, avait annoncé qu'une circulaire relative au même voyage avait été adressée aux Gouvernements des nations catholiques. Mais comment admettre que la diplomatie prend la presse pour confidente de ses démarches officielles, surtout d'une nature aussi délicate ? (*Très bien ! très bien !*) Pourtant, le 17 mai, un journal de Paris a publié le texte de la circulaire annoncée le 4 par l'*Osservatore romano*. Ce

document, avec quelques variantes sans grande importance et en plus cette phrase « et si malgré cela, le nonce apostolique est resté à Paris, cela est dû à de très graves motifs d'ordre et de nature tout spéciaux », ce document est la reproduction de la note du 28 avril. Et c'est là, Messieurs, tout particulièrement ce qui est grave ; cette sorte d'évocation devant des gouvernements étrangers d'une affaire purement française (*Applaudissements à gauche*), cette communication à des gouvernements étrangers du langage dont on s'est servi à l'égard du chef de l'Etat français et qui prend un ton absolument inadmissible de remontrances... (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. LE MINISTRE. — Voilà ce qui constitue une offense et l'on chercherait vainement une atténuation dans la phrase où l'on s'excuse, en quelque sorte, de n'avoir pas rappelé de Paris le Nonce apostolique.

Dès lors, le devoir du Gouvernement était tout tracé : il devait s'assurer de la réalité de la circulaire et, tout doute dissipé à cet égard, il devait prévoir la sanction qu'il aurait à donner à cette communication. Trois solutions s'offraient à lui : la mise en congé illimité de l'Ambassadeur ; le rappel de l'Ambassadeur, c'est-à-dire du chef de mission en laissant à l'Ambassade le personnel suffisant pour l'expédition des affaires ; enfin le retrait de l'ambassade, c'est-à-dire la rupture complète des relations diplomatiques.

La première mesure a paru insuffisante au Gouvernement ; le Gouvernement a jugé que la troisième dépasserait le but ; et, s'il était besoin de marquer la gravité de la seconde, à laquelle il s'est arrêté, je n'aurais qu'à évoquer devant les républicains le souvenir des luttes des trente dernières années, et à les prier de considérer que, même après le 24 mai, même après le 16 mai, même après chacune de ces crises graves où pourtant l'existence de la République était en jeu, même alors où tant de griefs et de si légitimes pouvaient être invoqués, cette mesure n'a pas été prise, si même elle a été envisagée.

M. HUBBARD. — C'est la grande faute et nous l'avons bien payée !

M. MAURICE ALLARD. — Cela prouve que vous avez la même faiblesse ; voilà tout !

M. LE MINISTRE. — Messieurs, je viens de vous faire connaître la pensée du Gouvernement ; c'est celle qu'il vous doit. Et le soir même, c'est-à-dire le 19 mai, je télégraphiais à notre ambassadeur :

« Le journal l'*Humanité* a publié une circulaire du Cardinal secrétaire d'Etat à certains gouvernements, qui paraît bien être la circulaire annoncée par l'*Osservatore romano* du 4 mai. Dans ce document, dont je vous télégraphie la traduction, se retrouve la note même du 28 avril. La communication à des Gouvernements étrangers des termes employés à l'égard du chef de l'Etat français, et que nous avons énergiquement repoussés dès que nous en avons eu connaissance, constitue une offense, qu'aggrave une phrase qui ne figure pas dans la note du 28 avril et où le Cardinal secrétaire d'Etat s'excuse en quelque sorte de n'avoir pas rappelé de Paris le Nonce apostolique.

« Je vous prie de vous informer sans retard auprès du Cardinal secrétaire d'Etat de l'existence de la circulaire. Si l'authenticité en est reconnue, ou si l'on éludait la réponse, je vous invite, au nom du Gouvernement, à quitter Rome dans le plus bref délai.

Le lendemain, je recevais le télégramme suivant :

« Dès la réception de votre télégramme, je me suis rendu chez le Secrétaire d'Etat et je lui ai posé, en reproduisant les termes mêmes de ce télégramme, la question qui en faisait l'objet. Le Cardinal a déclaré qu'il était prêt à répondre, mais par écrit. J'ai insisté pour avoir une réponse verbale immédiate. Le Secrétaire d'Etat a maintenu qu'il ne pouvait répondre que par écrit et qu'il répondrait immédiatement à une communication écrite de ma part. Je ne me suis pas cru en mesure d'accepter cette procédure sans votre autorisation ».

Pendant ce temps, j'avais acquis la certitude de l'existence de la circulaire et que certains Gouvernements en avaient été saisis. Et j'envoyais aussitôt à notre Ambassadeur le télégramme suivant :

« La déclaration répétée du Cardinal secrétaire d'Etat de n'accepter que par écrit la question relative exclusivement à l'authenticité de la circulaire publiée par l'*Humanité* et d'y répondre seulement par écrit, équivaut à éluder la réponse immédiate que nous devons demander... » (*Protestations sur divers bancs à droite et au centre. — Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

M. GAYRAUD. — La voilà, la querelle d'Allemand !

M. LE MINISTRE. — « ... L'éventualité prévue par mon télégramme d'hier se trouvant réalisée, veuillez vous conformer immédiatement à mes instructions. »

M. LE MARQUIS DE LA FERRONNAYS. — C'est absolument incorrect ! (*Exclamations à gauche.*)

M. GAYRAUD. — C'est le coup de la dépêche d'Ems !

M. LE MINISTRE. — Vingt-quatre heures après, notre Ambassadeur avait quitté Rome.

Tels sont les faits, Messieurs. Par le voyage de M. le Président de la République à Rome, le Gouvernement a prouvé la pleine indépendance de la politique française et que la politique française ne peut s'inspirer que de l'intérêt français. Par le rappel de son Ambassadeur, il a fait ce qu'exigeait de lui la dignité du pays, et il l'a fait avec promptitude et dans la mesure qui convenait.

Nous avons pour nous le bon droit et l'opinion du monde.

M. LE BARON XAVIER REILLE. — Vous n'auriez pas fait cela pour Fachoda !

M. LE MINISTRE. — Je vous ai répondu par l'accord général du 8 avril. Je répète que nous avons pour nous le bon droit et l'opinion du monde, et la Chambre estimera sans doute qu'il est précieux de les conserver. (*Vifs applaudissements à gauche. — Bruit à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Groussau.

M. GROUSSAU. — Messieurs, j'ai suivi avec la plus entière attention le discours qui vient d'être prononcé par M. le Ministre des Affaires étrangères et je demande à la Chambre, très simplement et en quelques mots, la permission d'attirer son attention sur certains points qui ne m'ont pas paru suffisamment précis.

A l'extrême gauche. — Vous êtes bien exigeant,

M. GROUSSAU. — Il est permis d'être exigeant, Monsieur, quand un Ministre déclare qu'il a pour lui le bon droit et l'opinion du monde. Examinant alors si ses arguments sont fondés, nous avons le droit de lui demander si le récit qu'il a fait est entièrement exact. (*Interruptions à gauche. — Applaudissements à droite*).

Je reprends ce récit. M. le Ministre a d'abord déclaré qu'il avait été prévenu des craintes du Vatican au printemps de l'année dernière, alors que le projet de voyage en Italie n'était pas encore officiel, qu'il n'avait, par suite, pu donner aucune réponse; que plus tard le Nonce avait donné lecture d'une dépêche sans faire aucune réclamation, aucune protestation et que, par suite des motifs qui y étaient indiqués, il n'y avait pas eu lieu de donner acte. Je me demande alors ce que la protestation pontificale qui a été publiée peut bien vouloir dire, quand elle porte en toutes lettres que le Gouvernement avait été à maintes reprises averti, et je me permets de poser à M. le Ministre des Affaires étrangères cette question très nette : N'y a-t-il eu que ce que vous avez dit ?

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.. — Exactement.

M. GROUSSAU. — Vous en êtes sûr ? (*Bruit à gauche*).

M. LE MINISTRE. — Absolument.

Je voudrais même que vous pussiez me montrer autre chose. (*On rit*).

M. GROUSSAU. — Il n'est pas indispensable que je vous montre autre chose. (*Exclamations ironiques à l'extrême gauche*).

La question est assez grave et j'estime, mes chers collègues, qu'étant en ce moment à la tribune parce que je crois remplir un devoir et alors qu'il y a peut-être quelque courage, vous pouvez me permettre de manifester mes sentiments et de demander à M. le Ministre toute la vérité. (*Applaudissements à droite. — Exclamations à gauche*).

Je suis profondément étonné que le Saint-Siège ait dit, dans un document officiel, que le Gouvernement a été averti, et s'il n'y a eu que la conversation dont vous parlez, je me permets encore, Monsieur le Ministre, de douter de votre parole. (*Vives réclamations à l'extrême gauche et à gauche*).

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Groussau, vous ne pouvez pas dire à M. le Ministre que vous doutez de sa parole. Dites, si vous voulez, que vous doutez de ses informations. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Je demande à dire un mot.

M. GROUSSAU. — Avant que vous me répondiez, je tiens à déclarer que M. le Président vient de donner l'exacte interprétation de ma pensée. Quand je parlais de douter de votre parole, je voulais dire que j'e doutais de vos informations; il n'y avait pas, dans mon esprit, la moindre idée de mauvaise foi de votre part.

J'entends qu'il me paraît impossible que le Saint-Siège ait dit que vous aviez été averti, c'est-à-dire averti officiellement, quand vous affirmez que vous ne l'avez pas été.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Je réponds d'un mot.

J'ai été parfaitement averti, je l'ai dit à la Chambre, et puisqu'il s'agit de pousser plus loin l'indiscrétion... (*Exclamations et interruptions à droite*).

Messieurs, il a été beaucoup question de religion pendant ce débat ; laissez-moi charitablement vous dire d'attendre mes explications avant de triompher. (*Très bien ! très bien ! à gauche*). .

Les mots dont je me suis servi, mon cher collègue, étaient exactement dans la dépêche du cardinal Secrétaire d'Etat, dont le Nonce m'a fait l'honneur de me donner lecture. Il y était dit que, sans élever aucune réclamation ni protestation contre ce qui n'était qu'un bruit — je l'ai dit, la Chambre l'a bien entendu — le cardinal Secrétaire d'Etat rappelle ce qu'il nomme — je ne suis pas obligé d'épouser son opinion. — les droits imprescriptibles du Saint-Siège, dont la présence d'un chef d'Etat catholique à Rome serait la méconnaissance. J'ai ajouté que je ne pouvais pas, pénétré comme tout Français doit l'être des traditions de l'esprit français, discuter même une thèse aussi insoutenable, aussi complètement contraire à l'indépendance nécessaire à notre politique et que je refusais d'en donner acte. Voilà la vérité. (*Applaudissements*).

M. GROUSSAU. — Alors, Monsieur le Ministre, il n'y a jamais eu de la part du Saint-Siège de document officiel ?

M. LE MINISTRE. — Il y a eu celui-là.

M. GROUSSAU. — Il n'y a eu, d'après vous, aucun autre document, par lequel le Saint-Siège aurait indiqué quelle était la gravité de l'offense qui lui serait faite si le projet qui était annoncé par des journaux venait à se réaliser ?

M. LE MINISTRE. — Je vous réponds — il faut absolument que tout soit dit ici.

M. GROUSSAU. — Je m'en félicite.

M. LE MINISTRE. — De document, il n'y en a jamais eu qu'un ; mais la vérité c'est qu'un mois ou deux — je ne saurais préciser — après que le Nonce m'eût donné lecture du document dont j'ai fait connaître la substance et même certaines expressions, le cardinal Secrétaire d'Etat a communiqué ce même document à notre ambassadeur, à titre, a-t-il dit, d'information personnelle !

M. GROUSSAU. — Savez-vous pourquoi, Monsieur le Ministre... (*Interruptions à l'extrême gauche*).

M. JAURÈS. — Si vous avez un document, donnez-en connaissance.

M. GROUSSAU. — Monsieur Jaurès, vous devez être plein d'indulgence pour ceux qui font allusion à des documents sans en indiquer la source. (*Rires à droite*).

Je voudrais expliquer comment j'ose à cette tribune élever un doute sur les informations de M. le Ministre des Affaires étrangères. Pardonnez-moi d'entrer dans des détails personnels. (*Parlez ! parlez !*)

La préoccupation que j'ai toujours eue, même avant d'être dans cette Assemblée, de défendre les intérêts de l'Eglise en même temps que je croyais défendre les meilleurs intérêts de notre pays (*Applaudissements à droite*), m'a mis en rapport avec un certain nombre de personnages qui m'ont fait savoir quelle était l'appréhension profonde causée au Saint-Siège par le projet dont il était question. J'ai suivi périodes par périodes les douloureuses inquiétudes du Vatican. Voilà comment je puis me permet-

tre de penser que, dans les derniers temps qui ont précédé la mort du pape Léon XIII, alors que le cardinal Rampolla était Secrétaire d'Etat, le Gouvernement a dû recevoir, dans une forme plus solennelle que celle indiquée par M. le Ministre des Affaires étrangères, la protestation anticipée du Saint-Siège. L'avenir dira sans doute si je me trompe, car il faudra bien que cette question soit examinée à fond. Quoi qu'il en soit, j'ai entendu dire, et je le crois, qu'à cette époque le Gouvernement était prévenu, et prévenu officiellement.

M. LE MINISTRE. — Parfaitement !

M. GROUSSAU. — Pardon, Monsieur le Ministre, je n'ai pas entendu dire que le Gouvernement était prévenu par une simple communication où il n'y avait ni protestation, ni réclamation, j'ai entendu affirmer qu'il était prévenu par une note déclarant que ce serait une offense au Saint-Siège, si le projet était réalisé, et que le Saint-Siège laisserait alors au Gouvernement que vous représentez la responsabilité des conséquences qui pourraient en résulter. (*Applaudissements à droite*).

Avouez, Messieurs, que c'est toute la question, car il s'agit de savoir, puisque M. le Ministre a parlé du bon droit et de l'opinion du monde, si le bon droit et l'opinion du monde sont de son côté. (*Très bien ! très bien ! à droite*).

Pourquoi donc le Pape avait-il cette vive préoccupation ? Vous me permettrez d'en indiquer la raison. (*Parlez ! parlez !*)

Il ne s'agit pas le moins du monde, de la part du Saint-Siège, de critiquer ou d'empêcher un rapprochement de la France avec l'Italie. Il n'y a aucune appréhension de ce côté. S'il plaît à la France de faire un traité avec l'Italie, de faire même un traité d'alliance offensive et défensive, le Saint-Siège ne s'en occupera pas plus qu'il n'a empêché l'Autriche d'entrer avec l'Italie dans la triple alliance. (*Bruits à gauche*).

Précisément, le Saint-Siège ne s'occupe pas de cela. Mais il demande, notamment à la France et aux pays catholiques, des égards que ne lui refusent même pas les pays protestants.

Lorsqu'un souverain non catholique va rendre visite au Saint-Père... (*Interruptions à l'extrême gauche*).

Je disais que lorsqu'un souverain protestant, par exemple, va rendre visite au Pape, au Vatican, il ne part pas du Quirinal, mais du palais de son ambassadeur, réservant ainsi la question des droits que le Saint-Père réclame et considère comme imprescriptibles.

Aux pays catholiques, vous savez que le Pape demande davantage et tous se sont inclinés jusqu'ici, excepté un seul. Et c'est précisément l'exemple qui vient d'être donné, c'est ce précédent que le Saint-Siège n'a pas voulu laisser s'établir.

Il n'y a pas autre chose dans ce débat ; il n'y a pas là le moins du monde une atteinte à la dignité et à l'indépendance nationales, il n'y a aucune restriction à la pleine liberté des catholiques de défendre, comme ils l'entendent, les intérêts, tous les intérêts de leur pays. (*Applaudissements à droite*.)

Il est facile de concilier ces intérêts avec les égards qui sont dus au Souverain Pontife par toute nation catholique ; vous n'avez pas le droit de dire que nous ne sommes pas une nation catholique. (*Exclamations à l'extrême gauche*). Mais le Concordat porte que si le Président de la République

française n'avait pas qualité de catholique, il perdrait ses prérogatives vis-à-vis du Saint-Siège. (*Exclamations et rires sur les mêmes bancs*).

M. GROUSSAU. — Pour ne pas abuser de la patience de la Chambre, je me bornerai à relever un second point dans le discours de M. le Ministre des Affaires étrangères.

Il nous disait : « Le 6 mai, le débat aurait dû rester clos ». J'aurais la partie belle pour montrer l'intérêt de parti qui a présidé à la publication d'une note dont on a absolument dénaturé le sens, car je proteste lorsqu'on prétend qu'il y avait dans la pensée du Saint-Siège une idée d'offense à l'égard de la nation française. (*Applaudissements à droite*).

Mais je n'insiste pas sur ce point et je dis : Puisque, d'après M. le Ministre des Affaires étrangères, l'incident eût été clos sans la publication de l'*Humanité*, que lui restait-il donc à faire ? Ce qu'il a tout d'abord fait, c'est-à-dire demander une explication au Vatican. Voilà à coup sûr ce qui était le droit, je dirai même le devoir du Gouvernement français. Ce devoir a été rempli. Mais comment ?

Vous savez, Messieurs, ce qui s'est passé. L'ambassadeur a demandé au cardinal Secrétaire d'Etat s'il était vrai qu'il y avait eu une notification aux puissances et si elle avait bien, dans ce cas, été faite dans les termes qui avaient été indiqués par le journal de M. Jaurès.

Le cardinal Secrétaire d'Etat a pensé qu'à raison de la gravité des circonstances — car il n'ignorait pas ce que, pendant quelques jours, avec une ardeur qui semble éteinte (*Très bien ! très bien ! et rires sur divers bancs à droite*) on a répété, de ce côté (*l'extrême gauche*), qu'il y avait une occasion merveilleuse pour les adversaires de l'Eglise, qu'il fallait en profiter, aller jusqu'au bout... (*Très bien ! très bien ! à droite*).

M. CHARLES BOS. — C'est toujours vrai.

M. GROUSSAU. — Oui, en présence de la thèse soutenue avec acharnement par des hommes qui ont l'autorité et l'importance de MM. Jaurès, de Pressensé, Clémenceau, Briand, Gérault-Richard et bien d'autres, thèse qui était capitale pour les rapports du Saint-Siège et de la France, le cardinal Secrétaire d'Etat a prié l'ambassadeur de poser par écrit les questions auxquelles il promettait alors de répondre dans le délai d'une heure.

M. EUGÈNE RÉVEILLAUD. — Il n'y avait qu'une question !

M. GROUSSAU. — Je comprends que l'Ambassadeur ait jugé à propos d'en référer au Gouvernement. Ceci se passait vendredi, il y a huit jours, et, le lendemain, M. Nisard déclarait au cardinal Secrétaire d'Etat que le Gouvernement voyait dans la demande de poser la question par écrit une intention de l'éluder.

A gauche. — Il avait raison !

M. GROUSSAU. — Je ne m'abaisserai pas à discuter une pareille prétention ; je la trouve véritablement odieuse. (*Applaudissements à droite. — Réclamations à gauche*).

Mais ce que je constate, c'est qu'en même temps que la prétention du Gouvernement s'affirmait ainsi, il se produisait, à la même heure, à la même minute, cette déclaration de l'Ambassadeur que, précisément à cause de l'intention d'éluder la question, l'Ambassadeur était rappelé en France. Voilà le motif, et le motif unique qui a décidé...

A gauche. — Mais non !

M. GROUSSAU. — Comment : mais non !

Je sais parfaitement que, le lendemain, le Conseil des Ministres, sentant l'impossibilité de rester sur ce terrain, en a choisi un autre ; mais je vais démontrer qu'il n'a pas agi conformément aux règles diplomatiques. (*Applaudissements à droite*).

(*M. le Président du Conseil fait un signe de dénégation*).

Monsieur le Président du Conseil, vous me rectifierez, si je me trompe, mais j'ai lu dans tous les journaux, même les plus officiels, que le Conseil des Ministres avait pris la décision suivante :

« Le Gouvernement, ayant acquis la certitude de l'existence et de l'envoi à des Gouvernements étrangers de la note pontificale publiée le 17 mai par un journal de Paris, a décidé le rappel de son Ambassadeur auprès du Saint-Siège ».

Or, M. Nisard avait déjà quitté Rome au moment où vous délibériez ainsi (*Exclamations à droite*) et la preuve que ce n'était pas conforme aux règles diplomatiques, c'est que si véritablement il y avait eu ce motif de rappeler l'Ambassadeur, vous deviez le notifier au Saint-Siège. L'avez-vous fait ? Je vous le demande. Non, vous avez uniquement notifié au Saint-Siège que vous lui prêtiez l'intention d'éluder la question. Vous avez gardé le silence sur le nouveau motif que vous avez créé le lendemain, sachant que vous ne pouviez pas rester sur le terrain choisi la veille. (*Applaudissements à droite*).

Je termine, car je ne suis pas monté à la tribune pour faire un discours. J'ai voulu seulement opposer des faits précis à des déclarations inexactes et incomplètes. Je persiste à penser, Monsieur le Ministre, que vous n'avez pas fait la preuve de votre bon droit et de l'opinion du monde. (*Applaudissements à droite*.) Le bon droit est contre vous et l'opinion du monde, si la Chambre ne vous condamne pas, vous jugera et vous jugera sévèrement. (*Vifs applaudissements à droite et sur divers bancs au centre*).

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre des Affaires étrangères.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Je déclare à la Chambre que, systématiquement, je refuserai de laisser passer des assertions inexactes.

J'ai lu à la tribune tous les documents, absolument tous, qui ont été échangés dans cette affaire et je les ai lus intégralement.

M. GROUSSAU. — Ce n'est pas possible !

M. LE MINISTRE. — M. Groussau, s'il m'avait fait l'honneur d'écouter la lecture que j'avais faite du télégramme de notre Ambassadeur, aurait vu qu'en effet le cardinal Secrétaire d'Etat était prêt à répondre immédiatement, mais par écrit. Je relis ce télégramme :

« Le cardinal a déclaré qu'il était prêt à répondre, mais par écrit. J'ai insisté pour avoir une réponse verbale immédiate... » (*Interruptions et bruit*).

Il ne s'agissait de savoir qu'une chose : la note est-elle authentique ou non ? Et j'avais parfaitement le droit, Monsieur Groussau, de demander une réponse verbale. (*Dénégations à droite. — Bruit à gauche*).

M. GROUSSAU. — Pourquoi ?

M. DE GAILHARD-BANCEL. — Pour qu'elle ne restât pas ! (*Bruit*).

M. LE MINISTRE. — Je continue la lecture du télégramme :

« Le Secrétaire d'Etat a maintenu qu'il ne pouvait répondre que par écrit et qu'il répondrait immédiatement à une communication écrite de ma part ».

M. GROUSSAU. — Monsieur le Ministre, j'ai le droit de dire que je ne trouve pas, dans ce que vous venez d'ajouter, l'ombre d'une réponse aux critiques que j'ai eu l'honneur de formuler. (*Applaudissements à droite. — Bruits à l'extrême gauche*).

M. EMILE COMBES, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. — Messieurs, je crois que nous avons épuisé la série des interpellations ; c'est pour cela que je prends la parole. Je serai très bref. J'apporte à la tribune une courte explication, le sujet tel que je le comprends ne comportant pas un long discours.

Je demande à la Chambre de laisser au débat qui va se clore sa signification précise et sa portée réelle, sans y mêler des considérations d'un ordre plus étendu, qui ne résultent pas directement des motifs invoqués à l'appui de la résolution gouvernementale qui fait l'objet de cette interpellation.

Le Saint-Siège, dans un document blessant pour la France...

M. GROUSSAU. — Ce n'est pas exact.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL... a dénoncé à certaines puissances de l'Europe l'offense prétendue que le chef de l'Etat français aurait commise à son égard, en rendant au roi d'Italie, dans la capitale incontestée de son royaume (*Vifs applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et au centre*), une visite amicale qu'il avait reçue de ce souverain, et en se refusant de se plier à la doctrine ultramontaine des prérogatives imprescriptibles de la Papauté. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*). Nous avons répondu à ce document comme il convenait, par le rappel immédiat de notre ambassadeur.

Ce rappel signifie politiquement que nous ne pouvons admettre sous aucun prétexte que la présence de notre ambassadeur à Rome soit interprétée par le Saint-Siège dans un sens favorable à ses prétentions, et lui serve en quelque sorte de justification apparente pour une revendication de droits que nous repoussons de la manière la plus absolue. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Il indique également que nous n'avons pas voulu tolérer l'ingérence de la cour pontificale dans nos rapports internationaux, de même que nous avons voulu en finir une bonne fois pour toutes avec la fiction surannée d'un pouvoir temporel disparu depuis plus de trente ans. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Fallait-il pousser plus loin notre protestation légitime contre l'attitude par le Pape et, par exemple, retirer tout le personnel de l'ambassade ? Nous ne l'avons pas pensé...

M. GEORGES BERTHOULAT. — Vous n'êtes pas logique.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL... car il ne faut pas perdre de vue qu'en vertu d'un traité qui nous lie, tant qu'il conserve force légale, en vertu du Concordat, nous sommes obligés d'entretenir auprès du Vatican...

M. HUBBARD. — C'est une erreur.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL... un fondé de pouvoirs de notre Gouvernement pour l'expédition des affaires.

Au surplus, messieurs, on voudra bien convenir que nous ne pouvions pas supprimer et l'ambassade et le Concordat de notre propre autorité. C'est aux Chambres seules qu'il appartient de décider, quand elles le jugent à propos, une mesure de ce genre. —

Certains des orateurs que vous avez entendus vous pressent de procéder, sans plus tarder, à la dénonciation de ce traité.

Mais, messieurs, qui ne sent — surtout après les développements si éloquents de l'honorable M. Briand (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche*) — qu'un acte aussi grave, qui ferait disparaître toute une partie, la plus considérable peut-être, de notre organisation administrative, doit être précédé de mesures propres à garantir l'Etat républicain contre les risques politiques d'un changement si radical dans sa législation et ses habitudes ?

Ce n'est donc pas par voie d'un ordre du jour que nous pouvons régler cette question si délicate.

M. Briand vous l'a rappelé : une de vos grandes commissions est saisie de propositions diverses tendant à la séparation des Eglises et de l'Etat. Elle les étudie avec méthode et dans un esprit desage prévoyance. Elle vous apportera des conclusions motivées. C'est à ce moment que Chambres et Gouvernement pourront s'expliquer en toute liberté.

M. Briand vous a indiqué une date approximative. Le Gouvernement l'accepte. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Il dépend de la Chambre seule que la question vienne immédiatement après le vote du budget dans la session de janvier prochain. (*Mouvements divers*).

Le Gouvernement est aussi pressé que le plus pressé d'entre vous, d'aborder cette discussion...

... car, étant donnée la manière dont le Concordat est observé, je veux dire violé journellement, par les représentants de l'autorité ecclésiastique. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*), il est indispensable qu'une solution, qu'un remède intervienne. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

Nous ne pouvons pas rester plus longtemps dans une situation qui finirait par être sans issue. (*Nouveaux applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

J'ajourne donc à ce moment l'exposé des vues du Gouvernement et je demande à la Chambre d'ajourner aussi à cette date un vote qui serait aujourd'hui sans efficacité.

Je la prie de se restreindre, dans son ordre du jour, à la mesure gouvernementale qui a donné lieu à cette discussion. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Ribot.

M. RIBOT. — Messieurs, je voudrais, à la fin de ce débat, expliquer en peu de mots, en mon nom et au nom de quelques-uns de mes amis, notre attitude et le vote que nous allons émettre. Je le ferai avec une grande simplicité et une complète indépendance.

Je pense que, dans une question aussi délicate et qui n'est pas seulement une question de politique intérieure, nous ne devons pas apporter un parti pris de contradiction et d'opposition. (*Très bien ! très bien !*)

Et il y a dans le langage qu'a fait entendre tout à l'heure M. le Président du Conseil des paroles que je puis retenir et que je lui rappellerai, dont je prends acte devant la Chambre.

Lorsque s'est produit le rapprochement heureux entre la France et l'Italie, si longtemps divisées par des malentendus, j'ai été l'un des premiers — et je puis le rappeler — à saluer du haut de cette tribune cette réconciliation ; je me suis expliqué à ce sujet au moment de l'une des dernières discussions du budget des affaires étrangères. Je pouvais d'autant plus donner mon adhésion complète, sans réserve, à la politique de M. le Ministre des Affaires étrangères, qu'il expliquait très nettement et, avec un sens très juste du fond de notre politique, qu'il ne s'agissait pas, dans ce rapprochement, à un degré quelconque, du renversement des alliances de la France, que chacun restait à la place que sa situation naturelle, les précédents et les intérêts supérieurs lui avaient assignée, mais que nous pouvions concilier les engagements antérieurs avec des rapports détendus et une amitié loyale et sincère.

M. le Ministre des Affaires étrangères expliquait en même temps que nous pouvions rétablir ces rapports faciles et cordiaux avec l'Italie sans altérer les relations nécessaires, utiles à l'intérêt de la France, que nous entretenions avec le Saint-Siège.

J'ai donc applaudi et tous mes amis ont applaudi à cette politique de rapprochement. On ne pouvait pas se dissimuler qu'il y avait une difficulté délicate qu'il n'appartenait à personne de dénouer. Le jour où les cabinets se sont entretenus de l'échange possible, désirable de visites entre le souverain de l'Italie et le Président de la République française, ils ont rencontré cette difficulté, cette question qui naissait d'elle-même et qui venait de l'attitude que le Saint-Siège avait gardée depuis les événements de 1870.

Léon XIII, qui a été un grand Pape, avait maintenu l'attitude de ses prédécesseurs et je ne crois pas être injuste envers sa mémoire en disant que jamais Léon XIII, dont l'esprit perspicace connaissait l'histoire, a pu se faire la moindre illusion sur la possibilité de restituer à la Papauté le pouvoir temporel. Il y a des choses qui, une fois détruites, ne peuvent pas être rétablies. (*Applaudissements au centre, à gauche et à l'extrême gauche*).

Et au surplus, messieurs, il semble — tant nous sommes ignorants de l'histoire et, de notre propre histoire — que ce soit une nouveauté hardie que d'apporter à la tribune les déclarations qui ont été faites tout à l'heure en ce qui concerne la reconnaissance de l'unité italienne et l'attitude de la France vis-à-vis de l'Italie.

Mais, messieurs, souvenez-vous donc qu'en 1871, au lendemain même des événements de 1870, un homme pour la mémoire duquel j'ai le plus grand respect et la plus grande admiration. Thiers, qui avait défendu le pouvoir temporel et qui — peut-être s'était-il trompé ce jour-là ? — l'avait défendu avec beaucoup d'énergie, s'est expliqué en réponse aux pétitions qui arrivaient à l'Assemblée nationale. Il a montré — dans quel langage ! vous pourriez le relire — il a montré l'inanité de ce rêve qui tendrait à restituer le pouvoir temporel ; il a fait voir que la question qui était au fond du pouvoir temporel avait changé de forme par les faits mêmes qui s'étaient accomplis en 1870, et comment la question n'était plus de savoir si le Pape serait un souverain temporel, ni s'il aurait des sujets. La question plus haute était celle de savoir si, d'une façon permanente, le chef de

la religion catholique aurait son indépendance nécessaire garantie et comment elle serait garantie.

Il s'en est expliqué et il a envoyé en 1871, par l'intermédiaire d'un homme dont je n'ai qu'à rappeler le nom, Jules Favre, une lettre au marquis de Banneville à Vienne, où il est dit qu'on essaye de faire naître parmi nous des questions qui n'existent pas.

« Vous n'ignorez pas, disait Jules Favre le 1^{er} juin 1871, que nos rapports sont devenus plus particulièrement difficiles avec l'Italie à l'occasion de la nomination de M. d'Harcourt au poste d'Ambassadeur près le Saint-Siège. Les esprits ombrageux, et ils sont en grand nombre, s'en sont alarmés outre mesure. Ils ont voulu interpréter cet acte comme le début d'une politique hostile à l'unité italienne et favorable à la restauration du pouvoir temporel. C'est là une induction absolument fausse. Le Gouvernement français ne songe pas plus à menacer l'unité italienne qu'à rétablir l'autorité temporelle du Saint-Père.

« Nous aurions pu nous contenter de laisser à Rome un simple chargé d'affaires. Le caractère et la capacité de M. Lefebvre de Béhaine le rendaient parfaitement propre à nous représenter avec distinction. Nous avons cru que les malheurs du Pape, peut-être les nôtres, nous commandaient une politique un peu plus accusée. Diminuer le signe extérieur de nos relations avec un vieillard accablé par la mauvaise fortune eût été rigoureux de la part d'une nation en pleine prospérité ; de la part d'une puissance rudement frappée elle-même, c'eût été une défaillance regrettable ». (*Applaudissements au centre et à droite*).

Je ne crois pas, messieurs, que chef de Gouvernement ou Ministre des Affaires étrangères se soit exprimé dans un langage plus net, plus haut, plus franc, plus clair et en même temps plus digne d'une grande nation comme la France. (*Applaudissements*).

Jules Favre expliquait, par des raisons qui sont des raisons permanentes, et que je rappellerai si la question revient, qu'envoyer un Ambassadeur à Rome, c'est s'incliner devant une grande puissance morale. Ce n'est à aucun degré porter ombrage à l'unité italienne, fait définitif et irrévocable, ni se prêter au rêve de ceux qui auraient voulu, en 1871, parler encore du rétablissement du pouvoir temporel. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs*).

Messieurs, l'attitude de la Papauté n'a pas été, même dans cette question, une attitude d'intransigeance absolue.

Il me suffit de rappeler que le Pape accepte à Rome la présence d'ambassadeurs des nations catholiques auprès du Quirinal, (*Mouvements divers*) pour établir que la note pontificale qui nous a été remise ne peut pas tirer argument de ce qu'il y a une sorte de reconnaissance des droits de l'Italie dans la visite d'un souverain catholique à Rome. Mais la présence d'un ambassadeur, qui est le souverain lui-même, dans le palais du roi au Quirinal, c'est au même degré cette reconnaissance. Le Pape admet que les souverains qui ne sont pas liés par des concordats se rendent à Rome.

Je lisais ces jours-ci dans les journaux — cela n'a pas été démenti, je crois que cela ne le sera pas — que le cardinal Svampa va recevoir officiellement à Bologne, dans les anciens Etats du Pape, le roi Victor-Emmanuel lors du prochain voyage qu'il va faire. Ce n'est donc pas une attitude d'intransigeance absolue. Mais on trouve particulièrement pénible qu'un souverain catholique se rende à Rome. Je comprends très bien que le Saint-

Siège ait envoyé au Ministre des Affaires étrangères une note conçue dans des termes que nous pouvions discuter, avec toute la déférence que mérite le caractère du Pape et sa haute situation morale. Qu'il ait essayé de nous détourner de ce voyage, je le comprends très bien. Mais nous ne nous sommes pas arrêtés devant les raisons qui étaient contenues dans la note pontificale et nous ne pouvions pas nous arrêter devant ces raisons. Ce n'est pas seulement M. le Ministre des Affaires étrangères qui l'a pensé ; ce ne sont pas seulement les membres qui siègent de ce côté de la Chambre (*la gauche*), ce n'est pas seulement nous-mêmes, mais de ce côté même (*la droite*) où siègent les députés catholiques, il y a eu un très grand nombre de voix qui se sont prononcées en faveur des crédits pour le voyage à Rome...

M. LE MARQUIS DE ROSANBO. — C'est une erreur !

M. RIBOT. — Je donne volontiers acte à M. le marquis de Rosanbo de son vote. Je sais que quelques-uns de nos collègues de droite ont voté « contre » les crédits, mais la majorité ou, en tout cas, un grand nombre d'entre eux ont cru qu'ils ne manquaient pas d'égards envers la Papauté en revendiquant l'indépendance complète de notre politique extérieure, et, sans vouloir en aucune façon manquer de respect au représentant du Saint-Siège, ils ont fait ce que nous commandaient et nos intérêts et les règles de la courtoisie internationale. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE MARQUIS DE ROSANBO. — Personnellement, je regrette de n'avoir pas été présent ce jour-là ; j'étais absent par congé, retenu ailleurs par des devoirs impérieux.

M. RIBOT. — Ici je me permettrai d'adresser une simple observation à M. le Ministre des Affaires étrangères. Il connaît mes sentiments à son égard ; j'ai été, je crois, dans cette Chambre, un des premiers à rendre justice aux efforts heureux qu'il fait pour élargir la place de la France dans le monde. (*Applaudissements*). J'applaudis à son œuvre diplomatique, mais je crains que, dans cette affaire, nous ne soyons arrivés à un malentendu par défaut d'explications nettes et franches, à l'heure où elles devaient se produire.

Au lendemain du vote qui avait été émis ici, et dont le caractère était si clair, si net, il y avait quelque chose à faire : s'expliquer sur cette note qui avait été remise au nom de Léon XIII. Nous pouvions le faire avec une indépendance complète et une dignité parfaite. Nous pouvions dire à ce moment, avec le langage qui convient ; nous avons à Rome un ambassadeur à qui tout à l'heure nous rendions, vous et moi, pleine justice, monsieur le Ministre, et je vous en remercie, un ambassadeur qui ne suit pas sa politique personnelle, mais avec une rare fidélité la politique de son Gouvernement. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs*).

Eh bien ! nous pouvions faire comprendre à Rome, au Saint-Siège, que si nous avions, nous, Gouvernement français, la faculté de discuter, d'examiner avec lui, avec toute la déférence voulue, les raisons qu'il nous avait données, du jour où le Parlement français et, dans le Parlement français, les catholiques eux-mêmes avaient autorisé ce voyage, il n'y avait plus de discussion possible ; il n'y avait plus place au lendemain de ce vote pour une protestation. Voilà ce qu'il aurait fallu faire entendre. (*Très bien ! très bien !*)

Permettez-moi de vous le dire, la diplomatie ne se fait pas seulement à

coup de notes, à coup de télégrammes ; elle se fait de prévisions, de prévoyances, de démarches diplomatiques, qui empêchent les choses de venir à l'extrémité fâcheuse où elles sont venues. (*Applaudissements*). A quoi servirait-il d'entretenir un ambassadeur à Rome, si ce n'est précisément pour prévenir ces heurts et ces apparences de rupture ? Sans doute, le Pape est le chef souverain de l'action diplomatique comme de l'action religieuse, mais le Pape a des conseils ; il y a des cardinaux qui n'ont pas seulement les vertus de leur état mais qui ont aussi quelque expérience politique, de la finesse, du jugement ; beaucoup d'entre eux ont passé par les nonciatures et savent ce que les paroles peuvent avoir de sens, de signification et de conséquences fâcheuses.

Ces mêmes cardinaux, soyez sûrs qu'ils cherchent toujours à savoir ce que peuvent penser les Gouvernements, qu'elles peuvent être les conséquences, les contre-coups de quelques démarches imprudentes et inopportunes.

Si notre Ambassadeur avait été chargé de faire cette communication dont je parle, les cardinaux appelés à donner conseil auraient bien pensé qu'il ne fallait pas s'exposer à une rupture qui n'était pas dans les intentions du Saint-Siège. Vous en êtes convaincu comme moi. Quand nous voyons qu'on veut maintenir le Nonce, vous êtes bien persuadé, c'était votre pensée, monsieur le Ministre, que le Saint-Siège ne cherchait pas une rupture.

Pourquoi en est-on arrivé à cette extrémité ? Pourquoi n'avoir pas dit nettement avant ce qu'on a été obligé de dire plus fort après, avec des conséquences plus fâcheuses ? Nous avons accueilli avec déférence vos premières observations ; mais, après le vote de la Chambre, et surtout après le voyage en Italie, nous n'accepterons aucune protestation ?

Vous en avez reçu une, mais conçue dans de tels termes que vous ne pouviez l'accepter.

Elle vous est arrivée par l'entremise de votre ambassadeur à Rome ; mais quand un Gouvernement a des communications de ce genre à faire à un autre Gouvernement, il les fait remettre au Ministre des Affaires étrangères lui-même par l'ambassadeur qu'il a accrédité auprès de ce Gouvernement.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — La règle n'est pas absolue.

M. RIBOT. — Non, mais elle est assez générale. (*On rit*).

Eh bien ! je reconnais avec vous, monsieur le Ministre, que cette note était, dans le fond et dans la forme, tout à fait inacceptable et qu'elle a dépassé très probablement les intentions (*Interruptions à gauche*) de la diplomatie pontificale, qui nous a habitués à beaucoup de souplesse de langage et de finesse d'expression. Vous pouviez à ce moment-là, si vous le jugiez nécessaire, prendre une mesure qui marquât à Rome que vous n'étiez pas satisfait et que vous ne pouviez pas accepter, sans une protestation quelconque, le procédé dont on usait vis-à-vis de vous. Vous avez compté, en quoi je pense que vous vous êtes fait un peu d'illusion, sur le secret que ne vous avaient pas promis toutes les chancelleries ; vous avez pensé qu'en mettant le document dans les cartons...

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Mais j'ai envoyé une déclaration ; je l'ai lue à la tribune.

M. FIRMIN FAURE. — Personne n'en a rien su.

M. RIBOT. — Avouez que si le document n'avait pas été publié, l'incident était clos. (*Rires et applaudissements au centre*).

Ce qui fait que depuis quelques jours vous allez, un peu de mesure en mesure, sans bien savoir le point où vous vouliez vous arrêter, renforçant chaque jour un peu la note pour arriver au point, c'est que le document a été publié. Ce n'est pas la phrase dans laquelle on disait à je ne sais quelle puissance secondaire que, si elle faisait ce qu'a fait le Président de la République, on lui enlèverait le Nonce tandis qu'on le maintenait à Paris, ce n'est pas cette phrase qui fait l'offense, s'il y a offense. Vous avez dit cela, parce qu'il fallait trouver une raison. (*Applaudissements et rires au centre*).

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Je serais désolé, monsieur Ribot, qu'un esprit aussi élevé et aussi fin que le vôtre ne m'eût pas compris. J'ai dit que ce qui était grave, très grave, que ce qui avait motivé le rappel de notre Ambassadeur, ce n'était pas la protestation qui nous a été adressée et à laquelle nous avons immédiatement répondu en disant que nous ne pouvions que repousser et les considérations qui y étaient développées et la forme sous laquelle elles étaient présentées ; ce qui a motivé le rappel de l'Ambassadeur, c'est la communication à des gouvernements étrangers du langage dont on s'est servi vis-à-vis du chef de l'Etat, langage de remontrance que nous ne pouvions pas admettre ; et c'est enfin cet acte de saisir des gouvernements étrangers d'une affaire qui est purement française. Voilà ce qui a motivé cette mesure. (*Très bien ! très bien !*)

M. RIBOT. — Il n'en reste pas moins que nous savions tous, par les notes qui avaient paru, que cette protestation n'avait pas été remise seulement au Ministre des Affaires étrangères français, mais à toutes les puissances catholiques, et nous ne nous sommes aperçus de la gravité de cette communication que le jour où M. Jaurès, je peux bien le dire, a rendu au Gouvernement le très mauvais service de publier ce document. (*Rires au centre*).

M. Jaurès est un ami au premier degré du ministère. Je crois que ce jour-là il lui a rendu un fort mauvais service. (*On rit*).

M. JAURÈS. — Qui sait ?

M. RIBOT. — Ah ! qui sait ? Il s'est mis lui-même et ses amis dans un certain embarras dont nous avons vu tout à l'heure l'expression dans le langage de l'honorable M. Briand.

M. JAURÈS. — Nous sommes tout prêt à recommencer.

M. RIBOT. — Je ne sais pas d'où est venu le document.

M. JAURÈS. — Moi non plus.

M. RIBOT. — Je n'ai pas l'indiscrétion de le demander à M. Jaurès, mais ce que je puis dire, c'est qu'en pareil cas, les documents sont toujours publiés par quelqu'un, non pas seulement par ce besoin de curiosité qui existe dans le monde, surtout depuis qu'il y a des journaux, mais surtout, permettez-moi de vous le dire, parce qu'il y a trop de gouvernements intéressés à voir l'effet que peut produire la divulgation d'un pareil document. (*Très bien ! très bien ! au centre*).

C'est un spectacle auquel ils peuvent se donner le plaisir d'assister ; ils peuvent même chercher à profiter d'une brouille un peu prolongée entre le Saint-Siège et le Gouvernement français pour se faire accorder quelques avantages ou opérer quelque demi-réconciliation à nos dépens. Je ne saurais quant à moi leur en vouloir ; ils font leur métier de gouvernement.

C'est à nous à ne pas nous prêter bénévolement à ce que ce malentendu, cette brouille qui, j'espère, sera aussi courte que possible, ne puissent donner à nos concurrents dans le monde des avantages qu'il vaut mieux garder pour nous. (*Très bien ! très bien ! au centre*).

M. le Ministre des Affaires étrangères a pensé qu'il devait prendre une mesure et il a rappelé notre Ambassadeur. M. le Président du Conseil vient de donner à ce rappel la signification la plus modérée et la plus adoucie qu'il puisse donner. Il a dit que cela ne préjugait en aucune façon les relations futures entre la curie romaine et Paris, que c'était uniquement la réponse à un incident limité qu'il ne faut pas grossir et étendre au delà de cette limite ; M. le Président du Conseil a ajouté qu'il ne pouvait pas en ce moment laisser auprès du Vatican notre Ambassadeur, qu'il était bon qu'il vînt prendre l'air à Paris parce que le gouvernement du Vatican aurait pu croire que sa présence était une approbation tacite du document qu'il nous avait remis.

Si c'est là l'explication, j'en prends acte volontiers parce que cela me prouve que la durée du conflit sera nécessairement limitée. (*Réclamations à l'extrême gauche*). Je prends les paroles mêmes de M. le Président du Conseil.

M. JULES-LOUIS BRETON. — Vous les avez mal traduites ; ce n'est pas le sens qu'il a entendu leur donner.

M. RIBOT. — Je n'ai pas l'habitude d'être d'accord avec le Gouvernement ; ne m'enlevez pas le plaisir de constater en ce moment que le langage de M. le Président du Conseil me convient et qu'il aboutit à ce résultat : il ne faut pas laisser à Rome d'illusions sur le sentiment que nous avons éprouvé à la réception de sa note. Dans quelque temps l'absence de l'Ambassadeur aura été bien démonstrative.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Cela, c'est votre commentaire. (*Applaudissements à gauche*).

M. RIBOT. — Vos paroles me suffisent ; mais il est bien entendu, n'est-ce pas ? que, contrairement à une espérance qui s'était fait jour, on ne préjuge rien. On discutera, dans quelques mois, comme on discute tous les ans, la question de l'ambassade au Vatican. (*Rires au centre*).

Si l'on avait voulu tirer tout de suite de l'incident une conclusion que la Chambre n'aurait pas acceptée, on aurait proposé une motion, on ne l'a pas fait.

M. KLOTZ. — Je demande la parole.

M. RIBOT. — Nous discuterons la question et je suis bien sûr que la Chambre, au mois de novembre prochain, maintiendra, comme elle l'a fait au mois de novembre dernier, l'ambassade du Vatican, parce qu'elle ne peut pas faire autrement.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours de l'honorable M. Briand ; il m'a charmé par certains côtés, je le dis sans ironie. M. Briand fait, en ce moment-ci, un travail que je serai l'un des premiers à discuter dans un

esprit très large, parce que notre collègue est en train de découvrir jour par jour et de nous montrer les difficultés d'une question qu'on présente depuis trente ans sous une forme trop simplifiée — il l'a dit lui-même — aux électeurs en risquant ainsi de les tromper. (*Interruptions à l'extrême gauche*).

Ah ! cela se fait depuis très longtemps ; il suffit de lire les professions de foi. M. Briand a fait la leçon peut-être à quelques-uns de ses amis. Il est en train, dis-je, de découvrir les difficultés du problème de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; nous avons cet avantage peut-être sur M. Briand que nous les avons découvertes avant lui. (*Rires au centre*).

M. ANTIDE BOYER. — Il les a recherchées pour les résoudre.

M. JAURÈS. — Nous avons déposé un projet !

M. RIBOT. — Je ne demande pas mieux que de les résoudre et un orateur a cité quelques lignes de moi qui démontrent que je ne demande qu'à étudier la question et à orienter ce pays-ci dans la voie où il devra tôt ou tard s'engager.

Vous ne voulez pas, sans doute, que je discute en ce moment ce gros problème ? Quand le moment sera venu je montrerai à quelles conditions on peut s'acheminer vers une indépendance plus grande de l'Eglise et de l'Etat, et nous discuterons à fond sur tous les points.

La seule chose que je retienne et sur laquelle nous sommes d'accord maintenant, c'est que ce serait une folie et une folie criminelle de vouloir procéder à une rupture violente avec le Saint-Siège et de décréter la séparation, sans avoir préparé les esprits et pris toutes les mesures nécessaires. (*Interruptions à l'extrême gauche*).

Gambetta avait coutume de dire quand on lui parlait de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; « Oh ! ce serait la fin de tout ! » Il me semble que vous commencez à comprendre que ce serait d'abord... la fin du ministère (*Applaudissements et rires au centre et à droite*), mais que ce serait aussi la fin d'une foule de choses auxquelles je tiens et auxquelles nous devons tous tenir. Ce serait la fin de ce qui reste de paix religieuse dans ce pays et c'est pourquoi vous êtes prudents — vous n'êtes que prudents — en demandant des délais, en ne voulant pas tirer des conséquences imprévues, en ne demandant pas la rupture définitive avec le Saint-Siège, en acceptant que nous continuions d'avoir avec lui des relations diplomatiques nécessaires, en ajournant la solution à une étude à laquelle je promets ma collaboration la plus loyale. (*Applaudissements au centre et sur divers bancs à gauche*).

M. Briand parlait du petit profit que l'on peut tirer de cette discussion et il disait qu'il ne faut pas le gaspiller. Le voilà, ce petit profit ; c'est la démonstration faite par M. Briand lui-même et acceptée par vous, qu'il y a des dangers dans lesquels il ne faut pas se précipiter tête baissée. Voilà le profit de cette discussion ; je le recueille et je me garderai, suivant votre conseil, de le gaspiller.

Cela dit, je n'ai rien à ajouter. Si on nous présente un ordre du jour qui se borne à approuver la mesure que M. le Ministre des Affaires étrangères a jugée nécessaire, si on écarte résolument toute conclusion que l'on en pourrait tirer au point de vue de nos relations avec la Papauté, si on ne vise que l'incident — et c'est le langage qu'ont tenu M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Président du Conseil — mes amis et moi, ou au

moins un certain nombre de mes amis et moi, nous voterons cet ordre du jour parce que nous voulons montrer que nous sommes aussi jaloux que personne des droits, de l'indépendance de notre pays et que nous mettons la même force, la même conviction à défendre l'indépendance de la société politique que nous en avons mis à défendre, quand nous le jugions nécessaire, les idées libérales. (*Vifs applaudissements au centre et sur plusieurs bancs à gauche. — L'orateur en regagnant son banc, reçoit les félicitations de ses amis*).

M. LE PRÉSIDENT. — Depuis bien longtemps, il est d'usage d'accepter le dépôt d'ordres du jour lorsque les interpellations ont été déposées et fixées. D'ailleurs, comme il va se poser certainement une question de priorité, peut-être l'ordre dans lequel les ordres du jour seront lus est-il indifférent. La Chambre sera toujours maîtresse d'accorder la priorité à tel ou tel ordre du jour.

M. Lasies avait déposé le premier un ordre du jour motivé avec demande de priorité. Il le retire et cède sa demande de priorité à M. Ferrette, qui dépose un ordre du jour ainsi conçu :

« La Chambre, constatant que depuis 1869 la séparation des Eglises et de l'Etat a été considérée par le parti républicain comme l'une des réformes essentielles devant assurer à la fois la pacification religieuse, la liberté de l'Eglise et l'indépendance de l'Etat, invite le Gouvernement à préparer, par des négociations avec la Papauté, une réglementation nouvelle des rapports de l'Eglise et de l'Etat, et passe à l'ordre du jour ». (*Mouvements divers*).

Le second ordre du jour a été déposé par MM. Allard, Vaillant, Chauvière, Paul Constans, Jules Coutant (Seine), Dejeante, Delory, Dufour, Bouveri, Sembat, Thivrier, Walter et Piger.

En voici le texte :

« La Chambre, décidée à faire la séparation des Eglises et de l'Etat, invite le Gouvernement à rompre toutes relations avec le Vatican et à dénoncer immédiatement le Concordat, et passe à l'ordre du jour ».

Voici le 3^e ordre du jour :

« La Chambre, approuvant le Gouvernement d'avoir rappelé notre Ambassadeur auprès du Vatican et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour ».

Cet ordre du jour est signé de MM. Bienvenu Martin, Sarrien, Etienne et Jaurès.

Le 4^e, signé de MM. Hubard et Charles Bos est ainsi conçu : « La Chambre, approuvant la rupture des relations diplomatiques entre la République et la Papauté, passe à l'ordre du jour ».

Le 5^e, de M. Gayraud : « La Chambre, résolue à maintenir le Concordat et blâmant toute mesure qui pourrait en précipiter la dénonciation, passe à l'ordre du jour ».

Le 6^e, de MM. de La Ferronnays, de Montaigu, Le Gonidec de Traissan, de Ramel, de Rohan, de Lanjuinais, de Pomereu, de Maillé, duc de Plaisance, de Saint-Martin, de Dion, du Halgouet, de Broglie, de l'Estourbeillon, Ginoux-Defermon, Savary de Beauregard, Jules Galot, du Roscoat, Paul Bourgeois (Vendée), de Largentaye, de Rosambo et de La Bourdonnaye, est ainsi libellé :

« La Chambre, considérant que le Gouvernement a manqué du sang-froid nécessaire pour conserver à l'incident son véritable caractère, qu'il

importe de faire cesser au plus tôt une agitation stérile et dangereuse, invite le Ministre des Affaires étrangères à reprendre immédiatement des relations diplomatiques avec le Saint-Siège et passe à l'ordre de jour ».

M. Lucien Cornet a déposé un ordre du jour ainsi conçu :

« La Chambre invite le Gouvernement à supprimer immédiatement l'Ambassade auprès du Vatican et à proposer la dénonciation du Concordat ».

M. Ernest Roche propose l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, se conformant au programme républicain et résolue à poursuivre la séparation des Eglises et de l'Etat, invite le Gouvernement à supprimer immédiatement l'Ambassade auprès du Vatican ».

Le 9^e ordre du jour est ainsi conçu :

« La Chambre invite le Gouvernement à supprimer par décret l'Ambassade du Vatican ».

.....

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ordre du jour présenté par MM. Bienvenu Martin, Sarrien, Etienne et Jaurès et accepté par le Gouvernement. J'en rappelle les termes :

« La Chambre, approuvant le Gouvernement d'avoir rappelé notre ambassadeur auprès du Vatican et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour ».

M. Sembat demande la division avant les mots : « ...et repoussant toute addition » afin de pouvoir introduire une addition ; mais les mots : « ... et repoussant toute addition » auront tout à l'heure la priorité.

Je mets aux voix la première partie, ainsi conçue, de cet ordre du jour :

« La Chambre, approuvant le Gouvernement d'avoir rappelé notre ambassadeur auprès du Vatican... »

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Vazeille, Réveillaud, Tavé, Sarrien, Clément, Charonnat, Cazeneuve, Buisson, Chenavaz, Jeanneney, Andrieu, Sireyjol, Dumas, Bertrand, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement).

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	522
Majorité absolue.....	262
Pour l'adoption.....	427
Contre	95

La Chambre des députés a adopté.

M. Sembat propose de supprimer les mots « ... et repoussant toute addition » afin de pouvoir joindre à la première partie déjà adoptée une seconde partie qui serait ainsi conçue :

« ... et l'invitant à compléter cette mesure par la remise au Nonce de ses passeports ».

M. MARCEL SEMBAT. — Je déclare à la Chambre que je n'aurais pas songé à ajouter cette interpolation si les paroles de M. Ribot d'abord, et surtout celles de M. Barthou, ne m'avaient paru singulièrement graves.

Je tenais à bien préciser que la mesure que je viens d'approuver avec la majorité était une mesure sérieuse, que par conséquent le rappel de l'ambassadeur — comme cela se passe toujours — aura la réciprocité et que bilatéralement le Nonce regagnera Rome. (*Mouvements divers*).

Sur divers bancs à droite. — Quel est l'avis du Gouvernement ? (*Bruit*).

M. SAVARY DE BEAUREGARD. — Une absence de réponse, c'est vraiment insuffisant !

M. GAUTHIER (de Clagny). — Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole.

M. GAUTHIER (de Clagny). — Monsieur le Président, je crois répondre tout à fait au vœu de notre collègue, M. Sembat, en vous faisant remarquer que le règlement lui donne le droit de demander que l'on vote d'abord sur la proposition qu'il vient de déposer. C'est en effet un amendement et l'on doit d'abord statuer sur les amendements.

M. MARCEL SEMBAT. — Si c'est mon droit, je demande à l'exercer. Je demande que l'on vote d'abord sur mon amendement. Je croyais que réglementairement la formule « ...et repoussant toute addition » était considérée comme préjudicielle. S'il en est autrement, je demande formellement que l'on vote sur mon addition.

M. LE PRÉSIDENT. — On a toujours voté d'abord sur les mots : « ...et repoussant toute addition ».

Ceux qui veulent une addition repousseront ces mots, et alors non seulement l'addition de M. Sembat, mais toutes les autres propositions d'addition pourront se donner carrière.

Je mets donc aux voix les mots : « ...et repoussant toute addition ».

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Cardet, Chanoz, Pastre, Deville, Petitjean, Isoard, Charonnat, Pajot, Antoine Gras, Clément, Bouhey-Allex, Albert Tournier, Raymond Leygue, Berry, Berteaux, Andrieu, Levraud, Baudon, Rouby, Delmas, Bertrand, Bénézech, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement).

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants	543
Majorité absolue.....	272
Pour l'adoption.....	383
Contre.....	160

La Chambre des députés a adopté.

Je mets aux voix l'ensemble de l'ordre du jour.

(L'ensemble de l'ordre du jour, mis aux voix, est adopté).

2° SÉANCE DU 22 OCTOBRE

Discussion des Interpellations sur la politique religieuse du Gouvernement

Discussion des interpellations : 1° de M. Boni de Castellane sur la politique du Gouvernement vis-à-vis du Saint-Siège et sur l'interprétation donnée au pacte concordataire ; 2° de M. Grousseau sur la rupture des relations diplomatiques avec le Saint-Siège ; 3° de M. Gayraud, relative à la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège ; 4° de M. Fernand Engerand sur la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Vatican et sur la nécessité de consulter le pays sur l'opportunité de la dénonciation du Concordat ; 5° de M. Hubbard sur les incidents concernant les évêques de Dijon et de Laval et sur la déclaration faite à Pons par M. le Président du Conseil au sujet du régime éventuel de l'Eglise ; 6° de M. Baudry d'Asson sur la suppression des indemnités ecclésiastiques et notamment sur celles qui ont été opérées en Vendée ; 7° de M. Paul Deschanel sur les déclarations faites à Auxerre par M. le Président du Conseil ; MM. Hubbard, le ministre des Affaires étrangères, de Baudry d'Asson, Fernand Engerand, Lasies, le président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes ; Ribot. — Ordres du jour motivés : 1° de MM. Hubbard, Henry Maret et Charles Bos ; 2° de M. Boni de Castellane ; 3° de M. Martin Bienvenu ; 4° de M. Fernand Engerand ; 5° de M. Gayraud ; 6° de M. de Baudry d'Asson. — MM. le Président du Conseil, Paul Deschanel. Scrutin sur la priorité en faveur de l'ordre du jour de MM. Hubbard, Henry Maret et Charles Bos. Rejet. Sur l'ordre du jour de M. Bienvenu Martin : MM. Mulac, Dujardin-Beaumetz, de Lanessan. Adoption au scrutin de cet ordre du jour.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des interpellations : 1° de M. Boni de Castellane sur la politique du Gouvernement vis-à-vis du Saint-Siège et sur l'interprétation donnée au pacte concordataire ; 2° de M. Grousseau sur la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège ; 3° de M. Gayraud, relative à la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège ; 4° de M. Fernand Engerand sur la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Vatican et sur la nécessité de consulter le pays sur l'opportunité de la dénonciation du Concordat ; 5° de M. Hubbard sur les incidents concernant les évêques de Dijon et de Laval et sur la déclaration faite à Pons par M. le président du Conseil au sujet du régime éventuel de l'Eglise ; 6° de M. Baudry d'Asson sur la suppression des indemnités ecclésiastiques et notamment sur celles qui ont été opérées en Vendée ; 7° de M. Paul Deschanel sur les déclarations faites à Auxerre par M. le Président du Conseil.

La parole est à M. Hubbard pour développer son interpellation.

M. HUBBARD. — Messieurs, il vous apparaît sans doute dès maintenant, qu'il ne sortira pas du débat engagé devant vous un simple examen et une simple sanction sur les actes rétrospectifs du Gouvernement. Il est évident que ce qui préoccupe à l'heure actuelle les esprits à l'occasion de la rupture diplomatique entre la République Française et le Saint-Siège, c'est bien moins les conditions dans lesquelles cette rupture s'est produite que

de savoir ce qu'il adviendra au lendemain de cette rupture, et ce que sera le régime des Eglises dans la République.

Sur ce point, j'espère que le Gouvernement ne se refusera pas à répondre clairement à toutes les demandes d'explication qui lui sont présentées ; je ne pense pas qu'il nous ajourne au débat sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Il comprend bien qu'il ne s'agit pas en ce moment d'une précision de textes mais de la nécessité plus pressante d'indiquer l'orientation très nette que l'on entend donner à la politique de la République vis-à-vis du régime des Eglises.

Messieurs, le parti radical a le droit de marquer ses avantages dans cette circonstance. Sur ses deux flancs, on lui a reproché souvent de n'avoir pas une politique assez constante, assez claire. Il se trouve, au contraire, que les événements donnent pleinement raison à ce qu'on peut appeler les idées du parti radical. Il ne s'agit pas ici de questions de personnes, mais des principes et des idées ; le parti radical a la bonne fortune d'avoir vu sur sa gauche un grand nombre de ceux qui se réclament surtout de l'idée communiste et collectiviste se contenter très modestement des articles qui ont toujours constitué le fond du programme radical. En même temps sur l'autre limite de ce parti vous avez eu récemment l'occasion de voir se produire d'éclatantes conversions en faveur des principaux articles de son programme, notamment en ce qui concerne la séparation des Eglises et de l'Etat.

Le pays, d'ailleurs, entre pleinement dans cette voie. Vous connaissez la persévérance et la persistance du parti radical à demander que la séparation soit une opération en quelque sorte préalable ; toutes les manifestations électorales les plus récentes ont montré combien le suffrage universel, quand il est saisi de la question, est favorable à cette solution. Je ne veux pas rappeler l'élection qui a eu lieu aux portes de Paris, au cours de laquelle, les deux concurrents, l'honorable M. Hémar et l'honorable M. Charles Deloncle, devenu notre collègue, se sont déclarés tous deux partisans de la séparation. Mais dans des circonscriptions plus éloignées, dans des régions qui ne passent pas pour être d'une opinion très avancée, par exemple dans l'Ardèche, notre collègue M. Albert Le-Roy n'a pas même eu de concurrent. Cependant, dans son programme, il s'était résolument montré partisan de la séparation des Eglises et de l'Etat.

J'aperçois notre collègue, M. Ferrette qui, si je ne me trompe, semble s'élever contre ce que je viens de dire au sujet des luttes électorales dans lesquelles il n'y a pas eu de concurrents. Or, lui-même, quoiqu'il ne siège pas dans les rangs de la majorité, est cependant disposé à examiner la question de la séparation des Eglises et de l'Etat.

Notre honorable ami, M. Abel Lefèvre a été également élu dans des conditions admirables en Normandie, dans une circonscription voisine de celle de M. Deschanel, où l'on paraissait un peu timide et peu disposé à s'engager dans cette question.

Une voix au centre. — On y a toujours élu des radicaux.

M. HUBBARD. — On élisait des radicaux qui soutenaient, discutaient l'idée de la séparation des Eglises et de l'Etat, mais qui ne la votaient pas. Cette élection a été caractéristique, étant données les conditions dans lesquelles notre collègue M. Lefèvre s'est présenté.

J'ai donc le droit de dire que ceux qui n'ont jamais varié, qui ont sou-

tenu cette idée depuis des années, peuvent marquer leurs avantages et prétendre être dans le vrai en indiquant les difficultés répétées, continues, innombrables que provoquait le maintien obstiné, j'oserai dire entêté, de ce Concordat de 1801.

Ce Concordat de 1801 est aujourd'hui bien peu défendu. Il est abandonné, et on peut dire que dès à présent, virtuellement, le principe de son abrogation est admis. La discussion s'engage sur ce qu'on devra faire, sur le régime qui devra succéder à l'état de choses actuel.

A cet égard, il serait intéressant que le Gouvernement nous fit connaître le plus tôt possible sa pensée. Il doit sortir de ce débat mieux qu'une appréciation isolée du Gouvernement ; il doit sortir une entente gouvernementale parfaite, des indications sur le régime à suivre.

Je dis une entente gouvernementale parfaite, parce qu'évidemment — et c'est le point essentiel dans ce débat — au sein du ministère actuel, il y a sur cette question de la séparation des Eglises et de l'Etat une hésitation, un embarras, une équivoque dans ses propres intentions, qu'il importe d'éclaircir au plus tôt et qu'il est désirable qu'au cours de ce débat, la question reçoive, si possible, une solution. M. le Président du Conseil, qui est aussi un converti à l'idée de la séparation, qui s'était déclaré très fermement partisan de la politique concordataire, qui a essayé de lui faire rendre tous les fruits qu'il en attendait. M. le Président cependant, dans ces derniers temps, s'est mis en marche vers la séparation des Eglises et de l'Etat, et a fait des déclarations nettes, tout à fait différentes de celles que nous entendions depuis quelques années.

Ici encore, je suis heureux de pouvoir marquer nos avantages. Nous avons raison de presser le Gouvernement de prendre une décision ; nous avons raison de nous plaindre de ce que la politique suivie par ce Gouvernement en ce qui concerne l'Eglise était en somme la politique concordataire ; nous avons raison de dire qu'on se faisait de grandes illusions jusqu'en ces derniers temps dans les rangs de la démocratie, quand on s'imaginait que la politique anti-congréganiste devait nécessairement aboutir à la séparation des Eglises et de l'Etat.

Nous sommes parvenus au but, mais il n'est pas douteux que ce résultat est dû aux efforts persévérants de ceux qui, parmi les radicaux, n'ont pas cessé de demander au Président du Conseil et au Gouvernement d'aborder enfin cette question de la séparation.

La Chambre sait bien, au contraire, que le Ministre des Affaires étrangères, précisément chargé du contact avec la Papauté, a toujours eu une appréciation différente de celle du chef du Gouvernement. Les documents à cet égard abondent et sont des plus probants. Dans le dernier Livre jaune qui nous ait été distribué, il est fait allusion aux déclarations, aux engagements que le Ministre des Affaires étrangères avait cru devoir prendre auprès du Gouvernement pontifical en ce qui concerne la fermeture des établissements congréganistes ouverts antérieurement à la loi de 1901. Dans la communication en date du 24 juillet 1903, du Président du Conseil au Ministre des Affaires étrangères, il y avait un redressement très net de l'attitude qu'avait cru devoir prendre ce dernier :

« Si le Saint-Siège souhaite le maintien du Concordat, comme j'ose encore le croire, et comme j'en ai à coup sûr le véritable désir, le maintien pourrait-il se concilier avec une pareille situation ? »

La Chambre le voit, à cette époque, M. le Président du Conseil voulait le maintien du Concordat ; il l'affirmait, il le déclarait nettement ; il n'a-

vait pas modifié sa politique à ce point de vue ; mais en même temps il ne cachait pas que le Ministère des Affaires étrangères avait transmis au Gouvernement pontifical des assurances que le Ministre était dans l'impossibilité de tenir.

Il y avait là une différence d'appréciation fondamentale en quelque sorte, et aussi déplorable au point de vue de l'unité d'action qui doit exister dans un Gouvernement sur une question aussi importante.

Cette même situation, nous la retrouvons aujourd'hui. Nous n'avons pas de Livre jaune, et je le regrette vivement pour ma part ; je ne comprends pas que le Gouvernement demande la mise, en tête de nos discussions, d'un débat relatif à la rupture diplomatique avec le Saint-Siège et que nous abordions cette question sans que le Gouvernement ait placé à notre disposition la correspondance diplomatique...

M. DELCASSÉ, *ministre des Affaires étrangères*. — Le Gouvernement, dès le lendemain de la rupture des relations officielles avec le Saint-Siège, a fait publier au *Journal officiel*...

M. HUBBARD. — Je le sais.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — ... absolument toutes les pièces diplomatiques...

M. GAYRAUD. — Non, pas toutes.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — ... toutes les pièces...

M. HUBBARD. — C'est ce que nous examinerons.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — qui lui appartenaient...

M. HUBBARD. — Certes, monsieur le Ministre, je me considérerais comme impardonnable si j'abordais une pareille discussion sans avoir même lu toutes les publications faites au *Journal officiel*.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Eh bien, il n'y en a pas d'autres.

M. HUBBARD. — Je vais y arriver.

La politique concordataire était suivie jusque dans ces derniers temps par M. le Président du Conseil qui résistait énergiquement à toutes les oburgations du parti radical en ce qui concerne cette question de principe ; et cette politique concordataire avait une forme particulière très précise et très inquiétante pour beaucoup de républicains radicaux.

Vous savez quelle a été en somme la politique suivie, au point de vue de l'observation du Concordat, depuis un certain nombre d'années. C'est bien plutôt la politique d'une direction de ministère qu'une politique relevant de conceptions générales.

La direction des cultes est très attachée au *statu quo* ; elle a le droit de choisir et de nommer à tous les postes en vertu du Concordat ; elle s'est efforcée de résoudre en fait cette difficulté de vivre entre l'Eglise catholique officielle et la République démocratique, et de concilier malgré tout cette incompatibilité de principes, qui s'est enfin révélée aux yeux de M. le Président du Conseil au banquet d'Auxerre.

On a cherché à résoudre ce problème par des choix de personnes ; on

est arrivé ainsi à la conception du bon évêque, bon évêque pour les uns, mauvais pour les autres. On s'est efforcé d'introduire dans l'épiscopat français des esprits moins hostiles à la République, en même temps des esprits que l'on prétendait favorables ou sympathiques.

Cela cadrait avec la politique du ralliement du Pape précédent, avec la politique qui consistait à amener le parti catholique à accepter pleinement la République en France, à se placer sur le terrain de la Constitution, pour y défendre de son mieux ses libertés, ses droits, ses avantages — à vrai dire, ses privilèges.

Que s'est-il passé aux mois de juin et juillet dernier ? A quel phénomène assistons-nous ? Pourquoi le Concordat est-il virtuellement abrogé ? C'est qu'on a abouti, d'une façon éclatante, à la faillite complète de ce système des bons et des mauvais évêques. Le conflit latent existait depuis très longtemps au sein même de l'Eglise catholique. Le parti républicain, lui, était, depuis longtemps aussi, éclairé sur cette politique officielle, qu'il continuait à tolérer, à subir, comme s'imposant à tous les cabinets, à tous les ministères. Le parti républicain savait bien que ces bons évêques étaient tels avant leur nomination, dans la période des démarches, dans la période des protestations de sentiments, dans la période où l'on présente le *curriculum vitæ*, les petits dossiers et où l'on cherche des apostilles sur tous les bancs de la majorité, partout où l'on peut penser qu'une camaraderie ou une question d'intérêt électoral pourra faire passer outre des républicains sur le principe d'abstention en matière ecclésiastique.

Les évêques, nommés dans ces conditions, devenaient le plus souvent à leur tour de mauvais évêques. Les exemples sont nombreux et demeurent présents à l'esprit de tous. Cependant, quelques évêques, paraît-il, ne s'étaient pas ainsi transformés d'une façon complète et radicale. Aussi, cette partie de l'épiscopat français soulevait-elle à son tour l'hostilité, je puis même dire la haine, d'une très grande partie de ceux des catholiques français qui sont tout dévoués à la défense de la religion catholique sous sa forme actuelle d'Eglise catholique romaine, qui se désintéressent tout à fait à la formation d'une Eglise gallicane ou nationale.

A cet égard, chacun sait dans quelles circonstances particulières un conflit politique s'est élevé entre l'évêque de Laval et les conservateurs et les congrégations de la Mayenne, entre l'évêque de Dijon et ses propres prêtres, ceux qui, autour de lui, collaboraient à son ministère ecclésiastique.

Le conflit était donc devenu pleinement aigu et lorsqu'à la place d'un Pape cherchant les bénéfices possibles que l'Eglise catholique pouvait retirer d'une attitude de complaisance, de flatterie et de prévenance vis-à-vis d'un parti politique et d'un gouvernement, on s'est trouvé en face d'un changement dans la Secrétairerie d'Etat, lorsque le cardinal Rampolla a cessé d'être à la tête de la curie romaine, il a été très facile de trouver un champ de discussion tout préparé avec le Gouvernement de la République.

Alors que s'est-il produit ? Cela vous a été expliqué par les orateurs qui ici ont défendu — qu'ils me permettent l'expression, je l'emploie sans aucun esprit de malveillance — la thèse religieuse, la thèse cléricale. Ils vous ont expliqué que le Saint-Siège donne l'investiture canonique, au point de vue spirituel, aux évêques et qu'il a, de ce fait, la prétention de contrôler, au point de vue de la discipline ecclésiastique, le caractère moral de ses évêques.

Quelle a été l'attitude prise par le Gouvernement français?

Une attitude séparationniste ou une attitude concordataire? Son attitude a été concordataire, ultra-concordataire! A ce moment M. le Président du Conseil a prononcé à Pons, un discours relatif à l'éternel problème des rapports de l'Eglise et de l'Etat et je n'y avais trouvé que l'affirmation habituelle de la nécessité de la suprématie de l'Etat, mais non pas une affirmation de la rupture, de la séparation, de la neutralité complète que finalement doit observer le Gouvernement de la République entre les religions et les philosophies.

Etant donnée la campagne qui était menée à cette époque autour de la question des évêques, j'avais demandé à interpellier le Gouvernement sur la manière dont il entendait procéder. Quelle était alors l'attitude prise par M. Combes, président du Conseil? Il faut bien que la démocratie française tout entière le sache, sans qu'il puisse y avoir de doute. Cette politique a-t-elle été une politique de séparation des Eglises et de l'Etat, une politique saisissant l'occasion de la faire, tendant les voiles au vent qui nous entraîne vers ce but depuis longtemps visé? Non! Pas plus que lorsque l'outrage a été lancé à Rome à M. le Président de la République à l'occasion de sa visite au roi d'Italie. C'était aussi une occasion et la Chambre se rappelle les efforts que les républicains, que plus de cent républicains dans les rangs de la majorité ont faits pour arracher au Gouvernement une parole décisive, pour se saisir et pour s'emparer de cette protestation, que nous ne connaissons pas encore, car, la Chambre se le rappelle, cette protestation qui a été remise le soir même du départ à Rome du Président de la République entre les mains de M. le Ministre des Affaires étrangères, elle n'a jamais été communiquée au pays; nous ne la connaissons pas, ou du moins nous ne la connaissons que par reflet, que par ricochet, que par détour; nous n'en avons pas eu connaissance que par le journal d'un de nos collègues; et alors, on s'est décidé à agir, à agir à moitié, à agir incomplètement, sans donner même le caractère de l'acte qu'on faisait. Car la Chambre se souvient très bien que ce n'est pas la rupture des relations diplomatiques qui a été décidée par le Gouvernement, que c'est un simple rappel, que le Nonce a été maintenu à Paris, qu'il a été toléré et qu'il a continué à y représenter le Saint-Siège. Il y a eu à Rome une espèce de satisfaction de fait dont le Saint-Siège s'est emparé dans les discussions ultérieures pour dire qu'on ne lui avait rien notifié de précis.

Au point de vue des évêques, également, le Gouvernement paraissait peu disposé de saisir cette occasion de rompre le Concordat. Je sais bien que, de ce côté de la Chambre, on l'accusait précisément à cet égard de suivre une politique très profonde, une politique dont, peut-être, historiquement parfois, on peut présenter la défense: c'est celle qui consiste à amener une rupture en la faisant prononcer par l'adversaire, quand soi-même on la désire vivement.

Il est possible que ce soit là une habileté politique et que l'histoire la reconnaisse à M. le Président du Conseil. Quant à moi, je pense que par notre temps de démocratie, de clarté, de vérité, de justice...

M. DE BAUDRY D'ASSON. — Dites: d'injustice!

M. HUBBARD. — ... il vaut mieux suivre une politique nettement, ouvertement déclarée au pays et qu'il n'y avait pas une habileté véritable à chercher la rupture en en rejetant le prétexte sur l'adversaire.

J'avoue, quant à moi, que ce n'est pas la rupture que j'avais rêvée pour la République française ! La rupture de la République française avec Rome devait être une rupture de principe, une rupture de nécessité, d'incompatibilité d'esprit et de méthode politique. J'estime qu'il ne fallait pas aller la chercher dans une discussion de textes.

M. le Président du Conseil nous l'a dit hier dans une interruption : « J'ai défendu mes évêques jusqu'au bout ! »

Eh bien ! Messieurs, c'était là précisément la politique que nous, les radicaux libertaires, nous, les partisans de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, nous ne pouvons pas admettre, parce que, bien loin de nous rapprocher de la séparation, elle ne pouvait que nous placer en face d'une solution redoutable.

Et en effet, dans tous les documents qui ont été publiés — et que j'ai lus, Monsieur le Président du Conseil — ce n'est pas le Ministre des Cultes qui a introduit le 25 mai et le 20 juin des protestations, au sujet de quoi ? Au sujet des invitations, des appels qui avaient été adressés à ces évêques par le Pape, par le chef de la catholicité romaine pour s'éclairer sur des reproches de discipline ecclésiastique. M. le Président Conseil, Messieurs, chef du parti radical, chef d'un gouvernement qui engageait une lutte terrible contre l'Eglise, qui doit mener la démocratie à la laïcisation, qui doit l'affranchir du vieux joug clérical, quelle thèse adopte-t-il à ce moment ?

Sa thèse consiste à dire : Je veux faire observer le Concordat. Vous le violez en appelant les évêques devant vous ; nous voulons leur retirer les pouvoirs ecclésiastiques, les pouvoirs spirituels ; je prends ces évêques sous ma protection et je leur interdis de quitter le territoire en vertu de l'article organique qui défend aux évêques de quitter leur diocèse sans l'autorisation du Gouvernement ; c'est-à-dire que M. le Président du Conseil, intervenant incontestablement beaucoup plus comme Ministre des Cultes que comme Ministre de l'Intérieur de la République française, se fait le bouclier de deux évêques, de deux chefs de diocèse, contre leur pontife, leur supérieur spirituel et ecclésiastique. Etait-ce là une politique de séparation du spirituel et du temporel, de désintéressement de la République dans les questions religieuses, une politique d'affranchissement ? Quel en était le développement nécessaire et évident dans le cas où les évêques auraient tenu bon ? La Chambre sait jusqu'où on est allé pour amener les évêques au point de résistance, de frottement, si je puis dire, avec la Papauté.

Dans le *Temps*, du 22 juillet, nous avons pu lire cette information :

« De Laval. — On apprend que l'évêque avait résolu de donner sa démission, mais le préfet de la Mayenne, ayant eu vent de ce projet, avertit le Ministre des Cultes, qui envoya ce télégramme :

Je ne sais s'il est exact, — on le démentira s'il ne l'est pas, — mais tout le monde sait dans quelles conditions, le *Temps*, donne des nouvelles de ce genre sous une forme aussi affirmative. Voici ce télégramme :

« La démission de Mgr Geay mettrait le Gouvernement dans une fausse situation. Il avouerait par là sa culpabilité, et cela lui retirerait tout droit à la bienveillance de l'Etat ».

La « bienveillance de l'Etat » vis-à-vis d'un évêque dans sa résistance contre son pontife, contre le chef de son Eglise, à propos de questions de discipline et de culpabilité morale ! Je ne me pique pas de trancher le conflit, d'apprécier la moralité de M. Geay ou de M. Le Nordez. Je me

place au point de vue laïque, anticlérical, radical, séparationniste; je dis au chef du Gouvernement radical que la vérité, puisqu'il estimait que le Concordat est violé, c'était de prendre acte de la violation, c'était de marquer le point et d'en tirer la conséquence nécessaire: « Vous violez le Concordat ! il est brisé, je l'abandonne, je m'occupe du régime qui va le remplacer ».

Est-ce là ce qu'a fait le Ministre des Cultes ? Non, Messieurs, il a essayé de défendre ses évêques jusqu'à la dernière minute, il a couru après le Concordat, il a supplié le Saint-Siège de trouver une combinaison, une tractation qui lui permit de faire vivre encore pendant quelques mois ou quelques semaines ce Concordat.

M. EMILE COMBES, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. — Vous trouvez que j'ai supplié le Saint-Siège ?

M. HUBBARD. — Je trouve que M. le Président du Conseil aurait probablement suivi une politique plus décisive au point de vue républicain, laïque, anticlérical en prenant acte immédiatement de ce qu'il appelle la violation du Concordat et en en tirant cette conséquence que le Concordat était devenu inapplicable, devant cette impossibilité d'avoir des fonctionnaires relevant d'une part de l'Etat — institués par lui — et relevant d'autre part d'une grande association internationale religieuse. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs à gauche*).

C'était cela qui ressortait incontestablement du conflit organisé autour de la résistance des évêques.

M. le Ministre des Affaires étrangères m'a dit qu'à cet egard nous avions entre les mains une publication complète qui nous permettait de bien nous renseigner sur ce qui s'est passé. Qu'il me permette de lui faire observer que je ne veux pas partager cette manière de voir. Quand nous avons vu publier au *Journal officiel* ces instances faites auprès du Saint-Siège pour qu'il observât le Concordat et laissât en repos les évêques que le Gouvernement prenait sous sa protection, — nous avons eu cette impression qu'il ne s'agissait pas là d'un Livre jaune — je ne sais quelle couleur on pourrait lui donner — mais d'un livre émanant de la place Beauveau.

Les documents publiés par le *Journal officiel* consistent dans la lettre de M. le Président du Conseil, et nous avons une ou deux notes signées de M. Delcassé qui me paraissent singulièrement isolées de ce qui doit les entourer, c'est-à-dire de la correspondance diplomatique.

M. DELCASSÉ, *Ministre des Affaires étrangères*. — Il n'y en a pas !

M. HUBBARD. — Et cela est tellement vrai que, comme on le faisait observer tout à l'heure — c'est une vérité de fait, de quelque banc qu'elle parte — les journaux de la Papauté, l'*Osservatore Romano* ont publié une longue note du 10 juin qui ne se trouve pas dans cette correspondance...

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — De qui ?

M. HUBBARD. — Elle est adressée à M. Lorenzelli, si je ne me trompe !

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Donc, ce n'est pas à moi.

M. GROUSSAU. — Mais la copie vous en a été remise !

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — N'insistez pas Monsieur Hubbard.

M. HUBBARD. — Ce document débute ainsi. Voulez-vous me permettre de la lire, monsieur le Ministre ? Le commencement de ce document éclairera la Chambre, et je crois qu'il aurait dû prendre place dans les pièces qui ont été insérées au *Journal officiel*.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Si vous voulez bien donner lecture des premières lignes de cette note, on verra la justification absolue de ma conduite, car c'est très délibérément que je me suis abstenu de la publier. Je disais — et personne ici, je crois, ne doute de ma parole — que dès le lendemain de la rupture c'est moi, et non M. le Président du Conseil, qui ai pris soin de faire insérer au *Journal officiel* — c'était le seul moyen rapide que j'avais d'informer le pays — tous les documents, je dis tous, absolument tous ceux qui étaient relatifs à cette rupture et qui bien entendu, m'appartenaient ! On a dit tout à l'heure : il y en a un qui manque, c'est la note du 10 juin. Je le sais bien !

Mais cette note du 10 juin, est-ce que c'est un document qui m'appartient ? Est-ce que c'est une dépêche que le Cardinal secrétaire d'Etat m'a adressée à moi ? Non ! C'est une note adressée au Nonce apostolique, et dont le Nonce apostolique vient verbalement, dans mon cabinet, me développer les considérations, et dont plus tard, à titre d'information, il me donne copie.

Je n'avais donc pas le droit, et il n'est pas possible qu'un Ministre des Affaires étrangères puisse dire que correctement...

M. RIBOT. — Je demande la parole. (*Mouvements divers*).

M. LE MINISTRE. — ... au lendemain d'une rupture, c'est-à-dire alors que je n'avais plus les moyens de causer avec le pouvoir avec qui nous avions rompu, je pouvais publier un document qui ne m'avait pas été adressé, qui ne m'avait été donné qu'à titre confidentiel. (*Très bien ! très bien !*)

Voilà ma première raison.

La seconde — mais M. Hubbard va vous la dire, Messieurs — la seconde raison qui m'a empêché de faire cette publication, elle se trouve en effet en tête de ce document. Qu'allez-vous y trouver ? Ce que le Cardinal secrétaire d'Etat a dit au Nonce apostolique : « Les considérations que j'ai à développer sont tellement graves, elles exigent tellement le secret, parce qu'elles touchent à la dignité ecclésiastique d'un évêque que je n'ai pas cru devoir les communiquer au Chargé d'affaires de France et que je vous prie de les expliquer discrètement au Ministre des Affaires étrangères ».

Eh bien ! Messieurs, est-ce que cette lettre que le Cardinal secrétaire d'Etat ne veut même pas, tant il juge que le secret doit être gardé, tant il redoute le scandale, communiquer à notre chargé d'affaires, est-ce que cette lettre, qui ne m'appartient pas, je puis la publier, moi ? (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Je n'ai qu'un mot à ajouter.

Si plus tard, après la rupture, le Cardinal secrétaire d'Etat n'a plus été arrêté par la crainte du scandale qui le préoccupait si fort un mois auparavant, s'il a passé outre à ses propres scrupules, c'est son affaire ! Moi, je me suis conformé strictement à mon devoir, qui était de ne

pas publier un document qui ne m'était pas adressé et d'observer ainsi les convenances les plus élémentaires. (*Applaudissements à gauche*).

M. HUBBARD. — J'ai écouté avec le plus grand intérêt M. le Ministre des Affaires étrangères et je vais avec la plus grande liberté et la plus grande courtoisie expliquer à mes collègues quel est le véritable intérêt de la discussion qui est soulevée.

Voici comment débute le document du 10 juin qui a été publié dans les journaux de la Papauté :

« A Mgr Lorenzelli,

» M. le baron de Courcel m'a remis de la part de son Gouvernement une note que vous trouverez ci-jointe. Comme il s'agit d'une affaire qui touche à la conduite de certains évêques, le Saint-Siège désire que dans les explications à fournir il intervienne le moins possible de personnes.

» Au lieu de répondre à M. de Courcel, je m'empresse de répondre à Votre Seigneurie et je vous charge de fournir des explications, à M. le Ministre des Affaires étrangères ».

Ce qu'on vous a exposé, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, n'est donc pas un document confidentiel touchant des faits qui ne devaient pas être livrés à la publicité. (*Protestations à l'extrême gauche*).

Vous répondrez, mais laissez-moi exposer mes arguments ; il n'est pas douteux, et personne ne me contredira, que ce qu'on vous remettait de cette façon c'était la réponse du Gouvernement pontifical aux communications que vous aviez faites par l'organe de notre Ambassadeur. Elle était faite non seulement au Ministre des Affaires étrangères mais au pays, à la France. Que sont donc, en somme, les communications diplomatiques ? Qu'est donc la conversation, même quand elle prend la forme de notes verbales ou écrites de Ministres des Affaires étrangères ou de Représentants des autres puissances si ce ne sont des affaires du pays, traitées au nom du pays et qui doivent être connues de lui ? Déjà vous n'aviez pas communiqué au public la protestation de la Papauté contenant l'outrage et le pays l'a ignorée jusqu'au moment que je viens d'indiquer. Une seconde fois vous ne communiquez pas au pays la réponse faite, vous la gardez par devers vous : on s'explique alors pourquoi on trouvait, dans la presse de Rome, cette note qui décèle de la façon la plus complète ces variations dans les vues du Gouvernement que j'indiquais et auxquelles il faut qu'on apporte enfin un terme, car nous ne pouvons pas rester dans cette situation et continuer à voir un Gouvernement divisé sur une question aussi importante que celle des relations avec la Papauté et sur l'orientation à donner à la résistance du pays au Gouvernement pontifical. Cette différence de conduite ne peut être admise.

Le 21 juillet, l'*Univers* publie des renseignements venus de Rome disant entre autres :

« Ces explications sur le (*adulteriora progredi*) furent données à M. Delcassé il y a une quinzaine de jours et M. Delcassé se déclara satisfait. Depuis lors aucune observation nouvelle de la part du Gouvernement ».

Et que trouve-t-on au *Journal officiel* ? Une note du Ministère des Affaires étrangères, sans date. Je ne sais si c'est là une simple faute d'impression ; mais au *Journal officiel* que j'ai pris à la bibliothèque je trouve une note sans date : « Juillet 1901. — D'informations parvenues au Président du Conseil... »

Aucune date à la seule note émanée de M. Delcassé que publie le *Journal officiel*.

M. DELCASSÉ, *Ministre des Affaires étrangères*. — La seule note, dites-vous ?

M. HUBBARD. — La seule note relative à cet incident.

Elle se trouve après le 20 juin. Et alors, que disent les journaux de Rome ? que ressort-il de cet incident ? Pourquoi n'avez-vous pas communiqué la note du 10 juin ? Cependant que M. le Président du Conseil, le 25 mai, insistait pour que des observations fussent faites au Saint-Siège sur le droit qu'il prenait, en violation du Concordat, d'appeler les évêques et de les inviter à venir justifier devant lui leur conduite, vous obteniez du Saint-Siège une réponse verbale que vous n'avez pas jugé à propos de porter à la connaissance du public, sur laquelle vous n'attiriez même pas suffisamment l'attention de M. le Président du Conseil, puisque M. le Président du Conseil était obligé de revenir à la charge le 20 juin, dans une lettre où il n'est fait aucune allusion à la note du 10 juin.

Et enfin ce n'est que le 13 juillet, que M. le Président du Conseil revient à la charge et crée l'incident diplomatique que nous connaissons, en menaçant de rupture si le Gouvernement pontifical n'abandonne pas sa thèse.

Quelle était cette thèse ? Pourquoi avons-nous intérêt à ce que le pays fût tenu au courant et trouvât la réponse du Gouvernement pontifical dans la publication faite au *Journal officiel* ? C'était pour faire éclater à nos yeux ce fait que la prétention du Saint-Siège n'était pas de déposer *de plano*, de destituer des évêques. M. Gayraud, je crois, a soutenu cette théorie que des évêques nommés à la fois par le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel peuvent être supprimés par le pouvoir spirituel. Cela est possible au point de vue ecclésiastique ; nous n'avons pas à nous en occuper ; mais cela est inadmissible au point de vue de la loi française.

Cependant la prétention de la Papauté, à ce moment-là, n'était pas celle-là. Elle disait que l'expression *ad ulteriora progredendi*, dont elle s'était servie, signifiait qu'elle voulait ouvrir une information, une enquête sur l'attitude et la conduite des évêques. Je sais bien que ceux-ci se méfiaient de cette enquête et des conditions dans lesquelles elle pouvait être faite et qu'ils prétendaient que les appeler à Rome sous le prétexte d'un procès à ouvrir, c'était les appeler pour les condamner *de plano*. Mais au point de vue de la discussion des articles concordataires il était important de connaître la thèse de la Papauté. On ne la plaçait pas sous les yeux du pays. Si on l'avait fait à une époque où M. le Président du Conseil n'avait pas encore prononcé les paroles qu'il a fait entendre à Auxerre, nous aurions dit — et nous disons encore maintenant en nous plaçant au point de vue historique : M. le Président du Conseil n'a aucune hâte de briser le Concordat ; il défend les évêques, ses évêques ; M. le Président du Conseil veut avoir entre les mains un clergé gallican, un clergé national ; M. le Président du Conseil veut avoir entre les mains un clergé qui saura qu'il est protégé par lui contre Rome, même sur des questions de discipline ecclésiastique, des questions spirituelles. Nous trouvons le fait qu'il s'agissait bien de pareilles questions dans les communications échangées entre Paris et Rome. Quel intérêt la République a-t-elle à savoir jusqu'à quel point la Papauté peut ouvrir une enquête sur la conduite de ces évêques ? La République a-t-elle quelque intérêt à avoir des évêques à elle, à les dé-

fendre ? A-t-elle à se préoccuper de la moralité ou de la situation intellectuelle d'un évêque ? Est-ce l'intérêt du parti républicain, du parti laïque, du parti laïcisateur ? Non ! l'intérêt du parti républicain et laïque, c'était précisément d'éviter cette transformation du Concordat, cette préparation peut-être d'un nouveau Concordat, d'une organisation nouvelle de l'Eglise de France, de l'Eglise gallicane.

Vous vous êtes défendu, Monsieur le Président du Conseil, en disant que ce n'était qu'un rêve : mais ce rêve comporte un grand nombre de formes. Qui dit Eglise gallicane, ne dit pas nécessairement constitution civile du clergé analogue à la Constitution de 1791 ; qui dit Eglise gallicane peut vouloir dire simplement un gouvernement très ferme, très autoritaire, désireux d'avoir une gendarmerie intellectuelle et morale.

Je sais quelles accusations sont portées ici contre le petit groupe d'hommes qui se permettent de formuler des critiques contre la politique de M. le Président du Conseil. Quant à moi, je n'en suis pas à mes premières manifestations de courage politique. Quand j'ai une conviction que les faits me paraissent justifier, je la défends, et la ténacité avec laquelle, depuis des années, j'ai porté à cette tribune ce problème de la séparation des Eglises et de l'Etat, me donne le droit de parler au moment où nous touchons au but, et où nous avons des inquiétudes très légitimes et très justifiées précisément par l'attitude de M. le Président du Conseil dans cette question des évêques.

Il n'y a pas que le danger d'une Constitution civile du clergé, il y a le danger d'un nouveau Concordat, le danger d'arracher à une Papauté qu'on aura menacée ou brimée dans l'exercice de ce qu'elle croit être son privilège ecclésiastique, des articles additionnels, un nouvel avenant au Concordat. Certains hommes politiques n'ont-ils pas fait luire dans les campagnes cette idée que le curé pourrait être un simple fonctionnaire donnant les sacrements, les baptêmes, les premières communions gratuitement, de manière à soulager le budget des familles ?

Mais cette idée était extrêmement périlleuse au point de vue des principes. Elle était possible ; elle aurait souri beaucoup à une certaine démocratie qui n'est pas notre démocratie radicale, mais la démocratie autoritaire, à tendances bonapartistes et consulaires, qui se serait volontiers rapproché d'un régime dans lequel le prêtre aurait été plus fonctionnaire encore qu'il ne l'est à l'heure actuelle.

Ce conflit autour de la question des évêques n'était pas de nature à nous rassurer à cet égard. Il est vrai que les évêques se sont abandonnés eux-mêmes ; cela a été une déception de plus pour le régime de la direction des cultes, de cette direction des cultes qui s'obstine évidemment à vouloir vivre.

On comprend très bien qu'on ne peut pas demander à une grande administration de l'Etat de procéder au « hara-kiri », de se suicider elle-même. Il faudra, quand on aura fait la séparation de l'Eglise et de l'Etat, liquider les bureaux des cultes. Je suis persuadé que nous trouverons le moyen de rendre cette transformation, cette transition aussi peu pénible pour ces fonctionnaires que pour l'ensemble même de ceux qui émargent au budget des cultes.

Oui, messieurs, ces évêques ont donné une déception nouvelle. Ils se sont soumis ; ils ont donné leur démission et tourné la difficulté en créant une vacance. La vacance est créée et, vu la rupture, vous vous trouvez dans la nécessité de faire la séparation parce que vous ne pouvez

plus maintenant instituer d'évêques, parce que vous n'avez plus le moyen d'avoir de conversation préalable, ni de conversation au moment de la nomination, ou après. Vous ne pouvez plus nommer d'évêques d'accord avec le Saint-Siège.

Pourrez-vous passer outre ? C'est ce qu'on pouvait craindre et c'est pourquoi il fallait nettement demander au Gouvernement : Que préparez-vous ? Est-ce une Constitution civile du clergé, est-ce un clergé gallican, un clergé fonctionnaire ou le régime de la séparation ? Et le Gouvernement s'est décidé à le dire.

Il a encore attendu que les évêques prennent position. Le parti républicain a pu voir défiler tous ces mandements d'évêques, celui du cardinal Langénieux d'abord, du 18 juillet, dans lequel il dit : « La chaire de Saint-Pierre est une chaire contre laquelle personne ne peut s'élever sans crime. Lorsqu'il s'agit de l'Eglise romaine il n'est point de supérieur auquel on puisse avoir recours ».

Vous avez, en effet, devant vous un épiscopat — et c'est pour cela que vous ne pouvez pas faire autre chose que la séparation : il vous y oblige, il la rend nécessaire — un épiscopat qui vous dit nettement : Je suis uniquement fonctionnaire de Rome et je ne me soumettrai en quoi que ce soit, soit à l'observation des articles organiques, soit à l'observation même du Concordat.

Vous vous êtes, je ne dis pas résigné, je crois que vous y êtes venu avec la meilleure volonté, mais enfin vous vous êtes décidé à faire des déclarations publiques dans un banquet, dans une réunion de républicains. Il est évident que cela n'est pas suffisant, que le parti républicain attend des déclarations, je ne dis pas analogues ou semblables, mais peut-être plus fermes encore, à la tribune de la Chambre. Et ces déclarations que vous avez faites, monsieur le Président du Conseil, elles appellent alors, elles aussi, quelques autres observations relatives à la politique classique, traditionnelle du parti républicain.

Voici, monsieur le Président du Conseil, dans quels termes vous vous êtes exprimé à Auxerre sur ce problème. Vous avez indiqué qu'une commission avait étudié avec soin la question dans des travaux heureusement empreints d'un sincère désir de conciliation, travaux qui serviront de base à une discussion également conciliante et sincère, et vous avez ajouté :

« Il importe que les républicains fassent preuve dans ce débat d'une largeur d'idées et d'une bienveillance envers les personnes qui désarment les défiances et rendent acceptable le passage de l'ordre de choses actuels à l'ordre de choses à venir.

» Qu'il s'agisse des édifices affectés au culte ou des pensions à allouer aux titulaires actuels des services concordataires, il n'est pas de concession raisonnable, pas de sacrifice conforme à la justice que je ne sois disposé, pour ma part, à conseiller afin que la séparation des Eglises et de l'Etat inaugure une ère nouvelle et durable de concorde sociale, en garantissant aux communions religieuses une liberté réelle sous la souveraineté incontestée de l'Etat ».

J'estime que ces déclarations manquent de précision, et je demande au Gouvernement de substituer fermement à ces déclarations — ou à d'autres analogues — un acte de Gouvernement, c'est-à-dire un projet de loi soumettant à la Chambre les conditions dans lesquelles le Gouvernement conçoit la réorganisation du régime de l'Eglise.

Vous avez pris la responsabilité — je ne vous le reproche pas — d'une

rupture décisive, et je l'espère, définitive, bien que nous ne le sachions pas encore, car la parole n'a pas été dite. Ce matin, remarquez-le, on nous annonce la reprise de l'influence au Vatican du cardinal Rampolla, qui avait suivi une politique toute bienveillante de conciliation et de complaisance vis-à-vis des cabinets français. On annonce, d'autre part, que M. de Courcel, le dernier représentant de l'Ambassade française, est retourné à Rome sous prétexte d'administrer les établissements de Saint-Louis-des-Français. Il est difficile de faire admettre aux républicains qu'il soit tout à fait nécessaire de confier à un secrétaire d'ambassade les fonctions de gérant des immeubles de Saint-Louis-des-Français.

Il paraît qu'il y a des signatures à donner pour certains loyers, des quittances à délivrer pour le paiement de fonctionnaires. Le représentant du Ministère des Affaires étrangères ne me paraît très qualifié pour une pareille besogne. Vous n'empêcherez pas de nombreux républicains de se demander, tant que la parole décisive n'aura pas été prononcée, si ce n'est pas une pierre d'attente, et si l'on ne prépare pas une petite *combinazione* à l'italienne qui aurait pour résultat de repêcher un concordat quelconque ou d'établir un *modus vivendi*. Nous avons quelque raison d'avoir des préoccupations à cet égard, car enfin le discours de l'honorable M. Deschanel, discours qui a été applaudi par un si grand nombre de bancs de cette Chambre et qui contenait des déclarations de principes qui depuis longtemps sont nôtres et que nous avons été heureux de retrouver dans la bouche de M. Deschanel, ce discours ne nous laissait pas entrevoir une solution de ce genre.

M. Deschanel nous disait : oui, séparez l'Eglise de l'Etat, affirmez la neutralité religieuse complète du Gouvernement, séparez le spirituel et le temporel, la marche, l'évolution des idées vous y conduisent, mais nous ne voulons pas de rupture diplomatique, nous ne consentirons jamais à abandonner l'attitude prise par la France, ce donquichottisme de chevalier errant qui la fait s'ériger en défenseur attitré des intérêts de l'Eglise romaine dans les pays d'Orient.

Cette question nécessitera un débat spécial, aussi n'est-ce pas sur ce point que j'interroge le Gouvernement. La position qu'il a déjà prise se ressent de la difficulté qu'il éprouve de plier la direction des affaires extérieures de la République à la direction générale que le parti républicain entend donner aux affaires ecclésiastiques.

La même difficulté à laquelle vous vous êtes heurté à propos de la fermeture des écoles, à propos de la discussion diplomatique avec le Saint-Siège, vous pourrez la retrouver à l'occasion du protectorat d'Orient au sujet duquel vous avez fait des déclarations de nature à satisfaire le parti laïque de républicains anticléricaux.

En ce qui concerne le régime de l'Eglise, monsieur le Président du Conseil, nous avons le droit de demander un projet de loi émanant du Gouvernement pour éviter des hésitations peu rassurantes. Dans votre discours d'Auxerre, vous sembliez indiquer que vous iriez peut-être plus loin que M. Briand qui va pourtant si loin, dans la voie de la bienveillance ; cependant, d'après les dernières nouvelles et les derniers on-dit, le sens de vos déclarations devant la commission tendrait à réduire les délais en ce qui concerne les immeubles.

Vous voyez bien, Monsieur le Président du Conseil, que nous avons quelque droit de vous demander des éclaircissements, des précisions. Pouvons-nous compter sur vous pour accentuer le caractère de neutralité

religieuse complète du projet Briand, ou au contraire devons-nous attendre à ce que vous restiez en deçà de la ligne posée par M. Briand ?

On prétend que le dépôt d'un projet du Gouvernement c'est reculer le moment de la séparation des Eglises et de l'Etat. J'affirme au contraire que saisir immédiatement le pays de l'attitude prise par le Gouvernement, c'est anticiper sur les discussions qui auront lieu, c'est préciser dans quelles conditions nous devons étudier tel ou tel point spécial de la question et nous préparer à ce grand débat. Qui donc admettrait qu'un Gouvernement se contentât de prendre pour base de discussion un texte qui n'est qu'un avant-projet, qui n'est que le canevas du rapporteur provisoire choisi par la commission ? Est-ce suffisant dans une pareille matière, sur le point fondamental de la doctrine dont se réclame le parti radical ? Je ne le pense pas. Je crois que le Gouvernement, dans le projet qu'il prendra certainement l'engagement de soumettre à la Chambre — et que, quant à moi, je lui demande formellement — se rendra compte que, sur un pareil sujet, il ne faut pas avoir peur de la vraie solution radicale. La vraie solution radicale n'est pas dans l'organisation d'une législation religieuse maintenant le caractère juridique aux manifestations actuelles. Je tiens à le dire dès à présent, parce que c'est ce que nous avons visé dans l'ordre du jour déposé par MM. Henry Maret, Charles Bos et moi.

C'est sur le terrain du droit commun, ou le plus voisin possible du droit commun, qu'il faut se placer pour organiser le nouveau régime résultant de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. L'application du droit commun, étant donné l'esprit des Français, ce sera le cri du suffrage universel quand il faudra examiner le problème tel qu'il se présente devant lui.

M. Deschanel nous a dit, avec raison, que la politique scientifique devait tenir compte des temps, des milieux, des circonstances. C'est entendu. C'est la méthode historique. Mais il y a une réaction perpétuelle entre la méthode historique et la méthode idéale ; l'histoire n'est pas faite uniquement du développement progressif des circonstances de fait, de temps et de lieu. Dans l'histoire, vous trouverez, à chaque instant, un pas en avant fait à l'aide de volontés intellectuelles arrêtées, d'un changement dans les esprits, d'un certain nombre de principes abstraits, qui sont adoptés comme règle de conduite et qui immédiatement se traduisent dans les faits et dans les actes par des transformations profondes.

Quelle est la règle évidente que suit constamment le suffrage universel et que, nécessairement, il introduira dans nos programmes ? C'est l'égalité devant la loi de toutes les religions et de toutes les philosophies. Le suffrage universel demandera que les loges maçonniques n'aient pas plus de devoirs et de droits que les sociétés cultuelles catholiques, protestantes ou israélites. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs*).

Il y a donc deux opérations très distinctes, très nettes, très différentes ; d'une part, la législation qui adoptera nécessairement comme principe le droit commun, l'égalité de toutes les religions et de toutes les philosophies ; en second lieu, la liquidation matérielle des biens. Ce sont deux idées différentes, il ne faut pas sacrifier l'une à l'autre ; il faut toutes les deux résoudre d'une façon distincte : la législation juridique, au nom des principes et la législation temporelle, en tenant compte des circonstances de fait.

Je signale tout de suite à ce Gouvernement qui voudrait prendre comme base de discussion l'avant-projet de M. Briand, je signale à ceux des répu-

blicains qui seraient portés à accepter cette méthode, que le maintien d'un délit spécial au point de vue de la prédication d'un ministre des cultes jure avec l'intérêt de la laïcité et avec tous les principes philosophiques.

Allons-nous mettre dans la loi, nous républicains de 1904, positivistes, matérialistes, criticistes indépendants, qu'on poursuivra la diffamation dirigée contre le Gouvernement par un homme se disant le représentant de telle ou telle divinité? Allons-nous dire que cela pourrait avoir plus de gravité que les articles d'un publiciste ou les paroles d'un orateur ou d'un tribun? Allons-nous mettre cela dans la loi pour attirer l'attention des populations sur la gravité de ces paroles, pour avaliser en quelque sorte la prétention d'un homme qui croit représenter un ordre surnaturel? (*Applaudissements sur divers bancs*).

Allons-nous inversement, nous républicains radicaux et socialistes, instituer une protection spéciale pour les cérémonies cultuelles? Allons-nous créer une pareille publicité et sanctionner par des condamnations sévères, le fait d'avoir interrompu un culte? Comme si interrompre un culte, un geste, un rite, une cérémonie sacrée, était plus grave que d'interrompre la parole d'un honnête citoyen, d'un homme respectable, d'un savant développement de certaines idées et certaines théories morales! En vérité, il est impossible que le parti républicain et laïque accepte une semblable législation.

Restent deux principales questions au point de vue du régime. En ce qui concerne les associations, est-ce que la République va préparer d'avance le régime d'association des forces catholiques?

La loi de 1901 a été faite pour servir de préface à la séparation des Eglises et de l'Etat: elle a indiqué que les associations morales, intellectuelles, philosophiques, devaient avoir un cadre commun. Allez-vous, au moment d'organiser la séparation, prendre à l'avance les plus grandes précautions pour favoriser la naissance et la formation de cette puissance dont vous vous défiez?

En ce qui concerne les traitements, je crois qu'il n'y aura pas beaucoup de difficultés. Le parti républicain est tout disposé à respecter les intérêts des personnes incapables de gagner leur vie, qui sont entrées dans les services publics, même mixtes, sur la foi des traités.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne les édifices, les immeubles. Il y a là une propriété nationale, des biens qui appartiennent aux communes, aux départements, à l'Etat, et que vous n'allez certainement pas, pendant une longue période, accorder bénévolement à ces sociétés cultuelles dont vous favorisez la formation,

Voilà pourquoi, monsieur le Président du Conseil, je vous disais: Quelle est cette bienveillance dont vous nous parlez? Je crois qu'elle n'est pas le véritable régime que doivent réclamer les citoyens d'une République libre; non, ce qu'il faut établir, c'est le droit, l'idée juridique, précise et nette, c'est l'égalité surtout des droits et des devoirs. Tout l'effet de la séparation, c'est précisément de substituer l'idée juridique des droits et des devoirs égaux de toutes les religions et de toutes les philosophies à l'idée de bienveillance paternelle, à l'idée d'encouragement, de protection accordée par l'Etat à telle ou telle confession religieuse.

Au point de vue des relations extérieures, il en est exactement de même.

La question du protectorat ne mérite pas de susciter l'émotion patriotique à un si haut degré que le prétend M. Deschanel. Il en est très facile

d'émouvoir la Chambre en parlant du drapeau tricolore qui, par suite de notre protectorat, flotte dans tel pays d'Orient. Mais en vérité, messieurs, une telle démonstration me paraît insuffisante et exigerait un exposé juridique plus précis. Ce n'est pas la Papauté qui a institué le protectorat des intérêts catholiques. Elle n'a été que tierce personne dans les stipulations diplomatiques de la France avec les pays où ont été passés ces traités.

Le Pape profère une menace vaine, à laquelle il est incapable de donner suite, quand il parle de retirer les droits de ce protectorat à la France. Ces droits sont établis par des traités, par des conventions diplomatiques, qui restent debout, quelle que soit l'opinion ou la volonté de la Papauté.

Au point de vue pratique, il faut tenir compte des différentes circonstances de temps et de lieu ; et quand le débat sera venu, j'espère bien que nos amis sauront exposer, à propos des lieux saints, les difficultés perpétuelles que notre situation nous crée vis-à-vis de l'Eglise grecque. En ce qui concerne la Chine, il faudra insister sur le danger constant que nous fait courir la nécessité de protéger tout Chinois qui se réclame de sa qualité de converti chrétien pour résister à l'application des lois de son pays. Je suis persuadé que, lorsqu'on examinera quels avantages retire la France au Maroc du fait d'être délivrée de la charge de protéger le catholicisme, d'avoir laissé cette charge et cet honneur à la nation espagnole, lorsqu'on étudiera point par point les résultats de ce qu'on appelle le protectorat des chrétiens, on se rendra compte que le protectorat énergique des Français, s'il était effectué avec persévérance et efficacité, favoriserait singulièrement mieux notre développement industriel et commercial et nous éviterait beaucoup de conflits regrettables et dangereux. Mais c'est là l'un des côtés de la discussion qui ne pouvait être qu'effleuré. Ce n'est pas sur ce point-là, quant à moi, que je demande à M. le Président du Conseil des engagements anticipés. Je lui demande de nous promettre d'apporter un projet de loi, organisant le régime de la séparation des Eglises et de l'Etat. J'aimerais en même temps, messieurs, qu'il laissât comprendre à la Chambre et au pays qu'il se rapprochera du droit commun de la façon la plus étroite et la plus complète possible, de façon à suivre véritablement les principes du parti auquel nous appartenons. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Président du Conseil.

M. EMILE COMBES. *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes.* — Je m'excuse d'avance auprès de la Chambre, si je retiens son attention un peu plus longtemps que je ne le voudrais. Mais une double tâche s'impose à moi. A la nécessité de justifier, par un exposé de faits jusqu'à présent assez mal connus, la rupture de nos relations diplomatiques avec le Saint-Siège se joint cette autre nécessité de démontrer à la fois, par des raisons et des faits, qu'il n'est pas possible de maintenir plus longtemps le régime concordataire actuel ou de songer à instituer un régime concordataire nouveau. (*Très bien ! très bien ! à gauche et à l'extrême gauche.*)

Messieurs, si nous nous reportons au point initial de cette discussion, nous nous trouvons en présence de deux affaires, de deux démêlés, dissemblables quant à la nature du litige, identiques quant au but poursuivi et aux moyens employés.

A ne considérer les incidents qu'en eux-mêmes, le cas de l'évêque de Laval peut sembler différer du cas de l'évêque de Dijon. Mais ces incidents n'ont joué qu'un rôle secondaire dans le procès intenté aux deux évêques, par la curie romaine. Ils n'ont occupé la scène qu'un temps voulu, le temps de bien mettre en lumière et de faire triompher la doctrine ultramontaine, son incontestable toute puissance dans le domaine de l'administration religieuse. Ce résultat une fois atteint, ils se sont évanouis comme par enchantement. Les deux évêques, acteurs résignés dans cette pièce d'un nouveau genre, qui constitue le persiflage le plus caractérisé de notre législation concordataire (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*), sont rentrés dans la coulisse aux applaudissements unanimes de leurs collègues en épiscopat, qui se disent à l'envi heureux et fiers d'immoler au bon plaisir du Vatican, leurs garanties concordataires les plus certaines.

A Laval, un prélat, méchamment réputé par ses ennemis de mœurs légères, est accusé d'être un sujet de scandale... (*Mouvements divers.*)

M. DE BAUDRY D'ASSON. — Examinez votre conscience, M. le Président du Conseil, avant de prononcer ces paroles.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Peut-être a-t-il franchi plus souvent que de raison, le seuil d'un couvent de carmélites. (*Rumeurs à droite.*)

M. CACHET, — Ce ne sont pas des arguments à porter à la tribune. A l'extrême gauche. Ce sont les journaux réactionnaires qui l'ont dit.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Mais, messieurs, s'il n'y avait pas cela, il n'y avait rien. Pourquoi donc lui intenterait-on un procès à Rome ? (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Il a entretenu pendant quelque temps avec la supérieure du couvent, un commerce épistolaire des plus suivis. (*Rires à gauche.*) On a discuté sur le caractère de ces lettres. Les uns ont cru y voir un caractère mystique, d'autres un caractère profane.

M. MAURICE DUTREIL. — Ce ne sont pas, encore une fois, des arguments à porter à la tribune, du moins sous cette forme.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — La charité chrétienne aurait voulu que l'interprétation mystique l'emportât sur l'interprétation profane, et, de fait, c'est l'interprétation mystique qui a dominé dans l'esprit du Pape défunt. Mais, messieurs, l'exégèse a changé avec un nouveau commentateur. (*Rires à gauche.*)

Le Pape actuel a cru discerner l'œuvre de Satan dans les élans épistolaires controversés. (*Rires et applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

M. PAUL LEROLLE. — On n'a jamais entendu un chef de gouvernement parler ainsi.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Il a mandé l'évêque devant un tribunal romain, absolument inconnu de notre législation française. Ce n'est même pas le Pape ni son secrétaire d'Etat, c'est un prélat, dépourvu à nos yeux, de tout caractère officiel, le cardinal Vannutelli, secrétaire de la congréga-

tion du saint office, qui a écrit à l'inculpé pour le sommer de comparaître devant la congrégation.

Naturellement, l'évêque de Laval, obéissant à son devoir le plus élémentaire de fonctionnaire de l'Etat français (*Interruptions à droite. — Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*), a donné connaissance au Ministre des Cultes de la situation qui lui était faite, et il était d'autant plus fondé à lui communiquer la lettre du cardinal Vannutelli, qu'aucune partie de cette lettre, qu'aucun membre de phrase ne présentait le caractère d'un ordre secret, d'une confidence. La lettre eût-elle été confidentielle, que l'évêque ne pouvait se dispenser de s'en ouvrir à son Ministre. Car il savait fort bien, ainsi que tous ses collègues en épiscopat, que la loi du 18 germinal an X — une vraie loi française, M. Groussau — interdit aux évêques de quitter leur diocèse sans y être autorisés par le Gouvernement.

Si, dans la pratique — une pratique trop souvent abusive — on s'est relâché du texte légal en territoire français, l'interdiction a été maintenue par tous les Gouvernements, depuis un siècle, et, au besoin, appuyée de répressions dans la très faible mesure de nos moyens disciplinaires, pour tout déplacement au delà des frontières.

Ainsi l'évêque aurait manqué à son devoir s'il était parti pour Rome sans la permission du Gouvernement. (*Assentiment à gauche et à l'extrême gauche.*)

Mis au courant de ce qui se passait, nous avons défendu à l'évêque de Laval de s'éloigner de son diocèse, afin de bien établir que, comme tous nos devanciers de tous les temps, nous ne reconnaissons de juridiction sur nos évêques à aucune de ces congrégations cardinalices que tous les régimes politiques sans exception, soit avant, soit après la Révolution, ont voulu ignorer de la manière la plus absolue. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et à gauche.*) En même temps, nous avons protesté auprès du Saint-Siège contre l'intervention aussi audacieuse qu'insolite d'un tribunal étranger, dans une question religieuse qui intéressait au premier chef le droit souverain de l'Etat français.

Nous avons sujet d'espérer que notre protestation produirait un effet légal, quand nous avons été avisé que l'ordre de se rendre à Rome avait été intimé derechef à l'évêque de Laval, sous peine d'encourir à jour fixe et par le seul fait de n'avoir pas désobéi à la loi française une suspension de ses pouvoirs ecclésiastiques. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*) Et cette fois c'était le cardinal secrétaire d'Etat qui avait adressé à l'évêque de Laval la nouvelle sommation. Vous conviendrez, messieurs, qu'il n'était pas possible de traiter plus légèrement le Gouvernement français, de lui marquer plus clairement une parfaite indifférence à l'endroit de sa protestation...

M. GROUSSEAU. — Et la lettre du 10 juin ?

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.... d'afficher avec plus de désinvolture, une insouciance altière pour nos droits concordataires.

Tel est, messieurs, en ce qui concerne l'évêque de Laval, le véridique exposé des faits. Il en ressort que le Saint-Siège a méconnu nos droits et violé ses propres engagements ; 1° en suscitant à l'évêque de Laval, devant un tribunal étranger, en dehors de toute entente avec nous, un procès pouvant aboutir soit à une démission forcée, soit à une sorte de *diminutio capitis*, par suite de je ne sais quelle mesure disciplinaire ; 2° en passant

outré à notre protestation et en renouvelant à l'évêque de Laval une menace sous condition, qu'il n'avait pas le droit de faire sans notre agrément ; 3° en arrachant à l'évêque sa démission par une pression morale indûment exercée sur sa conscience de prêtre. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. LE GÉNÉRAL JACQUEY. — Est-ce avant ou après la rupture ?

M. PAUL LEROLLE. — L'évêque de Laval a protesté lui-même contre ce que vous dites, M. le Président du Conseil, et affirmé la pleine liberté de sa décision.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — C'est dire, messieurs, que la qualité d'évêque français est à la merci d'un caprice ou d'une intrigue de la curie romaine. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions à droite.*)

Il est plus facile de m'interrompre que de me réfuter.

A Dijon, le bruit s'était répandu que l'évêque de cette ville s'était affilié à une secte exécrationnelle, la franc-maçonnerie. Vous sentez bien, messieurs, surtout après avoir entendu décrire à cette tribune les horreurs épouvantables dont les loges maçonniques sont le théâtre à peine caché... (*Rires à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. PRACHE. — Je n'ai parlé que de leurs ridicules et vous pouvez en prendre votre large part, car vous appartenez à cette congrégation. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Vous me permettrez alors de répondre que s'il y a eu quelque chose de ridicule, ç'a été le résultat de votre interpellation. (*Applaudissements et rires à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. PRACHE. — Vous oubliez de dire, M. le Président du Conseil, et vous savez mieux que moi qu'il y a dans cette Chambre plus de 250 francs-maçons, lesquels ont été, à la fois, juges et parties.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Messieurs, il est visible qu'il y avait là de quoi soulever contre l'évêque de Dijon, la légitime indignation des âmes pieuses et le perdre entièrement dans l'opinion de son clergé.

On n'a jamais pu dire comment la rumeur avait pris naissance. Elle n'était étayée d'aucun indice, autorisée par aucune induction. On parlait assez vaguement de visites faites par l'évêque chez un photographe domicilié dans le même immeuble que le Grand-Orient de France. (*Rires à gauche.*)

Au reste, ses ennemis se préoccupaient très peu d'aller aux preuves. Le seul fait de passer pour franc-maçon ou d'avoir été photographié par un franc-maçon, équivalait pour eux à une condamnation morale. D'ailleurs, les curés et les vicaires de la cathédrale de Dijon s'étaient portés garants de l'indignité de l'évêque.

Les professeurs sulpiciens de son grand séminaire, à l'exception du supérieur, homme timide et faible, avaient accrédité l'accusation auprès de leurs élèves et, parmi ces derniers, ceux qui devaient recevoir les ordres sacrés redoutant fort, s'ils les acceptaient des mains de l'évêque, de tomber avec lui dans un abîme d'indignité, imaginèrent de former un syndicat d'espèce nouvelle, de se déclarer en grève et d'abandonner en

masse l'établissement. Mais ils avaient compté sans le Ministre de la guerre... (*Rires et applaudissements à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Le Ministre de la guerre prescrivit au bureau de recrutement de constater la fugue des séminaristes et de les incorporer tout de suite dans leurs régiments respectifs. La grève cessa comme par enchantement. (*Très bien ! très bien ! et rires à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Mais, messieurs, les oreilles des conseillers du Pape s'étaient dressées au seul nom de la franc-maçonnerie. A aucun prix cette secte infâme ne devait avoir le dernier mot. Défense fut faite à l'évêque par la nonciature de Paris, agissant sur les ordres directs du Pape, de procéder aux ordinations habituelles.

Le Ministre des Cultes, instruit de ces incidents plus ou moins inexac-tement rapportés par la presse, invita l'évêque de Dijon à lui fournir des explications. L'évêque dut avouer l'intervention du nonce et communiquer au Ministre le document officiel qui l'avait suspendu d'une partie de ses fonctions.

Comme pour Laval, le Gouvernement protesta aussitôt auprès du Saint-Siège contre la démarche du nonce et exigea le désaveu d'un acte aussi contraire aux usages diplomatiques qu'à notre législation, et, comme pour Laval, le cardinal secrétaire d'Etat du Vatican répondit à notre protestation par l'injonction faite à l'évêque de partir dans les quinze jours pour Rome ; faute de quoi il serait suspendu de ses pouvoirs de prêtre et d'évêque. (*Très bien ! à droite.*)

Ainsi, deux fois bravé dans l'usage le plus régulier de ses droits les plus légitimes, le Gouvernement ne pouvait hésiter. Il mit le Vatican en demeure de retirer purement et simplement, dans les vingt-quatre heures, les lettres écrites aux évêques de Laval et de Dijon, sous peine d'une rupture immédiate de ses relations diplomatiques avec la France. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — N'ayant pas obtenu satisfaction dans le délai indiqué, il mit à exécution son ultimatum, en rappelant de Rome ce qui restait de l'ambassade. (*Très bien ! très bien ! à gauche et à l'extrême gauche.*)

Messieurs, aucun des orateurs qui ont pris position dans ce débat en faveur du Saint-Siège n'est entré dans l'examen des faits qui ont servi de prétexte à la conduite irrégulière et anticoncordataire de la Papauté. Nous-mêmes, nous n'avons pas été appelés à en connaître, à en apprécier le bien ou le mal fondé. Car nous n'avons jamais été saisis par Rome.

Que les deux évêques aient été des prélats indignes, comme la presse l'a pendant assez longtemps affirmé (*Rires et applaudissements sur les mêmes bancs à gauche et à l'extrême gauche*), que la morale ait dû se voiler la face devant l'un et l'orthodoxie gémir devant l'autre, ce n'est pas notre affaire. Le Gouvernement français n'a jamais entendu se rendre solidaire de leur conduite privée. (*Très bien ! très bien ! à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Ce qu'il a relevé comme un manquement aux stipulations du Concordat, ce que tout Ministère républicain aurait relevé comme lui... c'était la prétention du Saint-Siège de disposer du sort des deux évêques, d'agir isolément, sinon en cachette, sans prévenir d'un

signe, le Gouvernement français, bien que ses journaux officiels aient soutenu faussement le contraire, sans engager avec le Gouvernement français le plus petit pourparler.

Et cela, messieurs, le Saint-Siège l'a fait intentionnellement, délibérément, rompant avec tous les précédents, et pour établir un précédent destructif de nos droits concordataires. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. PAUL LEROLLE. — Vous passez sous silence la note du 10 juin par laquelle le nonce vous avait informé des dispositions du Saint-Siège. Cette note, vous l'avez écartée.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Jamais de la vie !

M. PAUL LEROLLE. — Comment ! le Saint-Siège vous a avisé dans la note du 10 juin que, s'il y avait lieu, selon lui, à déposition, il vous en informerait.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — C'est sur nos protestations que cette note a été envoyée. Elle est donc postérieure aux faits.

M. PAUL LEROLLE. — Non ! elle est antérieure à la rupture.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Dans ces conditions, nous n'avons pas à nous enquerir de la réalité des faits imputés aux deux évêques.

Aussi pourrions-nous nous dispenser de nous prononcer à cet égard. Mais bien que nous ne nous soyons livrés là-dessus à aucune étude spéciale, les suites données à ces deux affaires par la curie romaine, nous autorisent d'émettre des jugements tout à fait impartiaux.

L'évêque de Laval a été mis en cause pour des relations suspectes avec une carmélite. (*Exclamations à droite. — Assentiment et rires à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. MAURICE DUTREIL. — Ce n'est pas vraiment français de tenir un pareil langage à la tribune.

A l'extrême gauche. C'est de votre côté que cela a été dit.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Ce grief, vrai ou faux — je le tiens, quant à moi, pour faux — remonte à une date relativement ancienne. Vous ignorez ce détail. Le Pape Léon XIII l'a connu en 1900, alors que les relations incriminées avaient cessé. Il s'en est entretenu avec l'évêque de Laval, qui a fait à cette époque, un voyage apostolique *ad limina*, et il ne s'en est pas autrement inquiété, puisqu'il a classé l'affaire.

En tout cas, quelque jugement qu'il en ait intérieurement porté, le Pape Léon XIII a sagement passé là-dessus.

Peut-être, messieurs, n'est-ce pas de son plein gré que le Pape actuel a réveillé une affaire réglée quatre ans auparavant par son prédécesseur.

Ceux-là mêmes qui le représentent comme un Pape essentiellement religieux, en opposition avec le portrait moral qu'ils tracent de Léon XIII, comme d'un Pape éminemment politique, n'oseraient avancer qu'il a voulu désavouer son prédécesseur, en adoptant une conduite différente vis-à-vis de l'évêque de Laval.

Ce qui prouve, en somme, que Pie X n'a pas pensé autrement que Léon XIII sur les griefs dirigés contre l'évêque de Laval, c'est qu'il a suffi

à ce dernier, d'obtempérer à la volonté du Pape, en se démettant de son siège pour reconquérir du même coup l'estime et les bonnes grâces de la Papauté.

En réalité, ce que Rome a poursuivi dans l'évêque de Laval, ce qu'il a voulu châtier, c'est sa soumission trop respectueuse au Gouvernement et aux lois de son pays...

M. GROUSSAU. — Ce n'est pas exact !

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL... c'est son refus initial de se plier à des exigences anticoncordataires et de reconnaître publiquement la suprématie du pouvoir religieux à l'égard du pouvoir civil. (*Applaudissements à gauche.*)

M. PAUL LEROLLE. — C'est là une affirmation que vous ne basez sur rien !

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — On lui a dit, à Rome, quand il protestait de la pureté de ses mœurs : « Ah ! s'il n'y avait que cela ! » (*Rires à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. PAUL LEROLLE. — En avez-vous les preuves ? Montrez donc où il a dit cela ! Il vous a écrit qu'il était allé à Rome pour soulager sa conscience.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Lerolle, vous rendez le débat impossible ; je vous invite à garder le silence.

M. PAUL LEROLLE. — On ne peut pas admettre qu'on porte à la tribune des affirmations de ce genre, sans les étayer de preuves.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Lerolle, vous répondrez si vous le voulez ; mais vous n'avez pas la parole en ce moment, et je vous rappelle au silence.

M. FERNAND DE RAMEL. — C'est une affirmation dénuée de toute preuve.

M. CUNEO D'ORNANO. — Il n'est pas permis d'attribuer au Pape une pensée pareille !

M. LE PRÉSIDENT. — Encore une fois, M. Lerolle répondra s'il le désire ; mais gardez le silence.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Mais il y avait autre chose et une chose bien autrement grave : il y avait la correction de son attitude comme fonctionnaire de l'Etat ; il y avait sa répugnance à enfreindre, sur un signe du Pape, l'ordre de son Gouvernement...

M. PAUL LEROLLE. — Donnez les preuves de ce que vous dites.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Vous rendez inexplicable la conduite du Pape.

A droite. Comment ?

M. PAUL LEROLLE. — Voulez-vous me permettre un mot ?... Le Pape

cite devant le tribunal un évêque, en sa qualité d'évêque. L'évêque donne sa démission : de ce moment même il échappe à la compétence du tribunal ; par conséquent celui-ci n'avait pas à statuer ; voilà pourquoi il n'est pas intervenu de condamnation et il n'y a pas de conséquences à en tirer.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Il y avait en tous cas, au su et au vu de tout le monde, ces âpres et implacables vengeance que l'évêque a dépeintes avec amertume, dans ses épanchements plaintifs au sein d'un journaliste...

M. PAUL LEROLLE. — Vous savez bien qu'il a démenti par deux fois le récit du journaliste, (*Bruit à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Lerolle, voulez-vous donc rendre la discussion impossible ?

M. PAUL LEROLLE. — Je ne puis pas permettre...

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas le droit d'interrompre. Il y a des orateurs inscrits. Si vous voulez rendre le débat impossible, dites-le et montrez-le. (*Applaudissements à gauche.*)

M. PAUL LEROLLE. — Il n'est pas admissible que l'on apporte à cette tribune un récit qui a été démenti.

M. DE BAUDRY D'ASSON. — Monsieur le Président du Conseil, je ne vous laisserai jamais insulter le Pape !

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Je n'apporte à la tribune — la Chambre peut m'en croire — que des faits que je connais parfaitement. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche. — Bruit à droite.*)

Personne n'ignore que l'évêque de Laval s'est attiré, dès le début de son épiscopat, la haine de la faction royaliste de la Mayenne. (*Applaudissements à gauche. — Interruptions. — Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Il a détaché son clergé de la politique. Il l'a confiné dans l'exercice de son ministère, et ce pays d'opinions arriérées... (*Exclamations à droite et au centre. Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. DÉRIBÉRE-DESGARDES. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — On sera peut-être plus tolérant de ce côté (*la droite*) si je modifie ma phrase. Je dis donc : « dans ce pays royaliste »...

M. DÉRIBÉRE-DESGARDES. — Je ne puis pas laisser passer, sans protester, les paroles que M. le Président du Conseil vient de prononcer.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas la parole.

M. DÉRIBÉRE-DESGARDES. — Mais, monsieur le Président !...

M. LE PRÉSIDENT. — Faites-vous inscrire.

M. LE LIEUTENANT-COLONEL DU HALGOUET. — On n'a pas le droit d'insulter un département.

M. DÉRIBÉRÉ-DESGARDES. — M. le Président du Conseil a attaqué la circonscription que j'ai l'honneur de représenter. Je ne la laisserai pas insulter sans protester. (*Applaudissements au centre et à droite. — Bruit à gauche.*)

M. DUTREIL. — Je proteste au nom de tous mes électeurs et de toute la population de ma circonscription.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Je m'étonne vraiment qu'un député républicain me conteste le droit de dire qu'un département qui élit trois députés royalistes, est un département d'opinion arriérée. (*Vives interruptions à droite. — Applaudissements à gauche.*)

M. DUTREIL. — Je proteste contre cette affirmation. Je ne me suis pas présenté comme royaliste, mais comme républicain. Vous affirmez là une chose contre laquelle je m'élève énergiquement.

M. DÉRIBÉRÉ-DESGARDES. — Vous avez généralisé, monsieur le Président du Conseil. Vous avez une singulière façon de préparer le pays à la séparation de l'Eglise et de l'Etat. (*Très bien! très bien! au centre.*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — C'est cette faction qui a dénoncé l'évêque de Laval à la curie romaine ; c'est elle qui l'a désigné à la congrégation du saint office ; c'est elle qui a fait ouvrir contre lui une instruction dépourvue de toute garantie sérieuse et d'ailleurs discréditée dans l'opinion publique, par le mystère dont elle s'entoure, non moins que la façon dédaigneuse dont on l'écarte après l'avoir mise en mouvement. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. PAUL LEROLLE. — Quel singulier langage.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Messieurs, le cas de l'évêque de Dijon est tellement fantaisiste qu'on l'assimilerait volontiers à une pièce légère de théâtre, à un vaudeville, sans le sérieux du dénouement. (*Interruptions à droite.*)

Quelqu'un, on ne sait qui, entend dire et répète que l'évêque est franc-maçon. Il ne fournit à l'appui aucun commencement de preuve, aucune probabilité, fût-ce la plus légère.

Il en est de même de ceux qui s'en vont racontant et propageant ce qu'ils ont entendu dire. C'est là une de ces rumeurs qui naissent on ne sait comment et qui font leur chemin dans l'ombre, à la faveur de l'imbécillité des esprits. Et comme elle n'ont pas de racines, elles meurent un jour de leur belle mort, sans qu'il soit nécessaire de faire le moindre effort pour les anéantir. Un mot leur a donné l'être ; un mot le leur enlève.

Dès que ce mot a été prononcé par l'évêque de Dijon, la légende franc-maçonnique s'est éteinte et le frère Trois-Points, le franc-maçon abhorré des dévots est devenu aussitôt dans l'esprit des mêmes gens, le prélat digne et respectable qui fera désormais l'édification des croyants.

Vous connaissez, messieurs, le mot sacramentel qui a changé en or pur le plomb vil de l'évêque de Dijon : c'est celui de démission. Tant que l'évêque de Dijon a refusé de s'associer à la violation de nos lois concor-

dataires, il a été pour le monde catholique un objet de réprobation et de douleur. Mais à peine a-t-il eu pratiqué la maxime chère à quelques-uns des membres de cette Assemblée, qu'il vaut mieux obéir à la curie romaine qu'au gouvernement de son pays, qu'il a été jugé pur de toute souillure franc-maçonnique et qu'il s'est même placé plus haut que jamais dans l'estime du Pape et de ses fidèles. —

Il y a pourtant une explication au renom diabolique que les sulpiciens du séminaire de Dijon avaient fait à leur évêque, et cette explication, il est intéressant de la connaître.

L'évêché de Dijon verse annuellement 35.000 fr. aux sulpiciens pour l'entretien du séminaire. Jamais, jusqu'à l'année courante, l'évêque n'avait demandé compte de l'emploi des fonds, mais son attention s'éveilla et des inquiétudes lui vinrent quand il apprit que le procureur de la congrégation s'était rendu acquéreur d'un petit domaine. Alors il demanda aux religieux de lui soumettre leurs comptes. Evidemment, seul, un évêque franc-maçon était capable d'une pareille audace. On le lui fit bien voir ! (*Rires à gauche.*)

M. PAUL LEROLLE. — Ce sont de simples insinuations, sans preuve et déjà démenties.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Si vous ajoutez à ce fait, dont je garantis la parfaite authenticité, que l'évêque de Dijon s'était tenu jusqu'alors en dehors des partis politiques, comme aussi des bravades lancées à tout propos et hors de propos, par un très grand nombre d'évêques, contre le Gouvernement de la République, vous concevrez sans peine la haine farouche que la réaction cléricale lui avait vouée. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Messieurs, il est à remarquer que cette hostilité religieuse, qui s'est assouvie avec délices sur les deux évêques de Laval et de Dijon, s'étend à la petite portion de l'épiscopat qu'elle soupçonne de tiédeur pour les doctrines les plus farouches de l'ultramontanisme. Et ce n'est pas d'aujourd'hui que je l'ai noté. En 1895, chargé du ministère des cultes dans le cabinet de M. Bourgeois, j'ai pu suivre l'expression de ce sentiment dans les manifestations de la presse religieuse. Alors aussi l'évêque était montré au doigt, dénoncé comme un faux pasteur à la gent dévote, pour peu qu'il s'abstînt de comploter contre le régime républicain.

Il y avait bien peu de prélats qui osassent affronter pareille réprobation. Je me souviens que, quand je faisais dans ma pensée le décompte de ceux qui tâchaient de concilier leurs devoirs envers l'Etat avec leurs devoirs envers l'Eglise, j'aboutissais péniblement au chiffre de quatorze ou quinze. (*Mouvements divers.*)

Loin de s'accroître depuis lors, le chiffre s'est notablement réduit. Faut-il s'en plaindre ou s'en étonner ?

S'en plaindre ! Non, si l'on préfère la réalité à l'apparence. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

S'en étonner ? Moins encore, si l'on réfléchit qu'un semblable état de choses est la résultante logique de la révolution intérieure qui s'est accomplie depuis trente-quatre ans, dans le sein de l'Eglise catholique. C'est là, sans contredit, le côté le plus intéressant de la question qui se traite à l'heure présente dans cette enceinte. J'y viendrai tout à l'heure...

... A l'aborder de suite, il nous ferait perdre de vue l'objet direct de l'interpellation, et je dois avant tout démontrer à la Chambre par des textes

précis, que la conduite du Saint-Siège à l'égard des évêques de Laval et de Dijon justifie amplement le retrait de notre Ambassadeur, parce qu'elle implique la violation systématiquement voulue de notre droit public international et, dans des parties essentielles, de notre droit concordataire. (*Applaudissements à gauche.*)

Messieurs, s'il est une maxime universellement admise en droit public international, c'est que l'envoyé d'une puissance quelconque, Ambassadeur, Ministre plénipotentiaire, chargé d'affaires, ne peut avoir de rapports officiels qu'avec le Gouvernement auprès duquel il est accrédité. Mais la plus grande réserve lui est prescrite dans ses relations privées. La situation du nonce est celle d'un Ambassadeur.

Elle ne lui confère aucun droit spécial; elle ne le dispense d'aucune obligation commune.

S'il a des instructions à transmettre de la part de son Gouvernement à des membres du clergé, c'est par l'intermédiaire du Ministre des Cultes qu'il doit les faire passer. Tout autre mode de procéder est incompatible avec son caractère officiel.

Ai-je besoin, messieurs, de rappeler à la Chambre avec quelle fermeté, dans une circonstance connue de vous tous, un Gouvernement modéré, celui de M. Casimir-Périer, a maintenu ce principe essentiel de notre droit public, en menaçant le nonce d'alors de lui remettre immédiatement ses passe-ports, s'il ne donnait pas au Gouvernement français la satisfaction désirée ?

Or, non seulement nous n'avons pas obtenu satisfaction par le retrait de la lettre du nonce à l'évêque de Dijon, mais le Saint-Siège a aggravé sa faute (*Interruptions et bruit à droite. — Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*) par des injonctions subséquentes, qui sont dans la forme et dans le fond, la négation la plus audacieuse de nos prérogatives concordataires.

De même, messieurs, pour l'évêque de Laval, le Saint-Siège a donné abusivement pouvoir au secrétaire d'une de ses congrégations cardinalices, que ni la France des anciens temps, ni la France des temps modernes n'ont jamais voulu reconnaître (*Très bien ! très bien ! à gauche*). de s'immiscer dans une question de politique religieuse qui ne peut être abordée sans l'accord préalable des deux Gouvernements.

La privation de son siège pour un évêque, ce n'est pas une question de discipline, c'est une question concordataire, une question de politique religieuse.

Au termes de l'article 4 de la convention diplomatique du 26 messidor an IX, le Gouvernement nomme les évêques.

La Papauté a bien équivoqué de tout temps sur ce droit de nomination, qu'elle a voulu rabaisser à un simple droit de présentation, et mettait sur les bulles *presentavit et nominavit*, quelquefois *presentavit* seulement. De tout temps aussi le Gouvernement français a repoussé l'interprétation arbitraire de la Papauté.

Mais, messieurs, même toute controverse sur ce point-là mise à part pour l'instant, n'est-il pas manifeste que, si l'entente des deux pouvoirs est indispensable pour faire un évêque, elle n'est pas moins indispensable pour entamer une procédure en vue de défaire ou simplement de modifier ce que l'entente a fait. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Tout contrat qui stipule une entente pour faire, stipule implicitement la même entente pour défaire, à moins qu'il ne contienne quelque clause

spéciale visant cette dernière éventualité. Or, la convention du 26 messidor an IX ne contient aucune restriction, aucune clause particulière dont Rome ait pu arguer pour se conduire comme elle l'a fait.

Le Saint-Siège a violé manifestement la convention ; il a entrepris avec un sans-gêne impardonnable sur nos droits les moins équivoques, quand il a voulu contraindre un évêque français à se démettre de son siège, sans entente préalable avec son Gouvernement. Et c'est vraiment forcer un évêque à se démettre de son siège que de le placer dans l'alternative de renoncer à la nomination qu'il tient de son Gouvernement, ou d'être frappé par son chef spirituel de peines canoniques entraînant une incapacité épiscopale. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Messieurs, si le Saint-Siège montre un tel mépris pour la lettre comme pour l'esprit du Concordat, on ne sera pas surpris qu'il professe le même dédain encore plus accentué pour les articles les plus importants de la loi organique du Concordat. Je n'exagère pas en disant qu'il n'est pas un seul de ces articles, dans le nombre de ceux qu'une sage prévoyance destinait à protéger les droits de l'Etat contre les usurpations de la Papauté, qui ne soit tenu par elle pour non existant ou sans valeur. S'il faut vous en donner la preuve, je n'ai que l'embarras du choix.

Il est dit à l'article 1^{er} qu'aucun écrit, aucune expédition de la Cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourra être reçu ni mis à exécution sans l'autorisation du Gouvernement. Et toutes les semaines, parfois tous les jours, nous lisons dans les journaux religieux, tantôt un bref du Pape, tantôt une lettre du secrétaire d'Etat, qui non seulement ont passé par-dessus la tête du Gouvernement, mais qui contiennent le plus souvent, au moins implicitement, une censure des actes du Gouvernement. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Il est stipulé, à l'article 2, que le nonce ne pourra exercer sur le sol français, aucune fonction relative à l'Eglise de France. Et vous savez ce qu'il est advenu sur ce point de notre protestation du nonce dans l'affaire de l'évêque de Dijon.

L'article 10 abolit tout le privilège portant exemption ou attribution de la juridiction épiscopale. Et M. Buisson vous a appris, dans la discussion du projet de loi sur la suppression de l'enseignement congréganiste, comment Rome éludait, dans les congrégations religieuses, cette disposition précise de notre législation.

L'article 15 confère aux métropolitains la connaissance des réclamations et des plaintes formulées contre les décisions de leurs suffragants. Et journellement Rome annule, de fait, cette prérogative de nos archevêques, en évoquant devant elle, sans nul souci de nos représentations vingt fois répétées, les plaintes élevées par des desservants contre leurs évêques.

L'article 20 fait aux évêques une obligation de se munir de l'autorisation du Gouvernement pour se rendre à Rome. Et vous avez pu juger par les deux affaires de Dijon et de Laval, jusqu'à quel point Rome se moque de cette prescription.

L'article 63 attribue expressément à l'évêque la nomination des desservants, de même que l'article 31 lui donne la faculté de révoquer les vicaires. Or, par un empiètement non moins insupportable que les autres et contre lequel toutes nos protestations sont demeurées impuissantes, Rome s'aroge le droit de se faire juge des nominations de desservants.

Et l'on a eu un jour, il n'y a pas longtemps, le spectacle passablement curieux d'un évêque aussi ardemment antigouvernemental qu'il est fougueux.

sement ultramontain, condamné par une congrégation cardinalice, à payer à un desservant, qu'il avait déplacé pour donner satisfaction à l'opinion publique, une rente annuelle de 400 fr. pour le motif très positif et très charnel que la nouvelle paroisse était d'un rendement pécuniaire inférieur à l'ancienne. (*Exclamations à gauche.*)

Messieurs, il n'est certainement dans cette enceinte, aucun républicain qui n'approuve le Gouvernement d'avoir voulu tenir la main, autant qu'il était en lui, à l'observation de ces articles. J'espère donc qu'il ne se trouvera aucun républicain pour blâmer le Gouvernement d'avoir signifié au Vatican la rupture des relations diplomatiques en manière de protestation suprême contre les violations systématiques et obstinées du pacte concordataire qui est le fondement et la raison même de ces relations. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

On m'objectera peut-être que ce n'est pas la première fois que de semblables violations ont lieu sans entraîner des suites aussi sérieuses, et tout en faisant observer que c'est la première fois qu'elles offrent un caractère aussi grave, parce qu'elles affectent l'article capital de la convention et des articles essentiels de la loi du 18 germinal an X, je répondrai que plus ces violations ont été fréquentes dans le passé, plus enfin elles doivent nous paraître intolérables. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

La République a supporté pendant trente-quatre ans ce que les monarchies qui l'ont précédée n'auraient pas supporté la dixième partie de ce temps. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Il est vrai que le système du gouvernement des monarchies, plus ou moins en harmonie avec les théories ultramontaines, leur a valu, de la part du Vatican, des ménagements que la République n'a pas connus. (*Protestations à droite.*)

Sous le régime politique actuel, les violations du Concordat par le pouvoir religieux ont été, pour ainsi dire, incessantes. Evêques et prêtres semblent s'être donné le mot pour lasser la patience du parti républicain. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Nous trouvons la main de l'épiscopat dans toutes nos crises politiques, depuis le 24 mai et le 16 mai jusqu'au boulangisme. (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*)

Nous relevons par centaines les lettres pastorales qui contiennent de véritables déclarations de guerre au Gouvernement.

Quant au clergé inférieur, j'en appelle à vous tous, Messieurs de la majorité, ne l'entendez-vous pas tonner tous les dimanches, du haut des chaires, contre nos institutions et nos lois ? (*Interruptions à droite. — Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Ne le voyez-vous pas à chaque renouvellement électoral se lancer dans la lutte et mettre son crédit officiel au service de la réaction ?

Ah, Messieurs, ce n'est pas impunément que le régime politique actuel s'est inspiré des principes émancipateurs de la Révolution ! Ce n'est pas impunément que la République s'est appliquée à se séculariser, à se libérer de toute sujétion dogmatique, à diriger sa marche vers l'idéal de la société laïque.

Le cléricalisme, ce cléricalisme raillé par M. Groussau, s'est dressé toujours contre elle en ennemi implacable, usant et abusant de la situation officielle que nous lui avons donnée. Voilà deux ans surtout que nous assistons à un véritable dévergondage de manifestations haineuses. (*Exclamations à droite ! — Très bien ! très bien ! à gauche et à l'extrême gauche.*)

Nous avons eu la témérité d'appliquer aux ordres religieux la loi sur les associations. Aussitôt on a appelé à la rescousse tout ce qu'il y a de fanatisme et d'ignorance. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

On nous a accusé, sous ce prétexte, de vouloir attenter à la religion. Messieurs, je ne vous défendrai pas d'une pensée que vous n'avez jamais eue, ce serait inutile... (*Interruptions à droite.*)

De son côté, le Saint-Siège, sans se soucier le moins du monde d'accorder ses propres conceptions avec les lois existantes et la réalité des choses, a pris fait et cause pour les congrégations comme si elles faisaient partie intégrante de l'Eglise de France. Alors que le Gouvernement consulaire s'était refusé péremptoirement à faire entrer dans le Concordat les instituts religieux abolis par la Révolution, alors que ceux de ces instituts qui ont été autorisés par les Gouvernements subséquents n'ont dû leur vie légale qu'à la volonté du pouvoir civil, le pouvoir religieux a dénié le droit de les dissoudre à la volonté même qui les avait fait naître et partout ou presque partout il s'est insurgé contre les décisions rendues à ce sujet par la Chambre.

Cardinaux, archevêques et évêques se sont concertés, en dépit des prohibitions les plus formelles de notre législation, pour accomplir auprès du chef de l'Etat et à l'encontre du ministère, en faveur de ces instituts autorisés ou non, les démarches les plus inconstitutionnelles. Ils ont couvert de leur protection, ils ont encouragé dans une résistance coupable les congrégations rebelles à la loi. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. GAYRAUD. — C'est un conte bleu.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — En Bretagne, Monsieur Gayraud, ils ont approuvé, ils ont loué des soulèvements provoqués par leurs partisans, de véritables tentatives d'émeute contre l'autorité civile. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*) Ils ont publié dans le même ordre d'idées des mandements aussi injurieux dans la forme pour le Gouvernement que contraires dans le fond aux maximes de notre droit public.

Messieurs, le mal, quelque grand qu'il fût, au regard des rapports entre l'Eglise catholique et l'Etat, aurait pu se réparer, si le chef spirituel de l'Eglise avait interposé son autorité supérieure dans les formes concordataires, s'il avait arrêté les emportements des évêques ou simplement s'il avait rappelé ces prélats au sentiment de leur devoir.

C'était trop attendre de lui. Non seulement le Saint-Siège n'a rien dit ni rien fait pour calmer les passions qu'il avait contribué à déchaîner ; mais il a tout fait pour les exciter encore. (*Très bien ! très bien ! à gauche et à l'extrême gauche.*)

Je pose en fait qu'il n'est pas un seul journal fondé pour combattre la politique républicaine, pas une revue inspirée par la haine des principes fondamentaux de notre société qui ne puisse se vanter, à l'heure actuelle, d'avoir été honoré de l'approbation explicite du Saint-Siège.

Même des distinctions spéciales sont réservées aux publications les plus violentes, par exemple à cette *Croix* qui fait métier de baver sur tout ce qu'il y a de respectable et d'honnête dans le parti républicain. (*Exclamations à droite. — Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Le Pape, tout récemment, a voulu se donner le plaisir de la féliciter de ses mains.

Messieurs, une courte phrase peut résumer cette situation : la Papauté

en use maintenant avec la France comme avec un pays conquis. (*Rires ironiques à droite.*)

Dans un de ses derniers écrits, elle appelle ces façons d'agir ; défendre la liberté de l'Eglise.

Ah ! vraiment, c'est défendre la liberté de l'Eglise que de la dégager de toutes ses obligations concordataires envers l'Etat, en laissant tranquillement au compte de l'Etat toutes les charges généreusement assumées par ce dernier ? (*Mouvements divers.*)

Et notamment ce budget des cultes. . .

Et notamment ce budget des cultes, dette prétendue de la nation, au dire de M. Engerand... en réalité et dans la pensée des deux auteurs du Concordat, gage d'alliance entre deux despotismes (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*), ce budget des cultes qui est monté progressivement du chiffre infime de ses débuts à la somme rondelette de 40 millions !

Vraiment, c'est défendre la liberté de l'Eglise que de vouloir régenter notre politique extérieure, comme le Saint-Siège a tenté de le faire à l'époque du voyage du Président de la République en Italie ? C'est défendre la liberté de l'Eglise que de dénoncer le chef de l'Etat français aux puissances de l'Europe comme coupable d'un crime ? (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Et c'est probablement aussi cimenter le Concordat que d'appeler l'animadversion des catholiques sur le représentant de l'un des deux pouvoirs qui ont signé le Concordat ?

Vraiment, c'est défendre la liberté de l'Eglise que de réclamer pour elle la direction de notre politique intérieure, sous forme d'un véritable droit de veto en matière de législation ? (*Interruptions sur divers bancs à droite.*)

Sous forme d'une condamnation de certaines de nos lois, si vous voulez.

Messieurs, on comprend alors que, pour défendre, avec chance de succès, une liberté ainsi entendue, le Saint-Siège ait senti le besoin d'avoir la haute main sur le recrutement de l'épiscopat, afin d'être bien assuré de grouper autour de lui sans hésitation possible, toutes les milices ecclésiastiques. Telle est, en effet, la raison de sa conduite, quand il viole l'article du Concordat, qui garantit au Gouvernement la nomination des évêques. De l'aveu de tout le monde, cet article est la pierre angulaire de l'édifice concordataire.

Or, Messieurs, quand nous notifions au Saint-Siège la promotion à l'épiscopat d'un sujet connu tant soi peu pour son libéralisme et choisi parmi les sujets les plus désignés par leur position, leurs mérites ou leurs services pour les fonctions épiscopales, Rome nous répond à peu près invariablement qu'elle ne peut adhérer à cette nomination, sans même motiver son refus, ou, par exception, en le motivant par l'allégation banale qu'elle ne juge pas le prêtre apte à remplir la fonction qui lui est dévolue. Si, parfois, comme l'indiquait hier M. Groussau, pour se soustraire à l'accusation de parti pris, il lui arrive de se départir de sa rigueur systématique en faveur du protégé de quelque prélat bien en cour, elle ne dissimule nullement que sa raison de principe pour tenir en échec les sujets spontanément choisis par le Gouvernement, réside dans l'abandon par ce dernier d'un système subi par Jules Simon en 1872, le système de l'entente préalable, qui a été marqué depuis cette époque par une série de marchandages indignes d'un gouvernement, et grâce à ces marchandages, ou le

Nonce se faisait la part du lion, par l'élévation en immense majorité à l'épiscopat d'hommes notoirement hostiles aux institutions républicaines. (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Je me suis expliqué à ce propos devant le Sénat, dans un discours dont cette Assemblée a ordonné l'affichage (*Rumeurs à droite. — Très bien ! très bien ! à gauche*). J'ai établi avec pièces, avec noms propres à l'appui, que les sujets choisis par le Gouvernement, tant sous le ministère actuel que sous les ministères antérieurs, réalisaient toutes les conditions requises de capacité et de dignité.

J'ai même provoqué en leur faveur, incidemment et sans m'y attendre, le témoignage de plusieurs de mes collègues, appartenant à la fraction la plus modérée du parti républicain, et je n'ai pas eu de peine à convaincre le Sénat de la futilité, de l'inutilité du motif invoqué contre nos choix. (*Très bien ! à gauche*).

Non, Messieurs, il n'est pas vrai que les prêtres, objets de ces choix, tous vicaires généraux, archiprêtres, curés doyens, savants ou professeurs de mérite, soient inaptes à l'épiscopat. Ce qui est vrai, c'est que nos réclamations sur ce point, comme sur les autres points tout à l'heure indiqués, se heurtent à une doctrine désormais admise par le monde catholique comme l'expression de la vérité révélée.

C'est la doctrine, chère de tous temps à la Papauté, qui concentre dans la personne du Pape tous les pouvoirs et tous les droits en matière de morale comme en matière de dogme, qui l'élève au-dessus des gouvernements et des peuples comme leur maître et leur guide, qui lui fait considérer comme autant d'attentats contre sa souveraineté, comme autant d'usurpations, les garanties prises par la société contre l'intervention du pouvoir spirituel dans les affaires de l'ordre civil et politique. Si, nonobstant cette doctrine traditionnelle de la Papauté, le Concordat, qui représente pour nous, quoi qu'en ait pu dire M. Gayraud, la convention diplomatique et les règlements de police prévus et autorisés par l'article 1^{er} de cette convention, a pu se maintenir et fonctionner tant bien que mal pendant trois quarts de siècle, il faut faire honneur de ce tour de force tant à la patience de l'Eglise dans les temps difficiles du premier empire où la persécution sévissait sur son chef, qu'à la faiblesse intéressée des gouvernements monarchiques aux prises avec des difficultés que la désaffection de l'Eglise aurait singulièrement aggravées. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Ainsi, Messieurs, tour à tour la Papauté laissait sommeiller quelques-unes de ses prétentions, et les gouvernements monarchiques passaient condamnation sur l'inexécution de certaines prescriptions légales. (*Applaudissements à gauche*).

La bonne harmonie entre les deux pouvoirs tenait à ce que leurs droits respectifs ne se contrariaient que dans des détails et qu'ils n'avaient pas encore subi l'épreuve décisive d'une grande contradiction publique. Elle a paru comme impossible et le devint de fait quand le *Syllabus* condamna solennellement la civilisation moderne et, plus encore, quand la proclamation du dogme de l'infailibilité personnelle du Pape rendit manifestement dérisoire et désormais impraticable toute pensée, tout projet d'assigner des bornes à sa puissance directrice et à son action morale. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

De ce fait capital, qui coïncida, ou peu s'en faut, avec l'avènement de la République, date véritablement le divorce moral entre les deux sociétés

civile et religieuse (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*), ainsi que l'obligation pour le parti républicain d'inscrire dans son programme et de préparer avec méthode la séparation des Eglises et de l'Etat (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*).

Par le *Syllabus*, par le dogme de l'infaillibilité papale, tombèrent les dernières barrières qui avaient contenu quelque peu jusqu'alors l'absolutisme ultramontain.

Il ne pouvait être question d'en appeler aux anciennes libertés de l'Eglise gallicane, détruites par la Révolution d'abord, par le Concordat ensuite, bien que l'image s'en conservât, à la façon de vieilles reliques, dans un article de la loi du 8 germinal an X comme dans une sorte de tabernacle. (*Interruptions au centre*).

La folie seule aurait pu être tentée de les reconstituer. Un vent de despotisme souffla dès lors sur la catholicité. Il glaça tous les courages libres. Il dessécha tous les sentiments de généreuse indépendance. Ce fut le sort du catholicisme libéral.

Les hommes de cette école, qui avaient épuisé au service de la Papauté toutes les forces de leur génie, toutes les ardeurs de leur éloquence, n'eurent pour récompense de leur ingrat et opiniâtre labeur que la sommation hautaine d'avoir à se renier eux-mêmes. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

Quand Dupanloup, Montalembert et Falloux, qui avaient cru de bonne foi, dans leur système inconséquent, à une conciliation possible entre l'Eglise catholique et la liberté, entendirent anathématiser par le *Syllabus* toutes les libertés du monde moderne, les libertés de la personne comme celles du citoyen, ils reculèrent épouvantés et comme paralysés devant leur œuvre (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

Mais l'œuvre était accomplie. Elle s'imposait désormais de toute la hauteur de la révélation aux consciences catholiques. Il ne lui manquait, pour passer dans les faits de la vie sociale, et, en cas de succès, pour transformer le monde, qu'une autorité souveraine et pleinement irresponsable. Le concile du Vatican la lui donna sans plus tarder. (*Très bien ! très bien ! à gauche et à l'extrême gauche*).

En plaçant le Pape au-dessus de la catholicité tout entière, en lui subordonnant toutes les églises, tous les synodes et conciles, tous les évêques assemblés, en faisant de ses égaux de la veille ses premiers sujets du lendemain... (*Interruptions à droite. — Très bien ! très bien ! à gauche*).

... en la marquant au front d'un stigmate divin par l'infaillibilité personnelle, le concile du Vatican livra le monde entier, ses idées, ses mœurs et ses lois à son bon plaisir. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*). Il le dégagea de toute obligation envers les peuples et les monarques.

Messieurs, à partir de ce jour, notre Concordat, ce vieux texte à querelles interminables, qui avait fait office de tampon pendant trois quarts de siècle entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux, dont les intérêts s'entre-choquaient à chaque rencontre, devait perdre et perdait effectivement le caractère d'un contrat synallagmatique, obligatoire au même titre pour les deux parties contractantes. Il ne fut plus au regard de la Papauté, qui ne chercha nullement à le déguiser, qu'un simple don de la puissance pontificale... un acte gracieux de concession, dont la valeur se mesurait pour le donateur aux seules nécessités du moment. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Messieurs, on ne négocie pas avec un pouvoir ainsi constitué.

Il faut le subir dans toute l'étendue de son domaine ou l'écarter résolument de la sphère civile et politique. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

Tous les Ministères qui se sont évertués depuis 1870 à entrer en colloque avec lui pour l'amener à reconnaître les droits du pouvoir civil inscrits dans notre législation concordataire y ont perdu leur temps et leur peine. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*). Ils ont en vain discuté sur les textes les plus précis en apparence ; ils ont en vain institué des controverses sur le sens réel des mots les plus usuels. La controverse a dû finir par lassitude, en des commentaires absolument divergents. (*Très bien ! à gauche*).

Messieurs, s'il est parmi vous des hommes qui rêvent de négocier encore avec le Saint-Siège, soit pour le décider à une observation loyale du Concordat, soit pour conclure avec lui un Concordat nouveau qui consacrerait les droits de souveraineté de l'Etat, ceux-là, qu'ils me permettent de le leur dire, ignorent tout de l'Eglise et de sa constitution présente. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

En admettant qu'ils parviennent à jeter les bases d'un *modus vivendi* quelconque, je leur prédis, sans crainte de me tromper, qu'ils seront fatalement et tout à la fois dupes et complices. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*). Dupes des clauses destinées à sauvegarder des droits de souveraineté que la doctrine catholique repousse, complices de l'équivoque inavouée qui condamnera leur gouvernement à une impuissance finale. (*Nouveaux applaudissements*).

Quant à moi, messieurs - je le déclare hautement à la Chambre et au pays — je ne veux être ni dupe ni complice. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Je n'entends pas faire peser sur les consciences catholiques des sujétions morales susceptibles de les révolter. Mais je n'entends pas davantage me prêter à des accords, les seuls possibles, qui outrageraient ou supprimeraient par prétérition les droits inaliénables de l'Etat. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

J'entends que l'Etat reprenne vis-à-vis des Eglises sa complète indépendance, en même temps qu'il assurera aux associations religieuses la liberté du culte dans la plus large mesure, mais dans une mesure compatible avec nos autres libertés publiques. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

La transition est délicate. M. Deschanel le disait éloquentement dans son discours ; je le reconnais avec lui. Elle exige, pour que la séparation des Eglises et de l'Etat s'opère sans secousses fâcheuses, sans agitations motivées, sans plaintes légitimes, tant à l'égard des personnes qu'à l'égard des édifices affectés aux cultes, de justes ménagements. (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Et c'est dans ce sens que je m'expliquerai devant la Commission de la séparation des Eglises et de l'Etat.

Messieurs, j'aurais terminé s'il ne me paraissait opportun d'ajouter encore un mot en réponse au dernier orateur qui a parlé à cette tribune.

On a essayé de rendre le Président du Conseil responsable de la situation présente.

Les orateurs de la droite, notamment M. Groussau, ont fait porter sur

ce point le principal effort de leur argumentation. Ils m'ont représenté comme ayant provoqué de propos délibéré, en vue d'une séparation préméditée des Eglises et de l'Etat, les occasions de conflit avec le Saint-Siège. Ils m'ont montré m'acheminant lentement et sûrement depuis deux ans à une rupture des relations diplomatiques, dont les affaires de Dijon et de Laval n'auraient été qu'un prétexte plus ou moins habilement ménagé.

Permettez-moi de rétablir la vérité sur ce point avec la plus grande franchise.

J'étais certainement, quand j'ai pris le pouvoir, comme un très grand nombre, sinon comme la majorité des républicains, partisan, en principe, de la séparation des Eglises et de l'Etat. Je l'étais depuis longtemps, et je ne m'en suis jamais caché. En 1895, quand j'ai eu à diriger le Ministère des Cultes, j'ai fait connaître cette disposition de mon esprit au Nonce d'alors, tout en lui déclarant que je ne croyais pas l'opinion républicaine encore acquise à cette réforme, et que, dès lors, je regardais comme un devoir de probité politique de respecter et de faire respecter loyalement le Concordat. (*Très bien ! Très bien ! à gauche*).

L'année dernière, quand M. Nisard, à la fin de son congé habituel, m'a rendu visite avant de rejoindre son poste, je lui ai dit et je l'ai autorisé expressément à le redire au Pape que, tout en étant partisan de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, je ne croyais pas qu'il y eût alors dans les Chambres une majorité prête à la voter, mais que le Saint-Siège et les évêques faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour réunir cette majorité. (*Applaudissements à gauche*).

Messieurs, si c'est préparer une rupture que de la prévoir, je l'ai préparée, puisque je l'ai prévue. Mais je n'en suis pas plus responsable que ne le sont tous les hommes impartiaux et réfléchis qui l'ont entrevue comme inévitable à travers les violations innombrables du pacte concordataire qui remplissent l'histoire de nos dernières années. La responsabilité en incombe tout entière au Saint-Siège. Après avoir asservi l'Eglise, le Vatican aspire publiquement à asservir l'Etat. (*Applaudissements à gauche. — Bruit à droite*).

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Je n'ai pas voulu l'y aider par mon silence ou mon inertie, sous le prétexte véritablement trop commode de conserver à mon pays un semblant de paix religieuse, qui ne serait qu'une abdication sans honneur et sans profit pour la République. (*Applaudissements à gauche*).

Les journaux religieux se plaisaient, il y a quelques semaines, à évoquer, par manière de métaphore, le souvenir de Canossa. Ils annonçaient même, ils ne l'annoncent plus aujourd'hui, un Canossa nouveau et prochain, en même temps qu'ils essayaient d'égarer l'opinion publique et de faire illusion aux républicains de la Chambre et du Sénat sur les dispositions, prétendues conciliatrices, du Saint-Siège ; comme si le Saint-Siège pouvait se désavouer et désavouer sa doctrine constante en matière de juridiction souveraine sur tous les diocèses et d'indépendance absolue dans ses relations avec ses évêques et ses fidèles. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

Messieurs, ira à Canossa qui voudra... c'est un voyage que ni mon âge, ni mes goûts ne me permettent d'entreprendre. (*Un applaudissement répétés à gauche et à l'extrême gauche. — L'orateur, en rega-*

gnant le banc du Gouvernement, est félicité par un grand nombre de députés).

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Ribot.

M. RIBOT. — Dans la réponse que j'ai le devoir de faire au nom de mes amis et au mien à M. le Président du Conseil, pour expliquer notre vote, j'essayerai d'être très bref et de garder à ce débat le ton qui lui convient.

M. le Président du Conseil a souvent fait appel à ses prédécesseurs. Toutes les fois qu'ils ont abordé ces questions à cette tribune, ils n'ont pas perdu de vue les grands intérêts qui y sont engagés ; ils en ont parlé avec la gravité, avec la noblesse et la hauteur de vues qui leur conviennent. (*Applaudissements au centre et à droite*).

Ils ont eu le sentiment profond de la responsabilité qui pesait sur eux et sur leur mémoire devant l'histoire. (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs*).

Messieurs, il ne peut plus à cette heure y avoir d'équivoque sur la portée du vote qu'on vous demande. M. le Président du Conseil s'est exprimé avec une netteté que nous sommes obligés de reconnaître.

Il ne s'agit pas seulement d'une lutte, d'un incident à propos de je ne sais quel évêque dont on rappelait à la tribune — et dans quel langage, vous le savez, — les misères... (*Applaudissements à droite et au centre. — Bruit à l'extrême gauche*).

... Il ne s'agit pas seulement d'un des incidents de cette contestation qui existe depuis longtemps entre le droit théologique affirmé par l'Eglise catholique et les libertés de l'Eglise gallicane dont nous sommes, autant que vous, les défenseurs.

Si ce n'était que cela, nous pourrions discuter avec vous, voir qui a tort ou qui a raison et nous laisserions à demain le soin de rétablir la paix religieuse dont vous avez parlé tout à l'heure en disant que c'était un lambeau... (*Interruptions*).

Je souhaite que ce lambeau abrite encore quelque temps tout ce qu'il y a de plus sacré, tout ce qu'il y a de plus cher dans ce pays : la liberté de conscience et l'unité de la patrie. (*Applaudissements au centre et à droite*).

Eh bien ! non, il ne s'agit pas seulement d'incidents passagers. Vous remontez à ce concile de 1870 et aujourd'hui, pour la première fois, vous tenez un langage que vous n'aviez pas tenu quand vous étiez à côté de mon ami M. Bourgeois, qui ne vous eût pas laissé tenir un langage aussi imprudent, car c'était un homme politique, ce n'était pas un théologien égaré dans la politique. (*Applaudissements au centre. — Interruptions à l'extrême gauche*).

Lorsqu'il y a eu en 1870 un concile au Vatican et que l'infaillibilité doctrinale du Pape a été proclamée...

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, *Ministre de l'Intérieur et des Cultes*. — M. Bourgeois était un Président du Conseil libéral ; il ne vous ressemblait pas. (*Interruptions au centre*).

Quand on prononce des paroles offensantes, on doit souffrir la réplique.

M. RIBOT. — Je n'ai pas entendu.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Vous avez dit, Monsieur Ribot : « M. Bourgeois ne vous aurait pas laissé tenir un langage aussi imprudent ». Je dis que M. Bourgeois était incapable de l'acte que vous lui prêtez. Il était autrement libéral que vous (*Très bien ! très bien ! à gauche*). — (*Bruit à droite*), et je vous déclare que je me ferai justice moi-même en vous répliquant si vous ne prenez pas un autre ton. (*Vives protestations au centre et à droite. — Applaudissements à l'extrême gauche*).

J'ai dit — et ma parole est parfaitement parlementaire — j'ai dit que je me ferais justice en répliquant. Telle a été ma parole. (*Bruit à droite*).

M. RIBOT. — Je ne comprends pas l'émotion qui vient de se produire. Il n'y avait dans mes paroles... (*Interruptions à l'extrême gauche*). Nous sommes ici devant le Parlement de la France : nous pouvons nous expliquer librement, j'imagine.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Librement, mais non pas insolemment ! (*Vives interruptions et rumeurs au centre et à droite*). — (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

A droite et au centre. A l'ordre ! (Bruit prolongé).

(*M. Ribot descend de la tribune. — Vifs applaudissements au centre, à droite et sur divers bancs à gauche. — Agitation*).

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Messieurs... (*Bruit et interruptions au centre et à droite*).

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, écoutez M. le Président du Conseil.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Je serais désolé... (*Bruit continu à droite et au centre*).

A droite. A l'ordre !

(*M. le Président du Conseil monte au fauteuil et s'entretient avec M. le Président*).

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, M. le Président du Conseil avait dit d'abord qu'il attendrait le moment de répliquer. Peut-être eût-ce été préférable ; mais M. le Président du Conseil me déclare spontanément qu'il retire absolument les paroles qu'il vient de prononcer.

J'invite la Chambre à garder le silence et à écouter l'orateur. (*Très bien ! très bien !*)

La parole est à M. Ribot.

(*M. Ribot remonte à la tribune. — Applaudissements au centre et à droite*).

M. RIBOT. — Messieurs, je disais, dans le langage le plus clair, le plus ferme, mais, je crois, le plus courtois (*Mouvements divers*), que nous n'étions pas seulement en présence d'incidents que demain pouvait apaiser, mais d'une thèse d'une portée autrement considérable. Cette thèse, qui n'a jamais été apportée à cette tribune sous aucun ministère, c'est que depuis que Rome a proclamé doctrinalement l'infailibilité du Pape, il n'y a plus aucun contact possible entre la puissance civile française et la puissance ecclésiastique, et qu'il faut, pour des raisons de doctrine, déchirer le pacte sous lequel nous avons vécu, sous lequel vous avez vécu comme nous, que vous avez appliqué comme nous, et qu'il faut, quelles qu'en soient les

conséquences, sans regarder devant nous, parce qu'il y a trente ans on a promulgué ce décret, que nous nous jettons dans tous les périls et dans toutes les aventures pour faire une séparation dont vous ne vouliez pas avant-hier.

Avant-hier, Monsieur le Président du Conseil, vous auriez considéré avec moi cette mesure comme la destruction d'une garantie nécessaire à laquelle vous vous seriez opposé, si des influences n'avaient été exercées qui vous ont entraîné, qui vous entraînent encore à cette heure où vous ne pouvez plus vous arrêter.

Il y a des hommes dans cette Chambre qui commencent à s'inquiéter, qui se demandent où on les mène, et dans des réunions qui ont eu lieu, on a bien eu soin de dire qu'il ne fallait pas que de ce débat sortit un engagement quelconque de faire la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Et après cela, qu'est-ce que vous demandez à cette Chambre ? Vous lui demandez de dire qu'on est dupe ou complice si l'on se prête à une entente, si l'on veut faire le moindre effort pour maintenir ce pacte sous lequel nous vivons encore, qui est une loi de la France et qu'il n'appartient ni à vous ni à personne de déchirer ou d'anéantir. (*Exclamations à l'extrême gauche*).

A l'extrême gauche. A personne ?

M. RIBOT. — Non, à personne !

Avant que la souveraineté nationale, le pays d'abord et le Parlement ensuite se soient prononcés dans leur indépendance, vous fermez tout chemin de retraite, il faut aller aux abîmes derrière vous ! Eh bien ! je vous demande s'il y a dans cette Chambre beaucoup d'hommes qui soient disposés à s'engager ainsi les yeux fermés et à donner cette portée et cette conclusion à leurs votes. Quant à nous, nous ne le ferons pas, je tiens à le dire et à le dire très haut à cette tribune et à en prendre la responsabilité. (*Applaudissements au centre et à droite*).

Ce qui nous empêche de le faire, ce n'est, croyez-le, aucune faiblesse vis-à-vis des empiètements qui ont pu être commis. Nous sommes aussi jaloux que personne des droits et des prérogatives de la puissance publique en France : nous en avons donné récemment, j'imagine, une preuve significative.

Lorsque vous avez apporté, ou plutôt lorsque les gazettes ont apporté, par une indiscretion voulue, le texte d'un document que vous, vous aviez mis soigneusement dans un tiroir. (*Très bien ! très bien ! à droite et au centre*), espérant que personne ne le lirait par-dessus votre épaule, quand on nous a apporté ce document et quand vous avez été obligé de voir ce que vous n'aviez pas vu tout d'abord, qu'il y avait là une prétention et un langage tout à fait inacceptables, une leçon faite à la République française par le pouvoir pontifical, dans des termes que, pour ma part, je ne pouvais admettre, qu'avons-nous fait, Monsieur le Président du Conseil ? Nous avons oublié tout ce qui nous sépare, tous les griefs si graves que nous avons contre votre politique ; nous avons voté avec vous, nous avons approuvé les déclarations du Gouvernement, parce que nous voulons sur toutes les questions laisser de côté les considérations secondaires, subalternes et ne voir que les intérêts permanents de ce pays. Nous avons voté avec une certaine tristesse, je puis le dire (*Interruptions à l'extrême gauche*), oui, avec une certaine tristesse, mais avec résolution et aussi avec la crainte — je suis trop fondé à le dire en ce moment — que les conséquen-

ces de cette demi-rupture, que ce rappel d'ambassadeur qu'on n'a jamais notifié... ne fût tout autre que ce que nous faisait entrevoir à ce moment le langage volontairement calme, bénin de M. le Président du Conseil. Oui, nous nous disions avec anxiété que, pour maintenir ce qui restait des relations entre le Vatican et la France, il faudrait des deux côtés beaucoup de prudence ; et nous nous demandions si nous n'allions pas, malgré nous, à une rupture complète et peut-être définitive. Et cependant, quels intérêts étaient en cause qui des deux parts commandaient d'éviter toute imprudence, tout ce qui pourrait nous acheminer à l'irréparable. Du côté de la Papauté — je n'en veux parler qu'avec le plus grand respect ; elle a toujours conscience de sa mission divine ; c'est son droit, je m'incline devant elle (*Exclamations à l'extrême gauche*) — mais elle doit se rendre compte que, si l'Etat peut souffrir une rupture de relations et la guerre qui en serait la suite, l'Etat peut aussi faire beaucoup de mal à l'Eglise et elle doit être vigilante et prudente.

Et l'Etat ? Ai-je besoin, après le beau discours, que vous avez entendu hier, de M. Paul Deschanel, de vous montrer que l'Etat, surtout l'Etat français, ne peut pas se résigner à la suppression totale et définitive de ses rapports avec la Papauté ? (*Très bien ! très bien ! à droite*).

Lorsque les puissances qui n'ont pas de Concordat, même les puissances protestantes, sentent la nécessité d'avoir une représentation à Rome, de négocier, de s'entretenir avec le chef de la catholicité, comment un pays, qui est un pays catholique en tout cas... (*Non ! non ! sur quelques bancs à l'extrême gauche. — Oui ! oui ! à droite*).

... peut-il se priver de tout moyen de communication avec le Saint-Siège ? (*Très bien ! très bien !*). Si l'on ajoute que ce pays est le protecteur des intérêts catholiques dans le monde et que, malgré le langage, peut-être imprudent, qu'a tenu M. le Président du Conseil et que M. le Ministre des Affaires étrangères saura ramener, je l'espère, à la véritable note, celle des intérêts permanents de notre pays (*Applaudissements au centre*) si ce pays a la clientèle catholique que nous ne pouvons pas et que nous ne voulons pas abandonner, ne voyons-nous pas l'inconvénient, le danger réel d'une politique qui aboutit à quoi ? Au néant des relations. Le beau résultat d'une politique qui consiste à supprimer toutes relations entre la puissance française et cette grande puissance morale qui s'appelle l'Eglise catholique !

Messieurs, comment s'est faite la rupture ? Je vais au fond des choses ; il faut aller au fond des choses et les voir nettement, sincèrement. Eh bien, oui, il y a autre chose que les incidents sur lesquels s'est faite la rupture ; il y a, comme le faisait remarquer M. le Président du Conseil lui-même, la tension inévitable de nos rapports avec Rome depuis qu'une certaine politique dont il est fier mais que nous avons le droit de trouver imprudente et de condamner, préside aux destinées de la France ; il y a aussi la question de la nomination des évêques dont M. le Président du Conseil a parlé hier, surtout par voie d'interruption, et dont je veux parler à cette tribune ; car il faut tout dire, il ne faut rien cacher !

Depuis quelque temps déjà, des évêques sont présentés à l'agrément du Saint-Siège et l'institution canonique n'a pas été donnée. M. le Président du Conseil veut établir à cette tribune que nous avons le droit de nommer les évêques et que le Pape ne peut les instituer. Cela est certain ; personne ne l'a jamais contesté. C'est le Gouvernement français qui nomme, et la formule même qui a été corrigée prouve que cette interprétation est la

seule en accord avec le texte du Concordat. Mais l'accord préalable, nous dit-on, c'est l'abdication totale des droits de l'Etat, et M. le Président du Conseil fait un procès à tous ceux qui ont gouverné ce pays depuis trente ans et qui ont su le gouverner en lui demandant un peu de paix religieuse ; il leur reproche d'avoir abdiqué les droits de l'Etat en se prêtant à des échanges de vues et d'observation avec le Saint-Siège.

Messieurs, il faut ramener en deux mots à la vérité la pratique qui a été suivie. Assurément vous pouvez, vous avez le droit strict de mettre au *Journal officiel* un décret, de le notifier par le *Journal officiel* à la Papauté. Mais vous avez le droit aussi — c'est une question de courtoisie et, peut-être, le résultat de vues supérieures — vous avez le droit aussi de communiquer officieusement au représentant du Pape les choix que vous avez faits. Si des observations vous sont faites, vous avez le droit d'en tenir compte comme vous avez le droit de ne pas en tenir compte.

En quoi la souveraineté de l'Etat français est-elle engagée par ces procédés de courtoisie vis-à-vis de l'Eglise catholique ? Et si, depuis M. Jules Simon — et bien avant, j'imagine, — on a procédé ainsi, comment pouvez-vous dire que ceux qui ont suivi cete pratique, quelles que fussent leurs opinions, à quelque parti qu'ils appartenissent, ont sacrifié quelque chose du patrimoine de ce pays ?

Ah ! vous dites : on a tort d'écouter les objections que peut faire le Saint-Siège ! Eh bien ! vous êtes vraiment, M. le Président du Conseil, dans le grand courant de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et vous ne comprenez qu'avec cette évolution, dont vous nous avez parlé tout à l'heure avec éloquence, après ce grand changement qui se fait dans le monde entier, cette séparation de plus en plus profonde du spirituel et du temporel, il peut bien se produire une certaine évolution, un certain changement dans la manière de laisser faire l'Eglise, qu'on peut vouloir préparer une séparation plus radicale en se mêlant le moins possible des choses intérieures de l'Eglise et en ne lui imposant pas des choix sans une nécessité absolue.

Vous n'êtes plus, permettez-moi de vous le dire, vous n'êtes plus l'évêque extérieur d'autrefois (*Applaudissements à droite*), celui qui tenait le glaive de la catholicité et qui se permettait des façons plus tranchantes que celles qui conviennent à un philosophe épris de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Mais, Messieurs, cette évolution qui se fait partout, elle est la préface, elle est la préparation de cette séparation à laquelle nous voulons tous arriver, mais sans secousse et sans déchirement. (*Rires à l'extrême gauche et à gauche*).

Vous riez ? Eh bien, riez de ce qu'à fait l'Italie en 1873, lorsqu'elle a écrit dans la loi des garanties qu'elle ne voulait plus nommer elle-même les évêques, qu'elle se réservait tout simplement le droit d'*exequatur*. A-t-elle un épiscopat qui puisse être comparé au nôtre ? Et y a-t-il abdication ? N'y a-t-il pas là, au contraire, comme une anticipation sur le régime qui vous est cher, auquel il faut conduire l'Eglise par une longue préparation.

M. le Président du Conseil ajoute, faisant le procès de tous ses prédécesseurs : On a donné à la France un épiscopat en grande majorité hostile à la République.

C'est bien là l'interruption que j'ai recueillie hier. C'est peut-être une parole bien imprudente, car, enfin, Monsieur le Président du Conseil, il

n'y a pas longtemps qu'un Directeur général des Cultes tenait un tout autre langage. Je me rappelle qu'il disait à l'un de nos collègues — le mot m'a frappé, et je ne l'ai jamais oublié ? « Mes évêques valent mieux que les préfets ! » (*Rires au centre et à droite*).

En quoi, peut-être, il se faisait beaucoup d'illusions et il trahissait une longue et familière pratique de l'œuvre écrite du temps de Napoléon I^{er}.

Vouloir avoir des préfets en robe violette dont on fera les fonctionnaires de l'Etat, qu'on tiendra en bride, qui seront obligés de se soumettre comme les humbles fonctionnaires de l'Etat, c'est une théorie qui cadre assez mal avec celle de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui a son origine, qui s'appelle la conception de Napoléon I^{er}, et je me permets de dire qu'elle n'est pas à la taille ni à la convenance de tout le monde. (*Applaudissements et rires au centre et à droite*).

Mais êtes-vous bien sûr, Monsieur le Président du Conseil, que les plus remuants de nos évêques, ceux qui vous donnent le plus de trouble et d'ennui, ne sont pas quelquefois ceux qui ont été précisément imposés au Pape, qu'il n'avait pas voulu accepter. (*Rires au centre et à droite*).

Il y a à cet égard des histoires assez récentes et qui ont fait assez de bruit. Il ne faut pas être un psychologue très pénétrant pour avoir l'explication de ce phénomène. Je voyais M. Briand sourire tout à l'heure. Il a fait de ces questions une étude assez attentive pour que je pense ne pas m'aventurer en disant qu'il ne me démentira pas... Ceux qui sont ainsi nommés, imposés en quelque sorte au Saint-Siège, n'ont le lendemain qu'une préoccupation, c'est d'effacer leur origine. (*C'est vrai ! très bien ! au centre*).

M. ARISTIDE BRIAND. — C'est un argument contre le Concordat. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

M. RIBOT. — Non, c'est un argument contre la façon dont on le pratique ! Il vaut mieux, à moins de raisons tout à fait graves et tout à fait décisives, ne pas imposer à l'Eglise un choix qu'elle déclare dangereux. Si on le fait, on le fait à ses risques et périls. Vous conviendrez vous-mêmes que l'expérience a souvent fort mal tourné.

Que reste-t-il alors de cette question des nominations ? Il reste que le cabinet actuel a été malheureux puisqu'il a fait un certain nombre de choix et qu'il n'en a fait agréer aucun — sauf dans un cas où l'intéressé lui-même est allé plaider, le Gouvernement français ayant moins d'éloquence que lui. Mais qu'est-ce que cela prouve ? Je ne sais pas, je ne peux pas juger d'après des documents que nous n'avons pas. (*Très bien ! très bien !*)

Vous avez fait allusion à des lettres dans lesquelles le Nonce aurait émis des prétentions insoutenables ; je voudrais bien les voir. On était très pressé autrefois de ce côté de la Chambre (*l'extrême gauche*) de demander des Livres jaunes aux Ministres des Affaires étrangères.

Depuis que vous êtes ministériels, vous laissez tomber en désuétude vos anciennes coutumes ! (*Applaudissements et rires au centre, à droite et sur divers bancs à gauche*).

C'était le cas pourtant. Il y a rupture : on ne peut pas dire que cela nuira aux négociations, puisque le Gouvernement déclare qu'il n'en fera plus jamais ! Quel intérêt avez-vous donc à ne pas nous apporter tous ces documents ? s'ils sont écrasants pour les prétentions de la cour de Rome, je serai le premier à le dire. (*Très bien ! très bien ! au centre*).

Nous ne pouvons juger ce procès, nous ne savons pas si les choix ont été bien faits. Je comprends que l'Eglise se montre un peu plus difficile. Quand c'était le roi de France, le roi très chrétien qui nommait un évêque, on savait bien que c'était un roi catholique.

Quand plus tard il y a eu des incrédules qui ont été ministres — cela s'est produit même avant l'époque actuelle (*On rit*) — mais des incrédules qui avaient ce vernis de politesse de l'ancien régime pour la religion (*Applaudissements au centre et à droite*), qui ne cherchaient pas à l'humilier, qui allaient à l'église pour assister à une cérémonie funèbre — quand un Pape mourait, par exemple (*Mouvements divers*) — ces incrédules là, on pouvait encore leur faire une certaine confiance. On est obligé de regarder d'un peu plus près quand il y a des rapports si étroits entre le Gouvernement et certaines associations que l'Eglise ne voit certainement pas d'un bon œil, qu'elle voit plutôt avec inquiétude. (*Applaudissements sur les mêmes bancs*).

C'est une question de fait. Il n'y a pas ici de question de doctrine, de violation du Concordat. Il y a simplement une question de fait. C'est l'explication qu'il faut donner de l'insuccès relatif du Ministère actuel, de M. le Président du Conseil, alors que tous ses prédécesseurs, avec quelques tiraillements sans doute, quelques difficultés, sont arrivés pourtant à faire fonctionner le Concordat et à obtenir le recrutement régulier et normal de l'épiscopat français.

Il y a l'autre question sur laquelle on a fait la rupture. Il ne s'agit plus de nommer des évêques, il s'agit peut-être de les défaire. Ici, Monsieur le Président du Conseil nous dit que les prétentions du Vatican ne sont pas conformes au droit français, et je suis tout à fait de cet avis.

La théologie qui se fait dans les conciles a concentré tous les pouvoirs de direction dans les mains du Pape. Les catholiques doivent accepter ses décisions en tant que catholiques.

Mais il y a le vieux droit français, qui subsiste un peu effacé, un peu oublié ; et ce vieux droit français établit qu'un évêque français ne peut être tiré hors de sa province — ce sont les termes mêmes dont on se servait autrefois — à plus forte raison tiré hors de France pour être traduit devant une congrégation romaine.

Je vous concède cela. Ah ! si nous avions — vous en exprimiez le regret tout à l'heure — si nous avions gardé la juridiction canonique française composée d'évêques français, vous auriez immédiatement un tribunal auquel vous pourriez déférer toutes ces questions de discipline.

Vous dites : ces questions de vie privée des évêques, je ne veux pas m'en occuper...

A l'extrême gauche. — Il a raison !

M. RIBOT. — Il a raison, dites-vous : c'est possible ! — ... et je ne veux pas que le Pape s'en occupe, car cela serait contraire au vieux droit français.

Mais alors, si un évêque est indigne, — cela peut arriver, — s'il a des mœurs qui ne sont pas convenables — cela peut arriver ; cela est arrivé, autrefois, tout au moins... Relisez les anciens textes, vous verrez qu'on y visait certains manquements de la nature humaine, bien rares, je veux le croire, chez les évêques, mais qui enfin peuvent se produire ; — si vous vous en désintéressez, si vous ne voulez pas que le Pape puisse s'en occuper, quelle sera la conclusion ? (*Très bien ! très bien !*) La conclusion, c'est

qu'il faut, dans cette question, comme dans toutes, apporter de la bonne foi (*Très bien ! très bien ! au centre et à droite*), que le Concordat ne peut vivre qu'à force de loyauté et de bonnes foi réciproques... (*Applaudissements sur les mêmes bancs*), que s'il n'y a pas de tribunaux canoniques, si vous ne voulez pas, si nous ne voulons pas que les congrégations romaines s'emparent de ces faits qui concernent des évêques français, il ne reste qu'une solution, une seule, mais dont vous ne voulez pas, c'est que vous écoutiez certains griefs que la puissance pontificale, que le Pape, gardien de la discipline des mœurs des évêques, peut vous soumettre, que vous consentiez à examiner de bonne foi si les griefs sont réels, et qu'alors vous fassiez justice par un accord réciproque. C'est ainsi que vos prédécesseurs ont toujours procédé, Monsieur le Président du Conseil, et c'est ainsi qu'on a évité les petites difficultés sur lesquelles vous venez vous buter en nous entraînant dans des aventures qui peuvent être désastreuses pour ce pays. (*Applaudissements au centre et à droite*).

A l'extrême gauche. — C'est le Pape qui ne l'a pas fait.

M. RIBOT. — Attendez. Je ne critique pas la note que vous avez envoyée le 3 mai ; vous avez eu raison de faire toutes vos réserves et vos protestations lorsqu'en dehors de vous, on appelait un évêque à comparaître à Rome. Et ici je suis obligé d'insister, car la responsabilité du Gouvernement est engagée dans une large mesure.

Rome a répondu à votre note du 3 mai par une lettre adressée au Nonce qui porte la date du 10 juin, si je ne me trompe. Dans cette lettre qui est très étudiée, qui était destinée incontestablement à être publiée tôt ou tard soit par le Pape, soit par le Gouvernement français, elle a établi sa doctrine, elle a voulu distinguer ; elle a dit : Nous ne sommes obligés de nous concerter avec vous lorsqu'il s'agit réellement de déposition ou de démission, mais nous avons le droit, provisoirement, de faire le procès, d'appeler l'évêque devant des juges, à Rome.

Qu'avez-vous répondu à cela ? Comment ! voilà la puissance pontificale qui vous fait cette notification, qui établit sa doctrine dans des termes parfaitement courtois et acceptables — doctrine que, pour ma part, je n'aurais pas admise une minute ; mais quel était votre devoir ? C'était de répondre, c'était de dire au Nonce : Nous n'acceptons pas cela ; nous avons nos traditions que nous maintenons ; venez me parlez de cette affaire et nous la réglerons ensemble.

Avez-vous fait cela ? Vous n'avez rien fait du tout. Vous avez gardé pendant un mois cette dépêche. M. le Ministre des Affaires étrangères dit qu'elle était tellement confidentielle qu'elle ne pouvait pas être livrée à la publicité : il ne s'agissait pas, à ce moment, de la livrer à la publicité — elle a été publiée depuis — mais de faire immédiatement au Nonce les observations qui auraient convenu, d'empêcher tout malentendu.

Comment ! dans le dernier memorandum qui vous a été notifié et qui a achevé la rupture, vous laissez dire par le Secrétaire d'Etat que le Nonce a cru que ses explications étaient acceptées par vous sans aucune difficulté ! Cela est dit en toutes lettres ! Il y a donc eu une conversation entre vous et le Nonce, puisque le Nonce croit pouvoir affirmer que vous n'avez pas élevé d'objection. Mais vous avez, j'imagine, transmis cette dépêche à notre Chargé d'affaires à Rome avec le compte rendu de la conversation : ceci pourrait également figurer avec avantage dans le Livre jaune.

Si vous aviez dit à ce moment au Nonce : Nous ne pouvons pas nous

placer sur ce terrain, c'est impossible ; nous ne pouvons pas autoriser un évêque à comparaître à Rome ; nous allons nous charger nous-mêmes de faire justice avec vous équitablement, de bonne foi, il y avait peut-être de grandes chances d'éviter le conflit. (*Applaudissements au centre et à droite*).

Au lieu de cela vous ne faites rien. Il apparaît même que la dépêche n'a pas été communiquée au Ministre des Cultes ; car lorsque M. le Ministre des Cultes écrit le 13 juillet, un mois après, qu'il avait des raisons de croire que l'incorrection avait été reconnue à Rome, elle n'était pas connue puisqu'on vous avait envoyé le 10 juin une dépêche dans laquelle on prétendait qu'on avait le droit de suivre. Alors je me demande où est l'unité du Gouvernement ; et c'est grave, Messieurs, — je ne fais pas ici un procès aux personnes, — c'est grave quand les conséquences peuvent être...

M. DELCASSÉ, *Ministre des Affaires étrangères*. — Voulez-vous me permettre un mot ?

M. RIBOT. — Volontiers.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — On nous avait bien dit, en effet, théoriquement, qu'on avait le droit de suivre ; mais on avait parfaitement laissé entendre qu'on ne suivrait pas ; et, dans notre note du 28 mai, que vous venez de citer tout à l'heure, ce que nous avons contesté au Saint-Siège, c'était le droit de menacer un évêque en passant par-dessus la tête du Gouvernement et de le frapper à l'insu même de ce Gouvernement.

M. RIBOT. — Voici comment le Secrétaire d'Etat s'exprime... (*Exclamations à l'extrême gauche*).

Enfin, Messieurs, permettez ! Ceci est de la dernière gravité. Il y a des responsabilités en cause devant le pays et devant l'histoire. (*Parlez ! parlez !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Dans tous les cas, c'est la question même.

M. RIBOT. — « Tout ce qui précède, — c'est-à-dire la discussion doctrinale du Saint-Siège, que je ne m'approprie en aucune façon, — tout ce qui précède, le Saint-Siège l'a formellement déclaré dans la dépêche adressée au Nonce pontifical le 10 juin dernier, dépêche dont lecture a été donnée et copie laissée à M. Delcassé, en réponse à la note du 3 du même mois, remise au Cardinal soussigné par M. le Chargé d'affaires de France. Les explications données m'ont paru satisfaire M. le Ministre. »

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — C'est une appréciation. (*Très bien ! très bien ! à gauche. — Mouvements divers.*)

M. RIBOT. — Oui, mais je voudrais bien voir alors la dépêche que vous avez adressée à votre Chargé d'affaires et dans laquelle vous avez relaté un entretien aussi important.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Je l'ai publié au *Journal officiel* et elle porte la date du 18 juillet...

M. RIBOT. — Je la connais, je l'ai vue.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — J'y résume la conversation

que j'ai eu avec le Nonce et je précise que le Nonce est venu me donner des explications sur la dépêche du 10 juin qu'il avait reçue du Cardinal Secrétaire d'Etat et je précise aussi que la copie de cette note ne m'a été communiquée que plus tard. Voilà la vérité.

M. RIBOT. — La dépêche du 18 juillet a été écrite lorsque le conflit était déjà aigu et vous déclarez que vous avez lu cette dépêche et que vous y avez trouvé une sorte de promesse du Saint-Siège de se conformer à vos observations. Tous ceux qui la liront verront au contraire l'affirmation presque tranchante des droits du Saint-Siège.

Il y a là un malentendu vraiment inexplicable. En tout cas, cette dépêche a-t-elle été communiquée au Ministre des Cultes ? C'est un point capital qu'il faut éclaircir.

Nous n'avons pas deux Ministères. Je sais bien tout ce que l'on dit des divisions qui peuvent exister entre les Ministres. Nous écoutons cela avec plus ou moins de bienveillance, plus ou moins de malice. (*Rires*). Mais ici, quand nous sommes à la tribune, nous avons le droit de ne connaître qu'un seul cabinet qui est solidaire. (*Vifs applaudissements au centre, à droite et sur divers bancs à gauche*).

Est-il vrai qu'il y a deux Ministères, l'un qui poursuit avec âpreté la dénonciation du Concordat, et un autre, également représenté, qui fait tous ses efforts pour l'empêcher ? Si cela est vrai, qu'on le dise ! mais ce n'est pas l'attitude qui convient au Gouvernement de la France dans une question de cette gravité et de cette importance. (*Vifs applaudissements au centre, à droite et sur divers bancs à gauche*).

Dans tous les cas, vous voyez les conséquences. M. le Ministre des Affaires étrangères garde pour lui une communication aussi capitale ; le Secrétaire d'Etat se croit alors autorisé à poursuivre et il envoie une nouvelle invitation à Mgr Geay, évêque de Laval, de se rendre à Rome. Et l'évêque, qui se croit soutenu par le Gouvernement français jusqu'à nouvel ordre — depuis il a fait quelques réflexions (*Sourires*). — prend un ton d'autorité vis-à-vis du Saint-Siège ; il dit : le Gouvernement français m'a défendu et j'obéis d'abord au Gouvernement de mon pays. Plus tard il a tenu un autre langage.

Mais enfin, si vous aviez dit à Rome qu'il ne fallait pas se figurer que vous pourriez supporter l'application de la doctrine énoncée tout au long dans cette dépêche, qui nous dit que le Secrétaire d'Etat aurait passé outre ?

C'est donc sur un malentendu, sur un silence gardé pendant un mois, alors qu'il fallait répondre et répondre avec la dernière netteté, que vous fondez et la rupture du Concordat et toutes ces aventures dans lesquelles vous voulez nous entraîner. L'histoire jugera. (*Applaudissements au centre, à droite et sur divers bancs à gauche*).

Vous pouviez prendre un de ces moyens qui, tout en maintenant avec la dernière fermeté les droits de la France, ne compromettent pas tout, ne brisent pas tout en une heure. Mais, vous venez de le dire vous-même à la tribune, vous avez donné vingt-quatre heures au Pape pour vous répondre. Vous avez voulu la rupture. J'ai donc le droit de le dire : la précipitation avec laquelle vous l'avez opérée ne laisse aucun doute sur les buts que vous poursuiviez. (*Applaudissements au centre et à droite*).

Vous voulez la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; c'était votre nouvelle politique qui avait pris naissance, il y a quelques jours à peine, et il vous

fallait comme préface et comme prétexte à cette séparation dont vous étiez désormais le partisan, il vous fallait une rupture publique, officielle avec Rome et alors vous avez tout pressé, vous avez tout brisé, vous n'avez pas laissé le temps de vous répondre. Vous porterez, permettez-moi de vous le dire, devant le pays et devant l'histoire, la responsabilité des conséquences de votre conduite. (*Applaudissements au centre et à droite.* — *Bruit à l'extrême gauche*).

Ah ! permettez-moi de vous le dire, c'est une singulière préface à la séparation que cette rupture totale avec le Saint-Siège ! elle la rend singulièrement dangereuse ! elle contribue à lui donner ce caractère qui suffirait à lui seul à m'empêcher et à empêcher beaucoup de mes collègues de la voter. (*Très bien ! très bien ! au centre et à droite*).

Messieurs, je n'ai aucun embarras à m'exprimer à mon tour sur cette grave question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. J'ai d'ailleurs fait connaître mon sentiment il y a quelques mois, avant ce conflit, dans une lettre qui a été publiée et qu'un certain nombre de mes collègues ont eu la bienveillance de lire, puisqu'on l'a citée à cette tribune.

J'ai dit que, pour ma part, j'entrevois que le mouvement nécessaire des idées amènerait, dans un avenir assez prochain, la séparation totale du spirituel et du temporel, de l'Eglise et de l'Etat.

Je disais que l'Eglise devait se placer en face de cette solution nécessaire et l'accepter parce que sa dignité augmenterait du prix de la liberté ; je disais que les privilèges de nos jours se tournent presque fatalement en servitude.

C'était une vue théorique, personnelle que j'exprimais, n'entendant pas lier mon parti parce qu'en effet, messieurs, dans ces questions, comme dans toutes celles qui touchent aux intérêts vitaux du pays, il y a deux choses qu'il faut sans cesse et toujours distinguer : il y a les vues de demain, les vues d'avenir, et puis il y a le programme qui lie un parti vis-à-vis du pays. Il ne faut pas les confondre et je pense bien qu'hier, dans son très éloquent discours, mon ami, M. Deschanel, a fait cette distinction.

M. PAUL DESCHANEL. — J'ai demandé des garanties préalables.

M. RIBOT. — Il n'a pas eu la pensée de faire le programme de demain, le programme de notre parti : nous n'y mettons pas la séparation de l'Eglise et de l'Etat, cela doit être entendu et nous ne le faisons pas par une question de probité vis-à-vis du pays. (*Applaudissements au centre*).

M. JULES-LOUIS BRETON. — Ce n'est pas du tout ce qu'à dit M. Deschanel.

M. RIBOT. — Je prends acte de son adhésion.

Je dis que c'est une question de probité vis-à-vis du pays et puisqu'on a parlé hier, dans un très beau langage, de l'Angleterre et de l'habitude qu'ont les partis les plus modérés de se mettre résolument à la tête de certaines réformes même hardies, je conviens que cela est exact. J'ai lu autant qu'il m'a été permis le discours des orateurs anglais ; je connais les mœurs de l'Angleterre, mais je sais que si les libéraux ne reculent pas devant l'accomplissement d'une réforme, même hardie, lorsqu'ils la croient mûre, en revanche, il ne la mettent jamais dans un programme lorsqu'ils ne se sentent pas en état de la réaliser. (*Très bien ! très bien ! au centre*).

Si M. Deschanel avait eu la pensée que la séparation est possible avec ce ministère...

M. PAUL DESCHANEL. — Avec ce ministère ? Non ! j'ai dit le contraire.

M. RIBOT. — ...avec cette majorité, aujourd'hui, je lui dirai de la façon la plus pressante qu'il commet une erreur évidente sur l'état de ce pays et les conséquences inévitables d'une aventure ainsi engagée. Car la séparation pourra se faire le jour où l'état des esprits le permettra. (*Exclamations à l'extrême gauche. — Très bien ! très bien ! au centre*), elle se fera comme une mesure de pacification. Mais, si elle est faite en pleine guerre contre l'Eglise... comme une mesure suivant une rupture diplomatique, elle prend un tout autre caractère. Et alors, permettez-moi de le dire, elle doit faire reculer les plus hardis, même dans cette Chambre.

J'ai écrit, il y a six mois, que la séparation avait reculé au lieu de faire des progrès depuis qu'on applique la politique à laquelle vous avez donné votre adhésion. Je vous demande pardon de vous blesser, messieurs, mais il est bien certain que vous avez pris un singulier moyen de persuader aux catholiques de ce pays que vous êtes décidés à respecter leur liberté. (*Très bien ! très bien ! au centre et à droite*).

Vous le dites, comme vous avez dit en 1886 que vous respecteriez la liberté des congrégations enseignantes. Qu'en avez-vous fait ! et quelles questions peuvent s'adresser les catholiques quand vous venez aujourd'hui leur parler de liberté, de justice ou de raison ? Et quel est l'état de ce pays ? Ah ! nous n'avons pas la guerre civile... nous n'avons pas les horreurs de l'insurrection, mais il y a un trouble profond dans les esprits. Il faudrait ne pas avoir une parcelle quelconque de l'esprit d'un homme d'Etat pour croire que le moment est venu de tenter l'entreprise la plus redoutable dans un pays qui, comme la France, est attaché à ses traditions, à toutes les chaînes du passé. La séparation ! on vient en effet de lancer le mot ; il aura peut-être la même fortune que la formule d'impôt sur le revenu à laquelle tout le monde donne son adhésion, mais que chacun entend dans un sens différent. Et quand hier je voyais de ce côté de la Chambre (*l'extrême gauche*) des applaudissements un peu excessifs parce qu'ils cachaient, je crois, une arrière-pensée, accueillir les déclarations de M. Deschanel quand il disait simplement qu'il entrevoyait un autre régime que le Concordat pour ce pays, ce que nous disons, ce que moi, en tout cas, je dis très haut, vous l'applaudissiez, mais étiez-vous d'accord avec lui ? Et quand demain il faudra confronter les divers systèmes de séparation, celui que M. Deschanel soutiendra et le vôtre qui ne s'inspire peut-être pas, quoi que vous en disiez, des mêmes idées et des mêmes tendances, ce sera la cacophonie et l'impuissance !

Il y a une foule de questions à vider, à trancher. Je ne veux pas les examiner maintenant, je le ferai, je l'ai dit à la tribune, avec M. Briand à qui je rends cet hommage qu'il a étudié cette question avec l'attention la plus scrupuleuse et fait un effort pour rendre ce projet digne de l'examen de tous les partis de cette Chambre. Je l'examinerai ; je ne prétends pas que je serai d'accord avec lui ; il y a à examiner beaucoup de questions que je ne peux même pas indiquer en ce moment.

Mais quand même nous serions d'accord sur le papier, quand nous aurons tracé le plan de l'Eglise et de l'Etat tel que notre idéal le conçoit pour l'avenir, quand vous aurez fait le plan de cette cité future où l'Etat et

l'Eglise seront complètement séparés, vous n'auriez pas résolu la plus grande difficulté, qui est de faire passer par une transition bien ménagée ce nouveau régime dans les mœurs d'un pays aussi vieux que le nôtre, de donner la liberté totale à un clergé qui a été tenu en tutelle jusqu'à ce jour et de faire comprendre à vos amis et à tous les citoyens de ce pays, habitués à réclamer contre l'ingérence du clergé dans la politique que tout est changé et que désormais il faut qu'ils s'y résignent ! Cette révolution dans les mœurs et les idées ne peut pas se faire d'un trait de plume ; elle ne peut se faire que par un régime transitoire dans lequel on donnera graduellement à l'Eglise plus de liberté en lui retirant graduellement l'appui de l'Etat. Cela ne peut se faire que par une entente avec les catholiques. (*Rires à gauche.*) Certainement. Vous ne pouvez pas faire cela d'autorité. Vous ne pouvez le faire qu'après avoir causé, négocié, et quand vous avez eu l'imprudence — permettez-moi de le dire — de vous engager à ne plus jamais négocier, ce qui est un engagement qui, dans tous les pays civilisés, passe pour un engagement rescindable, parce qu'on ne doit pas le prendre, vous avez supprimé les moyens de préparer cette évolution pacifique et nécessaire. Même à ce point de vue, fussions-nous en état, demain, de faire la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ce serait encore une faute impardonnable d'avoir, à la veille de cette séparation, demandée par vous, rompu violemment toutes relations avec le Saint-Siège. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

Voilà, messieurs, très abrégé, mais, je l'espère, d'une façon assez claire pour que tous vous puissiez le comprendre, le fond de notre pensée. Voilà pourquoi nous ne pouvons pas nous associer à la politique qui vient de vous être exposée. Vous êtes sur le chemin d'une aventure ; vous en avez tous ou presque tous le sentiment. Les uns veulent presser le pas, croyant ainsi entraîner les indécis.

M. le Président du Conseil vous dit qu'il ne capitulera pas sur cette question. Il veut vous engager. C'est à vous, messieurs, de réfléchir, de voir si vous voulez prendre un engagement dont nous ne pouvons à cette heure mesurer l'étendue ni la portée. C'est à vous de prendre votre responsabilité comme nous prenons la nôtre.

Je déclare très haut qu'à aucun prix ni mes amis ni moi nous n'engagerons notre responsabilité dans la politique qui vient de vous être exposée. (*Vifs applaudissements au centre et sur divers bancs. — L'orateur, en regagnant son banc, reçoit les félicitations de ses amis.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole !...
Je mets aux voix la clôture de la discussion.
(La clôture est prononcée).

M. LE PRÉSIDENT. — La présidence a reçu six ordres du jour motivés.

Le premier, de MM. Gustave Hubbard, Henry Maret et Charles Bos, est ainsi conçu :

« La Chambre invite le Gouvernement à prendre l'initiative de la préparation d'un projet de loi organisant le régime de la séparation des Eglises et de l'Etat et soumettant au droit commun toutes les religions comme toutes les philosophies ».

Le 2^e, de M. Boni de Castellane, est ainsi conçu :

« La Chambre, résolue à persévérer en ce qui concerne les rapports de

la République et du Saint-Siège dans la politique traditionnelle et républicaine telle qu'elle a été présentée et défendue jusqu'ici par le Ministre des Affaires étrangères, passe à l'ordre du jour »..

Le 3°, de M. Bienvenu-Martin :

« La Chambre, approuvant les déclarations du Gouvernement et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour ».

Le 4°, de M. Engerand :

« La Chambre invite le Gouvernement à consulter directement le corps électoral sur l'opportunité de la dénonciation du Concordat et passe à l'ordre du jour ».

Le 5°, de M. Gayraud :

« La Chambre, résolue à maintenir contre certains partisans de la séparation des Eglises et de l'Etat le respect des principes de la liberté de conscience, de la liberté des cultes et à sauvegarder les droits et tous les intérêts du protectorat français et catholique d'Orient et d'Extrême-Orient, blâme le Gouvernement d'avoir rompu toutes relations diplomatiques avec le Saint-Siège et passe à l'ordre du jour ».

Le 6°, de M. Baudry d'Asson :

« La majorité de la Chambre des députés ne comptant pour rien un attentat de plus contre la conscience des enfants, les droits de la famille et les devoirs de l'Etat envers ses créanciers inscrits, la Chambre passe à l'ordre du jour. »

La priorité a été demandée par les dépositaires de ces ordres du jour dans l'ordre même où je les ai lus. En conséquence, c'est sur la priorité de l'ordre du jour signé de M. Hubbard que j'aurai tout d'abord à consulter la Chambre.

Sur plusieurs bancs. Nous demandons l'avis du Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, *Ministre de l'Intérieur et des Cultes.* — Tout le monde comprendra que je pose la question de confiance sur l'ordre du jour signé par M. Bienvenu Martin.

M. PAUL DESCHANEL. — Je demande la parole pour expliquer mon vote.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Deschanel.

M. PAUL DESCHANEL. — J'ai dit que je voulais une réforme et non une aventure ; j'ai indiqué les conditions, les garanties préalables sans lesquelles, à mon sens, la séparation des Eglises et de l'Etat nous jetterait bientôt en pleine réaction.

J'ai montré comment le Gouvernement actuel ne saurait les réaliser. J'ai établi une distinction essentielle entre la question de la séparation et la question des relations diplomatiques. (*Très bien ! très bien ! au centre*). Par conséquent, je ne saurais donner ma confiance à un Gouvernement qui commence par la rupture de ces relations. (*Vifs applaudissements au centre et sur divers bancs*).

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte la Chambre sur la priorité de l'ordre du jour déposé par MM. Hubbard, Maret et Charles Bos.

J'en donne de nouveau lecture :

« La Chambre invite le Gouvernement à prendre l'initiative de la préparation d'un projet de loi organisant le régime de la séparation des Eglises

et de l'Etat et soumettant au droit commun toutes les religions, comme toutes les philosophies ».

Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Jules-Louis Breton, Lamendin, Vigne, Deville, Cadenat, Bouhey-Allex, Fournier, Ferrero, Dasque, Bagnol, Féron, Levraud, Carnaud, Zévaès, Jaurès, Raymond Leygue, de Pressensé, Cornet, etc., etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement).

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	563
Majorité absolue.....	282
Pour l'adoption.....	53
Contre.....	510

La Chambre des députés n'a pas adopté.

Nous arrivons à l'ordre du jour de M. Bienvenu Martin, accepté par le Gouvernement ; j'en donne une nouvelle lecture :

« La Chambre, approuvant les déclarations du Gouvernement et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour ».

M. MULAC. — Je demande la parole pour expliquer mon vote et celui d'un certain nombre de mes collègues, au nombre desquels, notamment, figure M. Babaud-Lacroze.

M. BABAUD-LACROZE. — Parfaitement. Nous marchons d'accord.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Mulac.

M. MULAC. — Nous voterons l'ordre du jour présenté par M. Bienvenu Martin parce que nous entendons approuver le Gouvernement — quelle que soit la forme de sa résistance — d'avoir résisté aux empiétements de la curie romaine. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*) Mais nous réservons notre vote en ce qui concerne la séparation des Eglises et de l'Etat. Non pas que nous refusions d'examiner le projet qui sera présenté, mais parce que nous entendons ne prendre d'engagement qu'en présence d'un texte précis qui dictera notre résolution. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. DUJARDIN-BEAUMETZ. — Nous voterons, nous, la séparation, et nous attendons un projet du Gouvernement. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. MULAC. — C'est ainsi que je l'entends.

M. DE LANESSAN. — Je voterai l'ordre du jour de M. Bienvenu Martin parce qu'il vise l'engagement formel du Gouvernement de déposer, soit directement, soit indirectement, par accord avec la commission, un projet de loi portant séparation des Eglises et de l'Etat (*Très bien : très bien ! à gauche et à l'extrême gauche.*)

Voix nombreuses. — Votons sur le fond !

M. LE PRÉSIDENT. — On n'insiste pas pour un vote sur la priorité ?... (*Non ! Non !*)

Je mets aux voix au fond l'ordre du jour de M. Bienvenu Martin.

Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Jules-Louis Breton, Lamendin, Deville, Féron, Ferrero, Aldy, Fournier, Dasque, de Pressensé, Cadenat, Antide Boyer, Vazeille, Jaurès, Bagnol, Zévaès, Levraud, Paschal Grousset, Cornet, etc., etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement).

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	562
Majorité absolue.....	282
Pour l'adoption.....	325
Contre.....	237

La Chambre des députés a adopté. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Du Tome 92 (N^{os} 10-11-12, 1904)

		Pages
1897		
Mai	14. <i>Brésil, Etats-Unis</i> . — Convention d'extradition.....	1330
1898		
Mai	28. <i>Brésil, Etats Unis</i> . — Protocole d'extradition.....	1335
1899		
Novembre...	6. <i>Argentine, Paraguay</i> . — Convention d'arbitrage.....	1198
1901		
Mars.....	11. (juillet 1). <i>Grande-Bretagne, Uruguay</i> . — Convention contenant l'échange des colis postaux.....	1361
1902		
Janvier.....	25. <i>Corée</i> . — Rapport sur la situation économique de la Corée. <i>Argentine, Paraguay</i> . — Protocole additionnel à la Convention d'arbitrage du 6 novembre 1899.....	1304 1200
Mai	28. <i>Argentine, Chili</i> . — Convention générale d'arbitrage, V ^o 10 juillet 1902.	
Mai	28. <i>Argentine, Chili</i> . — Convention concernant la limitation réciproque des armements navals.....	1206
Juillet.....	3. <i>Espagne, Etats-Unis</i> . — Traité d'amitié et de relations générales.....	1347
Juillet.....	10. (Mai 28). <i>Argentine, Chili</i> . — Convention générale d'arbitrage.....	1202
Novembre...	19. (décembre 2), <i>Grèce, Etats-Unis</i> . V ^o 2 décembre 1902.	
Décembre ...	2. <i>Grèce, Etats-Unis</i> . — Convention relative aux droits et immunités diplomatiques.....	1336
1903		
Janvier	12. <i>Argentine, Chili</i> . — Convention en vue d'assurer l'équivalence des escadres argentine et chilienne.....	1210
Février.....	27. <i>Guatemala, Etats-Unis</i> . — Convention d'extradition.....	1342
Avril.....	14. <i>Cuba</i> . — Décret concernant la légalisation des documents délivrés par des fonctionnaires étrangers.....	1416
Juin.....	20. <i>Commission permanente des sucres</i> . — Correspondance diplomatique y afférente. — M. de Favereau à Sir B. Boothby.	1277
—	27. <i>Commission permanente des sucres</i> . — Correspondance diplomatique y afférente. — M. de Favereau à Sir B. Boothby.....	1277
Juillet.....	4. <i>Commission permanente des sucres</i> . — Correspondance diplomatique y afférente. — Baron de Favereau à Sir C. Phipps.....	1280
—	9. <i>Commission permanente des sucres</i> . — Correspondance diplomatique y afférente. — Baron de Favereau à Sir C. Phipps.	1281
—	11. <i>Union douanière Sud-Africaine</i> . — Réglementation douanière y afférente.....	1428

		Pages
Septembre-Novembre.	<i>Cour permanente d'arbitrage. — Mémoire présenté par le Gouvernement de la Grande-Bretagne à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.</i>	1397
Octobre.....	8. <i>Chine, Etats-Unis. — Convention commerciale.</i>	1228
Décembre....	11. <i>Grande-Bretagne, Congo. — M. Casement au Marquis de Lansdowne. (Rapport sur l'Etat Indépendant du Congo) (suite).</i>	1381
1904		
Janvier.....	9. <i>Hongrie, Russie. — V° 23 janvier.</i>	
—	10. <i>Hongrie, Russie. — V° 23 janvier.</i>	
—	18. <i>Autriche, Russie. — V° 2 février.</i>	
—	20. <i>Autriche, Russie. — V° 2 février.</i>	
—	23. <i>Hongrie, Russie. — Arrangement concernant l'échange des mandats-postes entre l'Empire de Russie et le Royaume de Hongrie.</i>	1216
Février.....	2. <i>Autriche, Russie. — Arrangement concernant l'échange des mandats-poste entre la Russie et l'Autriche.</i>	1212
—	12. <i>Pays-Bas. — Déclaration de neutralité.</i>	1462
Mars.....	7. <i>Grande-Bretagne. — Ordonnance en conseil décidant que « la loi sur l'extradition de 1903 de la République d'Australie » aura effet dans la République d'Australie de la même façon que si elle faisait partie de la loi d'empire.</i>	1419
—	7. <i>Grande-Bretagne. — Ordonnance en conseil décidant que le chapitre II de l'Indian Extradition Act 1903 aura effet dans l'Inde anglaise de la même façon que s'il faisait partie de la loi d'Empire.</i>	1425
—	7. <i>Grande-Bretagne. — Ordonnance en conseil décidant que le chapitre IV de « l'Indian Extradition Act 1903 » sera reconnu et aura effet dans toute l'étendue des domaines de Sa Majesté et sur la haute mer, de la même façon que s'il faisait partie du Fugitive Offenders Act 1881.</i>	1426
—	12. <i>Russie. — Protection en temps de guerre des ports de Russie. — Avis du comité des ministres.</i>	1468
—	23. <i>Russie. — Règlements temporaires sur la protection en temps de guerre de certains ports de Russie, tant que la loi martiale n'y aura pas été proclamée.</i>	1470
Avril.....	15. <i>France, Italie. — Convention en vue d'assurer des garanties à la personne du travailleur et arrangement concernant les remboursements et les transferts de fonds déposés à la Caisse d'épargne postale des deux pays.</i>	1269, 1272
—	21. <i>Italie. — V° 16 juin 1904.</i>	
—	25. <i>France, Guatemala. — Compromis d'arbitrage pour le règlement de la réclamation Bezault et de la contre-réclamation du gouvernement du Guatemala.</i>	1264
Mai.....	13. <i>Chine, Grande-Bretagne. — Convention concernant l'emploi de la main-d'œuvre chinoise dans les colonies et protectorats britanniques.</i>	1221
—	13/22. <i>Russie. — Instructions pour l'entretien à l'intérieur de l'Empire des prisonniers militaires de la guerre entre la Russie et le Japon.</i>	1473
—	26. <i>Russie. — Avis du comité des ministres étendant l'application des règlements du 25 mars 1904 au port de Viborg.</i>	1472
—	27. <i>France. — Débats parlementaires. Relations de la France avec le Saint Siège.</i>	1489
Juin.....	6. <i>Brésil, Grande-Bretagne. — Sentence arbitrale relative à la frontière entre la Guyane britannique et le Brésil.</i>	1283
—	6. <i>Russie. — Règlement sur la marine marchande.</i>	1487
—	11. <i>Panama (République de). — Loi sur l'immigration en général.</i>	1297
—	12/25. <i>Etats-Unis, Russie. — V° 25 juin.</i>	
—	15. <i>Costa-Rica. — Décret prohibant l'entrée au Costa-Rica des Arabes, Turcs, Syriens, Arméniens et Bohémiens de toute nationalité.</i>	1289
—	16. <i>Italie. — Adhésion des colonies italiennes de l'Erythrée et du Bénadir à l'Union postale universelle (convention principale).</i>	1274

		Pages
Juin.....	19. <i>Russie.</i> — V° 6 juin.	
—	21. <i>Congo (Etat Indépendant du).</i> — Décret concernant la nationalité des indigènes congolais.....	1288
—	24. <i>Panama.</i> — Ouverture au commerce de la zone du Canal de Panama.....	1462
—	25. <i>Etats-Unis, Russie.</i> — Arrangement relatif à la situation réciproque des sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales.....	1263
—	28. <i>Russie.</i> — V° 11 juillet.	
—	28. <i>Russie.</i> — Circulaire de l'Etat-major général de la marine.	1298
Juillet.....	7. <i>Russie.</i> — V° 20 juillet.	
—	8. <i>Grande-Bretagne.</i> — Adhésion de la colonie britannique de Barbados (la Barbade) à l'arrangement de Washington, du 14 juin 1897, concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.....	1275
—	11. (Juin 28). <i>Russie.</i> — Dispositions arrêtées d'un commun accord par les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Guerre, et le président de la Commission exécutive de l'Administration centrale de la Société russe de la Croix-Rouge, concernant la correspondance postale des prisonniers de guerre russo-japonais.....	1298
—	12. <i>Allemagne, Grande-Bretagne.</i> — Convention d'arbitrage..	1195
—	20. <i>Russie.</i> — Supplément aux règlements existants pour les correspondants militaires attachés aux troupes (ou fortes-resses) russes en Extrême-Orient.....	1301
Août... ..	1. <i>Allemagne.</i> — Accession à l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers.....	1275
Août	5 et 9. <i>France.</i> — Rapport au Président de la République précédé d'une circulaire et suivi d'un décret relatif aux saluts internationaux	1417
—	10. <i>Suisse.</i> — Règlement concernant le personnel des légations.....	1301
—	11. <i>Grande-Bretagne, Suède et Norvège.</i> — Convention d'arbitrage.....	1325
—	11. <i>Grande-Bretagne, Suède et Norvège.</i> — Convention d'arbitrage.....	1325
—	23. <i>Panama.</i> — Adhésion de la République de Panama à l'Union postale universelle (convention principale et autres actes signés à Washington).....	1276
—	27. <i>Etats-Unis, Norvège.</i> — Convention relative à l'échange des colis postaux	1357
Septembre...	14. <i>Etats-Unis, Norvège.</i> — Cf. 27 août.	
—	16. <i>France.</i> — Rapport relatif aux attributions en temps de guerre des autorités relevant de la guerre et de la Marine en ce qui concerne la surveillance et la défense des côtes	1292
—	18. <i>France.</i> — Décret et règlement relatifs aux attributions en temps de guerre et de la Marine en ce qui concerne la surveillance et la défense des côtes.....	1292 et 1293
—	22. <i>Etat Indépendant du Congo.</i> — Décret concernant l'exploitation du caoutchouc dans les forêts ou terres domaniales. Mesures conservatrices.....	1411
—	28. <i>France.</i> — Décret autorisant l'échange des télégrammes privés entre les navires en mer et les stations radiotélégraphiques situées sur le littoral de la France, de l'Algérie et de la Tunisie	1289
—	30. <i>France.</i> — Décret portant promulgation du compromis d'arbitrage avec le Guatémala du 25 avril 1904. V° à cette date.	
Octobre.....	1. <i>Roumanie.</i> — V° 14 octobre.	
—	7. <i>France.</i> — Arrêté ouvrant la station radiotélégraphique d'Ouessant à l'échange avec les navires en mer, des correspondances privées originaires ou à destination de la France, la Corse, l'Algérie et la Tunisie, la principauté de Monaco et les vallées d'Andorre.....	1291
—	14 (1). <i>Roumanie.</i> — Règlement concernant les voyageurs de commerce et l'usage des échantillons et modèles.....	1464

		Pages
Octobre....	14. <i>Belgique, Norvège</i> . — Dénonciation du traité avec la Norvège	1330
—	22. <i>France</i> . — Débats parlementaires: — Rapport de la France avec le Saint-Siège.....	1332
—	25. <i>Congo</i> (Etat Indépendant du). — Arrêté d'exécution relatif au décret concernant l'exploitation du caoutchouc dans les forêts ou terres domaniales au Congo.....	1413
Novembre...	12. <i>Grande-Bretagne, Russie</i> . — V° 25 novembre.	
—	16. <i>Grande-Bretagne, Suisse</i> . — Convention d'arbitrage.....	1327
—	16. <i>Grande-Bretagne, Portugal</i> . — Convention d'arbitrage.....	1328
—	25. <i>Grande-Bretagne, Russie</i> . — Accord pour confier à une Commission internationale d'enquête le soin d'éclairer les questions de fait se rapportant à l'incident qui s'est produit dans la nuit du 8/9 (21-22 octobre) 1904 dans la mer du Nord.....	1323

LES TABLES ANALYTIQUES DES MATIÈRES DE L'ANNÉE 1904 SERONT DISTRIBUTÉES AUX ABONNÉS, SOUS FORME DE FASCICULE SÉPARÉ, DANS LE COURANT DE L'ANNÉE 1905.

Le Gérant : Alfred LEQUEUX.

Châteauroux. — Imprimerie LANGLOIS

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1904

TABLES

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DROIT INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

FONDÉ EN 1861

Publié par **M. Georges FARDIS**

TABLE ANALYTIQUE

des **Matières** contenues dans les quatre volumes

DE L'ANNÉE 1904



PARIS

6, Cité Vaneau, 6

50 *

—
1905

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

TABLE ANALYTIQUE

Des Matières contenues dans les quatre Volumes DE L'ANNÉE 1904

A

- Acre** (Territoire d'). — Traité entre la Bolivie et le Brésil. (Chronique), t. 89, p. 230.
- Afrique centrale.** — V^o France, Grande-Bretagne; convention du 8 avril 1904.
- Afrique du Sud** — *Introduction de la main-d'œuvre asiatique.* Chronique, t. 89, p. 220. — Convention entre la Chine et la Grande-Bretagne concernant l'emploi de la main-d'œuvre chinoise dans les Colonies et Protectorats britanniques (13 mai 1904). Texte original. t. 90, p. 660. Traduction, t. 92, p. 122.
- Cf. *Union douanière Sud-Africaine.*
- Afrique occidentale allemande.** — Soulèvement des Herreros, t. 89, p. 218.
- *Ibidem.* — Exposé des motifs accompagnant la demande de crédits supplémentaires pour l'Afrique occidentale.
- Afrique occidentale française.** — V^o France, Grande-Bretagne. Convention du 8 avril 1904.
- Alaska** (Territoire de l'). — Tribunal arbitral constitué en vertu de la Convention de Washington du 24 janvier 1903, au sujet du règlement des frontières de l'Alaska. Prononcé de la sentence (20 octobre 1903), t. 91, p. 903.
- Allemagne.** — I. CONVENTIONS. — (*Autriche-Hongrie.*) — *Belgique.* — *Espagne.* — *France.* — (*Italie.*) — *Luxembourg.* — *Pays-Bas.* — (*Portugal.*) — *Roumanie.* — *Suède.* — (*Suisse.*) — Convention de La Haye sur le Droit international privé (12 juin 1902).
- I. — Convention pour régler la tutelle de mineurs, t. 91, p. 933.
- II. — Convention pour régler les conflits en matière de mariage, t. 91, p. 937.
- III. — Convention pour régler les conflits de lois et de juridiction en matière de divorce et de séparation de corps, t. 91, p. 942.
- *Belgique.* — Prorogation de la Convention télégraphique du 15 septembre 1890 (28 avril 1904), t. 91, p. 818.
- *Equateur.* — Réciprocité de traitement en matière de marques (27 mars 1903), t. 90, p. 451.
- *France.* — Notes échangées les 2 juin et 13 juillet 1903, au sujet de la Convention intervenue le 19 avril 1883 entre la France et l'Allemagne, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, t. 89, p. 129.
- *Grande-Bretagne.* — Convention d'arbitrage (12 juillet 1904), t. 92, p. 1195.
- *Russie.* — Arrangement concernant l'échange des mandats-poste. 10 octobre, 11/24 décembre 1903. t. 90, p. 529.
- *Accession* à l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers (1^{er} août 1904), t. 92, p. 1275.
- *Accession* à l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers (4 août 1904), t. 92, p. 1275.
- LOIS ET DOCUMENTS DIVERS. — *Commerce* extérieur de l'Allemagne en 1903, t. 89, n^o 3, p. 332.
- *Commerce* allemand dans les ports français, t. 89, p. 331.
- *Commerce* (*Relations commerciales avec la Grande-Bretagne.* (loi du 23 décembre et note du 30 décembre 1903), t. 89, p. 218.
- Cf. aussi Canada.
- *Guerre russo-japonaise. Neutralité.* — Notification de neutralité (février 1904), t. 90, p. 624.
- *Police et révolutionnaires russes en Alle-*

- magne.* — Interpellations sur les agissements de police russe en territoire allemand (21 janvier 1904), t. 89, p. 218. — Discussion des mesures prises contre les révolutionnaires russes (9 février 1904, t. 89, p. 333.
- Rente d'invalidité.* — Interruption par suite du transfert du domicile du titulaire en Suisse, t. 89, n° 3, p. 324.
- **RENOIS.** — Consultez ces mots : *Afrique Occidentale Allemande.* — Arbitrage international. Cour permanente d'arbitrage. *Affaires de Venezuela.* — Commandement. — *Etat civil.* — Mandats-poste (Russie. Avis du 2/20 mars 1904). — *Prusse.* — Cf. *Télégraphe* (Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903).
- Arbitrage international.** — **CONVENTIONS.** — *Allemagne, Grande-Bretagne.* — Convention du 12 juillet 1904, t. 92, p. 1195. — *Argentine, Chili.* — Convention générale (28 mai, 10 juillet 1902), t. 92, p. 1202. — *Argentine, Paraguay.* — Convention et protocole additionnel (6 novembre 1899, 25 janvier 1902, t. 92, p. 1198. — *Espagne, France* (26 février 1904), t. 90, p. 541. — *Espagne, Grande-Bretagne* (27 février 1904), t. 90, p. 657. — *France, Grande-Bretagne* (14 octobre 1903), t. 89, p. 276. — *France, Guatemala.* — Compromis d'arbitrage pour le règlement de la réclamation Bezault et de la contre-réclamation du gouvernement de Guatemala (25 avril 1904), t. 92, p. 1274. — *France, Italie.* — Convention d'arbitrage (25 décembre 1903), t. 90, p. 405. — *Grande-Bretagne, Italie* (1^{er} février 1904), t. 89, p. 278. — *Grande-Bretagne, Portugal* (16 novemb. 1904), t. 92, p. 1328. — *Grande-Bretagne, Russie.* — Déclaration du 12/25 novembre 1904, t. 92, p. 1323. — *Grande-Bretagne, Suède et Norvège* (11 août 1904), t. 92, p. 1325. — *Grande-Bretagne, Suisse* (16 novembre 1904), t. 92, p. 1327.
- **SENTENCES ARBITRALES.** — *Cours permanente d'arbitrage.* (*Affaires de Venezuela.*) — Tribunal arbitral constitué en vertu des Protocoles du 7 mai 1903, et d'autres protocoles. Actes et protocoles. Séance du 22 février 1904 (Prot. XIV). Prononcé de la sentence, t. 89, p. 191. — Cf. Mémoire présenté par le Gouvernement de la Grande-Bretagne à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1903), t. 92, p. 1397. — *Brésil, Grande-Bretagne.* — Sentence arbitrale relative à la frontière entre la Guyane britannique et le Brésil (6 juin 1954), t. 92, p. 1283. — *Etats-Unis, Grande-Bretagne.* — Tribunal arbitral constitué en vertu de la Convention de Washington du 24 janvier 1903 au sujet du règlement des frontières, de l'Alaska. — Sentence (20 octobre 1903) t. 91, p. 903.
- DOCUMENTS DIVERS.** — *Loi française relative à l'extension des privilèges et immunités diplomatiques aux membres du Tribunal d'arbitrage* (12 décembre 1903), t. 89, p. 77. — Cf. *Venezuela* (Aff. de).
- Australie.** — Ordonnance en Conseil décidant que « la loi sur l'extradition de 1903, de la République d'Australie », aura effet dans la République d'Australie de la même façon que si elle faisait partie de la loi d'empire (7 mars 1904), t. 92, p. 1419. — Cf. *Télégraphe.* (Conférence internationale à Londres. Règlement).
- Autriche-Hongrie.** — **CONVENTIONS.** — *Italie.* — Déclaration du 31 décembre 1903, prorogeant le Traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891, t. 91, p. 806. — *Italie et Mexique.* — Ordonnance royale autorisant le Gouvernement à régler par voie de décrets les relations commerciales avec l'Italie et le Mexique (9 janvier 1904), (chronique), t. 89, p. 221. — *Roumanie.* — Conventions concernant l'extradition réciproque des malfaiteurs, suivie d'un Protocole final (27/14 juin 1901) t. 91, p. 806. — *Autriche-Russie.* — Arrangement concernant l'échange des mandats-poste (20 janvier/2 février, 18 janvier 1904), t. 92, p. 1212. — Cf. Mandats-poste. (Russie. Avis du 7/20 mars 1904.)
- LOIS ET DOCUMENTS DIVERS.** — *Neutralité.* — Déclaration de neutralité du 4/17 février 1904, t. 90, n° 5, p. 624, et note 2., — *Commerce extérieur en 1903*, t. 89 p. 335. — La politique extérieure de l'Autriche-Hongrie. (Déclaration du comte Goluchowski à la Délégation autrichienne), t. 89, p. 222. — Discussions sur la politique extérieure devant la Délégation hongroise. (La situation en Macédoine. — Les Congrégations françaises en Orient. — Relations avec l'Italie. — Entente austro-russe) (février 1904), t. 89, p. 335.
- RENOIS.** — Cf. aussi aux mots : — *Enfant naturel.* — *France.* Réception de l'Ambassadeur d'Autriche par le Président de la République Française (31 décembre 1903), t. 89, p. 96. — *Hongrie.* — *Télégraphe.* (Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.)
- Argentine.** — **CONVENTIONS.** — *Chili.* — Convention générale d'arbitrage (28 mai, 10 juillet 1902), t. 92, p. 1202. — Convention concernant la limitation réciproque

- des armements navals (28 mai 1902), t. 92, p. 1206. — Convention en vue d'assurer l'équivalence des escadres argentine et chilienne (12 janvier 1903, t. 92, p. 1210).
- *Paraguay*. — Convention d'arbitrage et Protocole additionnel (6 novembre 1899, 25 janvier 1902), t. 92, p. 1193.
- DOCUMENTS DIVERS. — Mouvement d'immigration en 1903 (chronique), t. 89, n° 2, p. 229.
- Suppression des droits additionnels d'importation, t. 89, n° 2, p. 228.
- Cf. Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.

- Armes.** — *Congo (Etat indépendant du)*. — Port et importation d'armes au Congo, t. 90, p. 769, 770, 771, 772.
- *France*. Décret français levant la prohibition d'exportation des armes et munitions de guerre à *Cuba*, aux *Philippines* et à *Mindanao* (22 mars 1904), t. 90, p. 452,

B

- Bade (Grand-Duché de).** — *Suisse*. — Déclaration concernant la correspondance directe entre les officiers de l'état civil (10/18 mars 1904), t. 90, p. 403. — Circulaire du Conseil fédéral suisse du 18 mars 1904, t. 90, p. 404.

- Balises.** — V. Navigation.

- Barbades.** — V. Grande-Bretagne. Adhésion pour la colonie de la Barbade.

- Basutoland.** — Admission dans l'Union douanière sud-africaine, t. 92, p. 1448.

- Bechuanaland.** — Admission dans l'Union douanière sud-africaine, t. 92, p. 1448.

- Belgique.** — CONVENTIONS :

- *Allemagne*. — Prorogation de la Convention télégraphique du 15 septembre 1890, (28 avril 1904), t. 91, p. 818.
- *Allemagne, (Autriche-Hongrie, Espagne), France, (Italie), Luxembourg, Pays-Bas, (Portugal), Roumanie, Suède, (Suisse)*. — Conventions de La Haye sur le Droit international privé (12 juin 1902) :
- I. — Convention pour régler les tutelles des mineurs, t. 91, p. 933.
- II. — Convention pour régler les conflits en matière de mariage, t. 91, p. 937.
- III. — Convention pour régler les conflits de lois et de juridiction en matière de divorce et de séparation de corps, t. 91, p. 942.
- *Bulgarie*. — Dénonciation de la convention commerciale de 1897 (29 février, 13 mars 1904), t. 90, p. 534.
- *Canada*. — Acte additionnel à l'arran-

gement entre la Belgique et le Canada pour l'échange de mandats signés à Ottawa le 1^{er} septembre 1883 (16 mars 1904), t. 90, p. 405.

- *Chili*. — Convention d'extradition (29 mai 1899), t. 89, p. 257.

- *France*. — Déclaration prorogeant la convention télégraphique conclue le 27 février 1891 (2 mars 1904), t. 91, p. 816.

- *Grèce*. — Traité d'extradition (26 juin, 9 juillet 1901), t. 89, p. 267.

- *Grèce*. — Relations commerciales (12 février 1904), t. 89, p. 313.

- *Pays-Bas, Luxembourg*. — Prorogation de la convention télégraphique au sujet des correspondances télégraphiques échangées par la voie belge (21 mars 1904), t. 91, p. 817.

- *France, Pays-Bas*. — Déclaration prorogeant la convention télégraphique du 27 décembre 1890 (26 mars 1904), t. 91, p. 816.

- *Norvège*. — Dénonciation du traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895 (14 octobre 1904), t. 92, p. 1330.

- *Russie*. — Arrangement concernant l'échange des mandats-poste (12-13 mars 1904), t. 90, p. 535.

- *Russie*. — Cf. Mandats-poste (Avis du 25 avril 1904), t. 91, p. 915.

- LOIS ET DOCUMENTS DIVERS. — Loi sur les lettres de mer (20 septembre 1903), t. 89, p. 59.

- Arrêté royal réglant l'exécution de la loi qui précède (29 octobre 1903), t. 89, p. 63.

- Arrêtés ministériels pris en exécution de la loi et de l'arrêté royal qui précèdent (10 novembre 1903), t. 89, p. 68.

- Arrêté relatif aux consulats de carrière (25 janvier 1904), t. 89, p. 314.

- Règles qui découlent de la neutralité (guerre russo-japonaise), 12 février 1904, t. 89, p. 313.

- Admission de la correspondance privée dans le service de la télégraphie sans fil entre le poste côtier de Nieuport et les paquebots belges de la ligne Ostende-Douvres (19 septembre 1902, 3 mars 1904), t. 89, p. 313.

- Exposition universelle et internationale de Liège de 1905. — Exécution de l'article 11 de la Convention conclue à Paris le 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle (Arrêté du 14 mars, 9 et 10 avril 1905), t. 90, p. 583.

- Comparaison du commerce spécial de l'année 1903 avec celui de l'année 1902 en ce qui concerne les principales marchandises, t. 89, p. 98.

- Cf. Télégraphe (Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903).

- Bénadir.** — V. Italie.

- Blessés.** — Cf. Guerre (Secours volontaires aux malades et blessés en temps de guerre). — Cf. Croix-Rouge.

Blocus. — Japon : la réglementation en matière de prises maritimes, t. 91, p. 927.

Bolivie. — *Brésil.* — Traité concernant le territoire d'Acre. Approbation par les Chambres, 24 décembre 1903, 26 janvier 1904, t. 89, p. 230.

Boîtes avec valeur déclarée. — V. Postes.

Bosnie-Herzégovine. — Cf. Télégraphe, Règlement de la conférence de Londres du 10 juillet 1903.

Brésil. — CONVENTIONS :

— *Bolivie.* — Traité concernant le territoire d'Acre. — Approbation par les Chambres boliviennes, 24 décembre 1903, 26 janvier 1904. — Chronique, t. 89, p. 231.

— *Etats-Unis.* — Convention et protocole d'extradition (14 mai 1897, 28 mai 1898), t. 92, p. 1330.

— *France.* — Rétablissement du *modus vivendi* (janvier 1904), t. 89, p. 230.

SENTENCE ARBITRALE. — *Grande-Bretagne.* — Sentence arbitrale relative à la frontière entre la Guyane britannique et le Brésil (6 janvier 1904), t. 92, p. 1283.

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS. — Loi relative aux factures consulaires (21 novembre 1903) t. 89, p. 70.

— Droits de douane sur les céréales (31 décembre 1903), t. 89, p. 230.

— Cf. Télégraphe. Règlement de la conférence de Londres du 10 juillet 1903.

Bulgarie. — Dénonciation des conventions commerciales (29 février/13 mars 1904), t. 90, p. 534 et note 2.

— *Turquie.* — Arrangement du 26 mars/8 avril 1904 et protocole y annexé, t. 90, p. 539.

— Cf. Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.

C

Caisse d'épargne. — *France, Italie.* — Arrangement concernant les remboursements et les transferts de fonds déposés à la Caisse d'épargne postale des deux pays (15 avril 1904), t. 92, p. 1272.

Canada. — *Allemagne.* — Relations commerciales. — Chronique (31 janvier 1904), t. 89, p. 221.

— *Belgique.* — Acte additionnel à l'arrangement entre la Belgique et le Canada pour l'échange de mandats-poste, signé à

Ottawa le 1^{er} septembre 1883 (16 mars 1904), t. 90, 104, p. 405.

Canal interocéanique. — Ouverture au commerce de la zone du canal de Panama (24 juin 1904), t. 92, p. 1462.

Cap de Bonne-Espérance. — Cf. Union douanière sud-africaine.

Caution judicatum solvi. — *Suisse*, t. 89, p. 323.

Chemins de fer. — *Chine.* — Situation des concessions de chemins de fer en Chine, t. 89, p. 124.

— Guerre russo-japonaise. Chemin de fer de l'Est chinois. Etat de siège, t. 90, p. 612.

— Guerre russo-japonaise. — Protection des chemins de fer. — Oukase du 7/20 février 1904, t. 90, p. 622.

— V. Simplon.

Chemulpo. — V. *Tchemulpo.*

Chili. — *Argentine.* — Convention générale d'arbitrage (28 mai, 14 juillet 1902), t. 92, p. 1202.

— Convention concernant la limitation réciproque des armements navals, (28 mai 1902), t. 92, p. 1206.

— Convention en vue d'assurer l'équivalence des escadres argentine et chilienne (12 janvier 1903), t. 92, p. 1210.

Belgique — Convention d'extradition (29 mai 1899), t. 89, p. 257.

— Loi sur le droit des phares et de balises (25 janvier 1904), t. 90, p. 451.

Chine. — CONVENTIONS. — *Adhésion* à la convention de Genève du 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne (Croix-Rouge) (29 juin 1904), t. 91, p. 946.

— *Etats-Unis.* — Convention commerciale (8 octobre 1904), t. 92, p. 1228.

— *Grande-Bretagne.* — Traité concernant les relations commerciales, etc., du 5 septembre 1902 (t. 89, p. 12).

— *Grande-Bretagne.* — Convention concernant l'emploi de la main-d'œuvre chinoise dans les colonies et protectorats britanniques (13 mai 1904), texte original, t. 90, p. 660. Traduction, t. 92, p. 122.

— Cf. *Grande-Bretagne, Japon* — Convention du 30 janvier 1902 concernant la Chine et la Corée, t. 89 p. 5.

— *Japon.* — Traité supplémentaire de commerce et de navigation entre le Japon et la Chine (8 octobre 1903), t. 89, p. 142.

— LOIS ET DOCUMENTS DIVERS. — *Juridiction consulaire à Shanghai.* — Règles provisoires concernant la compétence des cours

- mixtes des quartiers internationaux (1903), t. 89, n° 3, p. 315.
- Déclaration de neutralité (12 février 1904), t. 89, p. 315
 - Décret impérial du 13 février 1904 concernant la Mandchourie et la neutralité chinoise, t. 91, p. 922.
 - Cf. Note de la légation du Japon à Paris au sujet de l'attitude de la Chine pendant la guerre russo-japonaise (14 février 1904), t. 89, p. 367.
 - Cf. Communiqué de la légation japonaise à Londres contenant la note de la Chine en date du 13 février et la réponse du Japon (19 février 1904), t. 89, p. 368.
 - Ouverture du port de Kong-Moun (7 mars 1904), t. 90, p. 589
 - Le développement de la production industrielle en Extrême-Orient et ses conséquences au point de vue des intérêts européens, t. 90, p. 465.
 - Situation des concessions de chemins de fer en Chine, t. 89, p. 424.
 - *Chine et Corée*. — Etat actuel des concessions de mines, t. 89, p. 339
 - Voir aussi aux mots : Mandchourie et Niou-Tchouang.
 - Wei-hai-Wei.

Chypre. — Cf. *France*. — Décret autorisant l'échange des lettres de valeur déclarée avec l'île de Chypre (10 mars 1904), t. 90, p. 456.

- Colis-postaux.** — *Danemark, Grande-Bretagne*. — Convention du 22 août/14 septembre 1903, t. 90, p. 666.
- *Etats-Unis, Norvège*. — Convention relative à l'échange des colis postaux (27 août/14 septembre 1904), t. 92, p. 1357.
 - *France, Colonies anglaises* (Orange et Transvaal). — Décret relatif aux colis postaux à destination de l'Orange et du Transvaal par la voie de l'Inde britannique (18 mars 1904), t. 90, p. 454.
 - *France, Pays-Bas (Indes néerlandaises)*. — Décret français du 22 avril 1904, t. 90, p. 593.
 - *Grande-Bretagne, Uruguay*. — Convention concernant l'échange des colis postaux (11 mars/1^{er} juillet 1901), t. 92, p. 1361.

Colombie. — CONVENTIONS. — *France*. — Convention pour la protection de la propriété industrielle (4 septembre 1901), t. 91, p. 946.

- DOCUMENTS DIVERS. — Loi de régularisation monétaire et d'amortissement du papier-monnaie (loi du 26 octobre 1903), t. 89, p. 231.
- Nouveau tarif des douanes (31 octobre 1903, t. 89, p. 232.

Colonies anglaises. — Cf. Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres

du 10 juillet 1903. — Voir aussi aux noms des différentes colonies anglaises.

Colonies françaises. — V. aux noms des différentes colonies françaises.

Colonies portugaises. — Cf. Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.

Commandement par la poste. — Créancier domicilié en Suisse. Débiteur en Allemagne. Absence de convention entre Allemagne et Suisse. Nullité du commandement, t. 89, p. 324.

Commerce. — *Allemagne*. — Commerce extérieur en 1903, t. 89, p. 332 (n° 3).

- *Allemagne, France*. — Commerce allemand dans les ports français.
- *Allemagne, Grande-Bretagne*. — Relations commerciales (loi du 23 décembre et note du 39 décembre 1903), t. 89, p. 218. — Cf. aussi Canada.
- *Autriche-Hongrie*. — Commerce extérieur en 1903, t. 89, p. 335.
- *Autriche-Hongrie, Italie*. — Déclaration du 31 décembre 1903 prorogeant le traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891, t. 91, p. 806.
- *Autriche-Hongrie, Italie et Mexique*. — Relations commerciales (9 janvier 1904), t. 89, p. 221.
- *Argentine*. — Suppression des droits additionnels d'importation (chronique), t. 89, p. 228.
- *Belgique*. — Comparaison du commerce spécial de l'année 1903 avec celui de l'année 1902 en ce qui concerne les principales marchandises, t. 89, p. 98.
- *Belgique, Grèce*. — Relations commerciales (12 février 1904), t. 89, p. 313.
- *Belgique, Norvège*. — Dénonciation du traité de commerce du 11 juin 1895 (14 octobre 1904), t. 92, p. 1330.
- Cf. *Belgique*, Exposition de Liège.
- *Brésil*. — Droits de douane sur les céréales (31 décembre 1903), t. 89, p. 230.
- *Brésil, France*. — Rétablissement du *modus vivendi* avec la France (janvier 1904) (chronique), t. 89, p. 230.
- *Bulgarie et autres puissances*. — Conventions commerciales. Dénonciation du 29 février/13 mars 1904, t. 90, p. 534 et note 2 *ibidem*.
- *Chine, Etats-Unis*. — Convention du 8 octobre 1903, t. 92, p. 1228.
- *Chine, Grande-Bretagne*. — Traité du 5 septembre 1902, t. 89, p. 12.
- *Chine, Japon*. — Traité supplémentaire de commerce et de navigation (8 octobre 1903), t. 89, p. 142.
- *Cuba, Etats-Unis*. — Traité de réciprocité commerciale (11 décembre 1902) (Chronique), t. 89, p. 233.
- *Espagne, Etats-Unis*. — Traité d'amitié

- et de relations générales (3 juillet 1902) (texte original), t. 92, p. 1347.
- *Espagne, Norvège.* — Convention additionnelle modifiant la convention de commerce entre la Norvège et l'Espagne du 27 juin 1892 (25 août 1903 et 15 février 1904), t. 90, p. 407.
 - *France, Nicaragua.* — (27 janvier 1902), t. 89, p. 130.
 - *France, Pays-Bas.* — Convention commerciale relative aux colonies néerlandaises (13 août 1902), t. 90, p. 406.
 - *Italie.* — Commerce extérieur de l'Italie en 1902; Exportation française en Italie, t. 89, p. 99.
 - Le commerce italien en 1903 (Chronique), t. 89, p. 238.
 - *Italie, Montenegro.* — Accord commercial provisoire (21/22 décembre 1903), t. 89, p. 133.
 - *Japon.* — Commerce général du Japon en 1902, t. 89, p. 126, 239.
 - *Mexique, Nicaragua.* — Traité d'amitié et de commerce conclu le 6 novembre 1900 et ratifié le 11 juillet 1903, t. 91, p. 839.
 - *Montenegro, Italie.* — Accord portant prorogation de la convention commerciale provisoire du 22 décembre 1903 (10/11 juin 1904), t. 91, p. 819.
 - *Panama.* — Ouverture au commerce de la zone du canal de Panama (24 juin 1904), t. 92, p. 1462.
 - *Roumanie.* — Règlement concernant les voyageurs de commerce et l'usage des échantillons et modèles (1^{er}/14 octobre 1903), t. 92, p. 1464.
 - Renvois.
 - Cf. Douanes.
 - Marine marchande.
 - Sociétés commerciales.
 - Sucres.
- Compétence.** — Tribunaux suisses. Demande de divorce. Ressortissants de la Grande-Bretagne. Incompétence. t. 89 p. 330.
- Congo (Etat indépendant).** — *Documents se référant à la question du Congo.*
- Correspondance et Rapport du consul anglais à Boma, au sujet de l'administration de l'Etat indépendant du Congo (janvier-décembre 1903), t. 91, p. 16, t. 92, p. 1381.
 - Note du Gouvernement du Congo aux puissances signataires de l'Acte de Berlin (17 septembre 1903), t. 89, p. 178.
 - Note du Gouvernement du Congo en réponse au livre bleu publié par le Gouvernement britannique sur la situation des indigènes au Congo (16 février 1904), t. 89, p. 353.
 - Notes publiées par le Ministère des Affaires étrangères de l'Etat indépendant du Congo sur le rapport de M. Casement, consul de Sa Majesté britannique du 11 décembre 1903 (12 mars 1904), t. 90, p. 575-738.
 - Rapport du gouverneur général de l'Etat du Congo au secrétaire d'Etat (18 juin 1904), t. 91, p. 1142.
 - Commission d'enquête. Décret du 23 juillet 1904, t. 91, p. 1140.
 - DOCUMENTS DIVERS. — Décret concernant la nationalité des indigènes congolais (21 juin 1904), t. 92, p. 1288.
 - Décret en date du 22 septembre 1904 concernant l'exploitation du caoutchouc dans les forêts ou terres domaniales. Mesures conservatrices, t. 92, p. 1411.
 - Arrêté d'exécution du décret ci-dessus (25 octobre 1904), t. 62, p. 1413.
- Congo français.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant réorganisation du Congo français et dépendances (29 décembre 1903), t. 89, p. 202.
- Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant organisation du conseil de gouvernement et des conseils d'administration du Congo français et dépendances (29 décembre 1903), t. 89, p. 207.
 - Rapport au Président de la République, suivi de décrets fixant les droits de sortie sur les produits exportés de la région du Congo français non comprise dans le bassin conventionnel du Congo (ancien Gabon) et modifiant le tableau annexé au décret du 29 novembre 1892 appliquant le Tarif douanier métropolitain au Gabon (31 décembre 1903), t. 89, p. 79.
- Congrégations françaises à l'étranger.** — *Suisse.* — Arrêté du Conseil fédéral suisse du 2 juin 1903, t. 89, p. 103.
- Arrêté du conseil fédéral suisse sur la demande d'ordres et congrégations de France, visant le retrait de l'arrêté du Conseil fédéral du 19 août 1902 ou la prolongation des délais qui y sont fixés (5 juin 1903), t. 89, p. 103.
 - Arrêté du Conseil fédéral concernant l'établissement à Vallorbe des Frères de la croix de Jésus, de Menestruel (8 janvier 1904), t. 89, p. 118.
- Congrégations françaises en Orient.** — *Autriche-Hongrie.* — V. Discussion sur la politique extérieure devant la délégation hongroise (février 1904), t. 89, p. 335.
- *France.* — Discussion du projet de loi relatif à la suppression de l'enseignement congréganiste français (mars 1904), t. 90, p. 469.
 - Cf. aussi Saint-Siège.
- Consulats.** — V. Consul.
- Consul et consulats.** — *Belgique.* — Arrêté relatif aux consulats de carrière (25 janvier 1904), p. 314.

— *Etats-Unis, Grèce.* — Convention relative aux droits et immunités du corps consulaire (19 novembre, 2 décembre 1902, t. 92, p. 1336.

— *Philippines.* — Tenue des registres de l'Etat civil aux Philippines. Incompétence du Conseil, t. 89, p. 326.

Turquie. — (*Juridiction consulaire à Constantinople.*) — Divorce d'époux suisses. V. au mot Divorce.

Contrebande de guerre. — Définition japonaise. Cf. La réglementation en matière de prises maritimes au Japon, t. 91, p. 922.

— Définition russe. Règles des 14/27 février 1904, t. 89, p. 320 et 527.

— Cf. Instruction aux commandants de navires de guerre russes élaborée après entente commune préalable par le gérant du Ministère de la marine et le Ministère des affaires étrangères (février/mars 1904), t. 90, p. 613.

— Ordonnance impériale déclarant le coton contrebande de guerre (8/21 avril 1904), t. 90, p. 621.

Corée — Cf. Grande-Bretagne, Japon. — Convention du 30 janvier 1902, concernant la Chine et la Corée, t. 89, p. 5.

— Rapport sur la situation économique de la Corée par le vice-consul de France à Séoul (25 décembre 1903), t. 89, p. 344, t. 90, p. 638, t. 92, p. 1303.

— Etat des concessions de mines, t. 89, n° 3, p. 339.

— Télégrammes expédiés du Japon, de Fousan de Tchemulpo et de Séoul en Corée. Ordonnance japonaise du 5 février 1904, t. 91, p. 917.

— Communication adressée à l'amiral Uriu, commandant des forces japonaises, par les commandants des croiseurs anglais, français et italien stationnés dans le port de Tchemulpo (8 février 1904), t. 90, p. 469.

— Rapport du conseiller d'Etat actuel Pavlow, Ministre de Russie en Corée, et correspondance y annexée. (Bataille de Tchemulpo, départ de la légation russe) 16 février 1904, t. 90, p. 543.

— Dépêche du ministre de Russie à Séoul sur le combat de Tchemulpo (18 février 1904), t. 89, p. 373.

— *Japon.* — Protocole du 23 février 1904, t. 89, p. 369.

— Défense des intérêts russes en Corée confiée à la France. Communiqué officiel russe (avril 1904), t. 90, p. 458.

Correspondants militaires. — *Russie.* — Supplément aux règlements existants pour les correspondants militaires attachés aux troupes (ou forteresses) russes en Extrême-Orient (7/20 juillet 1904), t. 92, p. 1301.

Costa-Rica. — Décret prohibant l'entrée au Costa-Rica des Arabes, Turcs, Syriens, Arméniens et Bohémiens de toute nationalité (15 juin 1904), t. 92, p. 1289.

Côtes (surveillance et défense des).

— *France.* — Rapport, décret et règlement relatifs aux attributions, en temps de guerre, des autorités relevant de la guerre et de la marine, en ce qui concerne la surveillance et la défense des côtes (16/18 septembre 1904), t. 92, p. 1292.

— Règlement ayant pour objet de déterminer les attributions, en temps de guerre, des autorités relevant des départements de la guerre et de la marine, en ce qui concerne la surveillance et la défense des côtes (18 septembre 1904), t. 92, p. 1293.

Cour permanente d'arbitrage. —

Affaire du Venezuela. — *Tribunal arbitral.* — Mémoire présenté par le gouvernement de la Grande-Bretagne à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1903), t. 92, p. 1397.

— Sentence du 22 février 1904, t. 89, p. 191.

— Cf. Aussi Venezuela (Aff. de).

Crète. — Cf. Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.

Croix-Rouge. — *Chine.* — Adhésion à Convention de Genève du 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne (Croix-Rouge) (29 juin 1904), t. 91, p. 946.

— *Russie.* — Dons pour les besoins de la guerre. — Circulaire du Ministre de l'Intérieur aux Gouverneurs des provinces de l'Empire, aux chefs de territoire, aux préfets, etc. (février 1904) t. 90, p. 619.

— *Russie.* — Circulaire de la Commission exécutive de la direction générale de la Société Russe de la Croix-Rouge pour les Secours aux malades et blessés en Extrême-Orient, aux directions de circonscriptions et aux directions locales, ainsi qu'aux communautés des sœurs de charité (10 février 1904) t. 90, p. 617.

— *Russie.* — Circulaire de l'Etat-Major général de la Marine reconnaissant l'aménagement d'un vapeur japonais pour le service de la Croix-Rouge (28 juin 1904), t. 92, p. 1298.

— Cf. aussi guerre maritime. Adaptation des principes de la Convention de Genève (Croix-Rouge).

— Cf. aussi prisonniers de guerre (correspondance postale).

Cuba. — *Etats-Unis.* — Traité de réciprocité commerciale (11 décembre 1902) (Chronique), t. 89, p. 233.

- Décret concernant la légalisation des documents délivrés par des fonctionnaires étrangers (14 avril 1903), t. 92, p. 1416.
- Décret pris en vertu de la loi du 19 janvier 1904 portant relèvement des droits de douane (mentions) (1^{er} février 1904) t. 89, p. 353.
- Relèvement des droits de douane (19 janvier 1904), t. 89, p. 232.
- Cf. France. Décret levant la prohibition d'exportations des armes et munitions de guerre à Cuba, etc., (22 mars 1904) t. 90, p. 452.

D

- Danemark.** — *Grande-Bretagne.* — Convention concernant l'échange des colis-postaux (22 août, 14 septembre 1903) t. 90, p. 666.
- DOCUMENTS DIVERS. — *Règles de neutralité.* — (Décret du 27 avril 1904), t. 90, p. 589.
- *Sucres.* — t. 92, p. 1278.
- Cf. Télégraphe (Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903).

Décès (constatations de). — V. Etat-Civil.

- Dénouciation des Traités.** — *Belgique, Norvège.* — Traités de 1895, 11 juin. — Dénouciation du 14 octobre 1904 (t. 92, p. 1330).
- Bulgarie.* — Conventions commerciales avec diverses puissances. — (Dénouciation du 29 février, 13 mars 1904), t. 90, p. 534, et note 2.

Divorce et séparation de corps. — Convention pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps (Conventions de La Haye sur le Droit international privé) (12 juin 1902), t. 91, p. 933.

- Epoux suisses protégés du Consulat de France à Constantinople. Jugement du tribunal consulaire français à Constantinople. Refus d'enregistrer en Suisse. Protestation diplomatique. — Compétence du tribunal consulaire français. Enregistrement ordonné par le Conseil fédéral, t. 89, p. 327.
- Epoux suisses protégés du Consulat de France à Alexandrie. Jugement du tribunal consulaire français d'Alexandrie. Validité. Mariage non transcrit en Suisse. Impossibilité d'enregistrer divorce en Suisse, t. 89, p. 328.
- Epoux suisses. Domicile en Allemagne. Jugement de divorce en Allemagne. Demande d'inscription du jugement en Suisse. Refus de l'officier de l'Etat civil suisse, t. 89, p. 328.

- Second mariage en Angleterre. Demande d'inscription en suisse. Refus de l'officier d'Etat civil suisse, t. 89, p. 328.
- Recours devant le conseil fédéral. Enregistrement du jugement de divorce et du second mariage ordonnés par le Conseil fédéral, t. 89, p. 328.
- Demande de divorce en Suisse. Ressortissants de la Grande-Bretagne. Incompétence des tribunaux Suisses, t. 89, p. 330.

Douanes. — *Allemagne.* — Accession de l'Empire d'Allemagne à l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers (1^{er} août 1904), t. 92, p. 1275.

- *Argentine.* — Suppression des droits additionnels d'importation, t. 89, p. 228.
- *Belgique.* — Régime de douane applicable aux produits qui seront envoyés de l'étranger pour l'exposition de Liège (arrêtés du 9 et 10 avril 1904), t. 90, p. 584-585.

Brésil. — Droits de Douane sur les céréales (31 décembre 1903), t. 89, p. 230

Colombie. — Nouveau tarif des Douanes (31 octobre 1903). (Chronique), t. 89, p. 232

Cuba. — Relèvement des droits (19 janvier 1904), t. 89, p. 232, p. 353.

Italie. — Nouveau régime douanier des vins à l'importation (Décret royal du 31 décembre 1903), t. 89, p. 238

Indes britanniques. — Voyageurs dans l'Inde. Facilités douanières (11 février 1904), t. 90, p. 603.

Panama (République de). — Décret du 24 décembre 1903 concernant les droits d'exportation, t. 91, p. 911).

Russie. — Lettres contenant des objets en or, argent, pierres précieuses, etc. (18/31 oct. 1903) t. 89, p. 255.

Russie. — Franchises douanières. Territoire d'Amour. (1/14 mai 1904) t. 90, p. 792.

Russie. — Règlement sur les franchises, douanières, (26 mai, 8 juin 1903) t. 90, p. 790.

RENVois.

- Cf. aussi Commerce.
- Congo français.
- Union douanière sud-Africaine.

E

Egypte. — Règles de neutralité (11 et 12 février 1904), t. 90, p. 590.

— Cf. France, Grande-Bretagne. Déclaration du 8 avril 1904. — Ibidem : Projet de décret khédival annexé à la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904.

— Cf. Soudan Egyptien.

— Cf. Télégraphe. (Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.)

Emigration. — La question de l'émigration.

gration devant la chambre italienne (2 février 1904), t. 89, p. 359.

Enfant naturel suisse. — Reconnaissance à l'occasion du mariage par père hongrois. Validité de la reconnaissance au point de vue de la législation d'Autriche-Hongrie, (t. 89, p. 327).

— Reconnaissance par père suisse (mère badoise). Inscription sur le registre de l'état-civil suisse, t. 89, p. 327.

Equateur. — *Allemagne.* — Réciprocité de traitement en matière de marques (27 mars 1903), t. 90, p. 451.

Érythrée. — V. Italie.

Espagne. — CONVENTIONS. — *Allemagne, (Autriche-Hongrie) Belgique, France, (Italie) Luxembourg, Pays-Bas, (Portugal), Roumanie, Suède, (Suisse).* — Convention de La Haye sur le droit international privé, (12 juin 1902):

I. — Convention pour régler la tutelle des mineurs, t. 91, p. 933.

II. — Convention pour régler les conflits de lois et de juridiction en matière de divorce et de séparation de corps, t. 94, p. 937.

III. — Convention pour régler les conflits de lois et de juridiction en matière de divorce et de séparation de corps, t. 94, p. 942.

— *États Unis.* — Traité d'amitié et de relations générales, (3 juillet 1902) Texte original, t. 92, p. 1347.

— *France.* — Convention d'arbitrage. (26 février 1904), t. 90, p. 54.

— *Grande-Bretagne.* — Convention d'arbitrage (27 février 1904), t. 90, p. 657.

— *Norvège.* — Convention additionnelle modifiant la Convention de commerce entre la Norvège et l'Espagne du 27 juin 1892, (25 août 1903 et 15 février 1904). t. 90, p. 407.

— *Portugal.* — Arrangement concernant les pêcheries dans le Minho (20 février 1904), t. 91, p. 912.

— LOIS ET DOCUMENTS DIVERS. — *Guerre russo-japonaise* — Déclaration de neutralité (11 février 1904), t. 89, p. 317.

— *Nationalité.* — Parents français nés en Espagne. Fils né en Espagne. Mineur. Défaut d'option par les parents, au nom du mineur, pour la nationalité espagnole (art. 19, Code Civil Esp.) Nationalité française subsiste. Exemption du service militaire (ordonn. du 12 février 1904), t. 90, p. 460.

— *Sucres.* — Loi concernant l'importation et la vente de la sacharine (24 déc. 1903), t. 89, p. 233. — Cf. aussi t. 92, p. 1278.

— Cf. Télégraphe (Règlement de la conférence de Londres du 10 juillet 1903).

Etat-Civil. — *Bade, Suisse.* — Correspondance directe entre les officiers de l'état-civil. Déclaration entre le Grand-Duché de Bade et la Suisse du 10/18 mars 1904 (t. 90, p. 403). — Ibidem circulaire du Conseil fédéral suisse du 18 mars 1904.

— *Italie, Monaco.* — Déclaration concernant la communication réciproque des actes intéressant l'état-civil des ressortissants des deux pays (31 mars 1901), t. 91, p. 820.

— *Philippines* (Etat civil aux). — t. 89, p. 326.

— *Suisse.* — Constatation de décès d'une personne disparue à l'eau sur le territoire suisse et retrouvée sur le territoire allemand t. 89, p. 325.

— Suisse né à l'étranger. Documents de naissance rédigés en une langue non nationale. Certificat de naissance délivré sur copie de traduction légalisée, t. 89, p. 329.

— Cf. Enfant naturel.

— Cf. aussi au mot mariage.

Etat-Unis. — CONVENTIONS. — *Brésil.* — Convention et protocole d'extradition (14 mai 1897, 28 mai 1898), t. 92, p. 1330.

— *Chine.* — Convention commerciale (8 octobre 1903), t. 92, p. 1228.

— *Cuba.* — Traité de réciprocité commerciale (11 décembre 1902) (Chronique), t. 89, p. 233.

— *Espagne.* — Traité d'amitié et de relations générales (3 juillet 1902) texte original, t. 92, p. 1347.

— *Grèce.* — Convention relative aux droits et immunités du corps consulaire (19 novembre, 2 décembre 1902), t. 92, p. 1336.

— *Guatemala.* — Convention d'extradition (27 février 1903), t. 92, p. 1342.

— *Norvège.* — Convention relative à l'échange des colis postaux (27 août, 14 septembre 1904), t. 92, p. 1357.

— *Russie.* — Arrangement relatif à la situation réciproque des sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales (12-25 juin 1904), t. 92, p. 1263.

— DOCUMENTS DIVERS. — *Chine, Japon, Russie.* Instructions télégraphiques aux représentants des Etats-Unis à Saint-Petersbourg, Tokio et Pékin (10 février 1904), t. 89, p. 353.

— *Grande-Bretagne.* — Tribunal arbitral constitué en vertu de la Convention de Washington du 24 janvier 1903, au sujet du règlement des frontières de l'Alaska. Prononcé de la sentence (20 octobre 1903), t. 91, p. 903.

— *Panama* (Question de). — janvier 1904, t. 89, p. 235.

Voir aussi *Sucres* (t. 92, p. 1281).

Etrangers. — *Russie.* — Guerre russo-japonaise. Volontaires étrangers. Non admission, t. 90, p. 622.

— Séjour des étrangers dans les établissements et colonies français. V. *Océanie.*

- Naturalisation des étrangers. V. Nationalité.
- Cf. Congrégations françaises immigrées en Suisse.

Exportation d'armes et munitions. — V. Armes.

- Extradition.** — *Autriche-Hongrie, Roumanie.* — Convention concernant l'extradition réciproque des malfaiteurs suivie d'un protocole final (27/14 juin 1901), t. 91, p. 806.
- *Australie.* — V. ci-dessous Grande-Bretagne (Australie).
 - *Belgique, Grèce.* — Traité d'extradition (26 juin, 9 juillet 1901), t. 89, p. 267.
 - *Brésil, États-Unis.* — Convention et protocole d'extradition (14 mai 1897, 28 mai 1898), t. 92, p. 1330.
 - *États-Unis, Guatémala.* — (Convention d'extradition) 27 février 1903, t. 92, p. 1342.
 - *Grande-Bretagne (Australie).* — Ordonnance en conseil décidant que la loi sur l'extradition de 1903, de la République d'Australie, aura effet dans la République d'Australie, de la même façon que si elle faisait partie de la loi d'empire (7 mars 1904) t. 92, p. 1419.
 - *Indes-Britanniques.* — Ordonnance en conseil décidant que le chapitre II de l'Indian Extradition Act 1903, aura effet dans l'Inde anglaise de la même façon que s'il faisait partie de la loi d'empire (7 mars 1904), t. 92, p. 1425.
 - Ordonnance en conseil décidant que le chapitre IV de l'Indian Extradition Act. 1903, sera reconnu et aura effet dans toute l'étendue des domaines de Sa Majesté de la même façon que s'il faisait partie du Fugitive offenders Act 1881 (7 mars 1904), t. 92, p. 1426.

F

Factures consulaires. — *Brésil.* — Loi du 21 novembre 1903 (t. 89, p. 70).

Finlande — (*Russie*). — Naturalisation d'étrangers dans les limites du Grand-Duché de Finlande (8 avril 1904), t. 91, p. 916.

France. TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES. — *Allemagne.* — Notes échangées le 2 juin et 13 juillet 1903 au sujet de la Convention intervenue le 19 avril 1883 entre la France et l'Allemagne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, t. 89, p. 129.

- *Allemagne, (Autriche-Hongrie), Belgique, Espagne, (Italie), Luxembourg, Pays-Bas, (Portugal), Roumanie, Suède, Suisse.* Conventions de la Haye sur le Droit international privé (12 juin 1902):

I. — Convention pour régler la tutelle des mineurs, t. 91, p. 933.

II. — Convention pour régler les conflits en matière de mariage, t. 91, p. 937.

III. — Convention pour régler les conflits de lois et de juridiction en matière de divorce et de séparation de corps, t. 91, p. 942.

- *Belgique.* — Déclaration prorogeant la Convention télégraphique conclue le 27 février 1891 (2 mars 1904), t. 91, p. 816.

- *Belgique, Pays-Bas.* — Déclaration prorogeant la convention télégraphique du 27 novembre 1890 (26 mars 1904), t. 91, p. 816.

- *Brésil.* — Rétablissement du *modus vivendi* (janvier 1904) (Chronique), t. 89, n° 2, p. 230.

- *Bulgarie.* — Dénonciation de la convention de commerce du 24 mai (4 juin) 1897, (29 février, 13 mars 1904), t. 90, n° 5, p. 504, note 2.

- *Colombie.* — Convention pour la protection de la propriété industrielle (4 septembre 1901), t. 91, p. 946.

- *Espagne.* — Convention d'arbitrage (26 janvier 1904), t. 90, n° 5, p. 541.

- *Grande-Bretagne.* — *Conventions du 8 avril 1904 :*

- Déclaration concernant le Siam, Madagascar et les Nouvelles-Hébrides (8 avril 1904), t. 90, n° 4, p. 435.

- Déclaration concernant l'Égypte et le Maroc (8 avril 1904), t. 90, n° 4, p. 413.

- Convention relative à Terre-Neuve et l'Afrique occidentale et centrale (8 avril 1904), t. 90, n° 4, p. 427.

- Documents diplomatiques relatifs aux accords conclus le 8 avril 1904 au sujet du Maroc, de l'Égypte, de Terre-Neuve, etc. publiés par le Ministère des Affaires Étrangères de France (avril 1904), t. 90, n° 710.

- Notes échangées entre le marquis de Lansdowne et l'ambassadeur de France à l'occasion des conventions du 8 avril 1904 (livre blanc anglais), t. 91, p. 889.

- Cf. Dépêche du marquis de Lansdowne à l'ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris, transmettant les conventions entre la Grande-Bretagne et la France, du 8 avril 1904. Texte anglais, t. 90, n° 5, p. 556. Traduction française, t. 90, n° 6, p. 728.

- *Grande-Bretagne.* — Convention réglant le service de la correspondance téléphonique (29 juillet 1902), p. 273. — Cf. Rapport de la commission des finances du 27 décembre 1903, p. 275.

- *Grande-Bretagne.* — Convention d'arbitrage (14 octobre 1903), p. 276 (t. 89).

- *Guatémala.* — Compromis d'arbitrage pour le règlement de la réclamation Bezault et de la contre-réclamation du Guatémala (25 avril 1904). t. 92, p. 1264.

- *Italie.* — Convention en vue d'assurer

des garanties à la personne du travailleur (15 avril 1904), t. 92, p. 1269.

- Arrangement concernant les remboursements et les transferts de fonds déposés à la Caisse d'épargne postale des deux pays (15 avril 1904), t. 92, p. 1279.
- Convention d'arbitrage (25 décemb. 1903) t. 90, n° 4, p. 405.
- *Nicaragua*. — Convention commerciale (27 janvier 1902), t. 89, p. 130.
- *Pays-Bas*. — Convention commerciale relative aux colonies néerlandaises (13 août 1902), t. 90, n° 4, p. 406.
- *Siam*. — Traité du 13 février 1904, t. 89, n° 3, p. 354.

LOIS ET DÉCRETS.

- Décret relatif au séjour des étrangers dans les établissements français de l'Océanie (4 décembre 1903), t. 89, p. 77.
- Loi relative à l'extension des privilèges et immunités diplomatiques aux membres d'un tribunal d'arbitrage (12 décembre 1903), t. 89, p. 77.
- Décret relatif au service des mandats entre la France et le Japon (9 février 1904), t. 90, p. 457.
- Décret autorisant l'échange des lettres de valeur déclarée avec l'île de Chypre (10 mars 1904), t. 90, p. 456.
- Décret levant la prohibition d'exportation des armes et munitions de guerre à Cuba, aux Philippines et à Mindanao (22 mars 1904), t. 90, p. 451.
- Décret relatif aux colis postaux à destination de l'Orange et du Transvaal par la voie de l'Inde britannique (18 mars 1904), t. 90, p. 454.
- *Pays-Bas* (Indes néerlandaises). — Trafic des colis postaux. Décret français du 22 avril 1904, t. 90, n° 5, p. 593.
- Loi approuvant : 1° le règlement et les tarifs arrêtés par la Conférence télégraphique internationale de Londres le 10 juillet 1903; 2° diverses taxes internationales (29 juin 1904), t. 91, p. 1019.
- Rapport au Président de la République, précédé d'une circulaire et suivi d'un décret relatif aux saluts internationaux (5 et 9 août 1904), t. 92, p. 1417.
- Décret autorisant l'échange des télégrammes privés, entre les navires en mer et les stations radiotélégraphiques situées sur le littoral de la France, de l'Algérie et de la Tunisie (28 septembre 1904), t. 92, p. 1289.

INSTRUCTIONS, CIRCULAIRES, ETC.

- Rappel des obligations qui découlent de la neutralité (15 février 1904), t. 89, p. 202.
- Instructions sur la conduite à tenir à l'occasion de la guerre survenue entre la Russie et le Japon (15 février 1904, t. 90, p. 594.

DÉBATS PARLEMENTAIRES.

France. — Chambre des députés. — Dis-

cussion concernant le voyage en Italie du Président de la République (25 mars 1904), t. 90, p. 506.

- *France, Saint-Siège*. — Débats parlementaires du 27 mai et 22 octobre 1904, t. 92, p. 1489.
- Débats parlementaires. — Discussion du projet de loi relatif à la suppression de l'enseignement congréganiste (21 mars 1904), t. 90, p. 469.

DOCUMENTS DIVERS :

- Réception par le Président de la République du comte de Khevenhuller Metsch en qualité d'ambassadeur de l'Empereur d'Autriche (31 décembre 1903), t. 89, p. 95.
- Réceptions officielles du 1^{er} janvier. — Discours de Mgr Lorenzelli, t. 89, p. 96.
- Ouverture de la session ordinaire du Parlement pour 1904, t. 89, p. 97.
- Mouvement législatif en janvier 1904. Chronique, t. 89, p. 236.
- *Allemagne*. — Commerce allemand dans les ports français, t. 89, p. 33.
- *Grande-Bretagne*. — Ordre en conseil relatif au jaugeage des navires de commerce de France (29 janvier 1904), t. 89, p. 318.
- *Italie*. — Exportation française en Italie en 1902, t. 89, p. 99.
- *Japon (Russie, Corée)*. — Lettre du premier secrétaire de la légation du Japon au chargé d'affaires de France en Corée (10 février 1904), t. 90, p. 553.
- *Japon (Russie, Corée)*. — Lettre du ministre du Japon au chargé d'affaires de France en Corée (11 février 1904), t. 90, p. 554.
- *Russie (Japon, Corée)*. — Lettre du chargé d'affaires de France au Ministre de Russie en Corée (10 février 1904), t. 90, p. 553.
- *Russie*. — Défense des intérêts russes en Corée confiée à la France (avril 1904), t. 90, p. 458.
- *Saint-Siège*. — Question de la nomination des évêques (janvier 1904, chronique), t. 89, n° 2, p. 237.
- La note pontificale (28 avril 1904), t. 90, p. 637.
- Correspondance diplomatique (mai-juillet 1904), t. 91, p. 949.
- Débats à la Chambre. Séances du 27 mai et 26 octobre 1904, t. 92, p. 1489 et suiv. Cf. aussi Séance du 25 mars 1904, t. 90, p. 506.

RENVOIS :

- Cf. Congo français.
- Cf. Mandats-poste (Russie, avis du 7/20 mars 1904 et du 2/15 avril 1904).

Fousan. — Télégrammes expédiés du Japon. Ordonnance japonaise du 5 février 1904, t. 91, p. 917.

G

Gabon. Cf. Congo français.

Grande-Bretagne. — CONVENTIONS, DÉCLARATIONS, NOTES, etc. — *Adhésion* de la colonie britannique de Barbados (la Barbade) à l'arrangement de Washington du 15 juin 1897, concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeurs déclarée., (8 juillet 1904).

— *Allemagne.* — Convention d'arbitrage, 12 juillet 1904, t. 92, p. 1195.

— *Brésil.* — Sentence arbitrale relative à la frontière entre la Guyanne britannique et le Brésil (6 juin 1904), t. 92, p. 1283.

— *Chine.* — Traité concernant les relations commerciales, etc., du 5 septembre 1902, t. 89, p. 12.

— *Chine.* — Convention concernant l'emploi de la main-d'œuvre chinoise dans les Colonies et Protectorats britanniques (13 mai 1904) (texte original), t. 90, p. 660, (traduction française) t. 92, p. 1221.

— *Chine.* — Ouverture de Kong-Moun conformément aux stipulations du traité sino-anglais (7 mars 1904), t. 90, p. 589.

— *Danemark.* — Convention concernant l'échange des colis-postaux (22 août, 14 septembre 1903), t. 90, p. 666.

— *Espagne.* — Convention d'arbitrage (27 février 1904), t. 90, p. 657.

— *Etats-Unis.* — Tribunal arbitral constitué en vertu de la convention de Washington du 24 janvier 1903 au sujet du règlement des frontières de l'Alaska. Prononcé de la sentence (20 octobre 1903), t. 91, p. 903.

— *France.* — Convention réglant le service de la correspondance téléphonique (29 juillet 1902), t. 89, p. 273.

— *France.* — Convention d'arbitrage (14 octobre 1903), p. 276, t. 89.

— **FRANCE.** — *Convention du 8 avril 1904*

— Déclaration concernant l'Égypte et le Maroc (8 août 1904), t. 90, p. 413.

— Convention relative à Terre-Neuve et l'Afrique occidentale et centrale (8 avril 1904), t. 90, p. 427.

— Déclaration concernant le Siam, Madagascar et les Nouvelles-Hébrides (8 avril 1904), t. 90, p. 435

— Cf. Documents diplomatiques relatifs aux accords conclus le 8 avril 1904 au sujet du Maroc, de l'Égypte, de Terre-Neuve, etc., publiés par le Ministère des affaires étrangères de France (avril 1904) t. 90, p. 710.

— Notes échangées entre le Marquis de Lansdowne et l'Ambassadeur de France à l'occasion des conventions du 8 avril 1904 (livre blanc anglais), t. 91, p. 899.

— Dépêche du marquis de Lansdowne à l'Ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris, transmettant les conventions entre la Grande-Bretagne et la France, du 8 avril 1904. Texte anglais, t. 90, n° 5, p. 556. Traduction française, t. 90, n° 6, p. 726.

— *Italie.* — Convention d'arbitrage (1^{er} février 1904), t. 89, p. 278.

— *Japon.* — *Question d'Extrême-Orient*

— Convention du 30 janvier 1902 concernant la Chine et la Corée, t. 89, p. 5.

— Dépêche au Ministre de Sa Majesté britannique à Tokio, transmettant la convention précitée (30 janvier 1902).

— Proclamation de neutralité (11 février 1904). Texte anglais, t. 89, n° 2, p. 209. Traduction française, t. 90, n° 5, p. 596.

— Instructions de neutralité (10 février 1904). Texte anglais, t. 89, n° 2, p. 214. Traduction française, t. 90, n° 5, p. 601.

— *Portugal.* — Convention d'arbitrage (16 novembre 1904), t. 92, p. 1328.

— *Russie.* — Déclaration du 12/25 novembre 1904, t. 92, p. 1323.

— *Suède et Norvège.* — Convention d'arbitrage (11 août 1904), t. 92, p. 1325.

— *Suisse.* — Convention d'arbitrage (16 novembre 1904), t. 92, p. 1327.

— *Venezuela.* — Livre bleu anglais (Venezuela, n° 1. 1903), t. 89, p. 47 p. 165, p. 281, p. 437, t. 80, p. 567, t. 90, p. 699, t. 91, p. 972.

— *Venezuela.* — Mémoire présenté par le gouvernement de la Grande-Bretagne à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (1903), t. 92, p. 1397.

— Cf. Arbitrage international. Sentence arbitrale dans les affaires de Venezuela.

— *Uruguay.* — Convention concernant l'échange des colis postaux (11 mars/1 juillet 1901), t. 92, p. 1361.

— DOCUMENTS DIVERS. — Le commerce de la Grande-Bretagne en 1903, t. 89, n° 2, p. 220.

— Commerce avec l'Allemagne V. Allemagne. Cf. aussi Canada.

— Ordre en conseil relatif au jaugeage des navires de commerce de France (29 janvier 1904), t. 89, n° 3, p. 318.

— Ouverture du Parlement. — Discours du trône (2 février 1904), t. 89, n° 3, p. 358.

— Possessions anglaises d'Asie. Indes. Voyageurs dans l'Inde. Facilités douanières (11 février 1904), t. 90, n° 5, p. 603.

— Ordonnance en conseil décidant que « la loi sur l'extradition de 1903, de la République d'Australie », aura effet dans la République d'Australie, de la même façon que si elle faisait partie de la loi d'Empire (7 mars 1904), t. 92, p. 1419.

— Ordonnance en conseil décidant que le chapitre II de l'Indian Extradition Act

- 1903, aura effet dans l'Inde anglaise de la même façon que s'il faisait partie de la loi d'Empire (7 mars 1904), t. 92, p. 1425.
- Ordonnance en conseil décidant que le chapitre IV de l'Indian Extradition Act 1903, sera reconnu et aura effet dans toute l'étendue des domaines de Sa Majesté et sur la haute mer, de la même façon que s'il faisait partie du Fugitive Offenders Act 1881 (7 mars 1904), t. 92, p. 1426.
 - Renvois. — V. Afrique du Sud.
 - Arbitrage international. Cour permanente d'arbitrage. Affaires de Venezuela.
 - Congo (Etat indépendant du). Question du Congo.
 - Télégraphe. (Règlement de la conférence de Londres du 10 juillet 1903).
 - Weï-hai-Weï.

Guatemala. — *États-Unis.* — Convention d'extradition (27 février 1903), t. 92, p. 1342.

- *France.* — Compromis d'arbitrage pour le règlement de la réclamation Bezault et de la contre-réclamation du gouvernement du Guatemala (25 avril 1904), t. 92, p. 1264.

Guerre. — Secours volontaires aux malades et blessés en temps de guerre.

- Arrêté suisse du 25 juin 1903 (t. 89, p. 87).
- Ordonnance du 30 décembre 1903 (t. 89, p. 87).
- Cf. ci-dessous Guerre russo-japonaise.

Guerre maritime. — Convention de La Haye pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève. Adhésion du Pérou, 2 février 1904, t. 89, p. 230.

- Cf. aussi Guerre russo-japonaise.

Guerre russo-japonaise. — PRÉLIMINAIRES.

- *Chine, Grande-Bretagne, Russie, etc.* — Correspondance relative à l'occupation de la Mandchourie et du Niou-Tchouang par les russes (Livre bleu anglais, Chine. N° 2, 1904), t. 89, p. 307 et p. 443.
- Communication par le Baron Komura au Conseil Privé des Rapports sur les négociations russo-japonaises (20 janvier 1905) t. 89, n° 3, p. 351.
- Correspondance concernant les négociations entre le Japon et la Russie, 1903-1904. Présentée à la Diète Impériale du Japon en mars 1904. t. 91, p. 843.

FÉVRIER 1904.

- (5) *Japon.* — Ordonnance du Ministre des voies et communications n° 5 du 5 février 1904 concernant les dépêches envoyées du Japon et de Corée, t. 91, p. 917.
- (6) *Russie.* — Dépêche-circulaire du Ministère des Affaires étrangères aux repré-

sentants de la Russie à l'étranger concernant la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et le Japon (24 janvier-6 février 1904), t. 90, p. 605.

- (7) *Russie.* — Communiqué publié au Message du Gouvernement russe du 9 février 1904, relatif à la situation en Extrême-Orient, t. 90 n° 4, page 606.
- (8/9) *Combat de Tchemulpo.* — Lettre du contre-amiral Ouriou (Uriu) au capitaine Rudniew, commandant du Variague, stationné à Tchemulpo, (8 février 1904) t. 90, n° 5, p. 553.
- Communication adressée à l'amiral Uriu, commandant les forces japonaises, par les commandants des croiseurs anglais, français et italiens stationnés à Tchemulpo, (8 février 1904), t. 90, n° 4, p. 469.
- Rapport du commandant du croiseur français Pascal, au Gouvernement français relatif au combat de Tchemulpo (9 février 1904) t. 89, n° 3, p. 372.
- Dépêche du ministre de Russie à Séoul sur le combat de Tchemulpo (février 1904) t. 89, p. 373.
- Rapport du Ministre de Russie en Corée et correspondance diplomatique y annexée concernant la bataille de Tchemulpo et le départ de la légation russe de la Corée (février 1904), t. 90, p. 543.
- (9) *Japon.* — Ordonnance parue à la *Gazette officielle*, n° exceptionnel du 9 février 1904, concernant les bateaux de commerce russes se trouvant dans les ports japonais, (t. 91, p. 918).
- (9) *Russie.* — Télégramme reçu par S. M. l'Empereur du lieutenant impérial en Extrême-Orient concernant l'attaque à l'improviste par les torpilleurs japonais de l'escadre russe de Port-Arthur dans la nuit du 8 au 9 février (27 janvier, 19 février 1904), t. 90, p. 607.
- (9) *Russie.* — Manifeste impérial relatif à l'ouverture des hostilités contre le Japon, (27 janvier, 9 février 1904), t. 89, n° 3, p. 320.
- (10) *Japon.* — Rescrit Impérial relatif à la déclaration de la guerre à la Russie (10 février 1904), t. 89, p. 362.
- (10) *Japon.* — Instruction du Ministère de l'Intérieur n° 2, concernant la résidence et la protection des sujets russes au Japon (10 février 1904), t. 91, p. 916.
- (10) *Russie.* — Ordre de mobilisation. Ou-kase de S. M. l'Empereur au Sénat dirigeant (28 janvier, 10 février 1904). t. 90, n° 5, p. 608.
- (10) *Russie.* — Circulaire de la commission exécutive de la direction générale de la société russe de la Croix-Rouge pour les secours aux malades et blessés en Extrême-Orient, aux directions locales, ainsi qu'aux communautés des secours de charité (10 février 1904), t. 90, p. 617.
- *Russie.* — Dons pour les besoins de la guerre. Circulaire du Ministre de l'In-

- térieur aux gouverneurs des provinces de l'Empire, aux chefs de territoire, aux préfets et aux grands maîtres de police (février 1904, t. 90, p. 619).
- *Russie*. — Télégramme du ministre de Russie à Pékin concernant la situation de Wei-hai-Wei et les mouvements de l'escadre japonaise (février 1904), t. 90, n° 5, p. 608.
- (10) *Etats-Unis*. — Instructions télégraphiques aux représentants des Etats-Unis à Saint-Petersbourg, Tokio et Pékin, 10 février 1904, t. 89, p. 353.
- *Russie*. — Note parue au « *Messenger officiel* » et au « *Journal de Saint-Petersbourg* » exhortant la population au calme et à la patience, et reconnaissant l'absence de préparation de la Russie à la guerre avec le Japon (février 1904) t. 90, p. 608,
- (11) *Japon*. — Note de la légation du Japon à Paris retraçant l'histoire des négociations qui ont précédé la guerre (11 février 1904), t. 90, n° 5, p. 363.
- (12) *Japon*. — Circulaire du ministère de la marine sur les règles à appliquer pendant la guerre avec la Russie (12 février 1904), t. 89, p. 366.
- (13) *Chine, Mandchourie*. — Décret Impérial du 13 février 1904, concernant la neutralité chinoise et la Mandchourie. (t. 91, p. 922). Cf. aussi au mot *Neutralité* (Chine).
- (14) *Japon*. — Note de la légation du Japon à Paris au sujet de l'attitude de la Chine pendant la guerre russo-japonaise (14 février 1904), t. 89, p. 367.
- (17) *Russie*. — Aperçu de l'organisation et de l'activité de la Société de la Croix-Rouge russe à l'occasion de la guerre (*Messenger officiel* du 4/17 février 1904), t. 90, p. 614.
- (18) *Japon*. — Communiqué de la Légation japonaise à Londres contenant la note de la Chine en date du 13 février et la réponse du Japon (19 février 1904), t. 89, p. 366.
- (19) *Japon*. — Règlement relatif au traitement des prisonniers de guerre (19 février 1904). t. 91, p. 918.
- (20) *Russie*. — Protection des chemins de fer. Oukase de S. M. l'Empereur au Ministère de la guerre (17/20 février 1904), t. 90, p. 622.
- (20) *Russie*. — Note du gouvernement russe en réponse à la version japonaise concernant l'histoire des événements qui ont précédé la guerre (20 février 1904), t. 90, p. 609.
- (21) *Japon*. — Bureau des renseignements sur les prisonniers de guerre. Ordonnance impériale, n° 44, promulguée le 21 février 1904. (t. 91, p. 921).
- (22) *Russie*. — Circulaire du Ministère des Affaires étrangères russe aux représentants de la Russie à l'étranger au sujet de la violation du droit des gens par le Japon (22 février 1904), t. 90, p. 611.
- (23) *Japon*. — Protocole entre la Corée et le Japon du 23 février 1904, (t. 89, p. 369).
- (27) *Japon*. — Ordonnance concernant l'entretien des prisonniers de guerre (27 février 1904), t. 91, p. 921.
- (27) *Russie*. — Règles auxquelles la Russie se conformera durant la guerre avec le Japon (14/27 février 1904) t. 89, p. 320, 527.
- *Russie*. — Postes et télégraphes. Envois adressés à l'armée en campagne. Avis (février 1904). t. 90, p. 523.

MARS

- *Russie*. — Instruction aux commandants de navires de guerre élaborée après entente commune préalable par le gérant du Ministère de la marine et le Ministre des affaires étrangères (février-mars 1904), t. 90, p. 613.
- *Russie*. — Mise en état de siège de Port-Arthur, Vladivostok, de la région du chemin de fer de l'Est chinois, Blagowestchenek et du Territoire du Transbaikal (6/19 février. *Journal de Saint-Petersbourg*, 18 février/2 mars 1904) t. 90, p. 612.
- (1) *Japon*. — Règlement relatif à la poste en ce qui concerne les prisonniers de guerre, (3 mars 1904), t. 91, p. 920.
- (3) *Japon*. — Règlement relatif aux mandats de poste des prisonniers de guerre (3 mars 1904), t. 91, p. 920.
- (5) *Russie*. — Oukase de S. M. l'Empereur au Sénat dirigeant prohibant l'exportation des chevaux (20 février, 5 mars 1904), t. 90, n° 5, p. 614.
- (8) *Russie*. — Ordre du jour à l'armée du 24 février (9 mars 1904), instituant un service sanitaire distinct près l'armée de Mandchourie (24 février, 9 mars 1904) t. 90, p. 614.
- (12) *Russie*. — Protection en temps de guerre des ports de Russie. Avis du comité des ministres (12 mars 1904), t. 92, p. 1468.
- (13) *Russie*. — Ordre du jour dans le ressort de la marine instituant des tribunaux de prises dans les ports de Sébastopol, Empereur Alexandre III, Port-Arthur, et Vladivostok. (28 février/13 mars 1904), t. 90, n° 5, p. 613.
- (25) *Russie*. — Règlements temporaires sur la protection, en temps de guerre, de certains ports de Russie, tant que la loi martiale n'y aura pas été proclamée (25 mars 1904), t. 92, p. 1470.
- Cf. Avis du comité des ministres, étendant l'application des règlements du 25 mars 1904 au port de Vibourg (26 mai 1904), t. 92, p. 1472.

AVRIL

- *Corée*. — Défense des intérêts russes en Corée confiée à la France (avril 1904), t. 90, n° 4, p. 458.

— Volontaires étrangers. Non admission. Avis (avril 1904), t. 90, p. 622.

(20) *Russie*. — Réquisition de chevaux en temps de guerre. Oukase au sénat dirigeant du 7/20 avril 1904, (t. 90, p. 620).

(21) *Russie*. — Ordonnance Impériale déclarant le coton contrebande de guerre (8/21 avril 1904), t. 90, p. 621.

(27) *Russie*. — Circulaire du Ministère des Affaires étrangères aux représentants de la Russie à l'étranger concernant l'intervention éventuelle d'une tierce puissance pour mettre fin au conflit russo-japonais, (14/27 avril 1904), t. 90, p. 621.

Mai

— (13) *Russie*. — Instructions pour l'entretien à l'intérieur de l'empire des prisonniers militaires de la guerre entre la Russie et le Japon, 13 mai 1904, t. 92, p. 1473.

(14) *Russie*. — Entrée en franchise douanière des marchandises destinées au territoire de l'Amour (1/14 mai 1904), t. 90, p. 792.

Juin

— (4) *Russie*. — Règlement temporaire sur les prisonniers de guerre de la campagne russo-japonaise, (22 mai/4 juin 1904), t. 90, p. 778.

(28) *Russie*. — Circulaire de l'état-major général de la marine reconnaissant l'aménagement d'un vapeur japonais pour le service de la Croix-Rouge (28 juin 1904), t. 92, p. 1298.

Juillet

— (11) *Russie*. — Dispositions arrêtées d'un commun accord par les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères, et de la guerre, et le président de la commission exécutive de l'administration centrale de la société russe de la Croix-rouge, concernant la correspondance postale des prisonniers de la guerre russo-japonaise, (28 juin/11 juillet 1904), t. 92, p. 1298.

(20) *Russie*. — Supplément aux règlements existants pour les correspondants militaires attachés aux troupes (ou forteresses) russes en Extrême-Orient. (17/20 juillet 1904), t. 92, p. 130.

DIVERS. — *Japon*. — La réglementation en matière de prises maritimes au Japon, t. 91, p. 923.

RENOIS : — V. Chine.

— Cf. Correspondant militaire.

— Mandchourie et Niou-Tchouang.

— Neutralité.

Grèce. — *Belgique*. — Traité d'extradition (26 juin, 9 juillet 1901), t. 89, p. 267.

— Relations commerciales (12 février 1904), t. 89, p. 313.

— *Etats-Unis*. — Convention relative aux

droits et immunités du corps consulaire (19 novembre, 2 décembre 1902), t. 92, p. 1336.

— Cf. Télégraphes. (Règlement de la conférence de Londres du 10 juillet 1903.)

Guyanne britannique. — Sentence arbitrale de S. M. le roi d'Italie relative à la frontière entre la Guyanne britannique et le Brésil (6 juin 1904), t. 92, p. 1283.

H

Hébrides. — V. Nouvelles-Hébrides.

Hongrie. — *Russie*. — Arrangement concernant l'échange des mandats-poste. (9 janvier, 10-23 janvier 1904), t. 92, p. 1216.

— Cf. Télégraphe. (Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.)

Hull (Incident de). — Grande-Bretagne, Russie. Déclaration du 12/25 novembre 1904, t. 92, p. 1323.

I

Indes britanniques. — Voyageurs dans l'Inde. Facilités douanières (11 février 1904), t. 90, p. 603.

— Ordonnance en conseil décidant que le chapitre II de l'Indian Extradition Act, 1903, aura effet dans l'Inde anglaise de la même façon que s'il faisait partie de la loi d'empire (7 mars 1904), t. 92, p. 1425.

— Ordonnance en conseil décidant que le chapitre IV de l'Indian Extradition Act 1903 sera reconnu et aura effet dans toute l'étendue des domaines de Sa Majesté et sur la haute mer de la même façon que s'il faisait partie du Fugitive offenders Act 1881 (7 mars 1904), t. 92, p. 1426.

Indes néerlandaises. — Cf. France.

Décret du 22 avril 1904 concernant le — trafic des colis postaux avec les Indes néerlandaises, t. 90, p. 593.

— Cf. Télégraphe. (Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.)

— *Internement*. — Cf. Prisonniers de guerre.

— *Intervention*. — Cf. Guerre russo-japonaise. Circulaire du ministère des Affaires Etrangères aux représentants de la Russie à l'étranger concernant l'intervention éventuelle d'une tierce puissance pour mettre fin au conflit russo-japonais (14/27 avril 1904), t. 90, p. 621.

Indo-Chine. — Cf. Télégraphe. Règle-

- ment de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.
- *Immigration.* — *Argentine.* — Reprise du mouvement d'immigration en 1903 (chronique), t. 89, p. 229.
 - *Costa-Rica.* — Décret prohibant l'entrée des Arabes, Turcs, Syriens, Arméniens et Bohémiens de toute nationalité (15 juin 1904), t. 92, p. 1289.
 - *Panama* (loi sur l'immigration en général), 11 juin 1904, t. 92, p. 1288.
 - Voir aussi main d'œuvre asiatique.

- Italie.** — **CONVENTIONS.** *Adhésion* des colonies italiennes de l'Erythrée et du Bénadir à l'Union postale univ. (convention principale), (21 avril et 16 juin 1904), t. 92, p. 1274.
- *Autriche Hongrie.* — Déclaration du 31 décembre 1903 prorogeant le traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891 (t. 91, p. 806). — Relations commerciales (9 janvier 1904), t. 89, p. 221.
 - *Autriche* (Relations avec l'). — V. Discussion de la politique extérieure devant la délégation hongroise (février 1904), t. 89, p. 335.
 - *France.* — Convention d'arbitrage (25 décembre 1903), t. 90, n° 4, p. 405.
 - *France.* — Convention en vue d'assurer des garanties à la personne du travailleur (15 avril 1904), t. 92, p. 1269. — Arrangement concernant les remboursements et les transferts de fonds déposés à la Caisse d'épargne postale des deux pays (15 avril 1904), t. 92, p. 1272.
 - Cf. *France.* — Discussion à la Chambre des députés du voyage en Italie du Président de la République (25 mars 1904), t. 90, p. 506.
 - *Grande-Bretagne.* — Convention d'arbitrage (1^{er} février 1904), t. 89, p. 278.
 - *Japon, Russie.* — Déclaration de neutralité (11 février 1904), t. 89, p. 319.
 - *Monaco.* — Déclaration concernant la communication réciproque des actes intéressant l'état civil des ressortissants des deux pays (31 mars 1901), t. 91, p. 820.
 - *Montenegro.* — Accord commercial provisoire (21/22 décembre 1903), t. 89, p. 133.
 - *Montenegro.* — Accord portant prorogation de la Convention commerciale provisoire du 22 décembre 1903 (10/11 juin 1904), t. 91, p. 819.
 - *Roumanie.* — Convention pour la protection des marques de fabrique et de commerce (24 mars/6 juin 1903), t. 90, n° 4, p. 411.
 - *Suisse.* — Convention pour le transfert à la Confédération suisse de la concession du gouvernement italien à la compagnie Jura-Simplon, pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Simplon (16 mai 1903), t. 89, p. 135.
 - *Suisse.* — Dénonciation de la convention

conclue avec la Sardaigne le 25 avril 1860 concernant la navigation sur le lac Majeur (19 janvier 1904), t. 88, p. 135.

- **DOCUMENTS DIVERS.** — Commerce extérieur de l'Italie en 1902: exportation française en Italie, t. 89, p. 99.
- Commerce italien en 1903 (chronique), t. 89, p. 238.
- Régime douanier des vins à l'importation (décret royal du 31 décembre 1903), t. 89, p. 238.
- La question de l'émigration italienne devant la Chambre (2 février 1904), t. 89, n° 3, p. 361.

RENVOIS. — V. Arbitrage international. (Cour permanente d'arbitrage. Affaires de Venezuela.)

- Cf. Télégraphe. (Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.)

J

- Japon.** — *Chine.* — Le développement de la production industrielle en Extrême-Orient et ses conséquences au point de vue des intérêts européens, t. 90, p. 465.
- *Chine.* — Traité supplémentaire de commerce et de navigation entre le Japon et la Chine (8 octobre 1903), t. 89, p. 142.
 - Cf. *France.* — Décret relatif au service des mandats entre la France et le Japon (9 février 1904), t. 90, n° 4, p. 457.
 - *Grande-Bretagne.* — Convention du 30 janvier 1902 concernant la Chine et la Corée, t. 89, p. 5.
 - Cf. *ibidem.* — Dépêche au Ministre de Sa Majesté britannique à Tokio, transmettant la convention entre la Grande-Bretagne et le Japon du 30 janvier 1902.
 - *Russie.* — *Guerre russo-japonaise.*
 - Communication par le baron Komura au conseil privé du rapport sur les négociations russo-japonaises (20 janvier 1905), t. 89, n° 3, p. 361.
 - Correspondance concernant les négociations entre le Japon et la Russie (1903 et 1904), présentée à la diète impériale du Japon en mars 1904. (Livre blanc japonais), t. 91, p. 843.
 - Ordonnance du Ministre des voies et communications, n° 5 du 5 février 1904, concernant les dépêches envoyées du Japon et de Corée, t. 91, p. 917.
 - Lettre du contre-amiral Ouriou au capitaine Roudniew, commandant du « Variague » (8 février 1904), t. 90, p. 555.
 - Ordonnance parue à la *Gazette officielle*, n° exceptionnel du 9 février 1904 concernant les bateaux de commerce se trouvant dans les ports japonais, t. 91, p. 918.
 - Rescrit impérial relatif à la déclaration de la guerre à la Russie (10 février 1904), t. 89, p. 362.

— Note de la légation du Japon à Paris retraçant l'histoire des négociations qui ont précédé la guerre (11 février 1904), t. 90, p. 363.

— Cf. Rapport du Ministre de Russie en Corée et correspondance diplomatique y annexée concernant la bataille de Tchemulpo et le départ de la légation russe (11 février 1904), t. 90, p. 542.

— Instructions du Ministère de l'Intérieur, n° 2, concernant la résidence et la protection des sujets russes au Japon (10 février 1904), t. 91, p. 916.

— Circulaire du ministère de la marine sur les règles à appliquer pendant la guerre avec la Russie (12 février 1904), t. 89, p. 366.

— Note de la légation du Japon à Paris au sujet de l'attitude de la Chine pendant la guerre russo-japonaise (14 février 1904), t. 89, p. 367.

— Communiqué de la légation japonaise à Londres contenant la Note de la Chine en date du 13 février et la réponse du Japon (19 février 1904), t. 89, p. 367.

— Règlement relatif au traitement des prisonniers de guerre (19 février 1904), t. 91, p. 918.

— Ordonnance impériale n° 44, promulguée le 21 février 1904 concernant le bureau des renseignements sur les prisonniers de guerre, t. 91, p. 921.

— *Corée*. — Protocole du 23 février 1904, t. 89, n° 3, p. 369.

— Ordonnance concernant l'entretien des prisonniers de guerre (27 février 1904), t. 91, p. 921.

— Règlement relatif à la poste en ce qui concerne les prisonniers de guerre (3 mars 1904), t. 91, p. 920.

— Règlement relatif aux mandats de poste des prisonniers de guerre (3 mars 1904), t. 91, p. 920.

— La réglementation en matière de prises maritimes au Japon, t. 91, p. 923.

— Cf. aussi guerre russo-japonaise, Mandchourie.

— Cf. Tchemulpo.

— DOCUMENTS DIVERS. — Commerce général du Japon en 1902, t. 89, p. 126, 239.

— Sucres, t. 92, p. 1278.

— Cf. Télégraphe (Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903).

Jaugeage. — *Grande-Bretagne*. — Ordre en conseil relatif au jaugeage des navires de commerce de France (29 janvier 1904), t. 89, p. 318.

Journaux. — Voir au mot Correspondant militaire.

Juridiction consulaire à Shanghai. — Règles provisoires concernant la compétence des cours mixtes des quartiers in-

ternationaux et français à Shanghai (1903), t. 89, p. 315.

— Voir aussi Consul, Divorce et séparation de corps.

K

Kong-Moun (port de). — V. Chine.

L

Lac Majeur. — *Italie, Suisse*. — Déclaration de la convention conclue avec la Sardaigne le 25 avril 1860 concernant la navigation sur le Lac Majeur, t. 89, p. 135.

— *La Haye* (Convention de). — Cf. Guerre maritime.

Légalisation des documents étrangers. — *Cuba*. — Décret du 14 avril 1903, t. 92, p. 1416.

Légations. — *Prusse*. — Règlement concernant le personnel des légations (10 août 1904), t. 92, p. 1301.

Lettres avec valeur déclarée. — V. Postes.

Lettres contenant objets précieux. — *Russie*. — Décision douanière du 18/31 octobre 1903, t. 89, n° 2, p. 255.

Liège (exposition de). — V. Belgique.

Littéraire (propriété). — *Allemagne, France*. — Notes échangées les 2 juin et 13 juillet 1903 au sujet de la convention intervenue le 19 avril 1883 entre la France et l'Allemagne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, t. 89, p. 129.

— *Suède*. — Adhésion à la Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (1^{er} août 1904), t. 91, p. 846.

Luxembourg. — *Allemagne, (Autriche-Hongrie), Belgique, Espagne (Italie), Pays-Bas, (Portugal), Roumanie, Suède, (Suisse)*.

— Conventions de La Haye sur le Droit international privé (12 juin 1903) :

I. — Convention pour régler la tutelle des mineurs, t. 91, p. 933.

II. — Convention pour régler les conflits en matière de mariage, t. 91, p. 937.

III. — Convention pour régler les conflits de lois et de juridiction en matière de séparation de corps, t. 91, p. 942.

— *Belgique, Pays-Bas.* — Prorogation de la convention télégraphique au sujet des correspondances télégraphiques échangées par la voie belge (31 mars 1904), t. 91, 817.

— Cf. Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.

M

Mandats-poste. — *Allemagne, Russie.* — Arrangement du 10 octobre, 11/24 décembre 1903, t. 90, p. 529.

Autriche, Russie. — Arrangement (18 janvier, 20 janvier/2 février 1904), t. 92, p. 1212.

— *Belgique, Canada.* — Acte additionnel à l'arrangement entre la Belgique et le Canada pour l'échange de mandats-poste, signé à Ottawa le 1^{er} septembre 1883 (16 mars 1904), t. 90, p. 405.

— *Belgique, Russie.* — Arrangement concernant l'échange des mandats-poste (26/13 mars 1904), t. 91, p. 535. — Avis du 25 avril 1904, t. 91, p. 915.

— *France, Japon.* — Décret français du 9 février 1904, t. 90, n° 4, p. 457.

— *Hongrie, Russie.* — Arrangement (9 janvier, 10/23 janvier 1904), t. 92, p. 1216.

— *Russie, Suisse.* — Arrangement concernant l'échange des mandats de poste (18/31 janvier 1904), t. 90, p. 694.

— *Russie.* — Avis de la direction des postes concernant le service des mandats poste avec l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la France et la Suisse (7/20 mars 1904), t. 90, p. 603.

— V. aussi Prisonniers de guerre (Mandats-poste de).

Macédoine. — Discussion devant la délégation hongroise de la situation en Macédoine (février 1904), t. 89, p. 335.

— Cf. aussi Turquie.

Madagascar. — Voir *France, Grande-Bretagne.* Déclaration concernant Madagascar, etc. (avril 1904).

— Cf. Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.

Majeur (Lac). — V. Lac Majeur.

Mandchourie et Niou-Tchouang. — Correspondance relative à l'occupation de la Mandchourie et du Niou-Tchouang par les Russes (Livre bleu Anglais, Chine, n° 2, 1904), t. 89, p. 307, 443, t. 91, p. 996.

— Déclaration de la Chine concernant la Mandchourie, décret du 13 février 1904, t. 91, p. 922.

Mariage. — Convention pour régler les conflits en matière de mariage (Conventions de La Haye sur le Droit international privé), 12 juin 1902, t. 91, p. 933.

— Suisse se mariant à Brême. Dispense d'envoyer actes de naissance, t. 89, p. 226.

— Cf. Divorce et séparation de corps.

Marques de fabrique et de commerce. — V. Propriété industrielle.

Marine marchande. — *Russie.* — Règlement du 6/19 juin 1904, t. 92, p. 1487.

Maroc. — Voir *France, Grande-Bretagne.* Déclaration du 8 avril 1904.

Main-d'œuvre asiatique. — Introduction dans l'Afrique du Sud. (Chronique), t. 89, p. 220.

Voir aussi, Chine, Grande-Bretagne — Main-d'œuvre chinoise, Convention).

Médiation. — Cf. Intervention.

Mer. — Cf. Guerre maritime.

Mer du Nord (Incident de la mer du). — Cf. Hull.

Mexique. — *Autriche-Hongrie.* — Relations commerciales (9 janvier 1904), t. 89, n° 2, p. 221.

— *Nicaragua.* — Traité d'amitié et de commerce conclu le 6 novembre 1900 et ratifié le 11 juillet 1903, t. 91, p. 839.

Militaire. — Cf. Correspondant militaire.

Mindanao. — Exportation d'armes. V. Armes.

Mineurs (Tutelle des). — Voir au mot Tutelle.

Mines. — Concessions de mines en Chine et Corée, t. 89, p. 339.

Minho. — *Espagne, Portugal.* — Arrangement concernant les pêcheries dans le Minho (20 février 1904), t. 91, p. 912.

Monaco. — *Italie.* — Déclaration concernant la communication réciproque des actes intéressant l'état civil des ressortissants des deux pays (31 mars 1901), t. 91, p. 820.

Munitions. — V. Armes.

Montenegro. — *Italie.* — Accord commercial provisoire (21/22 décembre 1903), t. 89, p. 133.

— *Italie.* — Accord portant prorogation de la Convention commerciale provisoire du 22 décembre 1903 (10/11 juin 1904), t. 91, p. 819.

— Cf. Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.

N

Natal. — V. Union douanière sud-africaine.

Nationalité. — *Congo* (État Ind.). Décret concernant la nationalité des indigènes congolais (21 juin 1904), t. 92, p. 1288.

— *Espagne, France.* — Parents français nés en Espagne. Fils né en Espagne. Mineur. Défaut d'option par les parents, au nom du mineur, pour la nationalité espagnole (art. 19 Code civil esp.). — Nationalité française subsiste. Exemption du service militaire (Ordonnance espagnole du 12 février 1904), p. 461.

— *Russie, Finlande* (8 avril 1904), t. 91, p. 916.

— *Suisse.* — Loi fédérale suisse sur la naturalisation des étrangers et la renonciation à la nationalité suisse (23 juin 1903), t. 89, p. 81.

— Arrêté du Conseil fédéral sur le même objet du 30 décembre 1903, *ibidem*, p. 34.

Naturalisation. — V. au mot Nationalité.

Navigation. — *Autriche-Hongrie, Italie.*

— Déclaration du 31 décembre 1903 provoquant le traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891, t. 91, p. 806.

— *Chili.* — Loi sur le droit de phares et de balises (25 janvier 1904), t. 90, p. 451.

— *Chine, Japon.* — Traité supplémentaire de commerce et de navigation (8 octobre 1903), t. 89, p. 142.

— *Belgique.* — Loi sur les lettres de mer (20 septembre 1903), t. 89, p. 59.

— Arrêté royal réglant l'exécution de la loi qui précède (29 octobre 1903), t. 89, p. 63.

— Arrêtés ministériels pris en exécution de la loi et de l'arrêté royal qui précèdent (10 novembre 1903), t. 89, p. 68.

— *Belgique, Norvège.* — Dénonciation du traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895 (14 octob. 1904), t. 92, p. 1330.

— Droit de tonnage et de quai à Port-Arthur (1^{er} novembre 1903), t. 89, p. 255.

— *Japon.* — Ordonnance parue à la *Gazette officielle* n° du 9 février 1904, concernant les bateaux de commerce russes se trouvant dans les ports japonais, t. 91, p. 918.

— *Russie.* — Avis du comité des ministres concernant la protection en temps de guerre des ports de Russie (12 mars 1904), t. 92, p. 1468.

— *Russie.* — Règlements temporaires sur la protection, en temps de guerre, de certains ports de Russie, tant que la loi martiale n'y aura pas été proclamée (25 mars 1904), t. 92, p. 1470.

— *Russie.* — Règlement sur la marine marchande (6/19 juin 1904), t. 92, p. 1487.

— **RENVOIS :** — Cf. Canal interocéanique.

— Jaugeage.

— Lac Majeur.

— Neutralité (Règles).

— Prises maritimes.

— Saluts internationaux.

— aussi Télégraphie sans fil.

Neutralité. — DÉCLARATIONS ET RÈGLES. (Guerre russo-japonaise.)

— *Allemagne* (février 1904), t. 90, n° 5, p. 624.

— *Autriche-Hongrie.* — Déclaration du 4/17 février 1904, t. 90, p. 624, et note 2.

— *Belgique.* — Guerre russo-japonaise (12 février 1904), t. 89, p. 313.

— *Chine.* — Déclaration de neutralité, t. 89, p. 315.

— Cf. décret du 13 février 1904 concernant la Mandchourie et la neutralité chinoise, t. 91, p. 922.

— *Danemark* (27 avril 1904), t. 90, p. 589.

— *Egypte* (11 et 12 février 1904), t. 90, p. 590.

— *Espagne* (11 février 1904), t. 89, p. 317.

— *France.* — Rappel des obligations qui découlent de la neutralité (15 février 1904), t. 89, n° 2, p. 202.

— *France.* — Instructions sur la conduite à tenir à l'occasion de la guerre russo-japonaise (15 février 1904), t. 90, p. 594.

— *Grande-Bretagne.* — Proclamation de neutralité, texte anglais (11 février 1904), t. 89, p. 209; traduction française, t. 90, p. 596.

— Instructions de neutralité (10 février 1904), texte anglais : t. 89, p. 214; traduction française, t. 90, p. 606.

— *Italie* (11 février 1904), t. 89, p. 319.

— *Norvège.* — Décret royal du 16 mars 1904, t. 90, n° 6, p. 774.

— Décret royal du 23 avril 1904 concernant le séjour des navires de guerre étrangers dans les ports de Norvège, t. 80, n° 6, p. 774.

— Ordonnance royale du 30 avril 1904 contenant certaines règles relatives à la navigation en temps de guerre, t. 90, n° 6, p. 776.

— Ordonnance royale du 30 avril 1904 relative à certaines règles concernant la neutralité de la Norvège en temps de guerre entre des puissances étrangères, t. 90, n° 6, p. 777.

— Cf. aussi ci-dessous Suède et Norvège.

— *Pays-Bas* (12 février 1904), t. 92, p. 1462.

— *Suède et Norvège.* — Déclaration de neutralité (9 février 1904), t. 90, n° 5, p. 625.

— Règles de neutralité (30 avril 1904, t. 90, n° 5, p. 626.

— *Suède.* — Déclaration du gouvernement suédois sur le commerce et la navigation suédoise durant la guerre entre des pays étrangers (30 avril 1904), *ibid.*, p. 628.

— *Siam.* — Déclaration de neutralité du 12 février 1904, t. 90, p. 625.

— RENVois. — Cf. aussi Contrebande de guerre.

— Tchémulpo (Incident de).

Nicaragua. — *France.* — Convention commerciale (27 janvier 1902), t. 89, p. 130.

— *Mexique.* — Traité d'amitié et de commerce conclu le 6 novembre 1900 et ratifié le 11 juillet 1903, t. 91, p. 839.

Niou-Tchouang. — Cf. Mandchourie.

Norvège. — *Belgique.* — Dénonciation du traité de commerce et de navigation du 11 juin 1895 (14 octobre 1904), t. 92, p. 1330.

— *Espagne.* — Convention additionnelle modifiant la convention de commerce entre la Norvège et l'Espagne du 27 juin 1892 (25 août 1903 et 15 février 1904), t. 90, p. 407.

— *Etats-Unis.* — Convention relative à l'échange des colis postaux (27 août/14 septembre 1904), t. 92, p. 1357.

— *Règles de neutralité.* — Décret royal du 16 mars 1904, t. 90, n° 6, p. 774.

— Décret royal du 23 avril 1904 concernant le séjour des navires de guerre étrangers dans les ports de Norvège, t. 90, n° 6, p. 774.

— Ordonnance royale du 30 avril 1904 contenant certaines règles relatives à la navigation en temps de guerre, t. 90, n° 6, p. 776.

— Ordonnance royale du 30 avril 1904 relative à certaines règles concernant la neutralité de la Norvège en temps de guerre entre des puissances étrangères, t. 90, n° 6, p. 777.

— RENVois :

— Cf. aussi Suède et Norvège.

— Cf. Télégraphe. (Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.)

Nouvelle-Calédonie. — Cf. Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.

Nouvelles-Hébrides. — V. France, Grande-Bretagne. Déclarations concernant les Nouvelles-Hébrides, etc.

O

Océanie (Etablissements français d'). — Décret relatif au séjour des étrangers (4 décembre 1903), t. 89, p. 77.

Orange (Colonie du fleuve). — *France.* Décret relatif aux colis postaux à destination de l'Orange, etc. (18 mars 1904), t. 90, n° 4, p. 454.

— Union douanière sud-africaine.

P

Paix. (Convention de la). — Adhésions. Cf. Pérou (2 février 1904).

Panama. — Question de Panama (janvier 1904): (Chronique), t. 89, n° 2, p. 235.

— Décret du 24 décembre 1903 concernant les droits d'exportation, t. 91, p. 911.

— Loi sur l'immigration en général (11 juin 1904), t. 92, p. 1297.

— Zone neutre du canal de Panama. Ouverture au commerce (24 juin 1904), t. 92, p. 1462.

— Adhésion à l'union postale universelle (23 août 1904), t. 92, p. 1276.

Paraguay. — *Argentine.* — Convention d'arbitrage et protocole additionnel (6 novembre 1899 et 25 janvier 1902, t. 92, p. 1198.

Pays-Bas. — *Allemagne, (Autriche-Hongrie), Belgique, Espagne, France, (Italie), Luxembourg, (Portugal), Roumanie, Suède, (Suisse).* — Conventions de La Haye sur le Droit international privé (12 juin 1902) :

I. Convention pour régler la tutelle des mineurs, t. 91, p. 933.

II. — Convention pour régler les conflits en matière de mariage, t. 91, p. 937.

III. — Convention pour régler les conflits de lois et de juridiction en matière de divorce et de séparation de corps, t. 91, p. 942.

— *Belgique, France.* — Déclaration prorogeant la convention télégraphique conclue le 27 décembre 1890 (26 mars 1904), t. 91, p. 816.

— *Belgique, Luxembourg.* — Prorogation de la convention télégraphique au sujet des correspondances télégraphiques échangées par la voie belge (31 mars 1904), t. 91, 817.

— *France.* — Convention commerciale relative aux colonies néerlandaises (13 août 1902), t. 90, p. 406.

— *Déclaration de neutralité* (12 février 1904), t. 92, 1462.

— Cf. Indes néerlandaises.

— Cf. Télégraphes. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.

Pêche. — *Espagne, Portugal.* — Arrangement concernant les pêcheries dans le Minho (20 février 1904), t. 91, p. 912.

— Cf. *France, Grande-Bretagne.* — Convention du 8 avril 1904 (Terre-Neuve).

Pérou. — Adhésion à la Convention de La Haye pour l'adaptation à la *guerre maritime* des principes de la Convention de Genève (*Croix-Rouge*) (Convention de la paix) (2 février 1904), t. 89, p. 280.

Perse. — Cf. Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.

Phares. — V. Navigation.

Philippines. — Cf. *France*. — Décret levant la prohibition d'exportation des armes et munitions de guerre aux Philippines, etc., (22 mars 1904), t. 90, p. 452.

— Cf. Etat civil.

Portugal. — *Espagne*. — Arrangement concernant les pêcheries dans le Minho (20 février 1904), t. 91, p. 912.

— *Grande-Bretagne*. — Convention d'arbitrage (16 novembre 1904), t. 92, p. 1328.

— Ouverture du Parlement (12 janvier 1904), t. 89, p. 254.

— Cf. Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.

Postes. — *Union postale universelle*. — Adhésion des colonies italiennes de l'Erythrée et du Bénadir (21 avril et 16 juin 1904), t. 92, p. 1274.

— Adhésion du Panama (23 août 1904).

— *Lettres et boîtes avec valeur déclarée*. — Arrangement de Washington. Adhésion de la colonie britannique de Barbados (la Barbade), 8 juillet 1904, t. 92, p. 1275.

— *France, Chypre*. — Décret autorisant l'échange des lettres de valeur déclarée avec l'île de Chypre (10 mars 1904), t. 90, n° 4, p. 456.

— *Russie*. — Envois adressés à l'armée en campagne — Avis (février 1904), t. 90, n° 5, p. 523.

— RENVois :

— Correspondance postale des prisonniers de guerre. V. Prisonniers de guerre.

— Cf. Caisse d'épargne,

— Colis postaux.

— Lettres contenant objets précieux.

— Mandats-poste.

Prises maritimes. — *Japon*. — La réglementation en matière de prises maritimes au Japon, t. 91, p. 923.

— *Russie*. — Cf. Règles auxquelles la Russie se conformera durant la guerre avec le Japon (14/27 février 1904), t. 89, p. 320, 527.

— *Russie*. — Ordre du jour dans le ressort de la marine instituant des tribunaux de prises dans les ports de Sébastopol, Empereur Alexandre III, Port-Arthur et Vladivostok (28 février-13 mars 1905), t. 90, p. 613.

— *Russie*. — Instruction aux commandants de navires de guerre russes élaborée après entente commune préalable par le gérant du Ministère de la marine et le Ministère des affaires étrangères (février/mars 1904), t. 90, p. 613.

Prisonniers de guerre. — V. Guerre russo-japonaise.

Procédure civile. — Cf. au mot Commandement.

Propriété industrielle. — *Allemagne, Equateur*. — Réciprocité de traitement en matière de marques (27 mars 1903), t. 90, p. 451.

— *Belgique*. — Exposition universelle à Liège en 1905. — Exécution de l'art. 11 de la Convention conclue à Paris le 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle. (Arrêtés des 14 mars, 9 et 10 avril 1904), t. 90, p. 58.

— *Colombie, France*. — Convention du 14 septembre 1901, t. 91, p. 946.

— *Italie, Roumanie*. — Convention pour la protection des marques de fabrique et de commerce (24 mai/6 juin 1903), t. 90, n° 4, p. 411.

— *Suisse*. — Bureau fédéral de la propriété industrielle. (Extrait du Rapport du Conseil fédéral suisse pour 1903, t. 90, p. 629.

Prorogation de Conventions. — *Allemagne, Belgique*. — Prorogation de la Convention télégraphique du 15 septembre 1890 (28 avril 1904), t. 91, p. 818.

— *Autriche-Hongrie, Italie*. — Convention du 6 décembre 1891. Prorogation (Déclaration du 31 décembre 1903), t. 91, p. 806.

— *Belgique, France*. — Déclaration prorogeant la Convention télégraphique conclue le 27 février 1891 (2 mars 1904), t. 91, p. 816.

— *Belgique, France, Pays-Bas*. — Déclaration prorogeant la Convention télégraphique conclue le 27 décembre 1890 (26 mars 1904), t. 91, p. 816.

— *Belgique, Pays-Bas, Luxembourg*. — Prorogation de la Convention télégraphique au sujet des correspondances échangées par la voie belge (31 mars 1904), t. 91, p. 817.

— *Montenegro, Italie*. — Accord portant prorogation de la Convention commerciale provisoire du 22 décembre 1903 (10/11 juin 1904), t. 91, p. 819.

Prusse. — Ouverture du Landtag et de la Chambre des Seigneurs (16 et 19 janvier 1904), t. 89, p. 219.

R

Radiotélégraphie. — V. Télégraphie sans fil.

Réquisitions. — Réquisition de chevaux en temps de guerre. V. Guerre russo-japonaise. Russie. Oukase du 7/20 avril 1904.

Rente d'invalidité (Allemagne). — Interruption par suite du transfert du domi-

cile du titulaire dans le canton de Lucerne, t. 89, n° 3, p. 324.

Rhodesia du Sud. — V. Union douanière sud-africaine.

Roumanie. — CONVENTIONS. *Allemagne, (Autriche-Hongrie), Belgique, Espagne, France, (Italie), Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède (Suisse).*

Conventions de La Haye sur le Droit international privé (12 juin 1902) :

I. — Convention pour régler la tutelle des mineurs, t. 91, p. 933.

II. — Convention pour régler les conflits en matière de mariage, t. 91, p. 937.

III. — Convention pour régler les conflits de lois et de juridiction en matière de divorce et de séparation de corps, t. 91, p. 942.

— *Autriche-Hongrie.* — Convention concernant l'extradition réciproque des malfaiteurs suivie d'un protocole final (27/14 juin 1901), t. 91, p. 806.

— *Italie.* — Convention pour la protection des marques de fabrique et de commerce (24 mai/6 juin 1903), t. 90, p. 411.

— DOCUMENTS DIVERS. — Règlement concernant les voyageurs de commerce et l'usage des échantillons et modèles (1/14 octobre 1904), t. 92, p. 1464.

— Sucres, t. 92, p. 1278.

— Cf. Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.

Russie. — *Allemagne.* — Arrangement concernant l'échange des mandats-poste (10 octobre, 11/24 décembre 1903) t. 90, p. 529.

— *Allemagne, Autriche-Hongrie, France, Suisse.* — Avis de la Direction générale des Postes et Télégraphes concernant les mandats postaux internationaux (7/20 mars 1904), t. 90, p. 603.

— Cf. Avis concernant le service des mandats-poste avec la France des 2/15 avril. *Ibidem*, p. 605.

— *Autriche.* — Arrangement concernant l'échange des mandats-poste entre la Russie et l'Autriche (18 janvier, 20 janvier/2 février 1904), t. 92, p. 1212.

— *Autriche-Hongrie.* — Entente austro-russe. V. Discussion sur la politique extérieure devant la délégation hongroise (février 1904), t. 89, p. 335.

— *Belgique.* — Arrangement concernant l'échange des mandats-poste (26/13 mars 1904), t. 90, p. 535.

— *Belgique.* — Mandats-postes. — Avis du 25 avril 1904, t. 91, p. 915.

— *Etats-Unis.* — Arrangement relatif à la situation réciproque des sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales (12/25 juin 1904), t. 92, p. 1263.

— *Grande-Bretagne.* — Déclaration du 12/25 novembre 1904, t. 92, p. 1323.

— *Hongrie.* — Arrangement concernant l'échange des mandats-poste (9 janvier, 10/23 janvier 1904), t. 92, p. 1216.

— *Japon.* — *Guerre russo-japonaise.* — Dépêche circulaire du ministère des Affaires étrangères aux représentants de la Russie à l'étranger concernant la nature des relations diplomatiques entre la Russie et le Japon (24 janvier/6 février 1904), t. 90, n° 5, p. 605.

— Communiqué publié au *Messenger du Gouvernement* relatif à la situation en Extrême-Orient (9 février 1904), t. 90, p. 606.

— Télégramme reçu par S. M. l'Empereur du lieutenant impérial en Extrême Orient concernant l'attaque à l'improviste par les torpilleurs japonais de l'escadre russe de Port-Arthur dans la nuit du 8 au 9 janvier (27 janvier, 9 février 1904), t. 90, p. 607.

— Affaire de Tchemulpo (8 février).

— Dépêche du ministre de Russie à Séoul sur le combat de Tchemulpo du 8 février (18 février 1904), t. 89, p. 373. — Rapport du conseiller d'Etat actuel Pavlow, ministre de Russie en Corée, sur le départ de la légation russe de Corée et la bataille de Tchemulpo (16 février 1904), t. 90, p. 542.

— Manifeste impérial relatif à l'ouverture des hostilités contre le Japon (27 janvier/9 février 1904), t. 89, p. 320.

— Ordre de mobilisation. Oukase de S. M. l'Empereur au Sénat dirigeant (28 janvier/10 février 1904), t. 90, p. 608.

— Circulaire de la commission exécutive de la direction générale de la société russe de la Croix-Rouge pour les secours aux malades et blessés en Extrême-Orient aux directions de circonscriptions et aux directions locales, ainsi qu'aux communautés des sœurs de charité (10 février 1904, t. 90, p. 617.

— Dons pour les besoins de la guerre. — Circulaire du ministre de l'intérieur aux gouverneurs des provinces de l'empire, aux chefs de territoires, aux préfets et aux grands-maîtres de police (février 1904), t. 90, p. 619.

— Note parue au *Messenger officiel* et au *Journal de Saint-Petersbourg* exhortant la population au calme et à la patience et reconnaissant l'absence de préparation de la Russie à la guerre avec le Japon (février 1904), t. 97, p. 608.

— Aperçu de l'organisation et de l'activité de la Société russe de la Croix-Rouge à l'occasion de la guerre (*Messenger officiel* 4/17 février 1904), t. 90, p. 614.

— Télégramme du ministre de Russie à Pékin, concernant la situation de Wei-Haï-Wei et les mouvements de l'escadre japonaise (février 1904), t. 90, p. 608.

- Mise en état de siège de Port-Arthur, Vladivostok, de la région des chemins de fer de l'Est chinois, Blogovestchenk et du territoire du Transbaïkal (6/19 février, *Journal de Saint-Pétersbourg*, 18 février/2 mars), t. 90, p. 612.
- Protection des chemins de fer. — Oukase de S. M. l'Empereur au ministère de la guerre (7/20 février 1904), t. 90, p. 622.
- Note du gouvernement russe en réponse à la version japonaise concernant l'histoire des événements qui ont précédé la guerre (20 février 1904), t. 90, p. 609.
- Circulaire du ministère des affaires étrangères russe aux représentants de la Russie à l'étranger au sujet de la violation du droit des gens par le Japon (22 février 1904), t. 90, p. 611.
- Règles auxquelles la Russie a l'intention de se conformer durant la guerre avec le Japon (14/27 février 1904), t. 89, p. 320 et 527.
- Postes et Télégraphes. Envois à l'armée en campagne. Avis (février 1904), t. 90, p. 523.
- Instruction aux commandants de navires de guerre élaborée après entente commune préalable par le gérant du ministère de la marine et le ministre des affaires étrangères (février/mars 1904), t. 90, p. 613.
- Oukase de S. M. l'Empereur au Sénat dirigeant prohibant l'exportation des chevaux (20 février/5 mars 1904), t. 90, p. 614.
- Ordre du jour à l'armée du 24 février/9 mars 1904, instituant un service sanitaire distinct près l'armée de Mandchourie (24 février, 19 mars 1904), t. 90, p. 614.
- Ordre du jour dans le ressort de la marine instituant des tribunaux de prises dans les ports de Sébastopol, Empereur Alexandre III, Port-Arthur et Vladivostok (28 février/13 mars 1904), t. 90, p. 613.
- Règlements temporaires sur la protection, en temps de guerre de certains ports de Russie, tant que la loi martiale n'y aura pas été proclamée (25 mars 1904), t. 92, p. 1470.
- Communiqué officiel relatif à la défense des intérêts russes en Corée confiée à la France (avril 1904), t. 90, p. 458.
- Réquisition de chevaux en temps de guerre. Oukase au Sénat dirigeant du 7/20 avril 1904), t. 90, p. 620.
- Ordonnance impériale déclarant le coton contrebande de guerre (8/21 avril 1804), t. 90, p. 621.
- Circulaire du ministère des Affaires étrangères aux représentants de la Russie à l'étranger concernant l'intervention éventuelle d'une tierce puissance pour mettre fin au conflit russo-japonais (14/27 avril 1904), t. 90, p. 621.
- Volontaires étrangers. Non admission. Avis (avril 1904), t. 90, p. 622.
- Entrée en franchise douanière des marchandises destinées au territoire de l'Amour (1/14 mai 1404), t. 90, p. 792.
- Instructions pour l'entretien à l'intérieur de l'empire des prisonniers militaires de la guerre entre la Russie et le Japon (13 mai 1904), t. 92, p. 1473.
- Avis du comité des ministres concernant la protection en temps de guerre des ports de Russie (12 mars 1904), t. 92, p. 1468.
- Avis du comité des ministres étendant l'application des règlements du 25 mars 1904 au port de Viborg (26 mai 1904), t. 92, p. 1472.
- Règlement temporaire sur les prisonniers de guerre de la campagne russo-japonaise (22 mars/4 juin 1904), t. 90, p. 778.
- Dispositions arrêtées d'un commun accord par les ministres de l'intérieur, des affaires étrangères et de la guerre et le président de la commission exécutive de l'Administration centrale de la Société Russe de la Croix-Rouge, concernant la correspondance postale des prisonniers de guerre russo-japonais (28 juin/11 juillet 1904, t. 92, p. 1298.
- Circulaire de l'état-major général de la marine reconnaissant l'aménagement d'un vapeur japonais pour le service de la Croix-Rouge (28 juin 1904), t. 92, p. 1298.
- Suppléments aux règlements existants pour les correspondants militaires attachés aux troupes (ou forteresses) russes en Extrême-Orient (7/20 juillet 1904), t. 92, p. 1301.
- Cf. Correspondants militaires.
- V. aussi Guerre russo-japonaise et neutralité (déclaration et règles des).
- Cf. Mandchourie.
- *Russie, Suisse.* — Arrangement concernant l'échange des mandats de poste (18/31 janvier 1904), t. 90, p. 694.
- DOCUMENTS DIVERS. — Règlement sur les franchises douanières (26 mai/8 juin 1903), t. 90, p. 790.
- Décisions douanières : lettres contenant des objets en or, en argent, etc. (18/31 octobre 1903), t. 89, p. 255.
- Droits de tonnage et de quai à Port-Arthur (1^{er} novembre 1903), t. 89, p. 255.
- Budget pour 1904, t. 89, p. 255.
- Entrée en franchise douanière des marchandises destinées au territoire de l'Amour (1/14 mai 1904), t. 90, p. 792.
- *Sucres*, t. 92, p. 1279, 1281.
- V. au mot Finlande.
- Cf. Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.

S

- SAINT-SIÈGE. — *France.* - Question de la nomination des évêques (Janvier 1904) (*Chronique*), t. 89, p. 237.
- *France.* — Discussion devant la Cham-

- bre des Députés du voyage en Italie du Président de la République (25 mars 1904), t. 90, p. 506.
- *France*. — La note pontificale (28 avril 1904), t. 90, p. 637.
- *France*. — Correspondance diplomatique (mai-juillet 1904), t. 91, p. 949.
- *France*. — Débats à la Chambre. Séances des 27 mai et 22 octobre 1904, t. 92, p. 1489 et 50.
- Cf. *France*. — Saint-Siège.
- Saluts internationaux.** — Rapport au Président de la République précédé d'une circulaire et suivi d'un décret relatif aux saluts internationaux. (5 et 9 août 1904), t. 92, p. 1417.
- Sanitaire (service).** — *Russie*. — Guerre russo-japonaise. — Ordre du jour à l'armée du 24 février/9 mars 1904, instituant un service sanitaire distinct près l'armée de Mandchourie (24 février/9 mars 1904), t. 90, p. 614.
- *Suisse*. — Arrêté suisse concernant les secours volontaires aux malades et blessés en temps de guerre du 25 juin 1903, t. 89, p. 87, et ordonnance du 30 décembre 1903, (*ibidem*).
- Cf. aussi Croix-Rouge.
- Sardaigne.** V. *Italie, Suisse*. — Dénonciation de la convention conclue le 25 avril 1860, concernant la navigation sur le lac Majeur (19 janvier 1904), t. 89, p. 135.
- Sénégal.** — Cf. télégraphe, Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.
- Séoul.** — Cf. Corée. Télégrammes. Ordonnance japonaise de 5 février 1904, t. 91, p. 917.
- Serbie.** — Cf. Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.
- Shanghai.** — Juridiction consulaire. — V. au mot Juridiction consulaire.
- Siam.** — *France*. — Traité du 13 février 1904, t. 89, p. 354.
- V. *France, Grande-Bretagne*. Déclaration concernant le Siam etc., (8 avril 1904).
- *Déclaration de neutralité du 12 février 1904*, t. 90, p. 625.
- Cf. Télégraphe Règlement de la conférence de Londres du 10 juillet 1903.
- Simplon.** — *Italie, Suisse*. — Convention pour le transfert à la confédération suisse de la concession du gouvernement italien à la compagnie Jura Simplon, pour la construction et exploitation du chemin de fer du Simplon (16 mai 1903), t. 89, p. 135.
- Sociétés commerciales.** — *Etats-Unis, Russie*. — Arrangement sur la situation réciproque des sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales (12/25 juin 1894), t. 82, p. 1263.
- Soudan égyptien.** — Changement de nom de la ville et du village de Fachoda, (janvier 1904), t. 89, p. 233.
- Sucres.** — *Commission permanente* instituée par l'article VII de la Convention du 5 mars 1902 (20 juin 1903 9 juillet 1903), t. 92, p. 1277.
- *Espagne*. — Loi concernant l'importation et la vente de la saccharine (24 décembre 1903), t. 89, p. 233.
- Suède.** — *Adhésion* de la Suède à la convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. (1^{er} août 1904), t. 91, p. 948.
- *Allemagne, (Autriche-Hongrie), Belgique, Espagne, France, (Italie), Luxembourg: Pays-Bas, (Portugal), Roumanie, Suède, (Suisse)*. — Conventions de La Haye sur le droit international privé (12 juin 1902), I. — Convention pour régler la tutelle des mineurs, t. 91, p. 933.
- II. — Convention pour régler les conflits en matière de mariage, t. 91, p. 937.
- III. — Convention pour régler les conflits de lois et de juridiction en matière de divorce et de séparation de corps, t. 91, p. 942.
- *Déclaration du Gouvernement suédois sur le commerce et la navigation suédoise durant la guerre entre des pays étrangers* (30 Avril 1904), *ibidem*, p. 628.
- *Déclaration du Gouvernement suédois sur le commerce et la navigation suédoise durant la guerre entre des pays étrangers* (30 avril 1904). — *Ibidem*, p. 628.
- Suède et Norvège.** — *Grande-Bretagne*. — Convention d'arbitrage (11 août 1904), t. 92, p. 1325.
- *Déclaration de neutralité* (9 février 1904), t. 90, n^o 5, p. 625.
- *Règles de neutralité* (30 avril 1904), t. 90, n^o 5, p. 626.
- Cf. Télégraphe Règlement de la conférence de Londres du 10 juillet 1903.
- Suisse.** — *CONVENTIONS.* — *Bade (Grand-Duché de)*. — Déclaration concernant la correspondance directe entre les officiers de l'état civil, (10/18 mars 1904), t. 90, p. 403.
- Cf. *Ibidem*. — Circulaire du Conseil fédéral suisse du 18 mars 1904.
- *Grande-Bretagne*. — Convention d'arbitrage (16 novembre 1904), t. 92, p. 1327.
- *Italie*. — Convention pour le transfert à la confédération suisse, de la concession du gouvernement italien à la Compagnie Jura Simplon, pour la construction et

- l'exploitation du chemin de fer du Simplon (16 mai 1903), t. 89, p. 135.
- *Italie.* — Dénouciation de la convention conclue avec la Sardaigne le 25 avril 1860, concernant la navigation sur le lac Majeur (19 janvier 1904), t. 89, p. 135.
 - *Russie.* — Arrangement concernant l'échange des mandats de poste (18/31 janvier 1904), t. 90, p. 694.
- DOCUMENTS DIVERS. — Extrait du rapport présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral suisse, sur sa gestion de 1903, t. 89, p. 323; t. 90, p. 462, p. 629.
- Arrêté du Conseil fédéral concernant les ordres français immigrés dans le canton de Fribourg (2 juin 1903), t. 89, p. 100.
 - Arrêté du Conseil fédéral sur la demande d'ordres et congrégations de France, visant le retrait de l'arrêté du Conseil fédéral du 19 août 1902 ou la prolongation des délais qui y sont fixés (5 juin 1903), t. 89, p. 103.
 - Loi fédérale sur la naturalisation des étrangers et la renouciation à la nationalité suisse, 25 juin 1903, (t. 89, p. 81).
 - Arrêté du Conseil fédéral sur le même objet du 30 décembre 1903, *ibidem*, p. 84.
 - Arrêté fédéral concernant les secours volontaires, aux malades et blessés en temps de guerre (25 juin 1903), t. 89, p. 87.
 - Ordonnance relative à l'exécution de l'arrêté fédéral du 25 juin 1903, concernant les secours volontaires aux malades et blessés en temps de guerre (30 décembre 1903), t. 89, p. 89.
 - Arrêté du Conseil fédéral concernant l'établissement à Vallorbe des Frères de la croix de Jésus, de Ménéstruel (8 janvier 1904), t. 89, p. 118.
 - Arrêté du Conseil fédéral relatif à l'application du règlement télégraphique international et à des adjonctions aux articles 2 et 43 de l'ordonnance du 30 juillet 1886, concernant l'emploi des télégraphes dans l'intérieur de la Suisse (11 mars 1904), t. 90, p. 458.
 - Règlement concernant le personnel des légations (10 août 1904), t. 92, p. 1301.
- RENOIS. — Cf. au mot Commandement.
- Cf. *Enfant naturel.*
 - *Etat-civil.*
 - Mandats-poste (*Russie, Avis du 7/20 mars 1904.*)
 - *Télégraphe.* (Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.)

T

- Tarifs douaniers.** — Cf. *Douanes*, — V. aussi au mot *commerce* (Traité de).
- Tchemulpo (Affaire de).** — Communication adressée à l'amiral Uriu, comman-

- dant les forces japonaises, par les commandants des croiseurs anglais, français et italien stationnés dans le port de Tchemulpo (8 février 1904), t. 90, p. 469.
- Rapport du commandant du croiseur français Pascal sur le combat de Tchemulpo (9 février 1904), t. 89, p. 372.
 - Rapport du conseiller d'Etat actuel Pavlow, ministre de Russie en Corée et correspondance y annexée (16 février 1904), t. 90, p. 543.
 - Dépêches du Ministre de Russie à Séoul sur le combat de Tchemulpo, (18 février 1904), t. 89, p. 373.
 - Cf. aussi Corée. Télégrammes. Ordonnance japonaise du 5 février 1904, t. 91, p. 917).

- Télégraphes.** — Règlement et tarifs arrêtés par la conférence télégraphique internationale de Londres du 10 juillet 1903. — Cf. *France.* Loi approuvant ledit règlement et diverses taxes internationales (29 juin 1904), t. 91, p. 1017.
- *Allemagne, Belgique.* — Prorogation de la convention télégraphique du 15 septembre 1890 (28 avril 1904), t. 91, p. 818.
 - *Belgique, France.* — Déclaration prorogeant la convention télégraphique conclue le 27 février 1891 entre la Belgique et la France (2 mai 1904), t. 91, p. 816.
 - *Belgique, France, Pays-Bas.* — Déclaration prorogeant la convention télégraphique conclue le 27 décembre 1890 (26 mars 1904), t. 91, p. 816.
 - *Belgique, Pays-Bas, Luxembourg.* — Prorogation de la convention télégraphique au sujet des correspondances télégraphiques échangées par la voie belge (31 mars 1904), t. 91, p. 817.
 - *Japon.* — Guerre russo-japonaise. Dépêches envoyées du Japon et de Corée. Ordonnance du Ministre des voies et communications du Japon, n° 5, du 5 février 1904, t. 91, p. 917).
 - *Russie.* — Postes et télégraphes. Envois adressés à l'armée russe en campagne. Avis (février 1904), t. 90, p. 523.
 - *Suisse.* — Arrêté du Conseil fédéral relatif à l'application du règlement télégraphique international et à des adjonctions aux articles 11 et 43 de l'ordonnance du 30 juillet 1886 concernant l'emploi des télégraphes dans l'intérieur de la Suisse (11 mars 1904), t. 90, p. 458.

- Télégraphie sans fil.** — *Belgique,* — Admission de la correspondance privée dans le service de la télégraphie sans fil entre le poste côtier de Nieuport et les paquebots belges de la ligne Ostende-Douvres (19 septembre 1902, 3 mars 1904), p. 313.

Téléphonès. — *France, Grande-Bretagne.* — Convention réglant le service de la correspondance téléphonique (29 juillet 1902), t. 89, p. 273.

Terre-Neuve. — *France, Grande-Bretagne.* — Convention du 8 avril.

Transvaal. — *France.* — Décret relatif aux colis-postaux à destination de l'Orange et du Transvaal par la voie de l'Inde britannique (18 mars 1904), t. 90, p. 454.
— Importation de la main-d'œuvre chinoise. V. *Chine, Grande-Bretagne.*
— Cf. *Union douanière sud-africaine.*

Travail. — Garanties internationales.
— *France, Italie.* — Convention en vue d'assurer des garanties à la personne du travailleur (15 avril 1904), t. 92, p. 1269.
— Arrangement concernant les remboursements et les transferts de fonds déposés à la Caisse d'épargne postale des deux pays (15 avril 1904), t. 92, p. 1272.
— V. *Main-d'œuvre chinoise, spéc. Chine, Grande-Bretagne.*

Tribunal arbitral. — V. *Arbitrage international.*

Tribunal de prises. — Voir *Prises maritimes.*

Tribunaux mixtes. — V. *Juridiction consulaire à Shanghai.*

Tunisie. — Cf. *Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.*

Turquie. — *Bulgarie.* — Arrangement du 26 mars/8 avril 1904 et protocole y annexé, t. 90, p. 539.
— Iradé nommant un commandant italien de gendarmerie en Macédoine (4 janvier 1904), t. 89, p. 376.
— Communiqué de la Porte à l'Autriche-Hongrie et à la Russie (Réformes en Macédoine) (10 janvier 1904), t. 89, p. 376.
— Cf. *Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.*

Tutelle des mineurs. — Convention pour régler la T. d. m. (Convention de La Haye sur le Droit International privé), 12 juin 1902, t. 91, p. 933.

U

Union douanière sud-africaine. — Ordinance to provide for the Entry of the Transvaal into a South African Customs Union, and to amend the Customs Laws and Customs Tariff in certain respects (11 juillet 1903), t. 92, p. 1428. (Texte original). — T. 91, p. 822 Traduction française).

Uruguay. — *Grande-Bretagne.* — Convention concernant l'échange des colis postaux (11 mars/1^{er} juillet 1901), t. 92, p. 136.
— Cf. *Télégraphe. Règlement de la Conférence de Londres du 10 juillet 1903.*

V et W

Venezuela. — *Grande-Bretagne.* — Livre bleu anglais (Venezuela, n^o 1, 1903) pp. 47, 165, 281, 437, 567, p. 699, p. 972.

— V. aussi *Arbitrage international. Cour permanente d'arbitrage.*

Volontaires étrangers. — *Russie.* — Non admission, t. 90, p. 622.

Voyageurs de commerce. — Cf. *Commerce.*

Weï-haï-Weï. — Télégramme du ministre de Russie à Pékin concernant la situation de Weï-haï-Weï et les mouvements de l'escadre japonaise (février 1904), t. 90, p. 608.

ERRATA CONTENUS DANS LES 4 VOLUMES DE L'ANNÉE 1904.

Page 328, 20^e ligne d'en bas, lire : *enregistrer* au lieu de transcrire.

Page 333, 24^e ligne d'en haut, lire 13 février, au lieu de 10.

Page 460, 4^e ligne d'en haut, lire *un nom*, au lieu d'un non.

Page 629, 4^e ligne d'en bas, lire : *propriété industrielle*, au lieu de propriété intellectuelle.

Page 633, pagination, lire 638 au lieu de 538.